LE MONDE

Abonnements : voir tarif page 12

Publication mensuelle 5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 89

- CE & la payablide.

not-impaided et 1741

characted are put cha.

THE MICH POUTLENT P.

deme in monveile of their

consommation energe

tion borrer an credit

marcials, une adaptation

Make he standarded in oth strainger.

interitore contrativ

TELES CHA :

of francisor pastri

panestrone li possi

to sected the l'amporta

particulate a franci:

pourities at his tends

dept execute state de

de strick fact backer

dam was postable

produtte & l'évoluteur a :

metre de l'effre erousunte a

derront faire

pion in interita de

seems Les strateges

7-11- Table ---

THE REPORT OF

Participant

THE PERSON

E fait mile

des the small below de 196 -1000

diplomatique

Les liens économiques entre l'Est et l'Ouest

(Pages 4 à 7.)

Solidarité

Par CLAUDE JULIEN

ES graves événements d'Iran et d'Afghanistan provoquent dans les relations entre l'Europe et les États-Unis uae crise qui laissera de profondes cicatrices même si le point de vue américain finit par l'emporter. De Téhéran « acte de terrorisme international » — à Kaboul — un « acte d'agres sion militaire », — les situations ne sont gaère comparables, mais Washington entend les lier car elles « constituent de graves défis lancès aux Etats-Unis et aux autres nations du monde ». C'est pourquoi le président Carter se sent autorisé à réclemer la solidarité des alliés.

Entière dans la réprobation d'ane prise d'otages et d'une iavasion, la solidarité a pourtaat du mal à se manifester dans la riposte qu'appellergient de tels « défis ». Les discordances au sein de l'alliance atlantique, si elles se traduisent avec plus d'éclat que par le passé, ne sont pos pour autant noavelles. Elles étaient apparues pendant la guerre israélo-arabe de 1973 lorsque, de toas les pays européens, seul le Portugal non démocratique avait accordé aa droit d'escale aux avions américains qui ravitaillaient Israël. Elles n'étaient pas moins nettes pendont la guerre du Vietnam, même si de Gaulle avait été le seul chef d'Etat à les relever avec autant de force dans son discours de Phnom-Penh. Elles avaient incité M. Henry Kissinger à annoncer bien imprudemment une « anaée de l'Europe »... qui fut l'année du Watergate. Elles ont en fait marqué toutes les étapes de la construction de l'Europe depuis l'époque où John Foster Dulles brandissait la menace d'une « révision déchirente » de la diplomatie américaine ou cos où ne serait pas accepté le réarmement allemand.

Ce qui était alors en jeu, ce n'était ni plus ni moins que la protection aucléaire que les Etats-Unis assurent à l'Europe. Faut-il s'étonner si, près de treute aux plus tard, le président Carter reprend le même arquirent en critiquant les alliés européens qui « demuadent la protection (militaire des États-Unis) mais se montrent circonspects quant aux obligations de l'alliance »?

'ARGUMENT ne possède qu'une faible valeur intrinsèque cor, comme le reconnaissait le 18 mars l'ombassadeur des Etats-Unis gaprès de l'OTAN, les « obligations » des alliés ne portent pas sur « les évênements qui se produisent bors des limites géographiques officielles de l'alliques »; certes, comme il en faisait la remarque, les Européens « ne peuyent rester indifférents » à des crises périphériques, mais nul ne souroit attendre d'eux qu'ils acceptent alors les directives américaines comme ils le font habituellement lorsqu'il s'agit de la zone OTAN. Même dans ce dernier cas, les pressions de la « République impériale » sont parfois si fortes qu'elles ont permis à Raymond Aron de parler d'un véritable « chantage » destiné à faire prévaloir les intérêts nationaux américains au sein de la commanauté atlantique.

Comment s'étonnes de sérieux désaccords lorsque Washington yeut obtenir la solidarité des alliés pour faire face à des situations de crise dans lesquelles ils n'ont eu aucune part? Car la vagne intégriste qui a souleyé l'iran résulte pour une bonne part du soutien aveuglément accordé par huit présidents américains à un régime autocratique. De surcroît, la « solidarité » a trop souvent été à sens unique, non sealement sur le plan politique, mais aussi dans l'ardre monétaire, rompu par une décision unilatérale de Washington, comme dans l'ordre économique où elle a fait place à une véritable guerre commerciale.

TL n'empêche que l'Europe ne peut rester passive --- et elle a'est d'ailleurs pos inactive. Mais, si elle yeut avoir une chance d'exister, il lui appartient de choisir elle-même ses propres moveus d'action. D'autant qu'elle a de bonges raisons de s'interroger sur la loyauté des relutions transatlantiques. Car enfin, au moment même où Washington demandait aux Européens de prendre contre l'Iran des mesures à la fois diplomatiques et économiques que l'on disait indispensables à la libération des otages, la Maison Blanche lançait une opération de commando à l'insu de ses alliès. Si la confiance est ébranlée, ce n'est pas d'abord par l'échec de cette entreprise... Et l'on se demaade si, pour compenser un tel figsco. M. Carter ne sera pas tenté d'aller plus lois dans l'usage de la force.

Les discours officiels sont impuissants à dissimuler les incompréhensions mutuelles qui constituent la seule menace réellement capable d'affaiblir l'alliance. Pour que celle-ci soit désormais en mesure d'accomplir sa mission, il est arand temps de la soumettre à un sérieux examen qui tiendrait compte de tout ce qui a pu changer dans la position concrète des partenaires.

Racisme et matières premières en Afrique australe

LE POUVOIR NOIR AU ZIMBABWE

En votant massivement, fin février, pour M. Robert rait doublement reduite : sans porter atteinte aux intérêts Mugabe, ches de l'Union nationale asricaine du Zimbabwe (ZANU), les populations noires du Zimbabioe ont manisesté sans équivoque leur volonté de mettre sin au racisme et à la misère.

A coup sur. l'indépendance proclamée le 18 avril et l'accession au pouvoir des représentants de la majorité noire marquent un tournant en Afrique australe, où l'Afrique du Sud demeure le dernier a bastion blanc » - autrement plus puissant que ne l'élait la pctite Rhodésie de M. Ian Smith. Mais la fin du racisme metitutionnalisé ne signifie pas du même coup la fin des inégalités économiques dans un pays dominé par les sociétés étrangères. Les richesses minières, les banques, les industries sont largement aux mains de sociétés multinationales et celles-ci ne voient pas d'un mauvais œil l'arrivée au pouvoir d'un nationaliste qui a formellement renonce au « socialisme » et se porte garant de la continuité.

La marge de manœuvre dont dispose M. Mugabe appa-

économiques les plus puissants, il doit répondre aux aspirations des masses exigeant de rapides transformations de leurs conditions de vie. En même temps, il doit maintenir la collèsion de ce jeune pouroir à majorité noire, sans disposer plemement d'un appareil policier et militaire qui reste tributaire de son encadrement européen.

S'il reussit, M. Mugabe peut entreiner dernère lui la plupari des autres Etats de cette Afrique australe devenue un champ de rivalités économ:ques et stratégiques, et faire ainsi pièce aux visées de l'Afrique du Sud sons pour culant porter atteinte aux intérêts muitinationaux. En revanche, s'il devait échouer, le Zimbabwe s'ouvrirait aux affrontements internationaux et serait exposé à l'intercention économique et militaire de con puissant voisin. Pour les grandes sociétés étrangères, prêtes à favoriser en Afrique du Sud même une libéralisation du système d'apartheid, le Zimbabue, c'est aussi un terrain d'essai pour la mise en place d'une « société multiraciale ».

OUS les milleux intèressés — mouvements politiques et respon-L sables économiques à l'intérieur. Etats de la « ligne de front » et grandes puissances à l'extérieur — ont accepté le verdict des urnes : cinquante-sept sièges sur les quatre-vingts réservés aux députés noirs allaient au parti de M. Mugabe. Les Blancs ne se sont pas précipités sur les routes ou vers les aéroports. Pour la première fois depuis dix-sept ans, plus personne n'appelle à la lutte armée au

Que les candidats du Front rhodésien de M. Smith aient tous été élus par le collège blanc pour occuper les vingt sièges réservés aux non-Africains dans le Parlement du Zimbabwe, qui s'en étonnerait? Mais, par son ampleur, le succès remporté par le chef de la ZANU déjouait, lui, tous les pronostics. Tant à Londres que dans la communauté blanche de Rhodésie une certitude avait finalement permis le «règlement constitutionnel» élaboré à Lancaster-House (1) pour mettre pacifiquement fin au conflit : le parti de M. Mugabe ne gagnerait pas assez de sièges pour prétendre à gouverner seul ou dans une coalition, le suffrage universel désignerait à la tête du futur Etat soit le Conseil national africain unifié (United African National Council, UANC) de l'évêque Muzorewa, soit l'Union populaire africaine du Zimbabwe (Zimbabwe African People's Union, ZAPU) de M. Nkomo, soit, plus probablement, une alliance de ces deux formations.

L'aile la plus « radicale » du mouvement nationaliste était censée nourrir des aspirations révolutionnaires : faire table rase du système passé instaurer une « démocratie populaire » calquée sur les régimes angolais ou mozambicain. Or, contrairement aux prédictions alarmistes, la Rhodèsie Par notre envoyé spécial RENÉ LEFORT

s'installe progressivement dans la paix. Des heurts, de plus en plus rares, opposent encore les forces de l'ordre à des éléments armes, mais ceux-ci sont désavoués par tous les partis. Et, surtout, les nouveaux dirigeants confirment jour apres jour leur volonté d'assurer la continuité. Les interlocuteurs blancs de M. Mugabe, que beaucoup qualificient naguere de « terroriste marriste », louent aujourd'hui son « intelligence ». sa « moderation », son « pragmatisme »:

ils imaginent pour le Zimbabwe un

deuxième Kenyatta (2). L'audience des deux composantes du Front patriotique dans la population africaine etait-elle si profondement méconnue?

Que son attitude récente obéisse à des considérations tactiques ou qu'elle s'inscrive dans un projet à long terme qui n'est pas celui qu'on lui pretait, le chef du premier gouvernement de la majorité noire hérite d'une situation économique et sociale plus difficile qu'il ne parait à première vue. Et quels que soient l'empressement et la bonne volonté des milieux economiques étrangers, il devra d'abord rendre des comptes à son électorat, qui attend de lui une amélioration rapide de son

Croissance économique et discrimination

A U regard des statistiques (3), l'éco-A nomie a atteint un stade de développement qui classe la Rhodésie dans la catégorie des pays dits « intermédiaires » et en fait donc l'une des rares exceptions sur le continent africain. Pour une population légèrement supérieure à 7 millions d'habitants, le produit national brut atteignait 2,106 milliards de dollars rhodésiens (4) en 1978, de façon diversifiée: 17 % pour l'agriculture, 7 % pour les mines, 25 % pour l'industrie et la construction, cation, 22 % pour la distribution et l'hôtellerie, le reste provenant d'autres services. L'hydraulique et le charbon extrait localement fournissent 95 % de l'énergie électrique consommée.

(1) Le 5 soût 1979, le Front patriotique et la Grande-Bretagne s'accordent pour ouvrir des négociations auxquelles se joindraient des représentants du régime de Salisbury. Elles débutent le 10 septembre. à Londres, et se terminent le 17 décembre par la conclusion de l'accord de Lan-(2) Jomo Kenyatta, décédé en août 1978, fut l'un des pères du nationalisme kenyan. Condamné à la prison au mo-

ment de la rébellion mau-mau, il fut nommé premier ministre lorsque le pays accèda à l'indépendance et il assura le maintien du jeune Etat au sein du Commonweaalth et du système économique occidental. (3) Depuis l'instauration des sanctions internationales contre la Rhodésie, beau-

coup de statistiques étaient tenues secrétes à Salisbury. Force est alors de se reporter aux estimations fournies par les banques, les instituts de recherche, etc. (4) Economic Bulletin Zimbabwe, décembre 1979, publié par le Standard Bang Groupe (I dollar rhodésien = 6,25 F environ, soit 1,45 dollar américain; sauf précision contraire, il s'agit toujours de dollars rhodésiens dans cet article).

Pour une superficie de 390 622 kilomètres carrés, le Zimbabwe dispose de 3415 kilomètres de voies ferrées et de 5 300 kilomètres de routes goudronnées (chiffre de 1974, multiplié depuis lors en raison des impératifs militaires). Les exportations de produits agricoles, miniers et industriels — les produits bruts fournissent plus des trois quarts des revenus de l'exportation - permettent à la balance commerciale d'être bénéficiaire :

+ 180 millions de dollars en 1978. (Live la suite page 10.)

Dans ce numéro:

- La stabilité inquiète de la République fédérale (Page 3.)
- La course aux ressources renouvelables aux États-Unis

(Page 9.)

(Pages 13 à 18.)

• Les paris du système alimentaire mondial

L'or, le dollar et l'intégration capitaliste

Flèvre de l'or, spéculation sur le métal jaune... Nombre d'interrogations émergent quant à la flabilité du fonctionnement actuel du système monétaire et financier international. Si, depuis les accords de la Jamaique, on assiste à une démonétisation partielle de l'or, celul-ci reste, pour les banques centrales, l'instrument privilégié de réserve et continue à susciter l'Intérêt des spéculateurs; par là même. Il permet de conforter l'hypothèse d'un retour à l'or comme élément central du système monétaire international. Reste à savoir si les autorités américaines sont prêtes à « liquider » en partie leurs stocks d'or, comme elles le

tont régulièrement depuis les accords de la Jamaique, suivies en cela par le Fonds monétaire international (F.M.I.), pour entériner la démonétisation complète de l'or. Mais cette question ne peut intéresser que les spéculateurs. car, dès à présent, l'or n'est plus au cœur du système monétaire international ; en lait, il n'a jamais constitué qu'un enjeu secondaire dans l'histoire du capitalisme de l'après-guerre ; l'or n'a été que le voile de stratégies bien plus complexes; même si le voile se déchire, les stratégies restent, les enjeux subsistent. Leur analyse permet de mieux situer le vrai problème.

A prospérité économique qui caractérise l'après-guerre prend ses racines dans la dissymétrie des économles des pays Industriels de l'Occident héritée de la guerra. D'un côté, l'économie américaine restée intacte, hyperdéveloppée par l'effort de guerre et qui permet à sa population d'accéder, dès les années 40, à la consommation de masse. De l'autre, des économies parlieliement détruites, aux installations vétustes, avec des populations qui connaissent la Inemennoiter el fe enunée

Ainsi le système monétaire international gul se met en place dès 1944 ne sera pas le Gold Exchange Standard, mais le doller standard. Si la devise américalne n'est quère contestée pendant près de vingt ans, ce n'est pae à cause de sa libra convertibilité en or, au cours officiel de 35 dollars pour une once d'or »,

Par FRANCIS KERN *

pour reconstruire leur économie. Le plan Marshall offre un débouché aux blens et machines made in U.S.A. Mais, surtout, il exige que toutes les nations industrielles d'Occident exporient coûte que coûte leurs propres produits pour équilibrer leurs balances de palements et, si possible, dégager un excédent pour rembourser les prêts Marshell. Si tel ou tel paye reste déficitaire et ne parvient pas à couvrir les échéances de ea dette extérieure, il aura recours aux prêts du Fonds monétaire international, autre création du système de Bretton-Woods. Mais cela à la stricte condition de mettre en œuvre des politiques de rééquilibrage et d'austérité et de sanctionner cette situation par une dévaluation de sa monnale par rapport au dollar. Le sysième

de Bretton-Woods a pour premier objectif la constitution d'un espace économique fondé sur le libre-échange de marchandises et de rappeler ginsi à chaque nation qu'elle ne peut se refermer sur son marché intérieur, mais, au contraire, qu'elle doit prendre une part active dans les échanges internationaux. Dès 1950, les échanges des principaux pays industriels sont trois fois supérieurs à ceux des Etats-Unis.

Le second voiet du système de Bretton-Woods concerne la libre circulation des capitaux. Dans les années 50, il est ainsi signifié aux autres nations de s'ouvrir aux investissemente venant des Etats-Unis, seul pays créancier du reste du monde et saul pays dont le financement des « aides » publiques et des Investissements privés à l'étranger pulsee se réaliser grâce à son propre système bencaire national.





Au bord de toutes les hérésies, un autre type de marxisme, plus proche de la réalité latino-américaine

pent pour un instant leurs disputes pour aller se recuelliir sur la tombe sans croix de José Carlos Mariategul. mort vollà cinquante ans. Tous se retrouvent là, absolument tous : comuneros descendus des Andes, prolétaires de la côte, écrivains, délégués de l'Université péruvienne qui, paradoxalement reconnaissent en cet autodidacte le fondateur des études rigoureuses sur la réalité péruvienne dans la perspective du socialisme. Quel est donc cet homme qui les rapproche? Et en qui, même d'une manière contradictoire et conflictuelle, toutes les organisations révolutionnaires d'un pava en crise essaient de trouver des attaches et les racines de leur

Né en 1894, journaliste jusqu'en 1919, Mariategui va traverser les années 20 comme un éclair. En Europe de 1919 à 1923, il est bien vite de retour et, pendant les six années qui lui restent à vivre. Il va déployer de nombreuses activités. Il dit ses impressions de voyage et fait l'examen de la situation internationale devant les ouvriers des universités populaires Gonzales-Prada : Il réunit quelques-uns de ses articles et chroniques pour publier des livres, fonde une grande revue culturelle, sans égale jusqu'à ce jour, Amauta, un journai syndicaliste, Labor, et sa propre maison d'édition, Minerva, qui lui survivra. Il favorise la formation de la Confédération des travallieurs du Pérou (C.T.P.). Il polémique avec son rival, la grand tribun populiste Haya de la Torre, à propos de la question du parti, du type d'Etat et de la révolution pour le Pérou et l'Amérique latine. Il propose un schéma du parti socialiste qui lui vaudra un blâme du bureau sud-américain de l'internationaie socialiste en 1928 et au moment où li se prépare à partir pour Buenos-Aires afin d'échapper à la police du dictateur civil Legula, il s'éteint, victime de la maiadle qui ne l'avait pas quitté depuis l'enfance, il avait trente-

Un demi-siècle plus tard, tous les courants d'opinion lui reconnaissent une place de premier plan dans la formation de l'autoconscience de l'Amérique latine contemporaine. Ses écrits sont des classiques. Les Seof Essais d'interprétation de la réalité péruvienne, con ouvrage le plus connu a été tradult en français (Maspero. 1969), en Italian (Einaudi, 1973) et, bien sûr, en anglais, en russe. Au Pérou, c'est le livre le plus lu et. plus que n'importe quel roman, un best-seller permanent. Cette célébrité atteint d'autres ouvrages moins connus, comme Cartas de Italia, et des essais aur des thèmes culturels et littérzires que la société d'édition italianne Mazzotta a récemment rassemblés en une anthologie. Le désir de

Contre l'économisme et le dogmatisme

T A grande crise du « pouvoir hégémonique - qui d'après ce que nous pouvons en juger maintenant, s'ouvre pour de nombreuses nations d'Amérique latine dans les années 1920-1930 (2), la fièvre d'un continent touché par la flambée de la révolution mexicaine et la révolution d'Octobre, ainsi que ce mouvement juvénile de rénovation et de contagion sur le clan moral et intellectuel qui nous est parvenu sous le nom équivoque de « féforme universitaire » sont à l'origine d'une aventure théorique et pratique qui est loin d'avoir épulsé toutes ses possibilités. Curieux, ouvert à la culture de son époque. Mariategui abandonna proviscirement un continent aux prises avec les - gritles yankees > pour parcourir l'Europe de la première aprèsquerre. à l'instar de tant d'autres Sud-Américains (Pablo Noruda, César Valleio...) dans le but d'étudier non seulement des régimes politiques et des types d'économie mais aussi une civilisation. Des problèmes de santé l'empêchent de poursulvre jusqu'en Russie, la Russie d'alors.

A Paris, il se lle au groupe Clarté. à Romain Rolland et à Henri Barbusse, mais c'est en Italie. l'Italie des occupations d'usines de 1920, celle des « années rouges » et du congrès de Livourne, qu'il fera son meilleur apprentiesage tout en constatant la montée - fasciste ». De cette période de ca vie, il dira plus tard : - En Italie, l'al épousé une temme et des idées. = 11 se joint au cercle Intellectuel du philosophe Croce. A Turin, II se met en relation avec le groupe Ordine Nuovo, d'où sortiront Gramsci et Terracini. Lecteur attentif de Piero Gobetti et de sa Rivoluzione liberale, le Péruvien assimilera la conception d'un marxieme ouvert, on pourrait dire poreux, souple,

on a dû faire un fac-similé en six volumes. Les anthologies et les recuells abondent tandis que se multiplient études et recherches mariategulates. Des générations de Latino-Américains continuent de consulter avec ferveur des éditions populaires comme calles de la Casa de las Americas (1963.

Dans tout le continent, aucun auteur avant traité du matérialisme historique - ni Lombardo, ni Sanchez Vasquez. ni le Cubain José Portuando, ni le Vénézuélien Luis Villalba — n'a jamais suscité une telle demande. Les livres que la talent exceptionnel de Mariategui nous a légués, ai nombreux que l'édition des œuvres complètes n'a été terminée qu'en 1970, ne sont pas précisément ceux que l'on attendrait de quelou'un qui s'assumalt comme « marxiste convaincu et avoué ». Ses essals, ses réflexions, ses chroniques, toujours ponctuels, précis, sont join de

formation. (= Schema de l'évolution économique ». « Le problème de l'indien » at « Le problème de la terra ». dans Sept essais d'interprétation de la réalité péruvienne, pp. 7-30.) Et en

-le premier marxiste d'Amérique -(Meils), - le fondateur de la gauche péruvienne » (Carlos Franco), « le plus grand apport du marxisme iatino-américain à la cause de la révolution mondiele - (Arico).

Morale, subjectivité, désir

ES theses visent foin : elles impliquent que Mariategul n'auralt jamals transplanté un marxisme importé d'Europe. Mais, dans ce cas, il n'y aurait pas non plus cette célèbre « convergence » entre la méthode universelle et la réalité péruvienne, excuse sur laquelle s'appuient les orthodoxes pour lustifier toutes les paresses mentales. un Mariategui simple, bien qu'il soit l'Interprète heureux d'une réalité péruvienne décodée. Voltà une version intéressée et mutilante qui cache l'essentiel. En réalité, ce que Mariategul a fait du marxisme qu'il a rapporté en Amérique, dans sa besace de nouveau voyageur éciairé, n'a été rien moins

En tout cas, l'originalité de Mariategui réside dans la manière autonome et réélaborée avec laquelle il a réfléchi à une réalité historique, en repensant la méthode. Il est inutile de chercher dans son œuvre un corps doctrinaire achevé. En revanche, on trouvera un ensemble de concepts méthodologiques ouverts. Une problématique. Et une lecon de sensibilité, une attitude accueillante à la culture de son époque Vitalisme, activisme, pragmatisme relativisme - écrivalt-il. - aucun de ces courants philosophiques, considérés sous l'angle de feur apport à la révolution, n'est resté en marge du mouvement intellectuel marxiste. > Mais

 condition américaine», ainsi la nommera plus tard Lezama Lima. se situait au-deià de ces ferments : européens, africains, indiens, C'ast une « voionté de style » qui prend un peu de checun sans se rattacher à

Chez Mariategui lui-même, d'une part If y a la rigueur - et il faut rappeler, parmi tant d'autres traits, sa prose claire, mordante, - et, d'autre part, ce que l'on a si souvent appelé le « sentiment» du terroir. Pour tous ces motifs, et toute autre considération mise à part il est l'inventeur d'un style d'« intellectuel ». Qui fera école au niveau continental. Une manière de s'insérer simultanément dans le monde des idéas et dans la vie collective. en fuyant tous les ghattos : lournalistes, universitaires, politiques, et en reliant entre eux moyens d'informations. méthodes et masses. Jamais vulgaira. On lul a reproché son esthétisme, son immense culture et un certain dandysme. En fait, avec lui naissait vers les années 30 une nouvelle race d'hommes. Inévitablement Incompris, comme dans la Russie du dixneuvième siècle. Ce sont eux ---Franco Venturi le démontre dans sa thèse Les intellectuels, le peuple et ia révolution (Galilmard, 1972) - qui annoncent les terribles mutations du devenir: l'« Intefligentsia ».

il y a toujours dans ces « intelligentsias extrême-occidentales », qui opèrent sur des espaces immenses où le temps historique ne correspond pas au temps européen, la promesse de toutes les explosions, de toutes les libérations mais aussi, qui an doute. d'autres despotismes. Mariategul, par sa jeunesse, par son élan rénovateur et sa disparition prématurés, échappa à l'une de ces cristallisations de partis ou d'écoles.

(1) Cf. Robert Paris, préface de Sept essais d'interprétation de la réalité péruvienne, coll. « Textes à l'appui », Maspero, Paris, 1969, pp. 7-30. — José Carlos Mariategui et le modèle du communisme inca >, in Annales E, C, S, nº 5, septembre-octobre 1966. (2) Alsin Rouquié, « L'hégémonie militaire et la crise de l'Etat », in Pouvoir militaire, société politique en République Argentine. Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, Paris, 1978, pp. 693-737. (3) Diego Messeguer, l'Idés de révo-Iution dans la pensée de José Carlos Mariategui, thèse de troisième cycle, Roole pratique des hautes études, Paris, 1969, deux tomes.

(4) José Arico, Mariategui y los origenes del marrismo latino-americano, Cuadernos del pasado y presente, Siglo XXI, 1978, 321 p. (5) Carlos Franco, « Izquierda politica e identidad nacional », in Peru, identified nacional, Editions Cedep, Lime, 1979, pp. 235-304

(6) Amauta publicit des textes de Sorel, Trotaki, Babel, Barbussa, Toller, Pilnisk, Romain Rolland, Valleto, Voir Danielle Maurice. Dépondiement et Etude de Amaute, thèse de troisième cycle, université de Paris-III, 1975.

José Carlos Mariategui une pensée libre

l'aridité dogmatique ou du pamphlet. ce qui jui attache un autre public : celui des chercheurs.

Le discoure de Mariategui repousse les limites de la conscience possible : une attitude plus qu'une doctrine, couvrant un champ plus vaste que le marxisme conventionnel. Il n'est pas necessaire d'insister sur la signification du fait que le théoricien le plus per des générations de Sud-Américalns solt un marxiste difficile à cataloguer et, en fin de compte, hétérodoxe, libre. En France (1), os connaît mai ce penseur. On ne volt en jul que le « socialiste indigéniste ». Quant à l'autre Mariategul, celul de la Escena contemporanea et de El Aima matinal, celui qui a una portée universelle. Il attend toujoure un traducteur et un révélateur. La gauche française a découvert Gramsci tardivement. En sera-t-il de même avec Mariategul ? A l'Ignorer, c'est la pensée de tout un continent que l'on passerait sous slience avec tout le caractère d'anticipation qu'elle a pour l'Europe elle-même.

qui s'insère dans le réel en tenant compte de la dynamique propre des - classes subaltemes - ainsi que du problème de la « culture nationale » que développera plus tard Gramsci. male bien après la mort de Mariategul. Entre les deux théoriciens, il n'y aura dono que des parallélismes, significatifs toutefols. En somme, un climat d'idées et une atmosphère révisionniste et innovatrice qui préserveront le Péruvien des réductions et almolifications brutales du « marxisme » latinoaméricain des décennies suivantes jus-

qu'à l'aube de la révolution cubaine (3). Plusieurs chercheurs mariateguistes insistent actuellement sur la nécessité d'étudier très attentivement ce que l'on commence à appeier les « années formatrices », c'est-à-dire les années 1919-1923, le séjour en Europe, et plus précisément la période Italienne, car lls sont convaincus que Mariategul a bénéficié d'une situation exceptionnelle en ce formant dans un socialisme antérieur à la « congélation » stalinlenne, et avec la chance supplémentaire de le faire à travers le filtre Italien. A ce propos, Arico (4) est convaincant : - Si Marlategul a pu donner de la doctrine de Marx une interprétation à tendence anti-éconòmique et antidogmetique, à une époque où avancer cette hypothèse dans les rangs communistes était théoriquement inconcevable et politiquement dangereux, cela n'a été possible que grâce au poide décisit qu'a eu dans sa formation la tradition idéaliste italienne dans son étape de dissolution provoquée par l'échec de l'Etat ilbéral et le surgissement de courants crocians et marxistes révolution-

La spécificité du cas italien préparait à l'étude de la epécificité du cas péruvien. Et Mariategul, comme on le sait, fera cette étude à son retour en

nairea. »

Par HUGO NEIRA *

que de le recréer. Un marxieme schismatique de naissance, puisant son origine, sans aucun doute, dans une lecture « tendancieuse » de Marx par le libéral de gauche Croce (5). Ses adversaires, gardiens de l'incorruptibilité du dogme dans l'Internationale communiste, avaient donc raison. Sauf que la Péruvien n'était pas un vulgaire populiste » : il incamalt bien un autre type de marxisme. Que cette matrice idéologico-politique, cette potentialité latino-américaine, ne se soit pas c'éveloppés davantage, c'est une autre histoire. Mais cela vaut la peine d'être rappelé.

A U niveau strictement politique, les

Nietzsche et à Sorei sont rafraîchissantes. Il marche au bord de toutes les hérésies. Schismatique, père fondateur. A cause de cala, on peut le lire et le reilre sans lamais rire ou

cela est dit avant que la troisième

Internationale ne contrôle les partis

communistes d'Amérique latine. A

cause de cela, pour beaucoup d'entre

nous, ce qui peut être jugé comme

des faiblesses par ses critiques appe-

raît comme une de ses plus grandes

vertus : Il accorde de l'Importance au

pouvoir des mythes dans l'histoire. Il

remarque le caracière morai de la

politique, le pouvoir subversit de la

subjectivité et du désir. le caractère

d'agonie que présente toute grande

tache historique. Et ses références à

Et le < huitième essai > ?

A consequences de ces fondations si peu orthodoxes du marxisme latino-américain de Mariategul n'ont pas fini de faire parier d'elles. Si l'hypothèse est confirmée, qui veut qu'à une conception léniniste (un parti de cadres professionnels avec une discipline militaire et vivant dans la clandestinité) on oppose une conception stalienne, c'est-à-dire un-développement politique inséré dans la pratique populaire et nationale, Mariategul aurait hésité et, par moments, il se serait rapproché de la seconde, quand Il ne partage pas l'extrême hâte de Haya de la Torre à former un parti semi-insurrectionnel et semi-électoral à l'aube des années 30. Plus tard. Mariategui a un conflit semblable avec l'Internationale communiste, qui iui enjoint de fondre son « parti socialiste = en un < parti de classes =. ce qui se passe à sa mort. Mais, à long terme, étant donnée la situation de la conscience populaire au Pérou et ses handicaps que lui-même connaissait très bien, pour quel type de structure de parti aurait-il opté? Nous ne le saurons jamais, à moins qu'on na retrouve le célèbre huitlème essai. dans lequel Mariategui aurait brandi son . plaidoyer doctrinal et politique ... Ce demier a été curieusement égaré lors de l'envoi à César Falcon, qui résidalt dans cette Espagne républicaine, où le Komintern étalt très actif et à un moment où quelqu'un comme V. M. Miroshevki, dans les revues politiques de Moscou, traitait Marialegul d' « intellectuel socialiste petit-bourgeois ». Il est possible que le manuscrit perdu solt dans un pays de l'Est. classé dans un dossier... Finalement, à côté du Mariategui de la métamorphose - marxiste-léniniste » des années 60, précédé du Mariategui - populiste -, il y a un Mariategui « semi-apriste » et un autre « soréllen ». ainsi que l'attestent les textes successife recueillis par Arico. C'est à cause de tout cela que Mariategul est toujours, dangereusement, au bord de

* Resayiste péruvien, lectour à l'université de Saint-Etienne.

mutilations (différentes) et d'un pro-

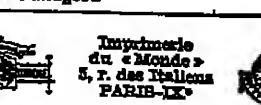
cessus de mythologisation (commun à toutes les tendances).

Il resterait beaucoup de thèmes à développer pour compléter le portrait de Mariategui : la relation qu'il établit entre Indigénisme et socialisme, entre identité indienne et identité nationale, sa critique de la luxtaposition de démocraties formelles en Amérique latine avec des modes de production archalques et pré-capitalistes. son intuition d'autres développements historiques multilinéaires, ce qui épargneralt à un continent le passage par certains stades supposés obligatoires de capitalisme périphérique ou de socialisme d'Etat. Mais aussi le cuite qu'il vouait à l'essai, en tant que genre privilégié pour la transmission des idées et la recherche d'une sensibilité particulière, l'élévation de l'Europe au rang de lieu d'observation et de redécouverte paradoxale de l'Amérique, l'inschévement de ses livres et de ses schémas mentaux. l'invention simultanée d'une méthode et d'une forme d'écriture, sa curiosité enfin pour la culture bourgeoise de son époque qu'il assimile et retourne (comme Octavio Paz, plus bard, dans ses « signes de rolation »),

Un Mariategui, lieu de rencontre de l'esthétisme et de la révolution, de l'intelligence et de l'aventure, de l'émotion révolutionnaire et de l'émotion religiouse, et qui nous amène à un thème discuté avec autant de fréquence que de passion actuallement : le thème de l'Identité. Mariatequi propose une réponse personnelle : ni assimilation aveugle, vertigineuse allénation culturelle « malinchiste », ni facile rejet xénophobe. ni hyperrationalisme, ni retour à l'irrationnel mais créalivité. Un exemple. Dans les premiers poèmes de César Vallejo (6) — pas dans ceux qui furent déterminants et que Mariategul n'a pu connaître. - Mariategui décèle une double loyauté à l'indigénisme et au symbolisme. Ce qui ne le gêne en rien, bien au contraire. Du symbolisme, il dira qu'il « se prête mieux que n'importe quel autre style à l'interprétation de l'esprit indigène ».



Edité par la SARL. le Monde. Gérants : lacques Fauvei, directeur de la publication. Jacques Sauvagest



Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration. Commission paritaire des journaux

at publications a nº 57 438

LA STABILITÉ INQUIÈTE DE LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE

Par JEAN-MARIE VINCENT *

A République fédérale d'Allemagne est dirigée depuis dix ans par une coalition social-democrate-libérale qui peut présenter à première vue un bilan positif. Le géant économique qu'était la République fédérale est devenu la première puissance politique de l'Europe de l'Ouest et le veritable guide de la Communauté économique européenne. Ses rapports avec l'Europe de l'Est, et notamment avec la R.D.A., ont été normalisés dans le cadre d'une Ostpolitik qui a connu des difficultés mais a bien surmonté l'épreuve du temps. If n'est jusqu'aux problèmes difficiles de la crise économique de 1974-1975 qui n'alent été traités jusqu'à présent avec succès. Dans un monde marqué par le chômage et des restructurations industrielles sauvages, l'Allemagne de l'Ouest, avec moins de sept cent mille demandeurs d'emploi et un taux d'inflation largement inférieur à celui de ses voisins, fait figure de havre de paix, de prospérité et de

T. . .

THE REPORT OF THE PARTY OF THE

possis figures s

SONGRADA ACCOUNTS OF THE PARTY OF THE PARTY

60 BENEFIT BUILDING TO 2013 (000-2013)

SEE A POINTE TR

the de dynamic and the second

Ches Nat allege

ANTON, MARIANTA PARAMETERS OF THE PARAMETERS OF

SA PORENT BATTA E.

Mations, Robber 326-2 of 128, 128-23

wagen On . A .-

bered, ear to the same

tola denovatia

SERVICE SALE TO CHE

annangent ins

The state of the s

CONTRACT STATEMENT OF STATEMENT

CONTRACT NO. 1 TOTAL PROPERTY.

of to tornes

DOS ON TAPPES BUTTON

devector: Ye min its to also

distant ser.

ME ME GOODS.

● 単一の

. CAMERON INTING. A

Michigan de l'apparance de

& Public de Cat

111 Ct. Bob.

Media Brater

Magazia Par

Carles Mer

distant ?

and Parts .

the game

Ment of M

54 5 ...

Company (September 2)

Dr Chiny in Politice

BUPLAN TO SEE STATE

فتتبيي والمراجرين

Le di i territa profita

REDLE INTERNATIONAL

THE MAIL I MAIS DE EEL

43

BE : ESTHEY:CIENTS

and the management

لمتنام فلن

22

16:57 5-8

SE MOFELSE

On pourrait s'attendre à ce que son régime politique soit particulièrement stable. Or, malgré l'indéniable popularité de M. Helmut Schmidt et les mérites que beaucoup reconnaissent à son gouvernement, la candidature de M. Franz-Joseph Strauss à la chancellerie suscite des échos mattendus et rencontre finalement beaucoup plus de succès qu'on ne le prévoyait. Il est d'abord assez évident que le chef de la C.S.U., l'Union chrétienne sociale bavaroise, a réussi à faire l'unité de toute la droite sur une base offensive et que, en ce sens, il ne se borne pas à incarner la volonté de revanche d'une démocratie chrétienne écartée du pouvoir depuis maintenant plus d'une décennie

En fait, le leader bavarois, dans une perspective de resserrement de toutes les disciplines sociales, rassemble autour de lui tous ceux qui, à un titre ou à un autre, ressentent la gestion social-libérale comme une excessive concession à la permissivité dans le domaine des mœurs, comme trop associée aux syndicats (D.G.B.) dans le domaine social et comme trop peu

libérale dans le domaine économique. M. Franz-Joseph Strauss ne présente certes pas de programme très précis mais il promet un changement global de gestion, une reprise en main des institutions pour combattre toutes les tendances centrifuges à l'œuvre dans la société. Son offensive est d'autant plus preoccupante qu'elle est favora-blement accueille par une partie au moins du patronat qui voit se profiler de nouvelles difficultés économiques : tout laisse prévoir qu'après la sidérurgie de nouvelles branches, comme l'automobile, confrontées à une concurrence internationale de plus en plus sérieuse, vont devoir licencier massivement en même temps qu'elles devront procéder à des réorganisations de grande ampleur. Il est donc tentant, pour le patronat, de mettre en place à titre preventif un pouvoir « fort » ou, en cas d'insuccès, de disposer à tout le moins d'un instrument de conditionnement de la social-démocratie et des syndicate.

Face à des attaques souvent furibondes (un sous-ordre de M. Strauss a comparé les sociaux-démocrates aux nazis), la coalition gouvernementale et les syndicats ont, dans l'ensemble, réagi très mollement, un peu comme s'ils avaient eux-mêmes conscience des limites de leur propre gestion. de l'épuisement graduel de leurs possibilités dans un contexte d'évolution rapide du capitalisme. M. Helmut Schmidt et le parti socialdémocrate tiennent bien les affaires en main dans l'immédiat, mais ils ne savent s'ils pourront encore le faire dans un avenir rapproché. De plus, leurs capacités de mobilisation des masses urbaines ont sensiblement diminué ces dernières années. Beancoup de travailleurs, qui ont dû faire les frais de la politique d'austérité pour reconstituer les marges bénéficiaires des entreprises, ne sont plus aussi déterminés qu'auparavant à soutenir la coalition en place. On ne peut donc exclure que M. F.J. Strauss en 1980 l'emporte d'une courte tête sur ses adversaires et vienne renforcer considérablement le camp conservateur de l'Europe des Dix.

Un retournement de tendance

Un groupe d'intellectuels réunis autour de Jürgen Habermas tente de faire collectivement et en profondeur le bilan politique et idéologique de la République fédérale dans un esprit tout à fait autocritique (1). Leur première préoccupation est, bien entendu, de revenir sur leurs propres illusions au cours de ces dix dernières années, celles qui surgirent en particulier sur la lancée du mouvement étudiant. Il n'y a pas, en fait, de « longue marche » à travers les institutions, de révolution culturelle qui aurait vidé les idéologies bourgeoises de leur sens et leur aurait enlevé toute influence notable sur les esprits. Après une période relativement courte pendant laquelle les cercles dominants furent désorientés, ce qui se passe, c'est à la fois une mise en quarantaine et un autoisolement des secteurs les plus combatifs de la gauche étudiante et intellectuelle. On assiste à la relégation dans un ghetto des étudiants qui cherchent à dépasser les limites de leur milieu et des intellectuels out s'efforcent de penser l'urgence de la transformation de la société en mettant au jour tout ce qui est difficilement supportable dans les relations entre les hommes.

Dans ce mouvement d'enfermement d'un secteur particulièrement inventif et dynamique du tout social, la gauche non-conformiste a elle-même une part de responsabilité. La gauche étudiante s'est, dans sa grande majorité, engagée dans la construction pseudo-partis prolétariens, marqués par le dogmatisme et une superbe ignorance des véritables données de la lutte des classes. Les courants spontaneistes eux-mêmes. plus proches des aspirations d'une partie importante de la jeunesse, ont cru trop facilement qu'ils pouvaient modifier des aspects essentiels de la vie sociale par des initiatives partielles, par des flots de vie autre, sans se préoccuper suffisamment de la résistance des structures globales et de la pensistance de thématiques idéologiques rétrogrades dans les couches non privilégiées de la population. D'une façon générale, la contes-tation estudiantine et intellectuelle ne s'est pas vraiment posé les problèmes du mouvement ouvrier réel, ne s'est pas interrogée sur les origines de son conservatisme relatif, sur la nature de ses affrontements concrets avec le capital

Il n'est pas jusqu'à l'avant-garde littéraire et artistique, pourtant sans concurrents sérieux dans son domaine, qui ne doive être reconsidérée d'un point de vue critique. Elle occupe manifestement le devant de la scène, mais reste impuissante devant la pénétration des valeurs marchandes dans les domaines de l'art, de l'édi-tion et de la reproduction des œuvres de l'esprit. Les stratégies d'immunisation de la classe dominante, d'absorption des poussées subversives, peuvent par suite s'appuyer sur une dialectique de l'élévation de certains produits artistiques à l'état de biens nares (donc réservés à une élite) et de la banalisation des formes à travers l'intifisation des moyens de communication de masse (notamment par publicité). La dénonciation de l'esprit philistin et petit-bourgeois, voire de la culture savante et élitiste, n'offre en définitive aucune garantie contre l'intégration aux mécanismes de reproduction des différences sociales et donc de reproduction sociale dans son ensemble.

Il était faux d'interpréter comme un aven d'impuissance et de défaite le mutisme, très relatif d'ailleurs, des penseurs du centre et de la droite

Confrontée à des assauts inattendus. la droite intellectuelle avait d'abord eu besoin de reprendre ses esprits et de préparer ses lignes de défense avant de contre-attaquer avec rigueur et de sécréter des anticorps. Appuyée par la démocratie chrétienne et une partie importante du mandarinat universitaire, c'est dès 1972 qu'elle commence à inspirer un retournement de tendance (Tendenzwende) en faisant découvrir à une partie de l'opinion, qui n'a pas compris les « débordements » estudiantins, un ennemi intérieur destiné à remplacer en grande partie l'ennemi communiste extérieur (que l'Ostpolitik fait paraître

Le gauchisme, partiellement identifié à la Fraction Armée rouge (Baader, Meinhof), est présenté comme un agent destructeur de la normalité, comme une explosion irrationnelle de haine contre la société de terrorisme intellectuel susceptible de se transformer très facilement en terrorisme tout court. Son cas est d'autant plus pendable qu'il s'attaque à un régime démocratique et à une société que, par rapport à un passé encore assez proche (le nazisme), on peut peindre sous les traits de la meilleure société possible. Il n'est sans doute pas parfait, mais, pour ameliorer son fonctionnement, nul besoin de procéder à de vastes réformes (encore moins à des bouleversements sociaux violents): il suffit de perfectionner le fonctionnement des institutions en place et d'augmenter leur pouvoir intégrateur par rapport aux tendances individualistes et anarchisantes.

La social-démocratie ne donne-

t-elle pas elle-même raison à ces analyses en renoncant à la fin de 1972 à la politique des réformes et du « plus de démocratie » de M. Willy Brandt? La sagesse veut que l'on combatte les déviances de divers ordres par des moyens appro-pries, notamment en mettant les institutions politiques et administratives à l'abri des atteintes de la contestation. L'édit sur les extrémistes (janvier 1972), adopté par les représen-tants des Länder et confirmé dans ses grandes lignes par le Tribunal constitutionnel de Karlsruhe en 1975. permet dans cet esprit d'écarter de la fonction publique les « gauchistes » les plus affichés et de faire peser sur toute la gauche tant soit peu radicale une menace permanente d'exclusion, propre à la faire réfléchir (voir les effets d'intimidation des enquêtes de loyauté). Il n'est pas question un seul instant d'examiner vraiment ce que disent les « gauchistes > et ceux qui sympathisent avec eux, encore moins d'admettre qu'ils expriment, avec plus ou moins de bonheur, un refoulé social d'importance. On est dans le domaine de la pathologie sociale, d'une pathologie qui relève essentiellement de la prévention et des thérapeutiques de mise à l'écart du gros du troupeau, et non dans le domaine du débat collectif et de la confrontation des

Il est d'ailleurs aignificatif qu'une aussi haute autorité que le Tribunal constitutionnel aille dans cette direction puisqu'il sacrifie peu à peu à une interprétation fermée, restrictive, de l' « ordre fondamental libéral et démocratique » de la République fédérale en l'identifiant peu à peu à l'ordre politique et social concret de l'Allemagne de l'Ouest, c'est-à-dire en lui déniant le caractère d'un cadre souple, garantissant la possihilité d'évolutions non prévues, voire contraires à celles qui avaient été retenues à un moment donne. Ce faisant le Tribunal constitutionnel ne conçoit plus la Loi fondamentale (Grundgesetz) comme un ensemble de règles et de normes capables de réguler des contenus variables, mais comme un ensemble de règles et de normes indissolublement liées à un contenu particulier, à des valeurs sociales matérialisées de façon quasi définitive. Par là même. le Tribunal de Karlsruhe se place au-dessus du législateur et de la vie politique : il se veut le garant de valeurs déjà réalisées et, en tant que tel, une institution intangible, à la jurisprudence inattaquable et indiscutable. Il invite en quelque sorte la République sédérale à communier dans les valeurs supratemporelles qui transcendent les affrontements politiques et sociaux.

moins menacant).

Valeurs < matérialistes > et négatives

O N peut naturellement se deman-der comment on est arrivé à de tels blocages, à ces raidissements idéologiques et institutionnels dans un contexte national et international marque pourtant par beaucoup d'événements de grande portée. Pour les intellectuels regroupés par J. Haber-mas, il faut aller chercher les réponses assez loin, dans les conditions mêmes qui ont présidé à la formation de la République fédérale. En premier lieu, il faut se souvenir que l'Allemagne de l'Ouest sous tutelle alliée n'a pas eu l'occasion d'affronter librement son propre passé, surtout le nazisme qui, pour la plupart des intellectuels de l'aprèsguerre, est resté une sorte irrationnelle d'irruption de barbarie. Il n'était donc pas autrement nécessaire de s'interroger sur les mécanismes précis qui ont conduit à la prise de pouvoir par Hitler, sur les courants à l'œuvre dans l'histoire et la société allemandes qui ont contribué à alimenter les grands flots du nazisme. La division du pays en fonction du conflit Est-Ouest fournissait, par-dessus le marché, d'excellents arguments à tous ceux qui pensaient nécessaire de placer la lutte contre le danger communiste avant toute autre considération. La démocratie de Bonn se trouvait fondée par là sous des auspices assez peu démocratiques, resoulement marqué à pro-pos de l'existence de potentiels antidémocratiques dans les couches dominantes, primat de l'anticommunisme en politique intérieure et exterieure.

A ceia, il faut ajouter que la majeure partie des masses ouvrières et petites-bourgeoises, après la réus-site de la réforme monétaire, se tournèrent vers leurs problèmes matériels (grâce à la prospérité économique) en même temps qu'elles se réfugialent dans l'apolitisme. La démocratie se réduisait largement à la possibilité de vaquer tranquillement à ses occupations, elle n'impliquait apparem-ment pas de véritable participation à la vie politique, mais simplement un acquiescement, périodiquement renouvelé, à la gestion « sage » du chancelier Konrad Adenauer. Il n'y avait pas à proprement parler identification au nouvel Etat comme incarnation de la communauté nationale (2), mais délégation à des équipes politiques restreintes pour tirer

la partie occidentale de l'Allemagne d'une situation génante et la mettre à l'abri d'affrontements internes reproduisant ceux du monde exterieur. La République sederale affirmait très haut sa vocation à représenter l'ensemble des Allemands, mais c'est bien à un Etat particulier, à des solutions particulières (l'arrimage au monde occidental, au plan Marshall et à des perspectives de développement économique) qu'allait la loyauté

des citovens. Le consensus ne s'établissait plus autour de valeurs nationales positives concues comme tout à fait caractéristiques de l'originalité allemande, mais autour de valeurs « matérialistes » — une vie à l'abri du besoin, par exemple, — de valeurs négatives — une vie à l'abri des tempêtes politiques et des débats portant sur la société et son organisation. Ade-nauer n'avait-il pas l'habitude de dire qu'il fallait s'abstenir de toute expérimentation un peu trop poussée dans le domaine social et politique? D'une certaine façon, la société allemande occidentale était à la recherche d'une stabilité infrapolitique qui aurait permis de geler ou d'écarter toutes les questions gênantes, tout ce qui pouvait rappeler la nécessité de faire face à des conflits difficilement réductibles, voire à des antagonismes sociaux. La politique ne se présentait plus que sous deux aspects étroitement limités : d'une part, la politique comme défense et illustration d'une gestion technocra-tique et néolibérale de l'économie; d'autre part, la politique comme excommunication, exorcisation de tout ce qui met en danger les conventions de silence, d'oubli et de refus qui sont au fondement de la République

Malgré les apparences, ce n'est donc pas une démocratie politique solide qui s'est insteurée outre-Rhin, mais au contraire un régime extrêmement sensible à toute participation tant soit peu au-dessus de la moyenne de la grande masse des citoyens (que cela prenne les formes très diverses du mouvement étudiant, du mouvement écologique contre les centrales atomiques, des initiatives civiques à propos de problèmes tout à fait précis). Les minorités qui dérangent, et qui posent sur la place publique les

(*) Professeur de sciences politiques \$ Paris-VIII.

problèmes que l'élite du pouvoir veut se reserver, sont effectivement mal tolérées, parce qu'elles risquent de mettre en jeu le quiétisme de partles très importantes de la société. particulièrement de ce que l'on appelle les classes movennes.

M. Franz Joseph Strauss, en ce sens, est tout à fait représentatif de couches qui s'accrochent à des modes de vie menacés, particulièrement à un « économisme » que la crise de l'accumulation capitaliste à l'échelle mondiale rend particulièrement aléatoire. Le leader bavarois assure a une partie non négligeable de la population qu'elle n'a pas besoin de modifier ses modes de voir et de percevoir le monde environnant et que le spectre d'un réexamen des relations sociales et économiques est de fait écarte pour toute une période.

Comme on s'en doute, la réponse de la social-démocratie à ce passélsme, à cette nostalgie des années 50 et 60, est rien moins qu'hésitante. L'appareil et le gros des responsables du parti partagent à des degrés divers cet attachement à un passé récent, bien qu'ils s'identifient pour l'essentiel au « Welfare State » (à l'Etat-providence) des années 1989-1972. Ils ne tiennent absolument pas à ce que les bases politiques et idéologiques du régime d'Allemagne fédérale soient radicalement redéfinies, dans la mesure où ils sont eux-mêmes partie prenante de l'équilibre de la société. Il n'y a pas chez eux, malgré queiques efforts méritoires, de véritable réflexion sur l'avenir.

Pour le moment, le parti semble devoir se contenter de la « sage » gestion du gouvernement Schmidt. pour parer les coups que lui porte

la C.D.U. - C.S.U. On ne peut donc s'étonner que ce soit la droite, et particulièrement la nouvelle droite intellectuelle, qui s'empare des thèmes afférents à la crise pour essayer d'en faire la théorie, c'est-à-dire pour essayer de mettre les manifestations de crise économique et sociale au service du maintlen de l'ordre exis-tant. Pour l'essentiel, les difficultés que le monde doit affronter sont rapportées à des questions d'utilisation des ressources rares, ce qui justifie des appels à la modération et à la discipline, mais surtout renvoie à des notions de solidarité et de discipline face à des conjonctures plus ou moins défavorables. Dans l'adversité, il faut faire confiance aux timoniers qui ont déjà fait leurs preuves. Telle est la conclusion triviale à laquelle des théories, souvent subtiles dans le détail, simplistes dans

leur dessein, parviennent immanqua-

les choses en l'état.

blement dans leur volonté de laisser

Pour autant, une partie significative de l'intelligentsia de gauche ne se laisse pas aller au découragement devant cette « guerre civile idéologique p pour reprendre des termes employes par les Jeunesses socialistes. Elle se montre au contraire sensible à tous les éléments de fragilité du système politique, même si elle sait très blen qu'il n'est pas question de le mettre en crise ouverte dans l'immédiat. Le thème, développé par la droite, de l'ingouvernabilité des grands Etats modernes fait à ses yeux la preuve que les gouvernements postérieurs à la crise de 1974-1975 se révèlent incapables de prendre en charge les besoins et les aspirations de secteurs croissants de la popu-

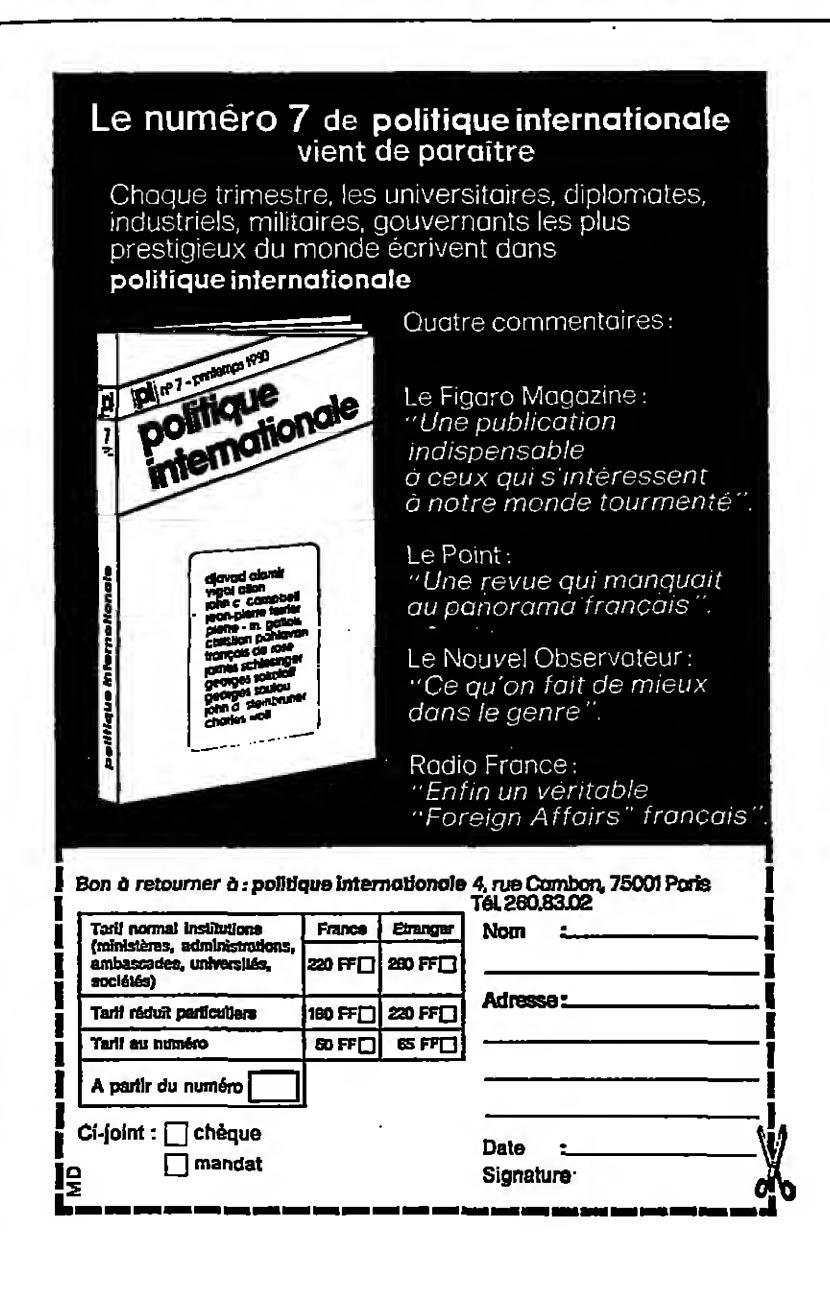
Le rôle du pouvoir

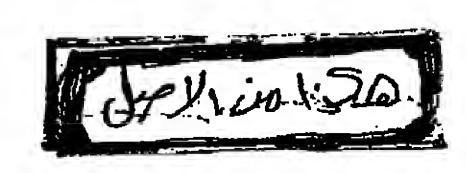
T E pouvoir assume de moins en moins le rôle qu'il s'était attribué avec plus ou moins de justification, de sage gestionnaire en mesure de faire face à toutes les difficultés sociales: Il tend au contraire à filtrer de plus en plus étroitement les demandes qui montent rers lui en retenant seulement celles qui sont compatibles avec l'accumulation du capital. Il se heurte en ce sens à des problèmes croissants de légitimation, de contradiction entre les normes formellement égalitaires de la vie sociale et les pratiques de plus en plus inégalitaires dans le traitement des différentes couches de la société. Pour reprendre un thème cher à Claus Offe, les défaillances de l'intégration sociale (par la famille, par les entreprises, par l'économie) sont surcompensées par l'intégration au niveau du système. c'est-à-dire par la limitation des formes licites de la contestation et par la « mise en évidence » des avantages de la loi et de l'ordre par rapport à tout ce qui est anomie et absence de normes. Le pouvoir majore les dangers de la délinquance, de la violence pour se faire accepter comme un garant de sécurité (les maladies mentales, la criminalité et l'usage de la drogue sont en forte croissance).

Mais, et c'est sans doute un point de vue particulièrement fécond, beaucoup de théoriciens de la gauche non conformiste sont convaincus que le capitalisme actuel souffre même de ses succès. En détruisant pen à peu toutes les formes de vie traditionnelle marquées par des solidarités profondément enracinées, il appauvrit considérablement le monde quotidien, le monde des relations vitales. La révolte contre le capital et ses contraintes ne peut donc que se reproduire sans cesse, tout comme la résistance à l'exploitation ne peut connaître de trêve. Faut-il le rappeler, la République fédérale n'est pas à l'abri des conflits du travail comme on a pu s'en rendre compte avec la lutte pour les trente-cinq heures dans la métallurgie, ou la lutte des travailleurs de l'imprimerie contre les effets de la rationalisation par photocomposition. Quels que scient les résultats des prochaines élections législatives, une partie significative de la gauche intellectuelle fait le pari (largement fondé) que l'heure ne sera pas à la stabilisation.

(1) C1. Stichworte zur « Geistigen situstion der Zeit 3, tome I : Nation und Republik: tome II: Politik und Kultur. millième numéro de la collection R.S., Subrismo Verlag, Franciort-sur-le-Main.

(2) Cf. aussi Peter Brückner, Versuch. Uns und Anderen die Bundesrenublik zu Erklären, Wagenbach, Berlin, 1979.





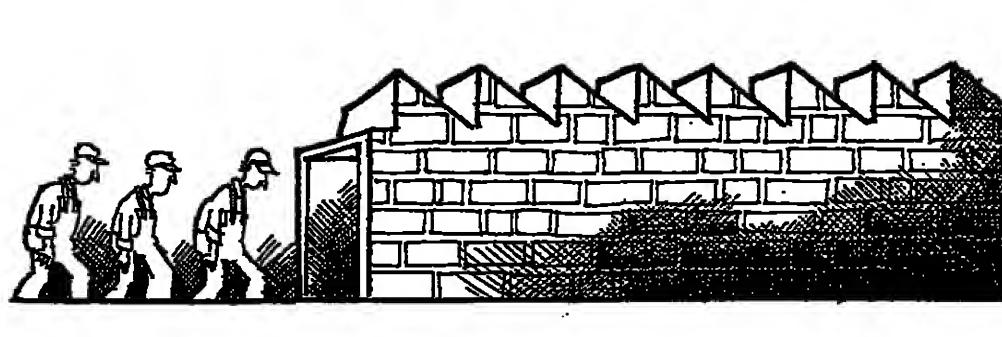
A l'arrière-plan de la crise afghane

LES LIENS ÉCONOMIQUES ENTRE L'EST ET L'OUEST

SONT-ILS IRREVERSIBLES?

L'accroissement des échanges commerciaux et l'apparition de certaines formes de coopération industrielle précisent les contours de la nouvelle division internationale du travail entre pays capitalistes et socialistes développés

Par FRANÇOIS GÈZE et PATRICK GUTMAN



Lest sans doute prématuré de tenter un bilan des mesures de rétorsion économique contre l'U.R.S.S. à la suite de l'Intervention militaire soviétique en Afghanistan, Mais au-delà du caractère spectaculaire de l'embargo partiel sur les céréales et les phosphates, dont l'effet n'est certes pas négligeable, on ne peut manquer d'être frappé par la relative modération de la réaction des États-Unis, et surtout des pays européens et du Japon, nettement plus engagés que les premiers dans la coopération économique avec l'Est. Car s'il est clair que les considérations stricte-

ment économiques sont loin d'être le seul facteur déterminant des relations entre les deux blocs, leur polds ne doit pas pour gutant être sousestime. Et la question est maintenant posée de savoir si les échanges commerciaux et la coopération Industrielle entre l'Est et l'Ouest (ou plutôt entre l'Europe de l'Ouest et l'Europe de l'Est) n'ont pas atteint un niveau tel que tout retour en arrière est désormais exclu.

Un économiste soviétique estime que « la pratique a démontré ou cours de ces dernières années qu'il existe, indépendamment des controverses idéologiques, un intérêt abiectif des pays socialistes et des pays capitalistes pour le développement à long terme d'une coopération mutuelle et stable > (1). De fait, le rapide développement des relations économiques Est - Ouest, associé à une imbrication croissante de la « division internationale socialiste du travail > (D.I.S.T.) et de la division internationale du travail (D.I.T.) occidentale, est sans conteste l'un des traits essentiels de l'évolution des échanges mondiaux dans la demière décennie, trop souvent ignore dans les analyses politiques ou militaires des avatars de la détente.

T compris les banques du C.A.E.M.

A l'Est, les raisons invoquées — officiellement ou non - sont blen connues : d'une part, la nécessité de répondre à la forte demande non satisfaite de biens de consommation et, d'autre part, l'Impératif majeur d'un accroissement de la productivité pour pallier les insuffisances du modèle de développement « extensif » dont les limites sont apparues dès le début des années 60. Ces deux objectifs impliquent l'un et l'autre une utilisation accrue de technologies modernes occidentales, et, en conséquence, une plus grande participation aux échanges mondiaux et à la D.I.T., notamment par le biais de la « coopération industrielle ».

Ainsi, la croissance en volume du commerce

Est-Ouest a été au début des années 70 deux fois plus rapide que celui du commerce mondial (10 % par an, contre 5 %). Si les pays du C.A.E.M. (2) ne représentent encore qu'une part modeste des échanges commerciaux des pays de l'O.C.D.E. (de l'ordre de 3 % à 4 %), ces demiers fournissent une proportion beaucoup plus grande des importations totales du C.A.E.M., qui varie de 17 % pour la Buigarie (en 1978) à 35 % pour la Roumanie et la Pologne (cf. tableque l'et 11).

La structure des échanges Est-Ouest est marquée par une forte complémentarité : l'Est importe en movenne deux fois plus de biens manufactures qu'il n'en vend à l'O.C.D.E. (six fois plus pour les biens d'équipement), et exporte quatre fois plus de matière première (produits pétroliers et minéroux, surtout) qu'il n'en importe. Les exportations n'ant toutefois couvert que partiellement les importations, et le déficit structurel des échanges a conduit à l'accumulation d'un important endettement en devises convertibles, estimé à 46 milliards de dollars à la fin de 1977, dont

35 % à la charge de l'U.R.S.S. et 27 % à la charge de la Pologne,

Le développement rapide des Importations de biens d'équipement et de technologies occidentales a été le principal moteur de l'expansion des échanges depuis 1970. Cette tendance est d'alleurs nettement plus marquée pour l'U.R.S.S. que pour l'Europe de l'Est : la part occidentale dans les achats soviétiques de biens d'équipement est passée de 21,5 % en 1972 à 40 % en 1976 (respectivement 27 % et 29 %).

Le rôle de ces importations dans le développement industriel du C.A.E.M. est désormais loin d'être négligeable : les calculs effectués par les auteurs américains Green et Levine (3) aboutissent à la conclusion que, sans le « boom » des importations d'équipements occidentaux, la croissance de la production industrielle soviétique entre 1968 et 1973 n'aurait été que de 28,4 % au lieu de 33,7 %. Cette contribution serait encore plus grande pour certains pays d'Europe de l'Est, en particulier pour la Pologne : on estime que près des deux tiers de la croissance annuelle (5 %, sur un taux de 8 %) de l'industrie polonaise sont imputables à ces importations. En Hongrie, 25 % des investissements réalisés dans l'industrie chimique entre 1971 et 1975 concernaient des équipements ou de la technologie occidentale.

C'est sons doute dans le secteur automobile que cet impact est le plus spectaculaire : en 1977, la part de la production de véhicules particuliers réalisés à partir de l'apport occidental (essentiellement de Fiat, Renault et Citroën) atteignait 57 % en U.R.S.S., 82 % en Pologne, et près de 100 % en Roumonie (4).

Or, et c'est la coractéristique majeure de l'évolution récente des échanges économiques Est-Ouest, les importations de biens d'équipements occidentaux s'inscrivent de plus en plus dans le codre d'accords de « coopération industrielle ».

Ces accords (on en compte actuellement plus de 1 500) peuvent s'étendre sur plusieurs années, et vont des simples contrats de sous-traitance aux opérations de coproduction dans les pays du C.A.E.M., en passant par la « compensation industrielle » (paiement d'usines, de machines qui de licences occidentales en produits résultants). Cette demière modalité tend de plus en plus à se substituer aux clauses plus traditionnelles de compensation commerciale », qui relevalent souvent du troc pur et simple, en général peu

opprécié des industriels occidentaux. Pour les pays de l'Est, ce type de coopération industrielle, déjà protique dans les échanges à l'intérieur du C.A.E.M., offre la perspective d'un flux d'exportations de biens manufacturés vers l'Ouest régulier et d'un niveau de qualité satisfaisant, permettant de réduire le recours à l'endettement. Cette préoccupation rejoint celles de certaines entreprises occidentales, et surtout des firmes multinationales, qui souhaltent tirer profit à la fois des débouchés offerts par le C.A.E.M. et des « avantages comparatifs » propres à ces pays : ressources énergétiques et minérales abondantes en U.R.S.S., main-d'œuvre qualifiée moins chère et plus « disciplinée » en Europe de l'Est qu'à l'Ouest. La pratique de la « compen-

(1) B. S. Baganov, introduction à l'ouvrage collec-tif : Relations économiques extérieures de l'Union soviétique à un stade nouveau, Moscou, 1977. (2) Les membres du C.A.E.M. (Conseil d'aide écono-(2) Les membres du C.A.E.M. (Conseil d'aide économique mutuelle, on Comacon), dont il est question dans cet article, sont, d'une part, l'Union soviétique et, d'autre part, les six pays de l'Europe de l'Est (Bulgarie, Hongrie, Pologne, B.D.A., Roumanie, Tchécoslovaquie).

(3) Donald W. Green et Herbert S. Levine, Implications of western technology for the U.S.S.R., colloque OTAN, mars 1976.

(4) Cf. Patrick Guinan, « Coopération Industrielle Est-Ouest dans l'automobile et modelités

trielle Est-Ouest dans l'automobile et modelités d'insertion des pays de l'Est dans la D.I.T. cocidentale >, Revue d'études comparatives Est-Ouest,

Tableau I. -- PARTICIPATION DES PRINCIPAUX MEMBRES DU C.A.E.M. AUX ECHANGES AVEC L'OCCIDENT (en pourcentage) Un rôle prépondérant pour le partenaire soviétique

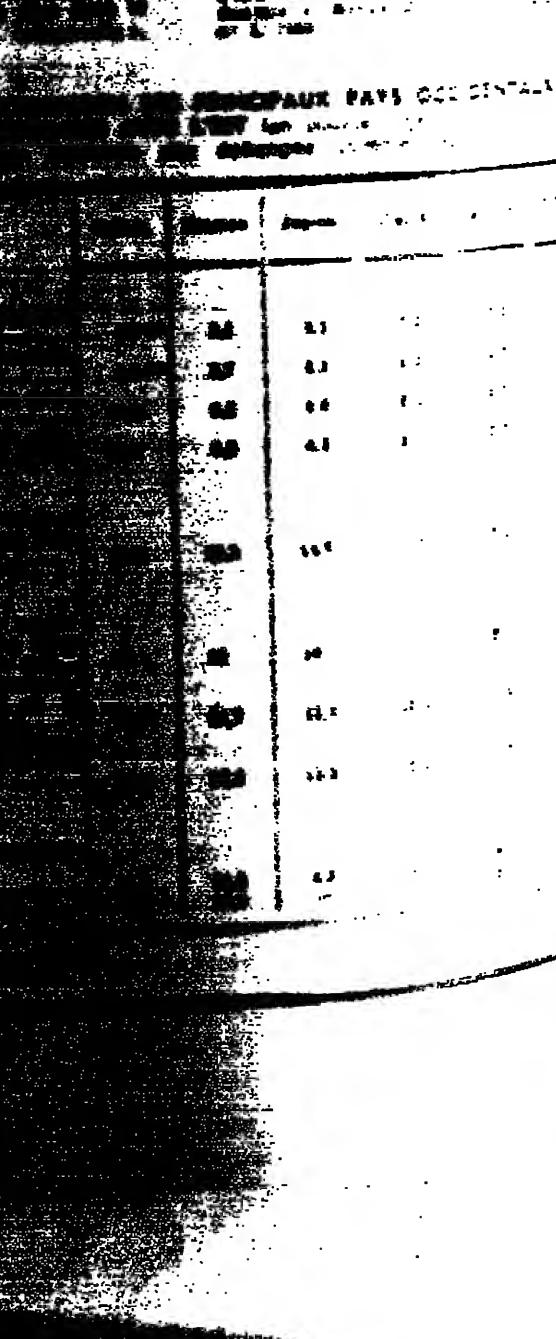
	Pologne	Hongrie	Rou- manis	E.D.A.	Tchéco- slova- quis	Bulga- ria	U.R.B.S.	TOTAL
Echanges commerciaux				<u> </u>				
Part de l'O.C.D.E. dans les importa- tions du pays (1978)	34,7	28,9	34,7	9	19,3	16,7	30,7	26,5
tions du pays (1978) Part du pays dans les importations	28,8	20,6	27,4	9,2	17,7	7,5	24,7	19,4
du C.A.E.M. en provenance de l'O.C.D.E. (1978) Part du pays dans les exportations	17,3	9,5	9,6	4,6	7,3	8,4	45,3	100
du C.A.E.M. à destination de l'O.C.D.E. (1978) Part du pays dans les importations du C.A.E.M. (hors E.D.A.) en prove-	16,4	7,3	9	5,3	,8,1	2,1	51,8	100
nance des pays en voie de dévelop- pement (1978) Part du pays dans les exportations du	10,6	8,7	19,6	_	7.1	3,3	50,7	100
C.A.E.M. (hors R.D.A.) vers les pays en vote de développement (1978)	7,6	4,2	12,2	_	6,9	6,5	63,6	100
Echanges financiers								1
Part du pays dans l'endettement net du CAEM au 31 décembre 1977	29	11	10	12	5	5	28 ==	100
Coopération industrielle								
Part du pays dans les accords de coopération industrielle (sur				5				
1 200 cas, 1970-1976) Part du pays dans les accords de compensation avec l'Ouest (1969-1977) (en % de la valeur totale des	19,2	19,7	8,8	2,5	4,8	5,9	39,3	100
accords)	21,3	1,2	1,5	9,6	něg.	E,0	86	100
Coopération industrielle tripartite								
Part du pays dans les accords de coopération industrielle tripartité : 1965-1975 (sur 132 cas) 1976-1978 (sur 56 cas)	26,3 34	25,7 22	10,5 2	7,2 12	12.5 12	3,9	13,8	100

Tableau II. - PARTICIPATION DES PRINCIPAUX PAYS OCCIDENTAUX AUX ECHANGES AVEC L'EST (en pourcentage) Une relative modestle des échanges commerciaux

	RFA	France	Japon	Italie	Boy aume Uni	Etats- Unia	TOTA
Echanges commerciaux	-						
Part du C.A.E.M. dans les importations du pays (1978) Part du C.A.E.M. dans les exportations	4,6 **	3,1	2,1	5,2	2,9	0,8	
Part du pays dans les exportations code	5,4 **	3,7	3,2	4,3	2,6	2,5	
Part du pays dans les importations code	29,8	9,3	9,0	6,1	4,8	6,5	67,5
dentales en provenance du C.A.E.M. (1977). Echanges financiers	25,7	8,5	6,3	8,0	8,5	3,8	60,8
Part du pays dans les crédits à soutien public accordés au C.A.E.M. par les pays occidentaux (1977) Coopération industrielle	23,6	22,3	15,7	11,7	6,1	8,0	82,4
Part du pays dans les accords de coopé- ration industrielle * (sur 474 cas, 1972- 1977) (en % du nombre total de cas) Part du pays dans les accords de compen- nation avec l'U.E.S.S. (1969-1977 en %	28	25	16	n	8	12	100
Part du pays dans les accords de compen- sation avec-l'Eurone de l'Est (1967-1977)	20.4	24,7	12,0	28,2	1,4	4,3	91,0
en % de la valeur totale)	23,6	17,3	12,9	6,0	10,8	3,7	74,3
Part du pays dans les accords de coopération industrielle tripartite : 1965-1975 (sur 132 cas) 1976-1978 (sur 56 cas)	21,4 33,8	23,8 20,0	2,3 —	10,7 7,7	- 6,0 9,2	8,9 6.2	73,1



Marie de la Company



sation industrielle », dans la mesure où elle est assortie de garanties sur les prix des produits repris en compensation, apparaît de ce point de vue comme un instrument privilégié pour la délocolisation vers l'Est d'une part de la production des multinationales, puisqu'elle permet l'économie d'investissements coûteux à l'Ouest... Cette tendance se fait jour surtout dans l'industrie chimique (pétrochimie, engrois), comme en témoignent certaines fermetures d'usines d'ammoniaque survenues récemment au Japon et aux États-Unis.

directement liées au développement des « compensations » en provenance d'usines vendues à 1'U.R.S.S.: si les livraisons correspondantes sont effectuées comme prévu, on estime à 2,85 millions de tonnes d'ammonique le volume des exportations annuelles soviétiques vers l'Ouest pendant la prochaine décennie, alors que le total des exportations mondiales était de 3,2 millions de tonnes en 1976.

La part des échanges commerciaux Est-Ouest s'inscrivant dans le codre d'accords de compen-

sation a crù très rapidement des demières années; on l'estime actuellement de l'ordre de 25 à 35 %, voire nettement plus pour certains produits. Consequence majeure de cette évolution, dont tout indique qu'elle devrait se poursuivre à l'avenir : la participation des pays de l'Est à la D.I.T. occidentale se renforce. C'est ce qui ressort d'une étude détaillée de plusieurs centaines d'accords de coopération industrielle Est-Ouest et des stratégies des différents partenaires en présence (5).

Un rôle de relais vers le tiers-monde



L'évolution récente suggère schématiquement l'existence de deux formes d'insertion des pays de l'Est dons la division internationoie du travail occidentale.

La plus importante est la tendance à l'établissement d'une D.I.T. < inter-branches > : --- elle concerne

l'Union soviétique au premier chef, et dans une moindre mesure la Pologne, qui exportent vers l'Ouest des matières premières et des produits industriels peu élaborés (biens intermédiaires);

- du côté occidental surtout, elle implique des firmes importantes (sociétés d'ingénierie et firmes multinationales), en particulier Italiennes et françaises mais aussi américaines; --- elle porte sur des contrats de coopération

quantitativement importants et de longue durée : - enfin, elle est caractérisée par un fréquent recours à la « compensation industrielle ». surtout dans les secteurs de biens intermédiaires. Mais on peut également relever une tendance à l'établissement d'une D.I.T. « intra-branche »

entre l'Est et l'Ouest : - cette fois, sont concernés surtout les pays d'Europe de l'Est (Hongrie, Roumanie et, dans une moindre mesure, Pologne et R.D.A.) qui commencent à exporter vers l'Europe occidentale des biens manufacturés : biens d'équipement de bas de gamme (sauf sur quelques « créneaux étroits »), sous-ensembles destinés à la construction mécanique et à l'industrie automobile, mais aussi certains biens de consommation (produits olimentaires, textiles, meubles, chaussures, etc.) - du côté occidental, sont impliquées aussi

bien des firmes multinationales que des entreprises moyennes, en majorité auest-allemandes, mais aussi américaines;

- enfin ia D.I.T. < intra-branche > porte plu-

tôt sur des contrats de coopération de volume restreint et de durée moyenne, et se caractérise par l'utilisation de formes relativement élaborées de coopération industrielle : « joint-ventures », accords de spécialisation ou de sous-traitance.

C'est surtout ce mode de participation que certains pays d'Europe de l'Est entendent encourager, en favorisant particullèrement les industries exportatrices. Le cas le plus clair est celui de la Hongrie, qui devait consecrer il,6 milliards de francs d'investissements au développement de ces Industries pour le plan quinquennel 1976-1980 (sur un total de 181 milliards de francs d'investissements).

Globalement, il apparaît donc que la participation des pays du C.A.E.M. au marché mondial les entraîne à occuper une place intermédiaire dans la hiérarchie des systèmes productifs qui se met en place à l'Ouest : leur dépendance à l'égard des pays les plus développés (R.F.A., Japan) tend à s'accentuer pour les technologies de pointe (cf. tableau III) notamment dans l'électronique (6), et leurs livraisons sur les marchés occidentaux portent surtout sur les biens intermédiaires et les

biens de consommation, L'analyse de l'évolution récente des échanges commerciaux entre l'Est et le Sud, dont la structure tend à se repprocher des échanges Ouest-Sud, confirme cette position « intermédiaire » des pays du C.A.E.M. Si les considérations politiques et militaires paraissent encore l'emporter sur les aspects économiques dans les relations entre l'U.R.S.S. et le tiers-monde, le tournant opéré vers le milieu des années 60 a vu l'Union soviétique passer d'une politique d'aide économique souvent spectoculaire et « politisée » à une politique plus modeste et réaliste fondée sur le principe des « bénéfices mutuels », qui ne se distingue guere, en dernière instance, de bien des interventions occidentales dans le tiers-monde.

Pour André Gunder Frank, « le multilatéralisme croissant des relations Est-Sud et leur insertion dans la D.I.T. tendent à accroître globalement le déficit, la dette et la dépendance des pays sous-développes (7) >. Ce que parait confirmer l'examen des accords de coopération Est-Quest en pays tiers, dits de « coopération Indus-

trielle tripartite > (C.I.T.) : la division des tâches qui s'opère alors entre l'Est et l'Ouest semble en effet s'effectuer aux dépens du pays d'accueil. (Voir à ce propos le texte publié page 7 en encadré,) Le développement de la C.I.T. est surtout le fait de la Pologne et de la Hongrie, mais c'est un révélateur symptomatique de la volonté de participation des pays de l'Est à la D.I.T. occiden-

tale (8).

Un économiste polongis présentait récemment en ces termes les perspectives d'une D.I.T. Est-Ouest-Sud; «On peut gyancer l'hypothèse qu'à long terme la structure des échanges gardera son caractère complémentaire : l'Ouest sera spécialisé dans la fourniture de biens techniquement avancés oinsi que de technologie, l'Est dans les produits essentiels à l'industrie lourde et dans les biens de consommation moins élaborés, et le Sud dans les autres produits (9) >... Selon cet auteur, « une coopération Est-Ovest bien menée peut conduire à l'introduction de technologies intermédioires moins coûteuses et mieux adaptées aux besoins courants du tiers-monde ». Cette hypothèse n'est guere différente de l'idée selon loquelle les pays de l'Est pourraient jouer un rôle de relais des pays capitalistes industrialisés à l'éaard du tiers-monde. De fait, pour certaines firmes américaines, un motif important de leur participation à des accords de coopération industrielle avec la Roumanie est que ce pays peut être « un tremplin vers les marchés du tiers-monde avec lesquels il a de bonnes relations économiques et politiques ».

Encore limité aujourd'hui, ce rôle de « relais » est encouragé par les mesures protectionnistes prises par les pays européens : face à la difficulté d'écouler certains produits, les pays du C.A.E.M. (surfout ceux d'Europe de l'Est) se tournent alors vers les marchés du tiers-monde. Il est d'ailleurs de plus en plus fréquent que les accords de coopération industrielle prévoient explicitement l'écoulement des marchandises produites sur ces morchés tiers. A l'avenir, ce mode d'insertion particulier dans la D.I.T. occidentale pourrait remplacer l'intégration plus directe entre l'Est et l'Ouest, qu cas où celle-ci serait compromise par le développement du protectionnisme dans les pays industrialisés.

sauplesse des mécanismes économiques. Ses exportations vers l'Ouest sont plus diversifiées et cela tient notamment à de nombreux accords de coopération industrielle élaborés (sous-traitance. coproduction, en particulier dans la mécanique) impliquant le plus souvent des entreprises moyennes. Si ces occords tissent en général des liens d'interdépendance plus complexes et plus durables que ceux portant sur les biens intermédiaires, l'intégration de l'économie hongroise au sein du C.A.E.M. est toutefois plus manquée que celle des économies polonaise ou roumaine, comme le montre la part relativement modeste (20 %) à 25 %) des échanges avec l'Ouest dans son commerce extérieur. A cause de ce « profit d'intervention > dans la division internationale du trovoil assez original, la Hongrie se présente comme un pays chamière entre l'Est et l'Ouest.

Le cas de la Roumanie est également particulier. On sait que ce pays, le moins engagé dans le processus d'intégration du C.A.E.M., continue de manifester sa volonté d'indépendance à l'égard de I'U.R.S.S. D'où une assez large ouverture à l'Ouest, d'abord facilitée par la libéralisation relative de certains mécanismes économiques centralisés, puis, en 1971-1972, par l'adoption de la loi sur les sociétés mixtes et l'adhésion à l'Accord général sur les tarifs dougniers et le commerce (GATT) et aux organismes financiers internationaux (F.M.I., Banque mondiale). Depuis, la coopération industrielle avec l'Ouest semble évoluer vers des formes élaborées et on doit souligner l'importance (55 % des cas) de la « compensation industrielle », surtout dans l'industrie automobile, la construction mécanique et l'électronique. Une autre caractéristique, pour la Roumanie, est le rôle de ses relations économiques avec les pays du tiers-monde qu'elle entend encourager tout autant, sinon plus, que ses rapports avec les pays capitalistes industrialisés.

Pour seur part, la Tchécoslovaquie et la Bulgarie, qui en sont à des stades de développement très différents, semblent toutes deux limiter leur coopération avec l'Ouest ou profit d'une participation plus poussée aux efforts d'intégration des economies socialistes.

Les échanges commerciaux de la Tchécoslovaquie avec l'Ouest ne représentent qu'une part relativement faible de son commerce total (20 %) à 25 %), et sa participation aux échanges alobaux avec l'Ouest des six membres est-européens du C.A.E.M. est sensiblement moindre que sa part dans le P.N.B. global de la région. Le niveau de développement de l'industrie tchécoslovaque (le troisième du C.A.E.M., après la R.D.A. et I'U.R.S.S.) fui permet, certes, un flux d'exportations relativement diversifiées vers l'Ouest et le Sud. Le recours important à la « coopération industrielle tripartite » témpigne d'une volonté de développer les exportations de biens d'équipement vers les pays sous-développés. Mais le volume de ces exportations devrait rester limité puisque la priorité absolue est pour l'instant celle d'un développement économique intégré au reste du C,A,E,M,

(Lire la suite page 6.)

Les voies de l'intégration socialiste



Si les interventions économiques de s pays de l'Est dans le monde occidental ne remettent nullement en cause la D.I.T., qui s'est êtablie en son sein, l'inverse est également vroi : les interventions économigues des firmes capitalistes à l'Est respectent et utilisent, de la même façon, les modalités

de la « division internationale socialiste du travail ». En 1974, deux experts soviétiques estimaient que « les perspectives de développement des exportations (vers l'Ouest) des pays socialistes sont subordonnées aux avantages de l'organisation socialiste de l'économie, sinsi que de l'intensité du processus d'intégration entre ces pays > (10). Ce point de vue paraît aujourd'hui largement vérifié.

On sait que c'est seulement en 1962 que furent adoptés, à Moscou, les « principes fondamentoux > de la D.I.S.T., alors que le C.A.E.M. avoit déjà treize ons. Il faudro attendre 1971 pour que ces principes trouvent un terrain d'application avec l'adoption du « programme complexe » de coopération économique, qui se proposait d'aller nettement plus loin que les mesures limitées de spécialisation internationale et de règlementation commerciale prises antérieurement par le C.A.E.M. Ce n'est pas un hasard si l'adoption de ce programme intervient à la suite des sérieuses difficultés rencontrées dans la mise en œuvre des réformes décentralisatrices de 1965, et s'il coïncide avec le début du « boom » du commerce Est-Ouest. On a pu dire que « l'expansion de ces échanges, au cours des années 70, a partiellement constitué un substitut aux réformes économiques, de même que les tentatives d'élargir la spécialisation et l'intégration au sein du C.A.E.M. > (11).

Le « programme complexe » restait toutefois d'une portée relativement limitée, compte tenu des intérêts contradictoires des différents pays (l'U.R.S.S. face à l'Europe de l'Est) et même au sein de chacun d'eux (« réformistes » et « centralisateurs »). De nombreux auteurs ont relevé le caractère de compromis que présentait ce programme, et qui explique la relative lenteur d'application des mesures d'intégration économique. Celles-ci jouent cependant dans le développement économique des pays du C.A.E.M., surtout ceux de l'Europe de l'Est, un rôle qui est loin d'être négligeable.

On estimait ainsi que la part des échanges « spécialisés » (c'est-à-dire correspondant à l'application de programmes de coopération bilatéraux ou multilatéraux) dans les échanges avec les autres pays du C.A.E.M. devrait atteindre, en 1980, près de 30 % pour la Pologne et la Bulgarie, 25 % pour la Roumanie, 22 % pour la Hongrie et 15 % pour la Tchécoslovaquie (35 % pour la R.D.A., en 1977). Ces prévisions sont déjà sensiblement dépossées pour certaines catégories de produits faisant l'objet d'une D.I.T. intra-C.A.E.M. plus poussée, notamment dans la construction mécanique.

Mais le processus d'intégration du C.A.E.M., lié au renforcement de la domination économique soviétique sur ses partenaires n'est pas nécessairement en contradiction avec une plus grande ouverture aux échanges mondiaux. Mest fréquent, en effet, que les multinationales « jouent la DIST » pour pénétrer les morchés de l'Est : « Certaines firmes américaines estiment qu'un pays d'Europe de l'Est peut à terme devepir une tête de pont vers le marché soviétique, si le pays concerné est déià un important fournisseur de l'U.R.S.S. dans le cadre d'accords bilatéraux, au si ce pays a été désigné comme fournisseur pour le reste du CAEM dans le cadre d'accords de spécialisation régionaux » (12). D'autre part, de nombreux économistes des pays de l'Est soulignent que les économies d'échelle découlant d'une spécialisation de la production au sein du CAEM peuvent entraîner pour les pays membres des coûts de production avantageux et favorables à la pénétration des marchés occidentaux. Et, de plus en plus, il semble que les pays du CAEM souhaitent se procurer pour ces projets industriels « spécialisés » des technologies occidentales performantes qui permettront de dégager des surplus exportables conformes aux normes capitalistes. y a, là un effet d'entrainement original qui tend à lier la participation des pays de l'Est au marché occidental à l'évolution de la D.I.S.T.

Cet effet n'est pas entièrement mécanique, cor les secteurs prioritaires de l'intégration ou sein du CAEM ne sont pas necessairement ceux pour lesquels il existe une forte demande mondiale (ce n'est pas, bien sûr, le cos du secteur énergétique). Et il ne semble pas que « la structure productive des pays du CAEM se transforme dans la perspective d'accroître son potentiel d'exportation vers les pays à économie de marché » (13). Mais ce qui était vroi jusqu'à présent ne le sera pas nécessairement à l'ovenir, au moins pour une partie des membres du CAEM.

L'U.R.S.S. à l'arrière-plan?

y regarder de plus près, en effet, les straté-A gies respectives de chacun des pays de l'Est dans feurs rapports avec les pays capitalistes font apparaitre des niveaux d'engagement dans l'économie mondiale relativement différenciés (cf.

La Pologne, la Hongrie et la Roumanie paraissent avoir le plus clairement opté pour une stratégle d'insertion progressive (et partielle). La Pologne en premier lieu : elle réalise entre le tiers et la moitié de ses échanges commerciaux avec l'O,C.D.E., et sa part dans les différents indicateurs des échanges Est-Ouest est en général lorgement supérieure à son poids économique au sein du CAEM. Le « profit d'intervention » de la Pologne dans la D.I.T. occidentale apparaît plus proche de celui d'un pays sous-développé que d'un pays industrialisé, puisque ses exportations vers l'Ouest sont relativement peu diversifiées et composées surtout de matières premières et de biens intermédiaires, dont une port croissante livrée dans le cadre d'accords de compensation. Globalement, la dépendance de l'économie polonoise à l'égard des pays occidentaux est relativel'endettement, et elle constitue l'une des causes du taux élevé d'inflation dans ce pays (8,5 % en 1978). Même si l'intégration au sein du CAEM reste une donnée fondomentale, et bien que des réticences internes se manifestent à l'encontre d'une plus grande ouverture à l'Ouest, cette demière est devenue un phénomène difficilement reversible qui devrait se confirmer dans les années à venir. L'adoption en février 1979 d'une loi autorisant l'établissement de sociétés mixtes parait, de ce point de vue, un indice important.

Bien que son poids relatif dans les échanges Est-Ouest soit plus foible que celui de la Pologne du fait de sa taitle modeste, la Hongrie apparait à maints égards tout aussi engagée dans l'économie occidentale, grâce en partie à la relative

(5) J. Cheval, F. Geze. P. Gutman, J. Finkelstein: le Rôle des pays de l'Est dans la division internationale du travail, étude BIPE-EHESS, réalisée pour le compte de la D.G.R.S.T., Paris, avril 1979, 589 pages. (6) François Geze, e La coopération Est-Ouest dans l'industrie électronique », le Courrier des pays

de l'Est, nº 230, juin 1979. (7) A. Gunder Frank, « Long Live Transideological Enterprise: the socialist economies in the capitalist international division of labour », Review, vol. 1, nº 1. été 1977. (8) Cf. Patrick Gutman et Jean-Christophe Romer.

« Coopération industrielle tripartite et dynamique des systèmes », Annuaire de l'U.R.S.S. et des pays socialistes européens, édition 1978. Strasbourg. 1979. (9) L. Zurawicki, Sprawy Miedzynarodnowe, nº 5, (10) O.S. Bognanov et A. A. Dostal, Den'gi i kredit, 1974, nº 11. (II) R. Portes, «Est-Ouest-Sud : le rôle des économies centralement planifiées dans l'économie internationale». Revue d'études comparatives Est-

Ouest, septembre 1979, vol. X, nº 3.

(12) Paul Marer et alli, The U.S. Perspective on East-West Cooperation, Bloomington, 1976. (13) Z. M. Pallenbuchl, Recent changes in industrial structure and their impact on the export

Messieurs les Diplomates, profitez de vos privilères

FOLLING MO AOS	hriving
en toute sé	curité.
Demande de documentation sur l	es modèles Volvo.

Date de l'arrivée en France Découpez et retournez ce bon à Volvo France. Service TDS. 112 rue Cardinet, 75017 Paris tél 766.50.35 télex 642.602 ou 16 rue d'Orléans, 92200 Neuilly. Tél. 747.50.05. Différents programmes de vente et une gamme de modèles de 7 à 15 CV à partir de 25.000 F.H.T.

> VOLVO La passion de la qualité.

(Suite de la page 5.)

C'est encore plus vrai pour la Bulgarie, dont on sait qu'elle est la plus dépendante économiquement de l'U.R.S.S. Ses échanges avec l'Ouest ne sont pas pour autant négligeables (17 % des importations). Mais, bien que la charge de l'endettement en devises convertibles soit particuliérement lourde (plus de cinq années d'exportations), sa participation à la coopération industrielle Est-Ouest correspond avant tout aux Impératifs de la spécialisation intra-C.A.E.M., et son insertion dans la D.I.T. occidentale est restreinte à certains créneaux exportateurs spécifiques (produits agricoles, et surtout produits chimiques).

La stratégie de la République démocratique allemande semble intermédiaire entre celles des deux groupes précédents. Son potentiel industriel avancé lui permet, en effet, de limiter le recours aux technologies occidentales, mais elle n'a pas pour autant opté pour une stratégie de repli sur le C.A.E.M.; la part de l'O.C.D.E. (R.F.A. comprise) dans ses échanges commerciaux est

de 25 % à 30 %, et le niveau d'endettement est comparable à celui de la Hongrie (1,8 année d'exportations). La R.D.A. paraît avoir la volonté et les moyens d'une politique d'exportation vers l'Ouest assez agressive, plutôt centrée sur certains produits assez élaborés (biens d'équipement notamment) que sa spécialisation au sein du C.A.E.M. lui permet de produire à des coûts compétitifs. Ses liens étroits avec la R.F.A. sont un atout important, et le flux de produits estallemands exportés en R.F.A. puls réexportés sous estampille auest-ailemande ne serait pas nėgligeable,

L'Union soviétique, enfin, fait preuve d'une grande prudence dans sa politique d'ouverture à l'Ouest. La part de l'O.C.D.E. dans ses échanges extérieurs est importante, du fait notamment des importations de céréales, mais ces flux représentent une part du P.N.B. beaucoup plus faible que pour les autres pays du C.A.E.M., vu le rôle plus limité du commerce extérieur dans l'économie soviétique. De plus, l'U.R.S.S. recourt assez peu aux formes les plus élaborées de coopération industrielle, qui sont les plus à même d'induire une relation de dépendance.

Le « profil d'Intervention » de l'U.R.S.S. dans la D.I.T. occidentale est donc surtout celui d'un fournisseur de matières premières et de biens intermédiaires (énergie et produits chimiques), à un niveau quantitativement supérieur, certes, à celui de ses partenaires, mais qualitativement inférieur si on songe à son potentiel économique. Mais pour apprécier pleinement l'importance des relations économiques de l'U.R.S.S. avec l'Ouest, il faudrait aussi tenir compte du rôle de relais que peuvent jauer à son égard les autres membres du C.A.E.M., par le biais de l'« intégration socialiste ». Il semble, en effet, que l'U.R.S.S. tire largement profit de l'engagement plus poussé de ses partenaires dans la D.I.T. occidentale, à la fals pour renforcer et rendre plus efficace la division du travail au sein de l'ensemble socialiste et pour améliarer son potentiel technologique sans qu'elle ait elle-même à subir toutes les contraintes économiques et les liens de dépendance qui en découlent.

plus encore, avec l'Union soviétique. L'autre caractéristique notable du rôle de l'Italie est la politique particulièrement active de Flat, qui a largement contribué à insérer les pays du C.A.E.M. dans le processus d'internationalisation de la production automobile.

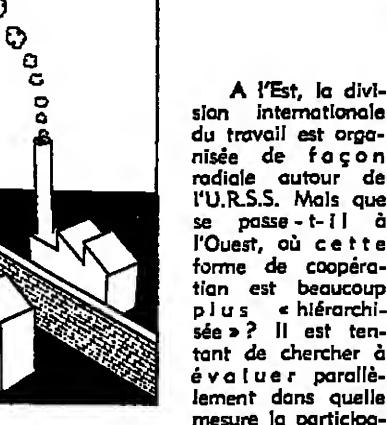
Le Royaume-Uni, enfin, qui avait dans les années 60 occupé une place privilégiée dans les échanges Est-Ouest, a vu son rôle s'effacer progressivement au cours de la décennie suivante, C'est pratiquement le seul pays occidental à maintenir un déficit durable dans son commerce avec le C.A.E.M., et sa participation à la coopération industrielle est assez voisine de celle de la France. Elle est particulièrement affirmée dans l'industrie chimique, où d'importants accords de compensation ont été conclus, surtout avec les pays d'Europe de l'Est.

Deux traits essentiels se dégagent de ce rapide tour d'horizon. D'une part, l'importance fondamentale des considérations d'ordre politique, et donc du rôle de l'Etat, dans l'orientation des échanges des principaux pays industrialisés avec l'Est : c'est ce qui explique que la « hiérarchie » de leurs interventions à l'Est solt substantiellement différente de celle qui prévaut dans leurs rapports mutuels. D'autre part, le rôle moteur des firmes multinationales dans l'expansion des échanges : on estime qu'en 1976 près de 80 % des accords de coopération Industrielle Est-Ouest et 75 % des « joint-ventures » et ventes de licences à l'Est ont été le fait '> sociétés multinationales ou de leurs filiales.

Les raisons de ce rôle privilégié sont connues. D'un côté, les pays de l'Est offrent des perspectives particulièrement attrayantes aux multinationales dans cette période de crise (nouveaux marchés, matjères premières, main-d'œuvre bon marché et qualifiée). De l'autre, ces grosses sociétés présentent pour les pays du C.A.E.M. des avantages dont les P.M.E. sont en général dépourvues (capacité de commercialisation sur de nombreux marchés, accessibilité aux marchés financiers, gammes de produits modernes et diversifiés, etc.), et les formes d'organisation liées à leur taille (tendances planificatrices, perspectives d'action à long terme) sont finalement assez proches de celles des organisations de commerce extérieur de l'Est pour que ces dernières préfèrent

le plus souvent traiter avec elles. On notera enfin que de nombreuses sociétés multinationales, en particulier américaines, développent leurs échanges avec l'Est à partir de filiales installées dans des pays où les conditions géographiques, et surtout politiques, sont plus favorables que dans le pays d'origine. Paul Marer (voir note 12) estime ginsi que le tiers environ des accords de coopération des firmes américaines avec l'Est ont été conclus à partir de leurs filiales européennes, l'Autriche jouant de ce point de vue un rôle de charnière particullèrement

Le rôle privilégié de l'Allemagne de l'Ouest



sée > ? Il est tentant de chercher à évaluer parallèlement dans quelle mesure la participation des principaux pays de l'O.C.D.E. aux relations économiques Est-Ouest (cf. tableau II, page 4) est déterminée par leur place dans la hiérarchie des systèmes productifs occidentaux.

Le falt majeur est alors le rôle dominant de la République fédérale d'Allemagne : avec 30 % des exportations occidentales vers le C.A.E.M. en 1977, 24 % des engagements de crédits publics, 28 % des accords de coopération industrielle Est-Ouest, et 34 % des accords de « coopération industrielle tripartite » les plus récents, elle vient loin devant ses partenaires capitalistes. Cette situation s'explique en bonne partie par des facteurs historiques et géographiques : dépourvue d'empire colonial, l'Allemagne de l'Ouest a de longue date orienté son influence économique et politique vers l'Europe de l'Est. La persistance de names techniques communes a grandement facilité la percée à l'Est des firmes allemandes, accélérée par l'Ostpolitik, Car un autre facteur essentiel a été la politique d'ouverture à l'Est du gouvernement de Bonn, qui se distingue par son dynamisme et sa continuité. Elle a ainsi permis aux entreprises ouest-allemandes, y compris celles de taille moyenne, de développer leurs échanges avec le C.A.E.M. (surtout avec la R.D.A., la Pologne et la Hongrie) grâce, en particulier, à des accords de coopération industrielle élaborés. qui ont dans bien des cas établi des liens durables.

Contrastant fortement ovec l'engagement privilégié de la R.F.A., la position des Etats-Unis dans les échanges Est-Ouest apparaît singulièrement modeste en regard de leur rôle dominant au sein du système capitaliste occidental. Essentiellement d'ardre politique, les raisons en sont bien connues. Cette position s'est pourtant améllarée depuis 1970, selon une évalution caractérisée par le volume croissant des exportations de céréales et l'établissement d'importants accords de compensation avec l'U.R.S.S. portant sur les matières premières et dont l'effet devrait être sensible dans les années 80. Dans le même temps, la participation des sociétés multinationales américaines (ou plutôt de leurs filiales européennes) à la coopération industrielle Est-Quest s'est considé-

rablement affirmée, et les intérêts qu'elles repré-

sentent risquent d'être un frein efficace à un élargissement des mesures d'embargo économique prises à la sulte de l'affaire afghane.

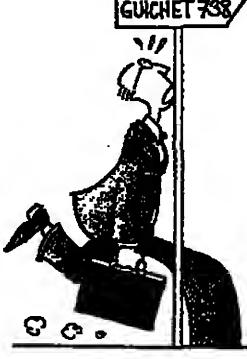
Entre ces deux extrêmes, la France occupe la seconde piace dans les échanges Est-Ouest, position qui semble cependant relativement fragile. Le rôle de l'État paraît avoir été déterminant, camme en témoigne notamment la part française dans les engagements de crédits publics occidentoux en faveur du C.A.E.M. (22 %), nettement supérieure à la part française dans les exportations de l'Ouest vers l'Est (9 %). Et si la participation des entreprises françaises à la coopération industrielle (25 % des cas) est presque aussi importante que celle de la R.F.A., leur position est en fait moins solide : la majorité des accords concernent, en effet, des ventes d'ensembles industriels portant sur des blens Intermédiaires (surtaut chimiques) et créant des liens beaucoup moins durables que les accords de coopération élaborés auxquels recaurent volontiers les entreprises allemandes (notamment dans la construction mécanique) -- cette formule représentant de surcroît un risque sérieux pour l'amplot en France, dans les branches industrielles concernées.

Alors que la politique du gouvernement français, finalement assez mai relayée par les entre-

prises, semble être guidée d'obord par le souci d'ouvrir de nouveaux marchés aux exportateurs nationaux, celle du Japon, qui occupe la troisième place dans les échanges Est-Ouest, paraît correspondre beaucoup plus à une volonté de diversifier ses sources d'approvisionnement en matières premières, ce qui explique les rapports privilégiés avec I'U.R.S.S. Ainsi, le < profil d'intervention > japonals dans la coopération industrielle avec l'Est est-il relativement proche de celui de la France, caractérise par le poids prépandérant des accords « compensés » de ventes d'ensembles industriels. Mais, à la différence des firmes francaises, qui recherchent d'abord la vente de ces ensembles, le Jopon semble viser surtout les matières premières (ou biens intermédiaires) vendues en compensation, d'aù une meilleure moîtrise des « effets boomerang ».

La politique de l'Italie, qui vient en quatrième position, paraît de ce point de vue intermédiaire entre les deux précédentes. Comme en France, l'Etat a joue un rôle décisif dans le développement des échanges avec l'Est, mais il a été rapidament relayé par des entreprises publiques dynamiques - surtout dans le secteur chimique, --qui ont su développer des accords de coopération relativement diversifiés avec l'Europe de l'Est et,

Pesanteurs et contradictions à l'Est



La participation des pays de l'Est à la D.I.T. occidentale est aussi déterminée par une série de facteurs contradicwires dont il fout mentionner les plus importants. Un frein évident

à l'imbrication plus étrolte des deux systèmes peut provenir des tendances protectionnistes que favorise la crise des économies capitalistes : la suppression des dis-

criminations tarifaires encore imposées à certaines exportations du C.A.E.M. vers l'Ouest revient comme un leitmotiv dans les analyses des experts de l'Est. Mais s'il n'est pas sans Importance, cet argument paraît relativement secondaire en regard des facteurs d'ordre interne, caractéristiques des économies planifiées.

L' « autarcie monétaire » du C.A.E.M., pour reprendre l'expression de Marie Lavigne (14), représente une première barrière. La non-converti-

bilité des différentes monnaies et du rouble transférable est déjà un obstacle important au développement de l'intégration du C.A.E.M., puisqu'elle rend impossible une véritable multilatéralisation des échanges. A fortiori, elle limite considérablement l'expansion des échanges Est-Ouest : les échanges en devises convertibles doivent être équilibrés sur une base bilatérale ou, à défaut, compensés par le recours à l'endettement. Mais, paradoxalement, cette contrainte pourrait aussi avoir un affet inverse.

Dans la mesure où, selon toute vraisemblance, les pays du C.A.E.M. poursuivront leurs achats d'équipements occidentaux, leur niveau d'endettement restera élevé : ce qui conférera aux banques et organismes financiers internationaux une capacité de contrôle accrue du rythme et de la nature de la participation des pays de l'Est à la D.I.T. occidentale. D'une part, parce que l'attribution de crédits restera une condition indispensable à la poursuite des exportations occidentales vers le C.A.E.M. D'autre part, du fait que ces crédits seront probablement de plus en plus liés à des projets industriels précis dont une portie de la production devra être exportée vers l'Ouest (crédits « auto-amortissables »). D'ores et déjà, certains bailleurs de fonds exercent des

pressions pour favoriser le développement des accords de coopération industrielle élaborés (soustraitance, coproduction, < joint-ventures >), seuls capables d'entraîner une véritable diversification des échanges Est-Ouest.

Deuxième frein : les « pesonteurs bureaucrotiques > limitent l'efficacité des transferts de technologie occidentale et la capacité des économies à s' « adapter » aux nomes techniques et commerciales capitalistes. Pourtant, là aussi. une contre-tendance se' fait jour, car le transfert de technologie engendre une dépendance dont les effets ont été clairement explicités par le représentant pour les pays de l'Est d'une firme américoine d'Informatique : « Dess l'industrie électronique, le transfert de technologie à un partenaire moins avancé créera une dépendance qui stimulera les ventes futures, car l'acquéreur d'une technologie déterminée tend à développer ses autres produits autour de cette technologie et sera donc disposé à se procurer ultérieurement les produits nouveaux conçus par le vendeur. » Pour les pays de l'Est qui ont fait de l'élévation

(14) Marie Lavigne, «L'autarcie monétaire du système socialiste peut - elle être surmoutée ? >, Politique internationale, nº 2, hiver 1978-1979.

LES BANQUES ET L'INDUSTRIE

Le pouvoir financier en France

ES études sur le capital financier ont connu au cours de la dernière décennie un regain d'actualité. Cet intérêt n'est évidemment pas étranger à l'ampleur des restructurations industrielles qui ont accompagné la forte croissance des années 1968-1973. A travers les multiples opérations de fusion et de restructuration d'une part, le financement d'investissements en sorte croissance d'autre part, les banques ont été directement mélées à ces mouvements. Après des décennles où les banques s'étalent tenues à l'écart de l'industrie — à l'exception des banques d'aflaires, mais qui n'avaient pas accès au réseau de collecte — ce retour vers les investissements industriels (1) ne pouvait manquer de relancer le vieux débat des rapports banque-industrie. Deux ouvrages récents tentent de faire le point, dans des styles très diffè-

Le pouvoir financier et l'industrie en France, de Bertrand Bellon (2) est le fruit d'une recherche de plusieurs années menée dans le cadre du CERCA (3) à l'université de Vincennes. Partant de l'analyse du groupe financier (a groupe organiquement constitué, formé de la jusion sous une même autorité du cycle de production — circulation de la marchandise circulation de l'argent »), l'auteur propose une nouvelle catégorie : l'ensemble financier. Celui-ci est défini comme a la fédération de plusieurs groupes autonomes (qu'ils soient à prédominance bancaire, commerciale, industrielle ou qu'ils soient des groupes financiers) qui respecte l'autonomie de chacun sous la coordination d'un centre fédérateur » Pour B Bellon, cette notion est nécessaire pour com-

prendre l'évolution contemporaine du système productif dans la mesure où l'ensemble financier « répond, en l'état actuel de la concentration et de la concurence, au niveau mondial, aux alliances nécessaires pour assurer l'accumulation des capitaux, du moins des capitaux dominants ».

La notion d'ensemble financier permet de rendre compte de la stratégie d'alllances développée par les deux groupes Suez et Paribas, aillances sur lesquelles F. Morin avait déjà attiré l'attention (4). Elle met en évidence « les proximilés objectives d'intérêts entre groupes qui « tonctionnent » selon des règles spécifiques très généralement non écrites et en dehors des lois et ciété » et qui structurent les stratégles industrielles. Elle offre une clé d'interprétation des participations financières entre sociétes mères dont les analyses. en général, dépassent rarement le stade descriptif. A un autre niveau d'analyse, elle conduit à prendre en considération le personnel situé aux postes stratégiques et en particulier dans les consells d'administration des sociétés mères. D'autres travaux sur les liens familiaux, en cours au CERCA, devraient permettre de prolonger cette analyse par une étude des rapports entre le champ des alliances financières et celui des alliances familiales.

L'analyse de l'évolution de la stratégie des groupes dans le courant d'internationalisation de la production conduit B. Bellon à repérer une nuvelle stratégie d'alliances à travers la constitution d'a ensembles marchandises ». Reprenant la notion introduite en France par R. Borelly et développée par C. Palioix (5), l'ensemble marchanPar ANDRE GRANOU

dise est e l'unité du processus de production, de financement et de commercialisation d'une marchandise composite : (par exemple; usine « clés en main », centrale nucléaire, marchandise « ville nouvelle »...). A ce stade de concentration, la concurrence ne porte

plus sur tel ou tel élément particulier - même si elle existe - mais sur la capacité du maître d'œuvre à mobiliser l'ensemble des moyens industriels. commerciaux et financiers nécessaires. La faiblesse commerciale et financière des groupes français sur les marchés

La monnaie de crédit

TOUT autre est l'ambition de Denis 1 Clerc. Le pouvoir des banques (6) est d'abord un livre de vulgarisation critique. L'auteur, après avoir repéré les e grandes jamilies d' de banques. centre son analyse sur el'art de battre monnaie , autrement dit les mécanismes de création monétaire. Si la Banque de France a toujours le monopole de l'émission de pièces et de billets, elle n'a pas celui de l'émission de la monnaie de crédit, qui constitue aujourd'hul la partie prépondérante de la masse monétaire. Ce pouvoir de créer de la monnale (de crédit), à quoi sert-Il? Les banques ne sont pas en effet de simples intermédiaires dans les échanges, même si certains de leurs dirigeants alment à valoriser cette fonction. Cet argent, les banques en disposent pour effectuer des place-ments industriels. Est-ce à dire qu'elles contrôlent l'industrie?

D. Clerc montre que les contrôles existent dans les deux sens, mais aussi que, ce qui compte, c'est moins le contrôle des actifs que la possibilité d'orienter l'investissement. Il rejoint aussi B. Belion lorsqu'il écrit : « Le vrat pouvoir des banques, c'est le contrôle de l'accumulation », mais, à la diffé-

étrangers explique, au moins en partie. leurs médiocres performances face à l'offensive allemande et japonaise. rence du précédent auteur, il s'intéresse moins aux « ensembles financiers » qu'aux rapports de la banque et de l'industrie. Il insiste sur ce pouvoir exorbitant des banques de pouvoir décider dans des situations stratégiques

de la vie ou de la mort d'une entreprise s en ouvrant ou en sermant les robinets de crédit, en patronant ou en refusant de patroner telle augmentation de capital ou tel emprunt dans le public ». Au cours des dernières années, nombre de travailleurs en ont fait l'expérience. Alors, demande D. Cierc, peut-on mettre les hanques au service du public? Ne faudrait-il pas envisager des banques qui assureraient le financement de l'activité productive en fonction des intérêts collectifs et qui seraient largement décentralisées ? Ces deux ouvrages laissent toutefois ouverte une interrogation : quelle est la

pulssance réelle des banques françaises? Leur refus de s'engager dans le financement de la restructuration sidérurgique, dans la construction nucléaire, dans l'équipement téléphonique sans l'aide de capitaux publics est-il lié à l'insuffisante rentabilité de ces secteurs ou à une insuffisance structurelle des banques? Si le Crédit

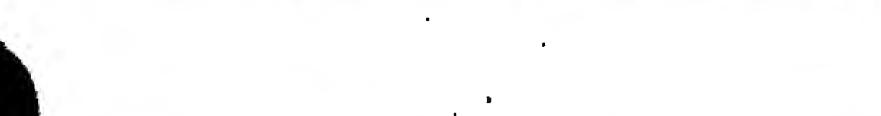
agricole et les banques nationalisées se comparent avantageusement par leur chiffre d'affaires aux plus grandes banques mondiales, leur activité industrielle est faible. Quant aux deux « ensembles financiers » Suez et Paribas, ils n'ont pas la taille des leaders internationaux. Les banques françaises ne restent-elles pas, en définitive, pro-fondément marquées par leur repli hors du financement de l'industrie opéré à la fin du dix-neuvième siècle ? (7). Le Trésor public, dont, le rôle a considérablement évolue depuis quinze ans, n'est-il pas finalement un partenaire indispensable aux bacques pour assurer le financement des opérations industrielles «structurantes»? Une histoire trop linéaire, le rôle de l'Etat trop vite enterre ; la banque fait beaucoup parler d'elle ces temps-ci, mais elle concerve encore nombre de ses secrets.

(1) Préparé par l'assouplissement de la législation bancaire de 1968. (2) Bertrand Bellon, le Pouvoir fingncier et l'industrie en France, Le Seuil, Paris, 1980, 252 pages.
(3) Centre d'études et de recherche sur le capitalisme. Le CERCA a publié an 1978 un e Dictionnaire des groupes industriels et Itnanciers en France (édition du Sevil. Paris).
(4) Dans la Structure financière du capitalisme français, éditions Calmann-Lévy. Paris, 1974, 320 pages (5) Cf. B. Borelly, les Disparités sec-torielles des taux de profit, Presses universitaires de Grenobie, et C. Pallois, les Firmes multinationales et le procès d'internationalisation, Maspero, Paris (réédité en 1975 sous le titre : l'Economis monviole capitalists et les tirmes multina-

(6) Denis Clerc, le Pouvoir des banques, editions du Cert, coll. « Objectif », Paris, 1979, 128 pages.
(7) Cl. J. Bouvier, Un stècle de banque, Hachette littérature, Paris, 1973, 288 pages.

tionales)

confuration



ALV.

contradictions a l'

Signature part of the control of expensive control



LES LIENS ÉCONOMIQUES ENTRE L'EST ET L'OUEST SONT-ILS IRRÉVERSIBLES?

de la productivité par une plus grande automatisation un objectif prioritaire, les mécanismes de dépendance à l'égard des fournisseurs occidentaux d'électronique industrielle risquent d'être plus durables et profonds qu'il n'y paraîtrait au premier abord. D'où une sensibilité accrue aux pressions en fayeur d'une « libéralisation » des mécanismes économiques.

En dernière instance, l'arbitrage entre les différentes tendances qui s'apposent dans les milieux dirigeants des pays de l'Est devrait être décisif.

Il ne fait pas de daute, en effet, que l'ouverture à l'Ouest — en particulier pour la Pologne, la Hongrie et la Roumanie — correspond en partie au souci de certains secteurs dirigeants, souvent proches des préoccupations des chefs d'entreprise, d'alléger le poids de la tutelle soviétique, et peut donc constituer un facteur de moindre cohésion au sein du C.A.E.M.. Paradoxalement, les secteurs les plus liés à l'appareil d'État pourraient pousser dans le même sens : moins sensibles aux sirènes du libéralisme et plus liés à l'Union soviétique, ils chercheraient alors à tirer profit de l'apparei calcisme et plus liés à l'Union soviétique, ils chercheraient alors à tirer profit de l'appart accidental pour renforcer l'intégration du C.A.E.M. en jouant le rôle de « relais » dont on a parlé plus haut.

De plus, la relative fragilité des alliances de classes dans ces pays rend parfois nécessaire, pour préserver le consensus social, des concessions incompatibles avec la poursuite du procès d'accumulation dans le codre et les conditions prévus. Dans ce cas, le recours accru aux techniques et investissements occidentaux devient un moindre mal, y compris pour les secteurs de la bourgeoisie d'État soucleux de préserver le statu que. C'est

ce qui se passe notamment en Pologne et en R.D.A., où la crise économique et sociale a pris ces dernières années des dimensions préoccu-

A plus long terme, cet équilibre entre les diverses fractions du pouvoir pourrait cependant être remis en cause par les risques de conflits sociaux associés à l' « occidentalisation » de l'économie. Les équipements importés sont, en effet, de plus en plus utilisés dons des unités de production travaillant également à l'exportation vers l'Ouest, et dans lesquelles les normes de productivité et les conditions de travail doivent être en général plus sévères que dans les unités travaillant pour les marchés nationaux, de façon à répondre aux normes occidentales. Dans la mesure où les compensations que peuvent représenter des soloires plus éleyés voient leurs effets limités par la rareté des biens de consommation offerts sur le marché, on ne peut exclure que les travailleurs concernés s'efforcent de résister aux changements introduits. Il semble d'ailleurs que cette réalité ne soit pas étrangère au recul observé ces demières années en Hongrie dans l'application de la réforme des entreprises.

Sons doute le problème se pose-t-il dans des termes différents pour le système soviétique, moins engagé dans la D.I.T. occidentale. En U.R.S.S., l'une des controdictions internes qui devroit peser sur l'avenir des relations avec le monde capitaliste découle des conflits d'intérêts entre les responsables du « complexe militaro-industriel », dont on soit qu'il détourne une part importante des moyens de production les plus efficaces, et ceux de l'appareil industriel civil. Des auteurs américains ont montré que « le caractère complexe des

besoins en investissements domestiques des projets utilisent la technologie occidentale les met en concurrence avec les industries de défense et les autres secteurs prioritaires » (15). En conséquence, « caux qui sont traditionnellement partisons d'accorder aux dépenses militaires la première priorité risquent très probablement d'utiliser leur pouvoir politique considérable pour s'opposer au changement », et donc de freiner les importations de technologie occidentale à usage civil.

En revanche, les différentes tractions de la classe dominante soviétique sont sans aucun doute d'accord pour tenter de combattre les tendances centrifuges induites au sein du C.A.E.M. par l'auverture à l'Ouest. De ce point de vue, la crise actuelle des approvisionnements énergétiques, souvent évoquée ces derniers mois, vient à point

Tableau III. — LES VENTES DE TECHNOLOGIE A L'U.R.S.S. (en millions de dollars) Les Etats-Unis au cinquième rang

Allemagne de l'Ouest	684
Japon	339
France	229
Italie	224
Etats-Unis d'Amérique	183
Sulse	98
Suède	75
Autriche	73
Grande-Bretagne	43
N.B. — Les exportations de haute ter consistent essentiellement en machine valves, pompes, machines électriques e ments électriques de contrôle ou de m Sources : U.S. News and World 17 mars 1980.	s – outili t Instru esure.

pour justifier le renforcement de l'intégration du C.A.E.M., au moyen notamment d'une coopération plus poussée entre les pays membres pour assurer la mise en valeur des ressources pétrolières soviétiques.

Enfin, s'il est certain que de fortes pressions existent au sein de l'O.C.D.E. pour élargir vers l'Est la sphère capitaliste de réalisation et d'occu-

mulation, on ne peut exclure le risque qu'une oggravation de la crise occidentale n'incite le au repli sur soi.

Un facteur de stabilité?

TL est difficile de trancher entre ces perspectives - contradictoires, dont la solution dépendra dans une large mesure de la résolution des graves conflits sociaux patentiels en Europe de l'Est. S'il fallait risquer un « scénario », le plus probable reste actuellement, malgré les remaus provoqués par la crise de l'Afghanistan, celui d'une porticipation accrue des pays de l'Est à la D.I.T. occidentale, mais limitée à un niveau relativement modeste par les impératifs et les contraintes de la division internationale du travail propre aux pays socialistes. On ne peut manquer, en effet, d'être frappé par le parallélisme existant entre les approches de chacun des blacs pour ce qui concerne sa relation avec l'autre : les puissances dominantes (U.R.S.S. et Etats-Unis) sont relativement moins engagées que leurs alliés dans la coopération directe avec l'autre bloc, mais elles orientent de façon déterminante — et à leur avantage indirect — les liens qui se tissent entre les pays de leur zone d'influence respective.

Que les interventions économiques d'un bloc à l'autre respectent la division internationale du travail spécifique à chocun d'eux, qu'elles contribuent même parfois à la conforter de part et d'autre, sans doute est-ce là un important facteur de stabilité. Mais si les pays occidentaux les plus puissants (Etats-Unis, R.F.A., Jopon) paraissent à même de maîtriser les effets d'une plus grande insertion des pays du C.A.E.M. dans le système capitaliste mondial, il risque d'en aller autrement pour des pays « intermédiaires » comme la France, où la pénétration de certains produits est-européens pourrait introduire de sérieuses perturbations dans les secteurs industriels les plus vulnérables.

FRANÇOIS GEZE et PATRICK GUTMAN.
(Dessins de Plantu.)

(15) John P. Hardt et Georges D. Holliday, Western technology and economic performance in the Eastern countries, Congressional Research Service, Washington, 1976.

CONVERGENCES DANS LE TIERS-MONDE

La coopération industrielle tripartite

A coopération industrielle tripartite (C.I.T.) consiste en la construction en commun, par des organismes des pays de l'Est et de l'Ouest, d'ensembles industriels dans les pays du tiers-monde. Loin d'être une pratique épisodique, le phénomène tend au contraire à se généraliser.

On estime qu'environ 8 % à 10 % des importations de biens d'équipement effectués par les pays du tiers-monde depuis une dizaine d'années l'ont été par le canal de la C.I.T. Cette formule représente d'autre part près de 10 % des accords de coopération industrielle Est-Ouest réalisés à ce jour.

De 1965 à 1979, près de deux cent trente opérations ont eu lieu à ce titre dans cinquante-six pays tiers d'Afrique, du Proche-Orient, d'Asie et d'Amérique latine, dont plus de la moitié dans les pays du Maghreb et du Proche-Orient, au premier rang desquels l'Irak (30 cas), l'Iran (17), la Turquie, l'Algérie, et la Lybie (15 chacun). Le plus souvent, il s'agit de ventes d'équipements destinés aux infrastructures industriclies des pays acheteurs : électricité (27-% des cas), chimie de base (12-%), raffinage du pétrole (9%), sidérurgie (5%).

Ainsi, en 1979, les firmes Marubeni et Hitachi (Japon) et Polimex-Cekop (Pologne) ont été chargées par la Sonatrach (Algérie) de construire deux complexes phosphatiers d'un coût global de 1550 millions de dinars (près de 1.7 milliard de francs) à Annaba et Tebessa, dans l'est de l'Algérie. Les Polonais s'occuperont plus particulièrement des ateliers d'acide sulfurique (1600 tonnes par jour), tandis que les Japonais se chargeront des ateliers d'acide phosphorique (500 tonnes par jour) en utilisant le procédé Nissan. Les deux complexes sont aménagés simultanément afin d'assurer leur mise- en exploitation fin 1982. L'Algérie achèverait ainsi son plan de développement d'engrais conçu pour lui assurer une couverture totale des besoins de l'agriculture pour la décen-

nie 1980 et lui permettre de valoriser une importante quantité de phosphates destinés à l'exportation.

La coopération industrielle tripartite représente une pratique particulièrement originale de la part du système capitaliste, qui trouve ainsi à l'Est l'appui nécessaire pour enlever les appels d'offres internationaux lancés par les pays en voie de développement. L'inclusion des prestations et équipements apportés par les centrales d'import-export de l'Est dans les propositions occidentales permet en effet d'abaisser le coût global des projets que veulent développer les pays tiers.

Tactique de « marketing » industriel particulièrement efficace dans une conjoncture de compétition de plus en plus vive à l'Ouest, la C.I.T. révèle en même temps la volonté des pays de l'Est de jouer un rôle accru dans la division internationale du travail aux côtés de l'Occident.

La leçon a été si bien comprise par les partenaires de l'Est et de l'Ouest que, outre la généralisation de soumissions communes Est-Ouest, favorisée par le développement des protocoles pour coopérer dans des pays tiers, on assiste même à la création de sociétés mixtes Est-Ouest spécialement constituées pour réaliser des complexes industriels dans le tiers-monde. Une dizaine de cas de ce type ont été recensés, parmi lesquels celui de la société franco-polonaise Technipex, créée en 1976, dont le siège social est à Paris : du côté français. 40 % Technip et 10 % la B.N.P., et du côté polonais, 45 % Polimex-Cekop et 5 % Polska Kassa Opiecki. Elle a plus spécialement pour objet la vente d'usines « clés en main » au Proche-Orient, en Afrique et en Asie. De même, Technicon S.P.A., société italo-soviétique créée en 1977, qui passe pour être le premier « joint-venture » soviétique avec une firme occidentale : elle vise à la construction d'acièries et d'usines de fer blanc dans le tiers-monde.

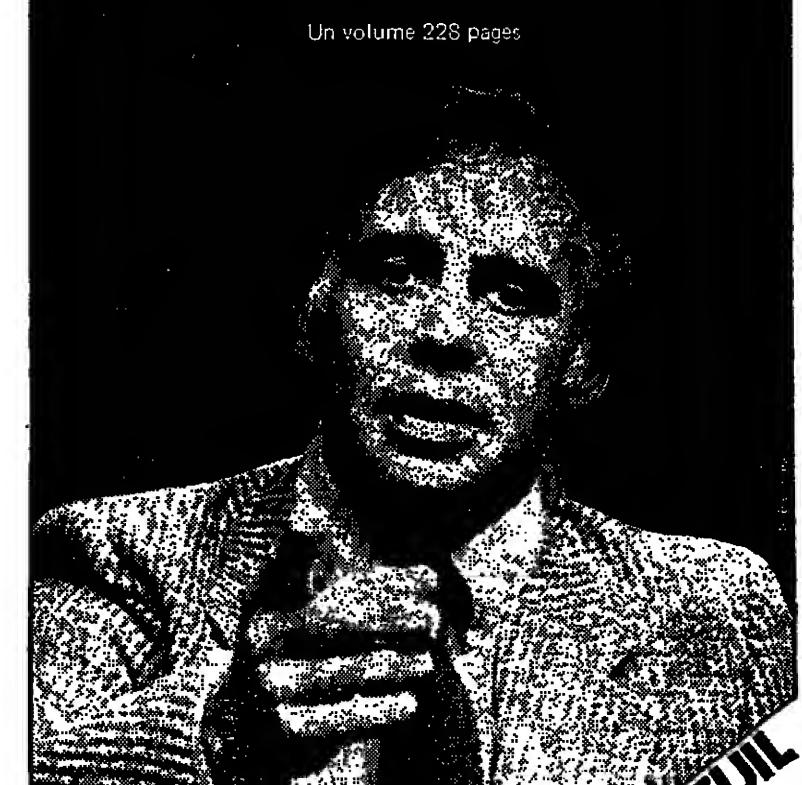
JEAN ZIEGLER Retournez les fusils!

Manuel de sociologie d'opposition

"Le nouveau livre de Jean Ziegler es singulièrement tonifiant.

Enfin un intellectuel qui croit dans l'efficacité d'un combat pour un mende plus juste. Et qui, loin de rendre les au s'en sert a bon escient - sans se trompe du cible. On ma pas oublié "Une Sien au dessus de tout soupçon" on n'ouble pas davantage "Retournez les fusis Maurice Maschino/Le Monde

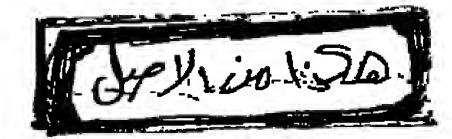
"Ziegler se penche sur son passé et sur notre avenir. Un beau un très beau ilors Le Nouvel Observateur



15 000 EXEMPLAIRES VENDUS...

SOMMAIRE chapitre 1 A LA SOURCE chapitre 2 INFORMER, C'EST CHOISIR chapitre 3 LA PUBLICITÉ: LE NERF DE LA GUERRE chapitre 4 DE LA NOUVELLE AU & PAPIER > chapitre 5 chapitre 6
LA REVOLUTION
DES TECHNIQUES
D'IMPRESSION chapitre 7
LA CHASSE
AUX LECTEURS chapitre 8 PARTICULARITÉS DE L'ENTREPRISE DE PRESSE chapitre 9 LE JOURNAL SERVICE PUBLIC? guide documenté, méthodique, rigouchapitre 10 L'INFORMATION. UN ENJEU chapitre 11 LA PRESSE MULTIPLE (LA TRIBUNE DE GENÈVE.) reux. > chapitre 12 PEDAGOGIE DU JOURNAL chapitre 13 110 FICHES

En vente dans les Maisons de la Presse, les principales librairies et au « MONDE », Service des Ventes, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS.



L'OR, LE DOLLAR ET L'INTÉGRATION CAPITALISTE

(Suite de la première page.)

Schématiquement, cette politique poursult deux objectifs :

- assurer à l'économie américaine les sources d'approvisionnement en matières premières minérales et énargétiques, d'abord en Amérique latine, puis dans les autres continents au rythme de la déco-

- investir dans les industries manutrielles (1). Ainsi, entre 1950 et 1970, les Etats-Unis contrôlent les d'approvisionement et peuvent importer à bas prix non seulement des matières premières, mais aussi des blens de consommation fabriqués à moindre coût au Japon ou en Europe. Cela accroît a artificiellement » le pouvoir d'achat des salariés américains et de fait allège le coût de reproduction de la force de travail à l'intérieur des Etats-Unis. Mais cette importation de plus en plus massive de blens de consommation sur le marché américain provoque une détérioration de la balance commercials - encore largement excédentaire en 1964 (+ 6.8 milliards de dollars), mais dont l'excédent s'amenuise très rapidement (+ 600 millions en 1968) et se transformera en déficit à partir de 1971. Le choc psychologique ainsi provoqué auprès des nations et des détenteurs privés de capitaux libellés en dollars suscitera la vaque spéculative de 1971 et nécessitera d'imposer « officiellement » le cours forcé

Alors que le « décrochage » du dollar par rapport à l'or ne devait être que provisoire, les deux dévaluations successives (décembre 1971 et mars 1973) seront eans effet sur les mouvements spéculatifs sur l'or et les principales devises. Il faudra attendre janvier 1976 pour que les accords de la Jamaique semblant entériner le cours force du dollar à l'échelle internationale et son corollaire, une démonétisation de l'or. - Semblent entériner - car ces accorda ne font que sanctionner une eituation de fait : une intégration des économies capitalistes développées et des nations sous-développées qui se réalise à travers la circult international du dollar. Première étape vers la constitution d'un espace économique mondial dont l'intégration des systèmes productifs nationaux

s'est précisément faite sur la base du dollar comma montaio internationale dans le cadre d'un espace de libre circulation des produits manufacturés et des matières premières, espace lui-même constitué à partir de la domination et de l'Internationalisation du capitalisme américain. Or c'est précisément cette forme d'Intégration aul entre en crise dès la seconde moltié des années 60, et c'est sur le marché américain que cette crise va s'exprimer de manière spectaculaire à travers la modification des flux de marchandises entre les Etats-Unis et leurs principaux rivaux commerciaux : le Japon et l'Eu-

Cette crise va ainsi necessiter un remodelage de l'espace économique qui s'était progressivement constitué à partir du evstème de Bretton-Woods. Remodelage qui ne peut s'opèrer qu'à travers le flottement généralisé des principales devises, même si les autorités monétaires et financières Internationales ont voulu croire jusqu'au bout au maintien de - parités stables et ajustables > (2). Le flottement généralisé des monnaies s'est imposé sous l'effet de la dynamique même de l'accumulation du capital à l'échelle mondiale.

Le réajustement progressif des taux de change qu'autorise désormals le flottetement généralisé des monnales suit l'évolution des balances commerciales de chaque pays (3). De fait, les réévaluations du DM et du yen mais aussi celles des principales devises par rapport au dollar vont faciliter une internationalisation des capitaux de chacun de ses pays. La constitution de groupes industriels et sinanciers pulssants dans les différents pave d'Europe et au Japon grace à un mouvement de centralisation du capital permettant la mise en œuvre d'une organieation et d'une standardisation de la production va leur donner déscrimate le possibilité d'opérer une stratégle de muitinationalisation comparable à celles des firmes américaines dans les années 50-70. Mals II ne s'agit pas d'une simple imitation des stratégies des firmes américaines, car les plans de ces multinationales sont portés par leurs systèmes productifs nationaux respectifs. Or, le mode de croissance de chacun de ces systèmes productifs a été modelé autour de quelques filières dominantes (France : aéro-

nautique, automobile; R.F.A.: machines, biens d'équipement..). Ainsi, les stratégies de multinationalisation se font à partir d'un espace économique mondiai hiérarchisé qui conditionne les créneaux de spécialisation de chaque système productif et par là les plans de leurs firmes muitinationales respectives.

Ces stratégles de multinationalisation simultanées • opèrent un remodelage de l'espace économique mondial à travers un redéploiement « tous azimuts ». Combiné aux politiques d'austérité appliquées dans chaque pays pour opérer un nouveau partage entre salaires et profits dans la valeur ajoutée (afin de relancer l'Investissement productif), ce redéploiement va impliquer un nouveau stads d'intégration des systèmes productifs nationaux ; comme avec le plan Marshall, le caractère de dépendance de chaque nation à l'égard du marché mondial en sera renforcé. Cependant, cette fois, ce n'est plus au seul profit du capitalisme américain, mais de l'ensemble des bourgeolsies financières occidentales. Face à l'essoufflement des dynamiques internes de croissance qui restaient largement tondées sur les débouchés d'un marché Intérieur, les bourgeoisies européannes ont délibérément choisi à partir des années 70 la croiseance des exportations, combinée à un redéplolement des activités productrices.

Les firmes multinationales européennes et japonalses peuvent désormais financer leurs opérations internationales grace à l'existence d'un marché financier international. Paralièlement, les pays industrialisés ou les pays sous-développés peuvent financer leur déficit budgétaire ou leur déficit commercial sur ce marché sans Ingérence d'un organisme international dominé par les Etals-Unis. Ainsi les firmes multinationales. les Etats, mais aussi les entreprises nationales, peuvent emprunter sur un marché financier International et contourner toute politique monétaire nationale restrictive.

Le développement, dans les années 60, d'un marché des eurodevises, qui a participé à la déstabilisation du système de Bretton-Woods, devient dans la décennie 70 l'instrument de financement du « redéplolement » des économies capitailstes développées et de la multinationa-

lisation des diverses fractions du capital mondial (4). Quant au flottement générallsé des monnaies, s'il apparaît à court terme comme un mécanisme souple, il est contraignant à moyen et à long terme. car chaque fluctuation de la balance commerciale risque de se réparcuter sur les taux de change. En effet, à court terme, les banques centrales peuvent emprunter sur la marché de l'eurodollar pour soutenir le cours de leur monnaie, mals, à terme, chaque gouvernement devra velller à ce que le redéploisment mondial st l'Internationalisation des capitaux se tradulsent au niveau national Dar excédent commercial pour permattre le maintien du taux de change de sa monnaie. Le maintien de monnaies fortes est impératif pour les économies européennes et laponaises, d'une part pour payer leurs importations de matières premières (surtout celles de pétrole), et, d'autre part, pour faciliter ce redéploiement de leurs firmes, l'exportation de

marchandises que faciliteralent des mon-

ngles dépréciées devient, au contraire, secondaire dans la période actuelle. Si le déficit se prolonge, il entraînera

un endettement croissant du pays et. à terme, une baisse des cours de sa monnale. Endettement croissent et monnaie dépréciée signifient d'abord une accélération de l'inflation interne qui se réparcuterait sur les prix des produits à l'exportation. Mals, surtout, une monnaie dépréciée freinerait l'insertion du pays dans la division internationale du travail, car elle limitsrait ses possibilités d'investissement à l'extérieur et l'empêcherait d'accéder à une phase de redéploiement

Ainsi chaque gouvernement, par le régime des changes flottants, est amené à s'insérer toujours davantage dans la division internationale du travail et à participer au remodelage de l'espace économique mis en place à Bretton-Woods et dans les diverses négociations du GATT (5). Mais ce remodelage qui a caractérisé les années 70, signifie-t-il un déclin de la puissance américaine?

Déclin ou nouvelle primauté des Etats-Unis?

A dynamique de l'accumulation à L l'échelle mondiale est portée par le système financier et bancaire du doilar, qui représente les neuf dixièmes du marché des eurodevises. Un dollar fort n'est donc plus nécessaire pour intensifier l'accumulation du capital américain hors des Etats-Unis, d'autant que les firmes américaines peuvent s'approvisionnsr en eurodollars pour linancer leurs opérations internationales sans risquer une dépréclation de celui-ci. Parallèlement, la part des biens d'équipement américain s'accroît à l'exportation et représente la moltié des exportations des trois principaux pays du monde occidental et, dans le domaine ds l'électronique et des machines, les Etats-Unis restent largement excédentaires. Si. globalement, leur balance commerciale est déficitaire, les Etats-Unis continuent de dominer les technologies de pointe et maîtrisent les innovations qui déterminent les transformations des conditions de production (rentabilité du capital et productivité du travail) (6). En revanche, la tactique d'un dollar faible ne peut que renforcer leur position dans la guerre commerciale qui s'est accentués dans les années 70 et rendre plus difficile l'exportation massive des biens de consommation durables sur la marché américain, donc, par ce bials, limiter à

C'est ce qui explique la nouvelle stratégie des firmes européennes, qui substituent à l'exportation de blens de consommation sur le marché américain l'investissement direct sur ce même marché (Michelin, Renault...). Dans une certaine mesure, les firmes multinationales europénnes facilitent le redressement de balance commerciale et de la balance des

terme leur déficit commercial.

palements des Etats-Unis. L'autre aspect visible et connu du redépiolement des firmes multinationales européennes et laponaises concerne l'Amérique latine, et en premier lieu le Brésil, où la présence allemande et japonaise semble se substituer aux firmes américaines. Mais. là également, il paraît hâtif de conclure au déclin américain et à la nécessité de remettre en cause le fonctionnement actuel du système monétaire international et le rôle du circuit international du dollar pour déboucher à terme sur une « réorganisation » du capitalisme

International Le circuit international du dollar, qui a favorisă la croissance de la production et des échanges pendant près de vingt ans, s'est transformé d'instrument de prospérité en instrument d'austérité. Le cours forcé du dollar apparaît comme une contrainte imposée unitatéralement à l'ensemble des nations occidentales. Le fait que les États-Unis puissent continuer à payer leurs importations (et en premier lleu les matières premières et énergétiques) dans leur propre monnale accentue encore cette idée : cours forcé du dollar et flottement généralisé des monnales apparaissent comme des instruments d'austérité imposés de l'intérieur à toutes les autres nations occidentales.

Cependant, on l'a vu. ce n'est pas le dollar qui est en crise mais le type d'intéaretion des économies capitalistes qui se réalise à travers le dollar. Or, les partisans d'une remise en cause de la devise américaine comme monnale internationale parce qu'elle est devenue instrument d'austérité prônent un retour à l'or, condition sine que non d'une nouvelle stabilité du système monétaire international pour contribuer à une reprise de la croissance dans les nations industrialisées.

Ce retour à l'or est doublement illusoire et continue de véhiculer son rôle myeti-

ficateur: - illusoire, car, même dans le système de Bretton-Woods, la libre convertibilité du dollar en or n'était que l'instrument de la constitution d'un marché mondial : le système de Bretton-Woods fonctionnait de facto comme système étaton dollar.

- illusoire, car, compte tenu des modailtés de création d'une monnale de crédit nationale - le dollar, - comment voudrait-on fixer définitivement le prix d'une denrés, d'une matière première, l'or, en dollars ou dens toute autre devise?

Mals, surtout, contester le cours force du doffar par un retour à l'or dans le fonctionnement du système monétaire International aurait pour conséquence. d'une part, de briser le financement de ce redéplolement - tout azimut = qu'autorise la multiplication des euro-dollars et. d'autre part, de provoquer en Occident une déflation qui se transformerait en dépression et en crise de surproduction

Le circuit international du dollar maintient une cohésion de l'espace économique issu de Bretton-Woods, cohésion forcée mais, gurtout, cohésion Instable. Certes, la phase actuelle de redéploiement et d'Internationalisation des diverses fractions nationales du capitalisme mondial satisfait les principales bourgeoisies occidentales. car elle leur permet de participer au remodelage de cat espace de libre circulation de marchandises et de capitaux et de déboucher sur un renforcement de sa gestion trijatérale (7). Ainsi l'instrument d'austérité externe que serait le dollar est porteur du remodelage en cours. Mais ce remodelage est éminemment instable, car Il est issu de l'étouffement de l'investissement productly aul a touché successivement les principales nations occidentales : les Etats-Unis et la R.F.A., dès la fin des années 60, la France et l'Italie au début des années 70. La phase actuelle de redéplolement et d'internationalisation apparaît dès lors comme une transposition sur la scène internationale des difficultés internes de chaque économie capitaliste développée, comme une - fulte en avant face au raientissement de la croissance.

Le maintien de l'activité économique en Occident est l'ésonnais porté par le système financier international privé qui a pour effet une croissance accélérée et incontrôlée des liquidités internationales et débouche sur une accélération de l'Inflation mondiale. Toute tentative de limiter la croissance des liquidités internationales est difficilement réalisable, car elle échappe pour l'instant aux organismes internationaux et aux gouvernements, et elle risoue-

rait d'engendrer une crise déflationniste. La décennie 70 a ouvert une période d'instabilité et de tensions, accentuée encore par la révell des pays exportateurs de pétrole. Tout porte à croire que les années 80 s'inscriront dans le prolongement de la décennie précédente, sur fond de crise financière internationale et de tensions multiples, dont la fièvre de l'or n'est qu'un des aspects, le plus apectaculaire. Cette flèvre exprime le désarrol des acteurs de la multinationalisation et leur volonté de rechercher une rentabilité suffisante de leurs capitaux dans un contexte d'inflation accélérée et de crise

de l'investissement productif. Toute tentative pour sortir de la crise du système monétaire et financier international par une remise en cause du rôle international du dollar implique de bien situer les racines profondes de cette crise. C'est-é-dire d'admettre que toute contestation du dollar implique nécessairement une orientation radicalement différente de celle auivie par les gouvernements occidentaux sous l'impulsion des Etats-Unis depuis plus de trente ans Elle signifiereit une restriction du rôle du marché mondial, et la remise en cause des fondements de l'espace économique instauré à la fin de la seconde guerre mondiale, à savoir la libre circulation des marchandises et des capitaux. Il s'agirait alors de redécouvrir un développement économique autocentré qui prendrait la forme d'une remise en cause du redéploiement et de l'austérité pour tous les pays industrialisés. De même, pour les pays du tiersmonde, sortir de cette crise signifierali aussi l'abandon du modèle de dévaloppement extraverti générateur de misère, de chomage et de mainutrition (8). Tel est le véritable enjeu des années 80 et d'une nouvelle stabilité du système monétaire international : un système économique mondial fondé sur des relations bilatérales et des accords préférentiels entre nations et groupe de nations. Ce qui supposerait des transformations politiques radicales en Occident. En prend-on le chamin?

FRANCIS KERN.

(1) Cf. Granou, Billaudot et Baron. Croissance et crise, Maspéro, 1979, page 121; cf. aussi Claude Julien, l'Empire americain, Grasset 1968, page 288, pour une analyse détaillée des profits réinvestis et des investissements nouveaux. (2) Termes officiels utilise dans ! accorda de la Jamaique. (3) Cf. Paul Pabra, c Les liquidités internationales continuent de croître sans désemparer », le Monde de l'économie, 18 septembre 1979. (4) Ceci est illustré par la croissance de plus en plus rive des euro-crédits, qui sont multipliés par quatre de 1966 à 1973, puis par 2,5 de 1973 à 1978 et augmentent

encore en 1979. (5) Kennedy - round et Tokyo - round visant à limiter et à supprimer les droits de douane et tonte autre entrave à la libre circulation des marchandises. (6) De l'aérospatiale à l'informatique et

à la télématique en passant par le nucléaire et les énergies nouvelles. (7) Du nom de la commission où sont représentés l'Amérique du Nord, l'Europe occidentale et le Japon. (8) Cf. le rapport McNamara, président de la Banque mondiale, devant l'Assemblée générale du Fonds monétaire international, à Belgrade, en octobre dernier.

-

Revenir à l'étalon-or?

GÉRARD KLEINSCHMIDT *

nouvelle à celle héritée des écono-

En effet, l'or devient une limi-

mies précapitalistes.

U cours de la seconde moitié du dix-neuvième siècle, dans pratiquement tous les grands naus industrialisés, les capitalismes nationaux naissants héritent d'une organisation monétaire où l'or fait l'objet d'un consensus social issu de la production paysanne et artisanale. C'est dire que l'or fonctionne comme mesure du travail social dans un système fractionné, non intègré d'un point de vue géographique, mais surtout du point de vue de la liaison entre production de biens de subsistance et production de machines. La naturalité de l'or restète ici la sinalité de productions encore largement destinées à l'autosuffisance. Ces productions (artisangles, agricoles) ne subisseni pas de lacon réilérée des bouleversemenis profonds des valeurs des produits qu'impliquera le réseau des échanges entre producteurs capitalistes. Le paysan peut se retirer du marché pour un temps. conserver par devers soi la richesse gagnée dans l'échange, l'or. Ce retrait est donc germe de crise dans le capitalisme, alors qu'il est inscrit dans le fonctionnement normal d'un système où la production des uns n'est que marginalement destinée à satisfaire les besoins des autres. Dès lors, en érigeant la recherche de la richesse pour elle-même en finalité du sustème, le capitalisme depra substituer une normalisation monétaire

Le rôle du salaire

CHEMATIQUEMENT, on Deut dire qu'au dix-neuvième siècle les moyens de consommation des salaries sont produits hors de la production capitaliste, dans l'agriculture et plus généralement dans la petite production marchande. C'est dire que le salariat est peu développé, peu urbanisé, mais surtout qu'une large fraction des dévenses en biens de consommation ne reflue pas vers des entreprises capitalistes. Des lors la production de biens d'équipement trouve périodiquement les limites de son extension dans l'étroitesse de la demande des industries des biens de consommation à laquelle elle n'est pas articulée par la consommation des salariés. C'est au jond dans cette désarticulation entre les pans essentiels de la production capitaliste — c'est-à-dire dans la pérennité de productions non capitalistes — qu'il faut chercher la raison du rattachement à l'or des monnaies bancaires au cours du dix-neuvième siècle.

Car l'or, à ce moment-là, est le seul équivalent qui sasse l'objet d'un consensus entre les classes représentatives des diverses formes de production gouvernées par des logiques contradictoires : capitalistes, travailleurs indépendants, artisans, paysans.

La mutation du statut du salariat, qui revet ainsi une importance majeure dans l'analyse des sustèmes monétaires, concerne la place de la reproduction de ses

tation, un frein à la production capitaliste : și l'on peut acheter

les ingrédients de la production (force de travail, machines) avec de la monnaie de crédit émise par une banque privée mais dont les signes monétaires sont gagés sur l'or, la production escomptée n'est plus limitée par la détention initiale d'or par le capitaliste. La monnaie de crédit sert ainsi dans le système capitaliste à projeter dans le futur une production accrue grace à l'utilisation immédiate d'un volume augmenté de jorce de travail. On veut dire oue l'or reste au centre des modalités de la création de monnaie bancaire et de monnaie de crédit tant que, de façon généralisée dans une société. la production specifiquement capitaliste de la richesse ne s'est pas assufetti le réseau d'échanges des economies précapitalistes.

Mais l'extension d'un système bancaire privé, décentralisé, porteur de la nouvelle normalisation monétaire qui éclipse l'or tant que les productions s'écoulent et que les crédits sont remboursés, reste limitée par l'exiguité du salariat.

conditions d'existence dans le sus-

tème capitaliste. On voit se profiler la logique selon laquelle l'or sera expulsé des systèmes monétaires nationaux et remplacé par une monnaie émise par une banque centrale à cours force : lorsque les modes de vie des salariés sont planistes par les entreprises capitalistes, lorsque le salariat est développé au point de devoir, à l'interieur d'une subtile différenciation sociale, fractionner ses dépenses entre éléments dominés par une logique de production de la richesse pour elle-même, une gestion purement capitaliste de la monnaie est possible, puisque l'imposition de la norme procède de l'hégémonie de la production capitaliste. Payer des salaires en monnaie à cours forcé c'est pouvoir assujettir le salariat à la normalisation capitaliste de la richesse sociale, c'est pouvoir le contraindre à s'enfermer dans le cycle de reproduction des travailleurs dont le contenu est l'objet de luttes incessantes. La stabilité qu'en a retirée le capitalisme dans les trente dernières années, au prix d'une inflation toujours

croissante, invite à examiner l'ex-

pression internationale des formes

de croissance et, des lors, des sus-

tèmes monétaires correspondants.

La norme capitaliste de la gestion

monétaire va connaître son plein

développement à partir de la

* Université de Strasbourg.

seconde guerre mondiale, tant sur le plan des économies nationales arau niveau international. Le moteur de ce développement est constitue par une mutation décisive du statut du salariat dans les grands pays industrialisės au sortir

de la guerre. L'integration du salariat à la production capitaliste à travers son cycle de reproduction, ainsi que les transformations du système monétaire qui en ont découlé, ont été un processus historique impulse par les Etats-Unis. Ces dans ce pays que la perméabilité et la malléabilité du salariat par rapport aux bouleversements capitalistes ont été les plus grandes au moment où les pays européens étaient ruinés par les guerres. C'est dire que l'investissement direct américain après la seconde guerre mondiale fut une puissante force intégratrice des pays capitalistes développés. Les moyens de restructurer les modes de vie européens étaient détenus par les Etais-Unis. La suprematie du dollar, qui va logiquement déboucher sur sa non-convertibilité en or, était soustendue par la maîtrise des flux de biens de production et de consommation durables susceptibles d'abaisser dans des proportions insoupçonnées le coût de reproduction de la force de travail dans les grands pays capitalistes. Ainsi l'or jut-il progressivement évince comme moyen de règlement en dernier recours des dettes au niveau international, tout comme il l'a été au niveau national : la création d'un espace intégré, hiérarchisé, de production et d'échanges de biens qui structurent les modes de vie, dont la cohésion est largement suspendue au pouvoir unificaieur du dol-

lar, explique cette éviction. Tout retour à l'étalon-or,' que oue soit le dessein de lutter contre toute forme d'impérialisme, fait j d'une évidence : celle du mode d'intégration des économies capitalistes par une même logique toufours dominante de reproduction du salariat qui trouve son expression au niveau monétaire aciuel

dans le cours force du dollar.

Pour le moment, l'incapacité des capitalistes américains à initier des processus de production qui soient susceptibles de « faire école » par leur capacité de redresser la rentabilité var abaissement du coût de reproduction du salariat dans l'autres pays n'a fait que déstabiliser la base du pouvoir homogénéisaleur du dollar. Des germes d'éclatement de l'économie mondiale existent donc. Mais. pour le moment, le dollar est simplement contesté et non pas rejeté comme moyen de règlement des dettes. Les pressions déflationnisies supplémentaires qu'impliquerait un retour à l'étalon-or et la vertigineuse montée du chômage qui s'ensuivrait devraient inciter à résléchir sur les movens de rompre avec la logique de la valorisation capitaliste sans tomber dans le romantisme ou l'éco-

H CAPITALIST

@Telephone to the comment of the com S DAME OF THE PARTY OF CONTRACTOR OF THE PROPERTY OF Belage 94 de merchanis es ethoucher 1 d'budie in rie' ... Boulent Co. 15 - 224 - 225 - 2 ME PRODUCT SHAROOM & SO E pot 15 to 17 ment product terrie the first is demand printed by des ennées : placement : res des 6649-005+4 tace as her there is not a many this dies doing table La ing - z · j · Condent and the control

the training Bon, but deponité de ... 0000-174 Egn Maritim er - but is housele south is provided to the Miles 1991 THE STREET, STREET TABLE OF PART . W. THE SHE MANUAL PLANSAGE red 6 ender -THE RESERVE THE PROPERTY. 200000 \$4 2 1.5 TO 100 of the believes the de poliz e ## EFFE

17 AND 18 PM

A get a SEE SCHOOL TO SEE STREET **** ** * * **** **** *** co. 1 aministin 4 6 % - A die di siriali interne THE ARE SERVICE & THESE WATER BY STREET

pt -6" "

COURSE AUX RESSOURCES RENOUVELABLES AUX ÉTATS-UNIS

L'énergie solaire entre l'autonomie démocratique et la concentration économique

A campagne de sourires adressés aux écologistes par les hommes politiques et les industriels américains ne répond pas seulement à l'ouverture de la chasse aux bulletins de vote ou au désir de réaliser des profits à court terme. L'année 1979 a été fertile en surprises. En quelques mois, les Etats-Unis subissalent une triple secousse: celle de l'accident de la centrale nucléaire de Three Mile Island d'abord; l'augmentation de 50 % en six mois du prix de détail du pétrole ensuite; et enfin les files d'attente aux stations-service.

A peine remise de ce qu'il faut considérer comme un choc culturel, l'Amérique, par le biais d'une enquête parlementaire, prenait conscience du fait que le chauffage — hier encore très bon marché — était en passe de devenir un luxe, au point que, « pour l'hiver, certains Américains auraient à choisir entre la nourriture et le chauffage s. Nouveile qui fournissait un contrepoint idéal au discours de l'été du président Carter.

Ce discours, longuement attendu, d'une part officialisait un effort sans précédent dans le domaine de la liquéfaction du charbon et de l'exploitation des ressources fossiles nationales d'autre part offrait la perspective de couvrir, en l'an 2000, 20 % des besoins énergétiques avec le solaire. Mais, pour les écologistes américains, ces 20 % ne constituent qu'une étape dans leur bitte. Car. s'ils constatent avec satisfaction que les grosses entreprises frappent maintenant à leurs portes, et que les pouvoirs publics leur accordent des aides jusqu'alors inespérées, ils ne considérent pas pour autant que le combat soit gagné. Tout va dépendre de la manière dont sera gérée cette énergie et de la nature des moyens technologiques mis en œuvre pour l'exploiter. Ainsi, il apparaît aujourd'hui que le solaire ne sera pas forcément une energie aussi « douce » ni aussi

décentralisée qu'ils le souhaiteraient.

Cette forme d'énergie ne recèle pas en soi - ce lot de promesses sociales et démocratiques qu'on se plait souvent à lui conférer. Que fera-t-on du solaire? Un mois après le discours du président Carter sur l'énergie, les pra-ticiens des énergies solaires se sont retrouvés à Boulder, au pied des Rocheuses, pour faire le point des perspectives nouvelles qui s'offrent à eux, face à un pouvoir financier qui, de plus en plus, semble dire « Votre solaire m'intéresse! ».

Il est des conversions qui confinent au symbole. Témoin ce supermarché désaffecté d'un quartier pauvre de San-Bernardino, près de Los Angeles : il abrite en effet, depuis 1975, une entreprise qui s'applique à promouvoir l'énergle solaire dans les habitations des familles les plus démunies. Elle est gérée par une douzaine de femmes noires qui, il y a peu de temps encore, étaient au chômage. Ainsi, un lot de dix maisons est alimenté en eau chaude grâce à une série de soixante-dix capteurs solaires qui emmagasinent la chaleur dans un réservoir souterrain d'une capacité de 20 000 litres. Avec les nombreux travaux d'isolation menés à bien grace au concours financier de l'Etat de Californie. l'économie d'énergle s'élève à 45 %.

Une fabrique de capteurs solaires, que l'équipe gestionnaire projette d'équiper avec des éoliennes et des celluies photovoltalques, fonctionne déjà. tandis qu'un atelier de recherches sur les techniques solaires s'installe en collaboration avec l'Institut polytechnique de Californie. Cela permet à de jeunes chômeurs d'acquérir une formation et du travail. Ce qui ne fait en rien oublier à Valerie Pope - responsable du projet (1) — la finalité de ce déploiement: « Nous expérimentons l'énergie solatre et faisons la preuve que des changements sont possibles dans les communautés pauvres. Nous Mustrons l'idée d'autosuffisance éner-

Par MICHEL BRASSINNE et FRANÇOIS YESCIA Les végétaux, ces capteurs solaires vivants, emmagasinent une quantité considérable d'énergie. Or l'agriculture

actuelle considère comme déchet ce qui n'est pas directement consommable. n'est pas directement consommable.
M. Victor Ray, représentant du Syndicat national des fermiers, a rappelé à Boulder qu'il s'agissait en fait d'une véritable matière première, transformable en alcool ou en gaz : le méthane.

Dans le Middle-West, huit cents stations distribuent ce mélange à 90 % d'essence et 10 % d'alcool que l'on nomme « gasobol ». Les automobiles peuvent fonctionner à 100 % d'alcool, après une légère modification, comme après une légère modification, comme elles le font sur le circuit automobile d'Indianapolis. Second produit de la biomasse, le méthane permettrait de résoudre le problème de la production même d'électricité et contribuerait à réaliser une transition à très court terme. Il est d'une utilisation courants terme. Il est d'une utilisation courante dans de nombreux pays, telle la Chine, qui dispose d'environ un million d'unités de production. La moitié des besoins en carburant des régions rurales américaines pourrait être couverte par le méthane. Les résidus sont finalement recyclés pour fertiliser les sois ou nourrir le bétail. Une des utilisations les plus efficaces consiste à produire simultanément de l'électricité et de la vapeur, utilisée pour le chaufiage. Cette cogénération d'énergie assure un rendement de 90 %, avec une combustion relativement propre. A New-York (Rochdale Village, Queens), deux systèmes cogénérateurs chauffent cinq mille huit cents appartements et deux centres commerciaux. Les produits de transformation de la biomasse ne connaissent pas encore la vogue grandissante des cellules photovoltaiques ou photopiles, qui elles-mêmes furent longtemps réservées aux satellites de la NASA. Leur priz connaît aujourd'hui une évolution comparable à celle des minicalculatrices il y a quelques années, L'entreprise Solarex témoigne du succès grandissant de ces applications : fondée il y a cinq ans, elle représente maintenant 47 % du marché, avec 5.3 millions de dollars de chiffre d'affaires en 1978 (7).

Un mémorandum conclut à la compétitivité immédiate des photopiles pour les localités isolées et consommant moins de 5000 kWh par an (8). En Arizona, le village indien de Schuchuli a été équipé de photopiles permettant dans un premier temps de stocker la nourriture. La prochaine décennie devrait connaître l'extension rapide de leurs usages aux situations les plus banales. Si les photopiles peuvent rendre autonomes de nombreuses habitations, c'est dans un tout autre ordre d'idées qu'elles intéressent les compagnies. Des projets grandicses sont à l'étude, telle cette station orbitale géostationnaire — satellisée à 36 000 kilomètres de la Terre — couverte de photopiles sur une surface de 50 kilomètres carrés, convertissant l'électricité en micro-ondes, une antenne de 10 kilomètres de diamètre pratiquant l'opération inverse dans un désert. Sans même parler des risques militaires et de pollution par micro-ondes, ce projet prométhéen qui ferait de l'énergie solaire, disséminée et libre, une énergie centralisée et sans doute chère, suscite de nombreuses réserves.

ventionner les sociétés pétrollères pour le développement des carburants de synthèse. Dans le plan énergétique de 143 milliards de dollars (pour dix ans) de M. Carter, 88 milliards seratent consacrés aux subventions. Ainsi Exxon, Mobil. etc., engagées dans la recherche de procédés de liquéfaction du charbon, pourraient récupérer une bonne part des sommes qu'elles verseraient à l'Etat au titre de l'imposition des subventions de la constant de l'imposition des subventions de la constant de l'imposition de la constant de la constant de l'imposition de la constant de la constant de l'imposition de la constant de la des « surprofits », sommes d'autant plus substantielles que le contrôle des prix serait supprimé. Il n'est pourtant pas sur qu'elles soient effectivement capables d'atteindre l'objectif fixé, soit l'équivalent de deux millions de barils par jour. Une enquête des services de la présidence montre qu'avec seule-ment 2 milliards de dollars un programme d'isolation des locaux permet-trait déjà une économie de 0.5 million

de barils par jour (17).

Cette pièce maîtresse de la politique énergétique suscite des craintes car l'émission supplémentaire de dioxyde de carbone qui en résulterait constitue, d'après l'Académie nationale des sciences, la plus grave menace et « il n'existe à ce jour pas de processus pour liquésier ou gazeisser le charbon. qui puisse satisfaire aux normes de profection de l'environnement » (18). Vollà qui explique pourquoi l'office créé par M. Carter serait exempté d'un certain nombre de procédures légales o sur l'administration (entendre tous les points de vue), loi sur la liberté de l'information, etc. La crise énergétique, en même temps qu'elle avive les inégalités sociales, est aussi l'occusion de mettre en place des mécanismes plus autoritaires.

Pour désamorcer les critiques d'une partie de l'opinion, le président alloue 4 milliards de dollars à l'énergie solaire dans son plan décennal et annonce la création d'une a banque solaire » que certains réclamaient depuis des années. Son rôle sera de stimuler les réalisations, dans les habitations et les immenbles à usage commercial, grace à des prets à long terme. La banque, financée et tributaire des impôts sur les profits pétroliers, recevrait 38 millions de dollars pour 1980, 155 en 1981 et... 1 100 en 1984. En effet, pour beaucoup de families, le prix de l'installation d'un équipement solaire constitue le principal obstacle (5 000 dollars pour l'eau chaude d'une maison). Des palements étales sur dix ou vingt ans allégeraient les factures de gaz ou d'électricité.

Mals il semble que la conception présidentielle de cette banque favoriserait suriout les firmes géantes, alors que les partisans de l'énergie solaire souhaitent que la priorité soit accordée aux particuliers et aux petites entreprises. Ils demandent aussi la création d'organismes d'assistance technique et d'information qui travallieraient avec les consommateurs dans les domaines de l'isolation et de l'utilisation de toutes les énergies renouvelables.

Tom Hayden (19), l'un des dirigeants du mouvement solaire, critique le « double jeu » de l'administration Carter : « Il y a risque d'une sorte de match nul : d'un côté, les moutements de protestation empéchent ou ralentissent le développement du nucléaire, des synfuels; de l'autre, le gouvernement et ceux qui lui dictent leurs lois sans rompre avec le passé peurent réduire à un rôle d'appoint les inergies solaires: or un maich nul n'est pas permanent. > Pour l'animateur de Campaign for Economic Democracy (20), la lutte pour le solaire rejoint le combat contre le chômage et l'infation. Le département de l'énergie indiqualt lul-même que «l'application de techniques solatres est de deux a huit sois plus créatrice d'emplois que l'ullisation des éncraies conventionnelles > (21). Une commission parkementaire affirme qu'une conversion massive aux énergies solaires entrainerait la création de trois millions de nouveaux emplois et diminuerait la facture d'hydrocarbures de 150 milliards d'ici à 1990 (22). En outre, un minimum de 1.5 milliard de dollars serait économisé sur le coût des maiadies dues aux énergies fossiles si 10 % seulement de l'énergie utilisée était

Dans le sillage de la « Journée du soleil »

T ES expérimentations sociales des Lénergies solaires ne sont pas nouvelles (3). Et, pourtant, l'été 1979 fera date car is «convention pour une Amérique solaire » qui s'est déroulée du 16 au 19 août à l'université du Colorado, rassemblait des participants venus des horizons les plus variés. Le Centre des ressources renouvelsbles (C.R.R.) y tenait une place prépondérante. Créé après la «Journée du solell » du 3 mai 1978 — et huit ans après la «Journée de la Terre» qui donnait le coup d'envoi des luttes écologiques, — cette organisation à but non lucratif se situe à mi-chemin entre les écologistes et les institutions gouvernementales. Elle fournit tant aux consommateurs qu'aux autorités une information et une assistance technique concernant toutes les formes d'énergie renouvelables. Avec l'idée qu'il faut les combiner, les adapter cas par cas et privilégier les solutions dé-

L'un de ses responsables. Denis

centralisées.

sans opinion.

Hayes, présente sans ambiguité l'alternative à laquelle est confrontée la Maison Blancha: «Choisir le solaire ou enpoyer les "marines" D. A trentequatre ans, D. Hayes, recemment nommé par le président Carter directeur du SERI (Solar Energy Research Institute) (4), coordonne désormais l'action de six cents personnes. Cette nomination, sans être dénuée d'arrièrepensées électorales, exprime l'étendue sans précédent de la reconnaissance du phénomène solaire. Les ¢ 20 % 30laires » promis par le président paraissent timides si l'on s'en tient à diverses estimations officielles et surtout aux sondages de popularité. Dejà, en 1978, une enquête Harris recueillait 94 % de réponses favorables au développement rapide du solaire. Pius récemment, en avril 1979, un sondage N.B.C.-Associated Press posait la question : « Quelle est votre source d'énergie préférée pour l'an 2000 » ? 52 % se prononçaient en faveur des énergies solaires, 21 % pour le charbon, 16 % pour le nucléaire, 4 % pour le pétrole et 7 % restaient

Sans doute ne sera-t-il pas nécessaire de lever un impôt pour que se réalise le vœu d'un nombre croissant de citoyens: le coût de construction d'une maison solaire ne dépasse que de 5 % celui d'une construction traditionnelle, et l'amortissement est rapide. C'est en Californie que la transition vers l'après-pétrole est le plus résolument engagée. Villes et comtés se dotent petit à petit d'une armature juridique protégeant l'environnement et favorisant l'utilisation des ressources renouvelables. Ainsi, dans le comté de San-Diego, toute nouvelle maison doit être équipée de capteurs solaires pour sa consommation d'eau chaude. Pour sa part, l'usine Hewlett-Packard de Sunnyvale, au sud de San-Francisco, s'est dotée d'une installation comportant 1 000 mètres carrés de capteurs, pour un coût de matériel de 30 000 dollars, permettant une économie de 18 000 dollars par an, soit 65 % D'une manière générale, la Cali-

de la note de gaz (5). fornie autorise les particuliers à déduire de leurs impôts 55 % du coût d'une installation solaire, déduction pouvant atteindre 3 000 dollars, éventuellement répartie sur plusieurs années. L'investissement est hui-même favorisé par des mesures fiscales souples. Quant à la reconversion de l'ancienne base militaire de Hamilton en une communauté de vie et de travail utilisant les énergies solaires, elle dolt encore recevoir l'assentiment de la population du comté pour être mise en cenvra L'architecte Sin Van der Ryn, encore récemment architecte d'Etat du gouverneur Brown, a proposé la construction d'un village de deux mille quatre cents personnes, dont la moitié travaillerait à la fabrication de capteurs solaires et de photopiles. Les matériaux de construction, à forte mertie thermique, absorbent la chaleur comme une éponge emmagasine l'eau,

tion énergétique de 60 %. Les énergies solaires ne sont pas réservées aux scules régions jouissant d'un soleil généreux, et les maisons solaires fleurissent aussi bien dans le Vermont, à la frontière québécoise, que sur les hautsplateaux du Nouveau-Mexique, à près de 2 000 mètres d'altitude (6).

La convention de Boulder a permis

la confrontation de nombreuses

réalisations éparses. Un nouvel urba-

nisme, une nouvelle architecture s'af-

gétique l » (2).

firment et tendent à mettre fin à ces habitations de l'ère pétrolière qui perdent leurs calories à tous vents. Mais le solaire, c'est aussi l'ensemble des énergies renouvelables dérivées de l'énergie thermique ou lumineuse émise par le soleil. Ainsi, le vent et les rivières fournissent les énergies éclienne et hydraulique. C'est aussi, grâce à la photosynthèse, la réserve inépuisable au'offre la biomasse cette énergie « verte » que stockent les plantes. Alvin Duskin, de l'« American Wind », propose d'équiper les petits groupes d'habitations d'éoliennes de 50 kW de puissance, fournissant le kWh à 3 cents, à raison de 250 dollars le kW installé. Le considérant comme compétitif, certaines compagnies d'électricité de Californie envi-

sagent d'utiliser ce système à brève

Le coût du nucléaire

▲ MORY LOVINS, physicien et mem-🕰 bre des Amis de la Terre, que l'ouvrage Soft Energy Path (9) a consacré auprès des Nations unies et du M.I.T. (Massachusetts Institute of Technology), adopte une position originale: il montre en quoi les choix économiques actuels vont à l'encontre des intérêts du système capitaliste huimême. Il souligne la colossale immobilisation de capitaux que représentent le développement d'une exploitation forcenée des énergies fossiles, les centrales nucléaires, le faible rendement de la production d'électricité (30 %) et le pari d'un doublement de la consommation énergétique américaine d'ici à l'an 2000.

Dans cette optique, l'investissement total pour le développement du senteur nucléaire, par exemple, doit être tel qu'en dix ans il se chiffrerait en milliers de milliards de dollars. A telle enseigne qu'aujourd'hui un tiers des corporate bonds (actions et obligations) est émis par les compagnies d'électricité. Les groupes financiers les plus puissants ne s'aventurent dans ces projete qu'avec l'apput de subventions, et la Bankers Trust Company note qu' caucune autre industrie ne r'est sans doute trouvée aussi proche du désastre financier que l'industrie nucléaire d.

La T.V.A. (Tennessee Valley Authority) a été sensible à ces arguments. L'idée de cette compagnie publique d'électricité a été de subventionner l'installation de chauffe-eau solaires par des prêts à faible taux d'intérêt (10). Cet investissement est rentable pour la T.V.A., pour qui la construction de centrales nucléaires

d'appoint est désormais inutile.

Si l'expérience de la T.V.A. a semblé intéressante à de nombreux participants de la convention, des situations de conflit ont surgi entre diverses sociétés et le mouvement solaire. Aussi. en Californie, la loi Bates a été votée en août 1978 pour empêcher la création d'un monopole solaire contrôlé par les compagnies d'électricité ou de gaz, mononcle qui leur aurait permis d'exercer un certain chantage sur les abonnes en gonflant artificiellement les prix des équipements solaires. Pour les participants de la convention. Il s'agit de lutter pied à pled afin que s'imposent des techniques solaires

à l'échelon local : les seules qui diminuent réellement la dépendance de la population à l'égard des puissances

d'argent. Comme le dit une militante

do mouvement MORE (11), eles tech-

nologies des énergies renouvelables ouvrent des possibilités d'emploi, de ovalification, de développement économique, d'autosuffisance et de contrôle à tous ceux d'entre nous qui ont touiours eu le moins dans les temps d'abondance et à souffrir le plus dans les périodes de crise ».

A l'inverse, la concentration énergétique permet aux grandes compagnies pétrolières d'exercer leur toute-puissance en organisant la « pénurie américaine », afin d'augmenter arbitrairement leurs prix et d'imposer leurs

Ajoutées aux dégâts physiques et

aux souffrances humaines qui seraient la conséavence d'un accident nucléaire, les conséquences économiques, psychologiques et politiques de notre système de production d'énergie seraient plus dépastatrices qu'un embargo total sur le pétrole du Proche-Orient > (12), déclare en 1976 un politicien encore peu connu. M. James Carter. Mais le 15 juillet 1979, trois mois après Three Mile Island, le président n'évoque pas une seule fois le nucléaire, dans un discours tout entier consacré à l'énergie ! Ses aspects contradictoires rendent la politique de M. Carter confuse aux yeux du public. Pourtant, derrière cet illogisme apparent s'affirme une ligne de plus en plus ferme à l'égard des pays producteurs de pétrole, accusés d'étrangier l'économie américaine qui consomme près du tiers de l'énergie mondiale. M. Carter leur promet donc l'a écuivalent moral d'une guerre » et, parce qu'on ne peut pas « se contenter de distribuer des armes d'enfants > (13), il met sur pied un corps d'intervention (14) dans l'éventualité d'une opération au Proche-Orient.

Sur la scène intérieure, il crée l'Office pour la mobilisation de l'énergie (15), qui aura « autorité pour ianorer les procédures requises par les lois d'Etat, fédérales ou locales) dans le but d'accèlèrer le développement et la construction d'une centrale si elle est nécessaire » (16) ; cet Office pourra imposer un cléoduc ou une usine de carburants synthétiques — synfuel en ignorant l'opposition des populations concernées.

Il ne s'est trouvé que les compagnies pétrolières pour se réjouir des décisions annoncées. Car s'il est question de diminuer les importations pétrolières de 50 % d'ici à 1990, M. Carter promet de libérer le prix du pétrole et de subMultinationale cherche... pionniers

d'origine solaire (23).

MAIS la perspective de profits dans un secteur dynamique n'échappe pas à l'attention des plus grosses entreprises. La production des capteurs (pour le chauffage) est passé de 100 000 mètres carrés à 1,4 million de mètres carrés entre 1974 et 1979. Le marché aujourd'hui de 500 millions de dollars, serait en 1985 cinq fois supérieur. Et les gros investisseurs, parmi les six cents entreprises de chauffage solaire, s'appellent General Electric, Westinghouse, Exxon, Reynolds... (24). Les multinationales rachètent de petites entreprises pionnières. Dans l'industrie des photopiles, Mobil, Shell, Chevron et Arco ont investi ensemble 80 millions de dollars, Exxon a racheté en 1975 la Solar Power Corporation, créée en 1969 par un précurseur de l'utilisation terrestre des photopiles. Standard Oil a pris une participation de 21 % dans Solarex. L'Institut américain du pétrole estime que les compagnies petrolières sont désormais l'investisseur majoritaire dans le secteur des photopiles (25).

Va-t-on vers la constitution d'un monopole solaire exercé par... ceux-là mêmes qui contrôlent le pétrole, le gaz, le charbon, l'uranium? Si les investissements sont bien accueillis, dans la mesure où ils peuvent favoriser le développement de ces industries, la participation d'entreprises plus petites reste essentielle. Un rapport parlementaire montre en effet que « la petite entreprise est plus productrice d'innovations technologiques, en même temps qu'un fabricant plus essicient, que les très grandes entreprises » (26). Ainsi, les petites entreprises ont réalisé plus de 50 % des innovations technologi-

La «saine compétition» réclamée par les membres du mouvement solaire risque de ne jamais voir le jour. l'énergie solaire relayant simplement les sources traditionnelles dans des centrales. «La nation doit avoir pour le programme solaire la même déter-

ques depuis vingt-cinq ans.

Lune dans les années 60, à cette différence près que, cette sois-ci, chacun doit pouvoir en benéficier », affirma à Boulder un syndicaliste (27). Tout autant que par ses propositions, le mouvement solaire marquera la réalité américaine s'il est capable de se doter de méthodes d'actions efficaces. La réalisation d'une coalition solide, entrainant de larges couches sociales, est l'objectif du alobby solaire » (qui n'a de lobby que le nom) (28). Il dénonce dans la presse ce « quelque chose qui s'interpose entre nous et le solelly. Si ce coros à coros est inégal. il semble que des germes ont été semés en trop d'endroits pour que l'idée d'une société plus décentralisée et moins dominatrice ne contrecarre pas

mination que pour la conquête de la

Energies non renouvelables ou utilisation combinée de toutes les énergies solaires, grosses centrales ou production disséminée : les choix restent à faire pour le peuple américain. Lui demandera-t-on son avis? Tiendra-ton compte de la popularité des énergies solaires?

Après les avoir dénigrées, les respon-

sérieusement les forces au pouvoir.

sables de la politique énergétique américaine reconnaissent leur importance. Mais cet intérêt est à double tranchant: car il s'agit avant tout de contrôler, d'infléchir leur développement afin de les rendre acceptables. Il s'agit aussi de se pourvoir en armes de rechange pour la domination du tiers-monde, de ne pas s'opposer frontalement à d'autres modèles de développement, de tolérer les solutions qui puissent permettre non pas le « décollage » (cent fols promis), mais la stricte survie de tant de peuples déjà affamés, pour qui l'énergie deviendrait inaccessible sous ses formes « dures ». Ira-t-on vers des plantations géantes alimentant en alcooi l'Occident et ses voitures individuelles, alors que tant d'humains eux-mêmes ne mangent pas à leur faim?

(1) San Bernardino West Side Community Development Corporation emplois actuellement solvante personnes pratiquant la rotation des tâches. (2) Valerie Pope est membre de Minorities Organized for Renewable Energy. Déclaration à l'ouverture de la conférence

(3) Solvante mille capteurs solaires out été installés aux États-Unis de 1890 à 1940 ; ainzi à Pasadena (Californie). dès 1900, 30 % des maisons en étaient équipées. De plus, cinq millions de moulins à vent fonctionnaient alors. (4) Le budget du SERI s'élève à 90 millions de dollars. (5) Volr Constructing a Sustainable Future, par l'Office of Appropriate Tech-nology, State of California, 1530 Tenth St_ Sacramento CA 95814.

services) ou la Bank of America, des gares (Greyhounds) ou des höpitaux (Santa-Pe, N. Mex.) construire e solaire ». (7) D'après un rapport de Strategy Unlimited, le marché des photopiles, aujourd'hui de 12,3 millions de dollars, sera en 1990 de 500 à 700 millions de dollars. (8) & Photovoltaic Power Systems for Rural Areas of Developing Countries >. NASA Technical Memorandum 79097 (revised May 79).

(6) Ainsi peut-on voir MacDonald (self

(9) Soft Energy Path; Toward a Durable Peace. Traduit en français : « Deux choix énergétiques », Les Amis de la Terre, 117, avenue de Choisy, 75013 Paris. (10) 2 000 dollars remboursés sur vingt ans à raison de 10 dollars par mois, soit un taux d'intérêt de 3,25 %. (11) Minorities Organized for Renewable Energy, organisation politique luttant pour une formation technique et une amélioration des conditions de vie des (12) The Presidential Campaign 1976,

Vol. I. part 1, p. 75, U.S. Gov. Printing Office, Washington D.C. 20402. (13) Discours du 15 juillet 1979. (14) Le Monde, 24 juin 1979.

(15) Energy Mobilisation Board, dont la création a été votés par le Sénat le 4 octobre 1979. (16) Feuille d'information du 16 juillet sur le Presidential Program of Impor-

tations Reduction, département de l'éner-

dre que les synfuels. Cité par Energy

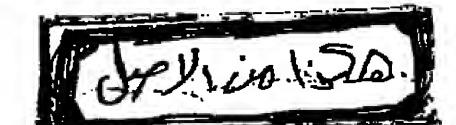
(17) Soit un coût relatif neuf fols moin-

gie, Washington.

Link, été 1979, Commonwealth of Massachusetts, Office of Pederal State Relations, 441 N. Capitol St., spite 307, Washington D.C. 20001. (18) Cité par le Christian Science Monitor du 11 septembre 1979. (19) Tom Hayden, ancien militant radical des années 60, l'un des « Huit de Chicago » tenus responsables des manifestations contre la convention du parti démocrate de 1968. (20) Organization politique californienne de plusieurs milliers de personnes travaillant à une coalition des forces sociales progressiates a qui élendrait la notion de démocratie politique à la vie économique ». Tom Hayden est aussi actif à la tête d'agences californiennes telles Solarcal et Western Sun. (21) Department of Energy, dans Creating Jobs Through Energy Policy, juillet 1979. (22) Employment Impact of a Solar Transition », Gov. Printing Office, Washington D.C. (23) Rapport du SERI, T.P. 52-138, N.T.18. 5285 Port-Royal Rd. Springfield, (34) Debra Piot, «Solar Heating Developpers Tool up for 80's Bonanes . The Christian Science Monitor, 11 septem-(25) • Will Big Oil become Big Sun? >, de Mark Finkelstein, dans Sun Times. (26) House Small Business Antitrust Subcommittees, cité par M. Finkelstein, (27) Ed. Oarlongh, de Sheet Metal Workers International Ass. (28) Le « Lobby solaire » public Sun Times, 1001 Connecticut Av. NW: 5th Fl.,

Washington D.C. 20036; MORE et la

C.R.R. en font partie.



LE POUVOIR NOIR

(Suite de la première page.)

Le solde de la balance des palements (comptes courants et capitaux) est positif. Mais ce balan, à première vue flatteur, cache un criant déséquilibre structurel, source à la fois d'inégalités devenues insupportables et d'un blocage de la croissance économique.

Fondamentalement, les structures de la société rhodésienne reposalent sur un système identique à celui de l'apartheid sud-africain (5), bien qu'un peu moins abrupt. Pour sa sauvegarde, la minorité blanche avait rejeté le projet de décolonisation envisagé par la Grande-Bretagne et proclamé unilatéralement l'indépendance le 11 novembre 1965. Treize ans après, pour sauver l'essentiel tout en permettant à la Rhodésie de sortir de la guerre et de l'isolement international, elle avait conciu un accord de « règlement interne » (le 3 mars 1978) avec une coalition de mouvements africains dont les nationalistes en lutte de la ZAPU et de la ZANU étaient exclus

Comme en Afrique du Sud, l'appartenance raciale déterminait les droits économiques de chacun, et l'inegale répartition des terres constituait pierre angulaire de l'économie. Ainsi les six mille fermiers européens pouvaient-lis disposer de 14.8 miltions d'hectares, tandis que les 685 000 fermiers africains étaient confinés sur 17.3 millions d'hectares. Les Tribal Trust Lands (à peu près identiques aux e réserves » sud-airicaines) abritaient 60 % de toute la population noire. La réglementation foncière y était soumise à un système de tenure dit «traditionnel» où les «chefs tribaux a répartissaient la terre cultivable entre les familles selon le principe du one man, one plot. Dans les Purchase Areas (zones d'achat. 107 million d'hectares) vivaient 100 000 Africains et. en 1974. 8 000 fermiers y possédaient leurs exploitations en propriété privée (6).

Les déplacements des Africains des réserves vers les régions européennes stalent soumis à une stricte réglementation. La discrimination raciale en matière d'emploi, d'éducation et de propriété freinait considérablement la promotion des travailleurs africains. amsi que la formation d'une classe moyenne noire, sans parier d'une bourgeoisie; grace à cette discrimination institutionnalisée, les Blancs possédalent la majeure partie des moyens de production. Les activités économiques contrôlées par les Africains — essentiellement dans l'agriculture, marginalement dans le commerce et les transports - contribusient pour moins de 10 % à la formation du P.N.B. La proen valeur moins du tiers de la production des fermes blanches : sa part dans le total de la production commercialisée s'établissait à moins de 15 %, dont le tiers seulement en provenance des réserves (7). Les non-Africains occupalent les quatre cinquièmes des emplois qualifiés, alors qu'ils ne représentaient que 3,3 % de la population active (8). Ils se partageaient les deux

tiers environ du revenu national : le revenu moyen d'un Africain s'élevait à 92 dollars en 1974, celui d'un Européen à 3 062 dollars (9).

Ce système imposait aussi aux Africains de s'employer pour les salaires les plus bas. Globalement, le total des salaires, prestations sociales et revenus en nature d'un salarié européen était onze fois plus élevé que celui de son homologue africain. Par secteur, la proportion était de 23 à 1 dans l'agriculture, de 14 à 1 dans les mines, de 9 à 1 dans l'industrie, de 5 à 1 dans les banques, les assurances, les transports et communications (10).

Comme en Afrique du Sud, où les grands milieux d'affaires commencent à en tirer les conséquences, un tel

de discrimination raciale impose à l'économie des alocages de plus en plus dangereux. En Rhodésie, la crise structurelle avait pu être différée par les effets de la déclaration unilatérale d'indépendance qui obligea à une rapide croissance les secteurs fournissant des produits de substitution à l'importation Mais, en 1975, il n'est plus possible d'y échapper. Cette année-là, la tendance du taux de croissance s'inverse : de 7,5 % l'an en moyenne au cours des dix dernières années, il passe alors à — 1,4 %. Les effets de la crise favoriseront l'extension de la guérilla, qui prendra véritablement de l'ampleur à partir de 1976. A son tour la guerre allait contribuer à aggraver la crise.

Le déclin de l'agriculture africaine

'AGRICULTURE africaine n'avait

Le cessé de décliner depuis le début des années 60. A l'accroissement de la population, qui double tous les vingt ans (au taux annuel de 3,6 %) ne correspond ni une extension des surfaces cultivées ni une amélioration de la productivité. Les sols surexploités s'appauvrissent. Au début des années 1970 les réservez deviennent importatrices de nourriture. Le mais est la nourriture de base des Africains et la ration normale represente 175 kg par personne et par an : la production annuelle moyenne par personne était encore dans les réserves de 160 kg en 1962; en 1977, elle avait chuté à 105 kg (7). Quarante pour cent des hommes entre dix-hult et trente ans n'y disposaient plus d'aucune terre (11) et les autorités ne paraissaient guère s'en émouvoir : en plein boom économique, 3 % des investissements allaient aux tribal trust lands. Les crédits à court terme qui leur étalent accordés étalent deux cent vingt fols moindres que ceux dont bénéficiaient les fermiers blancs (12). Cette dégradation catastrophique explique largement la rapidité des progrès de la lutte armée, en particulier de la ZANU qui avait fondé sa guérilla sur le monde rural et axé sa propagande sur la question agraire. Pour les Africains des réserves, il ne restait d'autre recours que de chercher à s'employer dans l'économie des Blancs, à des salaires de famine : 86 % des travailleurs africains employés dans les secteurs non agricoles percevaient un salaire les situant en dessous du « seuil de la pauvreté » calculé pour une famille de six personnes (13) dans les fermes blanches, le sort des ouvriers était encore pire. Le complément de revenu naguère encore tiré

en s'amenuisant.

D'autre part, même en période faste, l'économie ne pouvait absorber l'augmentation de la force de travail africaine. En 1960, 18,6 % des Africains étalent salariés; ce pourcentage tombe à 15,6 % en 1975 (12). De 1969 à 1974, on estime à 258 000 le nombre des

nouveaux venus de sexe masculin sur

de l'agriculture dans les réserves allait

le marché du travail, tandis que celui des nouveaux emplois n'était que de 133 000 : 125 000 hommes de plus au chômage, que l'économie des réserves

ne peut accueillir (14). Le « dualisme » de l'économie offre l'avantage majeur d'assurer le coût très has de la main-d'œuvre. Mais il a aussi pour inconvénient de restreindre la dimension du marché intérieur, tant par la faiblesse des salaires que par les limites du secteur monétarisé, et de freiner la qualification de la maind'œuvre. Ce qui n'était pas si grave tant que l'agriculture demeurait le principal secteur de l'economie et tant que la Rhodésie restait ouverte sur l'extérieur (15). En 1965, exportations et importations représentaient respectivement 44 % et 33 % du P.N.B. (16). Mais, la même année, l'industrie supplante l'agriculture ei les Nations unies décrètent les premières sanctions économiques contre la Rhodésie, qui se généraliseront en 1968.

suit maigré tout pendant près de dix ans. Le coopération de l'Afrique du Sud et du Mozambique sous domination portugaise permet en effet de tourner en partie le blocus international: exportations et importations représentent respectivement 24 % et 18 % du P.N.B. en 1974. En décidant de restreindre le rapatriement des capitaux et des dividendes, le gouvernement favorise le réinvestissement sur plece des profits, dont le taux est si élevé que de nouveaux investissements étrangers affluent : 340 millions de dollars de 1966 à 1975, Ainsi les investissements représentent - ils. suivant les années, entre le sixième et le quart du P.N.B. Enfin. les sanctions obligent l'économie à développer les industries canables de suppléer les importations : le volume de la production industrielle s'accroit de 142 % entre 1965 et 1974.

Une crossance remarquable se pour-

Mais, su milieu des années 70, les prix du pétrole s'envolent et la récescession frappe l'économie mondiale. L'Afrique du Sud, qui a supplanté la Grande-Bretagne comme premier partenaire commercial et financier de la Rhodésie (17), subit elle-même une crise grave. Emeutes dans les cités noires d'Afrique du Sud, guerre d'Angola, indépendance du Mozambique : l'Afrique australe vacille, les investis-

seurs étrangers sont tentés de ce retirer d'une région devenue trop incer-taine. La Zamble et le Mozambique ferment leurs frontlères avec la colonie rebelle : les recettes provenant du transit s'effondrent. Les sanctions limitent le volume des exportations et renchérissent leur coût. Pour préserver l'équilibre de la halance des paiements. les autorités imposent un très strict contrôle des importations, surtout composées de biens d'équipement : faute d'être renouvelé. l'outil de production se détériore. Enfin et surtout l'industrie avait reçu un véritable coup de fouet grace à l'introversion grandissante de l'économie, mais le dynamisme de cette mutation cesse de jouer. Devenue le moteur de l'économie, l'industrie voit sa croissance buter sur l'étroitesse du marché et le manque de main-d'œuvre qualifiée aggravés par l'usure des machines. La crise éciate.

Le développement de la guerre jouera un rôle déclaif en amplifiant ces difficultés économiques. Les sommes consacrées à la défense passent de 113 millions de dollars en 1974 à 480 millions (soit 41 % du budge total en 1979 (4) Malgré l'accroissement des impôts directs et indirects (T.V.A.), le délicit budgétaire, et 1979, atteint 550 millions de dollars (21 % du revenu national). Le gouvernement doit recourir à des emprunts massifs : l'endettement de l'Etat représenterait 16 % du P.N.B. pour la dernière année fiscale, et Salisbury aurait emprunté 400 millions de dollars en Afrique du Sud (18). Le taux d'inflation culmine à 13,3 % en 1979 (6). L'enrôlement des Européens âgés de dix-huit ans s cinquante-neur ans prive l'économie de sa main-d'œuvre la plus qualiflée jusqu'à cent cinquante jours par an. Les taux de croissance deviennent négatifs : — 1,4 % en 1975, — 1,6 % en 1976, — 6,8 % en 1977. — 3.6 % en 1978, — 0.5 % en 1979. Le devenu *per* capita en dollars constants de 1965 chute de 223 dollars en 1974 à 165 dollars en 1979, soit de 26 % (4).

La guerre ravage les régions rurales africaines. Le tiers du cheptel est détruit. Environ sept cent cinquante mille personnes sont enfermées dans des « hameaux stratégiques » ; deux cent cinquante mille autres partent chercher refuge dans les centres urbains ; autant fuient vers les pays voisins (19). Un détail résume l'actuelle détresse des Africains : le quart au moins d'entre eux souffrent de mainutrition grave (20).

En réalité, depuis la déclaration unilatérale d'indépendance, mais encore plus depuis que la guerre faisait réclamaient de profondes réformes dans ce système de discrimination raciale, dans l'espoir de mettre fin aux hostilités et d'obtenir la reconnaissance internationale de la Rhodésie. Les « petits Blancs » et les entreprises les plus modestes joulessient, certes, d'une « rente de couleur » découlant des institutions racistes et de la bienveillance de l'Etat. Par contre, le système entravait la croissance des groupes les plus puissants en freinant la concentration et la modernisation de l'appareil de producdes inégalités et une promotion rapide, qui leur assurera une emprise plus substantielle sur les moyens de production. Ces objectifs peuvent-ils être atteints dans le cadre d'une économie de libre concurrence?

Changements progressifs, ou bien rupture radicale? La situation récionale et internationale pese aussi sur le choix des nouveaux dirigeants. Cinq ens après avoir accède à l'indépendance, l'Angola et le Mozambique mesurent les conséquences désastreuses pour leur économie du départ en masse des colons portugais Depuis quelques mois, les responsables de ces deux Etats multiplient les rencontres avec des dirigeants grandes sociétés occidentales pour les inciter à venir investir (25). Le 18 mars dernier, M. Samora Machel, président du Mozambique, a annoncé qu'une partie du commerce de détail serait restituée au secteur privé, dont ne seraient pas exclus les anciens colons portugais qui souhaiteraient retourner au Mozambique. La direction de la ZANU qui a tissé des liens intimes avec les responsables du FRELIMO, ne peut être insensible à ce virage de la révolution mozambicaine. D'autant que, selon l'un des membres de cette direction, les dirigeants du FRELIMO, dont M. Machel ont longuement insisté sur les « erreurs gauchistes » qu'ils n'avaient su éviter avant de prendre congé de M. Mugabe et de son équipe.

a Dans l'éventualité d'un effondre-

ment complet du gouvernement et d'un chaos en Rhodésie, l'Afrique du Sud considérera de son devoir d'intervenir militairement », ont déclaré des responsables du ministère sud-africain de la défense (26), confirmant ainsi les propos tenus par M. Botha devant le Parlement. L'exode de la communauté rhodésienne blanche aurait certes produit cet effet, et Pretoria s'y était préparé : en dépit de toutes les déclarations officielles et en violation flagrante des accords de Lancaster House, jusqu'au 10 mars, des troupes sud-africaines se trouvaient dans le sud-ouest de la Rhodésie. Malgré la visite secrète, à Maputo, du général Peter Walls, chef de l'armée rhodésienne blanche, 1er mars, et malgré ses nombreuses rencontres avec M. Mugabe, la tension restait si algué que le moindre incldent pouvait embraser toute la région. et d'abord la Zamble et le Mozambique. Une solidarité longuement établie avec le mouvement nationaliste rhodésien, et surtout la présence de sept mille combattants de la ZAPU en Zambie et de huit mille guérilleros de la ZANU au Mozambique, aurait interdit à ces deux pays de se tenir à l'écart de la guerre. Une intervention sud-africaine pouvait être lourde de consequences : on affirme en effet de source mozambicaine que le bloc socialiste s'était engagé à appuyer Maputo, si nécessaire par l'envoi de troupes, au cas où le régime ou l'intégrité territoriale du pays auraient été menacés.

Les pays de la « ligne de front », en particulier la Zamble et le Mozambique, ont terriblement souffert des retombées sur leurs propres territoires de la guerre de Rhodésie : dans le seul Mozambique, les préjudices sont évalués à 550 millions de dollars des États-Unis. « Nous voulons la paix en Afrique australe (...). Nous nous battons pour la coexistence pacifique, pour des relations de bon voistnage entre tous les États d'Afrique australe » (27), déclarait M. Machel après la signa-

ture des accords de Londres. La ZANU elle-même devait bien mesurer la solidité de ses appuis internationaux dans l'hypothèse d'un affrontement armé généralisé. Le bloc de l'Est, on le sait, s'était rangé aux côtés de la ZAPU. Seule la Roumanie et, dans une moindre mesure, Cuba avaient directement apporté un petit appui matériel aux combattants de la ZANU. Ht l'on a vu avec quelle froideur les pays socialistes ont accueilli la victoire de M. Mugabe. La Chine enfin, qui accueillit de nombreux dirigeants de la ZANU, a depuis un an pris ses distances avec M. Mugabe, auquel elle n'avait pourtant pas jusque

là mesuré son appui matériel.

Au contraire, les puissances occidentales ont promis une aide très substantielle au futur Zimbabwe, à la seule condition que le nouveau gouvernement ne fasse pas table rase des structures existantes. Déjà le « plan Kissinger» élaboré en 1976 par Londres et Washington pour sortir le conflit rhodésien de l'impasse, et qui fut rejeté par M. Smith, puis par le mouvement nationaliste et les pays de la « ligne de front », avait prévu la création d'un « fonds international » consacré au développement économique du futur Etat et dont le montant, demeuré secret, avait été estimé à 1.5 milliard de dollars des Etats-Unis. Depuis lors, toutes les propositions de réglement avaient été assorties de promesses d'aides aubstantielles. Pour la reconstruction du pays, les Etats-Unis auraient promis au futur Etat 25 milmesses d'aides substantielles. Au nom

Quelques chiffres

SUPERFICIE : 390 522 bilomètres carrés.	
POPULATION (1979, estimations) :	
- Africains	6 880 000
- Européens	
- Métis et Asiatiques	34 000
 Taux d'urbanisation : 	
- Africains	23 %
— Européens	86 %
Salariés :	
— Africains	878 000
- Non Africains	127 898
• Les Africains appartienment surtout à de	eux grandes ethnies :
Shona pro pro	
PRODUIT NATIONAL BRUT : 2,33 milliards de	dollars (1979, estimations),
- 17 % pour l'agriculture,	
— 18 % pour les mines,	
— 28 % pour l'industrie et la construction	
— 13 % pour la distribution et l'hôteller	ie,
PRINCIPALES PRODUCTIONS:	
• Agriculture (en 1978) :	
— Céréales 1,79 million	de tonnes
- Sucre	
- Tabac 57 000 tonne	
• Industries :	
- Agro-alimentaire, textile, chimique,	métallurgique.
• Mines:	
Character CSA AND tento	

- Or environ 20 tonnes

- + 15 millions de dollars (estimation).

- + 40 millions de dollars (estimation).

PALANCE DES PAIRMENTS COURANTS :

- + 180 millions de dollars en 1979 (estimation).

BALANCE COMMERCIALE :

BALANCE DES CAPITAUX :

MONNAIE:

Vient de paraître

- 1 dollar thodésien = 6.25 francs = 1,45 dollar des Etats-Unis (environ).

PEUPLES NOIRS — PEUPLES AFRICAINS

P.N. - P.A. : Robert Mugabe, premier ministre à Salisbury ou Ruben Um Nyobé en angiophonie?

BINY TRAORE : A la mémoire d'Abdoul Karim Camara

ODILE TOBNER : Sartre et l'Afrique Noire

VINCE REMOS : Renseignements pris (onuvelle parapolicière)

DANIEL VIGNAL : Littérature nigeriane d'expression anglaise : Quoi de neuf?

160 pages, 25 F (joindre titre de paiement à la commande)

Abonnement annuel, six numéros : 120 F.

Pour toutes informations, écrire :

Pour toutes informations, écrire :

Peuples noirs - Peuples africains, 3, rue de l'Asile-Popincourt, 75011 Paris.

Peuples noirs - Peuples africains », la seule institution francophone africaine échappant totalement au contrôle des coopérants, assistants techniques et autres barbouxes.

Concentration économique, incertitudes régionales

O R ces groupes tiennent le haut du pavé. Dans l'agriculture, 5 % des fermes européennes occupent à elles seules 50 % de la superficie cultivée et assurent 48 % de la production totale, tandis que, à l'opposé, 30 % des fermiers blancs sont insolvables (21). En 1974, sur un total de cinq cents mines, soixante-quatre fournissaient 95 % de la production. Dans l'industrie, 5 % des entreprises contribuaient pour 50 % à la production totale ; à l'inverse, 60 % s'en partageaient 8 % (16). Dans le secteur moderne de l'économie, la concentration a atteint le stade des monopoles. D'autre part, la grande majorité de ces entreprises d'importance sont des filiales de sociétés multinationales. Déjà en 1965, dernière année où des statistiques sûres ont été établies, 68 % des profits nets revenaient à des sociétés étrangères (75 % dans l'agriculture et dans l'in-dustrie 90 % dans les mines) (22). Angle American Corporation, Ric Tinto Zinc, Lonrho et Falconbridge dominent le secteur minier. Parmi les dix plus grandes sociétés industrielles, deux tout au plus sont rhodésiennes et encore n'occupent-elles que les quatrième et septième rangs. Deux sociétés, Lonrho et Liebig, possèdent cha-cune des exploitations agricoles d'une superficie supérieure à 400 000 hectares (23). Enfin l'emprise des groupes étrangers sur l'économie rhodésienne s'est accrue depuis la déclaration unilatérale d'indépendance. On estime que, aujourd'hui, sur un investissement privé total de 2,8 milliards de dollars. le sixième environ est d'origine rhodésienne (24).

milieux d'affaires étrangers avalent unanimement dénoncé les dangers de la déclaration unilatérale d'indépendance. Tout en appelant de leurs vœux un règlement du conflit, ils accepterent tacitement l'état de fait en Rhodésie aussi longtemps qu'aucune force ne vint menacer sérieusement la stabilité du pays et que les taux de profit demeurèrent éleves. Mais depuis 1975, épaulés par les dirigeants des rares grandes sociétés rhodésiennes, leurs représentants se sont dépensés sans compter pour inciter le régime de Salisbury à sortir de son immobilisme : je maintien de · la suprématie blanche était pour eux devenu un fardeau. Ils exigeatent une évolution rapide vers un libéralisme classique à l'intérieur, avec l'abolition des barrières raciales, et une ouverture des frontières, avec le rétablissement d'échanges complètement libres avec les grandes métropoles occidentales. Evolution inconcevable tant que la totalité des Africains restaient tenus à l'écart du pouvoir politique et économique. La campagne des grands groupes d'affaires fut si active qu'ils réussirent à se faire des adeptes parmi les dirigeants de toutes les chambres professionnelles et au sein même du Front rhodésien, qui en fut durement secoué. Ils ne ménagèrent pas leurs efforts en faveur du « règlement interne » (M. Muzorewa passait pour être l'« homme des multinationales »). Après son échec, ils soutinrent avec la même énergie la formule du « règlement constitutionnel » auquel la ZAPU et la ZANU acceptèrent de participer.

La marge de manœuvre du nouveau gouvernement est sommairement délimitée dans le domaine économique. Quelle que soit la voie de développement choisie, il faut rompre avec les structures passées qui, par leur caractère racial, avaient largement contribué à la récession. Face à cet impératif, la communauté blanche, qui contrôle 90 % de l'économie, réagit diversement. Une telle perspective inquiète l'immense majorité des salariés blancs, qui forment les quatre cinquièmes de la main-d'œuvre qualifiée, et les entreprises les plus modestes, possédées par des Rhodésiens. En revanche, elle comble les vœux des groupes dominants, essentiellement contrôlés par des capitaux étrangers, pour autant qu'elle favorise l'épanouissement d'une économie totalement libérale à l'intérieur comme dans les échanges avec l'extérieur. Quant aux Africains, qui représentent 98,5 % de la population mais ne percoivent que le tiers du revenu national, ils exigent une correction majeure



€ D658 (2129.5)

A W

9 77 7

AUZIMBABWE de la Communauté économique européenne, M. Claude Cheysson, commissaire européen chargé de la coopération, a promis a plusieurs millions de dollars a à l'issue d'un voyage au Zimbabwe et au Mozambique pendant lequel a été envisagée l'adhésion de ces deux pays à la convention de Lomé, éventuellement des janvier 1981 pour le Zim-bebwe (28). A quoi devrait s'ajouter le programme mis au point par le haut commissariat des Nations unles (représentant 140 millions de dollars) afin de participer à la réfustaliation des centaines de milliers de personnes déplacées lors des hostilités.

Normalement, ces premières mesures devralent inciter les investissements affluer rapidement, a Ce que peuvent faire Washington et l'Occident, écrivait le New York Times à la veille de l'indépendance, c'est de mobiliser les capitaux publics et privés pour aider le Zimbabwe à renforcer son économie, décourager le départ des Blancs productifs et montrer ce qu'une économie mixte et un régime biracial peuvent réalier > (29). On ne saurait mieux exprimer le souci de l'Occident devant une expérience qui aura des conséquences sur l'avenir de toute la région. Il faut rassurer à la fois les Africains en leur apportant la preuve

que le progrès ne passe pas nécessai-mment par des révolutions de type mozambicain ou angolais, et les Europeens, en particulier ceux de l'Afrique du Sud demeurés convaincus dans leur majorité que leur pérennité dépend du maintien de la ségrégation raciale.

A l'exception de l'Afrique du Sud. la totalité des Etats de l'Afrique australe souscrivent à cette facon de voir. pour des raisons à la fois militaires et économiques. Les « Neuf » (Angola, Botswana, Lesotho, Malawi, Mozambique, Swaziland, Tanzanie, Zambie et Zimbabwe) se sont ainsi reunis une première fois à Lusaka le les avril dernier, afin d'organiser un resserrement de leur coopération économique qui devrait permettre à chacun de se soustraire à la « constellation des Etats de l'Afrique australe » souhaitée par Pretoria. Serait en revanche ins-tituée une sorte de « marché commun » dont l'Afrique du Sud sersit exclue et où le Zimbabwe, en raison de la puissance de son économie et de sa position centrale, tiendrait un rôle

moteur. Un facteur décisif sera évidemment la capacité des cadres nationalistes, en particulier de la ZANU, à assumer la direction politique d'un pays jusque la entièrement tenu par les Blancs

conduit des opérations de caractère

strictement militaire plutôt que des

ZIPRA (Zimbabwe People's Revolu-

tionnary Army) opéraient surtout par

des raids que menaient de grandes

colonnes. Leur zone d'activité se limi-

tait aux régions peuplées par les

Ndebelés, qui représentent 18 % des

Noirs rhodésiens, et ils ne tenaient pas

durablement des « zones libérées ».

Avec l'appui massif des pays de l'Est,

la ZIPRA avait, en effet, été bâtie sur

le modèle d'une armée convention-

nelle ne disposant ni de l'équipement

ni de la formation nécessaires à la

guérilla. D'autre part, elle n'engagea

jamais plus du tiers de ses effectifs

dans les combats en Rhodésie : 4000

combattants de la ZIPRA, dont beau-

coup fraichement infiltrés, rejoigni-

rent les « camps de rassemblement »

lors du cessez-le-feu, alors que plus

de 7000 stationnaient au même mo-

En fait, les dirigeants de la ZAPU

concevaient surtout la lutte armée

comme un instrument de pression pour

accelerer la passation du pouvoir. Son

appareil civil et militaire avait, en

revanche, été soigneusement préparé

pour prendre la relève du régime de

Salisbury. A sa cohésion, à la qualité

de son organisation et à la rigueur

de M. Josuah Nkomo, qui tenait une

piace écrasante à la tête de la ZAPU.

Bien que s'affirmant non marxiste,

mais e progressiste », l'organisation

avait su gagner et conserver le soutien

des pays du bloc de l'Est. Le sérieux et

la modération qu'on lui prête lui va-

laient de surcroft l'estime croissante du

monde des affaires, soucieux de prépa-

rer l'avenir : si d'un côté la ZAPU

conduisait la lutte armée de l'autre

M. Nkomo n'avait jamais coupé le fil

des négociations, officielles ou secrètes,

La ZANU, quant à elle, naquit en

1963 d'une scission au sein de la

ZAPU, à la suite de conflits qui, appa-

remment, se limitaient à des diver-

gences d'ordre stratégique : fallait-il

devalent-ils se faire d'abord sentir sur

la scène internationale ou en Rhodé-

sie même? En réalité, les oppositions

d'ordre tribal et personnel n'étalent

très petits groupes, l'armée de la

ZANU, la ZANLA (Zimbabwe African

National Liberation Army) ne connut

guère plus de succès que la ZIPRA

jusqu'à la fin des années 60. Mais

denx éléments paraissent avoir joné

un rôle décisif dans son évolution.

Pour entrer dans la région de Mont-

Darwin, les combattants de la ZANLA

traversaient le nord-est du Mozam-

bique, où la guérilla du FRELIMO

accumulait les victoires. D'autre part,

c'est la Chine qui forma nombre de

futurs combattants de la ZANLA. Le

e front du Nord-Est » s'ouvre en 1972

sur des bases différentes de celles qui

prévalaient jusque-là et, la même

année, le « programme politique » in-

troduit dans les textes e la transjor-

mation de la lutte nationaliste en une

«Le parti est l'avant-gards de la

révolution (_) Il applique le socia-

lisme scientifique et le massisme-

léninisme aux conditions objectives

du Zimbabwe », déclare ce programme.

Il souligne que « la tâche la plus

urgente est d'intensifier la lutte ar-

mée au Zimbabwe (...) sur : a) le

Front politique intérieur; b) le Front

militaire intérieur ; c) le Front inter-

lutte révolutionnaire ».

Bien qu'opérant par infiltration de

pas étrangères à cette division.

avec M. Smith.

de sa discipline, s'ajoutait le charisme

ment dans la scule Zambie.

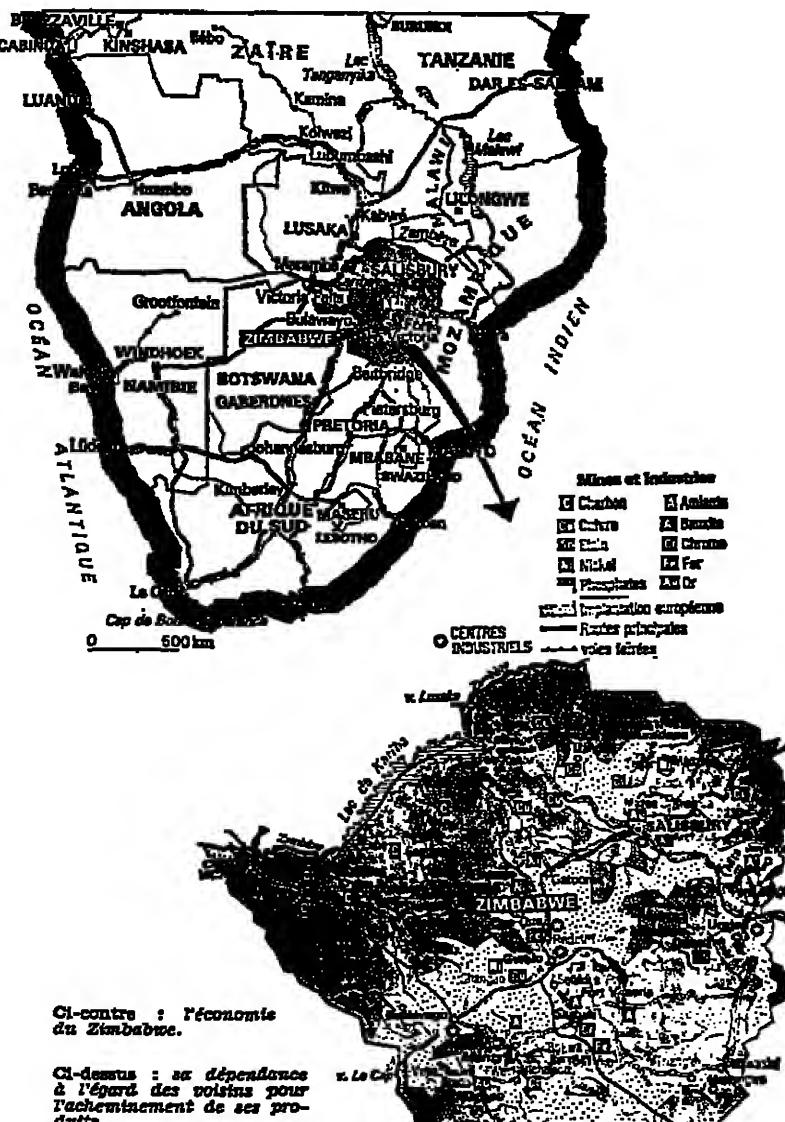
vers la réalisation d'objectifs politi-ques. Par conséquent, l'aspect politique doit à toutes les étapes marquer les stratégies, les programmes et les opérations militaires (_). Le parti doit commander au fusil. » Précisant ces options, le programme affirme encore que « les principaux objectifs politiques de notre révolution sont de créer un Zimbabwe libre, démocratique, indépendant et socialiste (_). Tous les moyens de production et de distribution seront placés en totalité entre les mains du peuple. Le système capitaliste actuel (...) sera aboli. Une économie praiment socialiste (_) sera établie et organisée suivant les prin-cipes énoncés par le marxisme-léni-nisme_L'économie sera auto-suffisante, pas une enclave ou une extension des économies de la Grande-Bretagne, de l'Afrique du Sud ou de l'Occident... Il ne pourra y avoir de propriété privée de la terre et des ressources naturelles (_). Les latifundia et les grands domaines des capitalistes seront supprimés (_); la terre à ceux qui la travaillent. > (30)

Retardée par des crises internes. des trahisons et des assassinats, pratiquement suspendue pendant les tentatives de règlement négocié des an-nées 1974-1975, génée par la persistance du colonialisme portugais au Mozambique, la luite armée de la ZANLA ne prend un nouvel essor qu'à partir de 1976. Son dévaloppement très rapide pose les germes d'une mutation en accord avec les textes Active dans plus de la moitié du pays, forte de près de trente mille combattants (dont dix-huit mille allaient rejoindre les « camps de rassemblement » lors du cessez-le-feu, la ZANLA devenait l'épine dorsale de la ZANU. Au contact quotidien des paysans, ses combattants acquéraient des convictions de plus en plus radicales. Or un seul emilitaire », Josiah Tongogara, siègealt en tant que secrétaire à la défense parmi les onze membres de l'«exécutif national» (National Executive), l'instance suprême de la ZANU. Le comité central ne comptait probablement que sept membres participant ou ayant directement participé à la lutte armée (31). La ZANLA n'avait pas encore une cohésion suffisante ni une option politique assez affirmée pour former un Moc homogène. Elle n'assumait pas, au sein de la ZANU, un pouvoir à la mesure de son rôle primordial dans la lutte de libération. Dans les faits, un décalage subsistait entre l'idéologie officielle et la pratique politique. Faute de temps sans doute, car la lutte armée n'a réellement commencé qu'en 1976. En revanche, chez les nationalistes mozambicains, une mutation s'était produite à l'intérieur du FRELIMO en 1963-1969 : cinq ans après que la guérilla eut gagné deux provinces entières du Mozambique et, surtout, deux ans après que le Front eut eu à résoudre la question cruciale du système à instaurer dans les crégions libérées ». Au Zimbabwe, lorsqu'intervint l'accord de Lancaster-House en décembre dernier, la ZANLA opérait surtout dans des régions «semi-libérées », seuls quelques secteurs étant sous son contrôle total depuis à peine plus d'un an.

Les limites de la base sociale de la ZANU offrent une sutre explication. L'immense majorité des militants anpartenait à l'origine au monde nural.

Ci-dessus : sa dépendance à l'égard des voisins pour l'acheminement de ses proimplantée : la ZANU y recuellit res-York, 1973.

des zones habitées par les Shonas (77 % des Noirs rhodésiens) et ne commence à prendre pied en milieu rural adebele qu'à partir de 1979. Sur comité central de la ZANU, on ne compterait qu'un seul Ndebele. Et, jus-



alors que les ouvriers des villes restaient à l'écart du mouvement de libération. La répression avait, en effet, tué dans l'œuf les tentatives d'implantation dans les centres industriels. De même, les nombreux intellectuels noles (on estime, selon les sources, de quinze à vingt mille le nombre des diplômés réfugiés à l'étranger) ont peu participé de façon organisée à la lutte de libération. Enfin, comme la ZAPU, la ZANU était fortement marquée par son identité tribale. Son bras armé, la ZANLA, opérait dans la quasi-totalité les vingt-six membres de l'actuel qu'à une époque récente, les appartenances aux différents sous-groupes shonas divisaient aussi ce comité.

activités de guérilla. S'infiltrant régusions, de volte-face et d'atermoielièrement, depuis 1974, à partir de la Zambie, les combattants de la

Une autre variante du nationalisme

T E mouvement nationaliste zimbabween s'était organisé des 1965. mais son histoire, jalonnée de scisments, n'est guère connue qu'à travers les textes officiels du mouvement, parfois assez éloignés de la réalité Sans doute cette carence d'informations a-t-elle favorisé, à l'extérieur, une identification du nationalisme zimbabwéen à celui de mouvements de libération qui, dans l'Afrique portugaise toute proche, s'efforçaient au même moment de faire prévaloir leurs idéaux par la lutte armée

Comme le Front de libération du Mozambique (FRELLIMO) et le Mouvement populaire de libération de l'Angola (M.P.L.A.), la ZANU se réclame de l'idéologie marxiste : rapprochement sommaire qui aura largement contribué à accréditer dans l'opinion occidentale la réputation de « marxiste convaincu » du chef de la ZANU, alors qu'il existe des différences considérables entre deux types de nationalisme issus de deux régimes de colonisation fort éloignés l'un de l'au-

Contrairement à ce qui se passa en Angola et au Mozambique, où les nationalistes furent rapidement contraints de passer à la lutte armée, le colonisateur britannique s'était employé à préparer, en Rhodésie comme dans leurs autres colonies, le transfert ordonné du pouvoir à des représentants de la communauté africaine. Ce fut pour couper court à ce projet que les Blancs de Rhodésie, sous la direction de M. Ian Smith, prociamèrent leur indépendance en 1965 contre la volonté de Londres. Mais déjà avait commencé à émerger une classe moyenne africaine, dont certains membres prirent alors la tête du mouvement national Ils s'étaient fixé un objectif : le pouvoir à la majorité noire; et ils entendaient l'atteindre en menant une lutte légale (organisation de réunions et de grèves) pour obliger la Grande-Bretagne à assumer son rôle de puissance décolonisatrice. Autre différence : les élites africaines de l'Angola et du Mozambique sont surtout composées de fonctionnaires et d'employés ; les Noirs moyenne sont pour une bonne part des hommes d'affaires, ou du moins des producteurs indépendants. Au recensement de 1969, on dénombrait ainsi 18 920 Africains classés « salariés indépendants » (commerçants, professions libérales, hommes d'affaires employant 16 900 salariés) et environ 8 000 fermiers africains des Purchase Areas employant plus de 16 000 ouvriers. Il y avait en face d'eux environ 25 000 salariés noirs qualifiés, employés surtout dans l'éducation (14 000) et dans l'industrie (10 000).

L'origine sociale des militants natio-

nalistes a-t-elle joué un rôle déterminant dans leurs orientations? Jusqu'à quel point la répression, qui entraina l'emprisonnement de la plupart des dirigeants historiques depuis le début des années 60 jusqu'à 1974, a-t-elle freiné les évolutions dans le mouvement nationaliste? Dans quelle mesure cekti-ci a-t-il pâti du maintien du colonialisme au Mozambique et du c pouvoir pale » en Afrique du Sud, enclavé dans un environnement qui ne hri laissait pour ouverture vers l'extérieur que la Zambie, elle-même très vulnérable par l'importance de ses relations avec Salisbury et Pretoria? Enfin, les dirigeants nationalistes n'out-ils pu échapper à leur propre formation culturelle dans un pays où l'enseignement des Africains était entre les mains des missions, où il n'existait guère de courant de pensée radicale dans la communauté blanche ? Le poids respectif de ces différents facteurs est difficile à évaluer. Toujours est-il que le mouvement nationaliste ne s'engagea que très tardivement dans la lutte armée, longtemps après que le régime de Salisbury eut montré sa détermination à ne pas céder devant des formes de lutte légales. Les premières escarmonches datent de 1966, mais la véritable guérilla ne commence, de façon sporadique, qu'à par-tir de 1972. Elle ne s'implantera définitivement et ne s'étendra qu'en 1976. Le rôle et les objectifs de la guérilla dans la stratégie de libération firent l'objet d'apres débats, qui contribuèrent aux divisions du mouvement. Enfin, les progrès tardifs de cette lutte armée expliquent aussi que la radicalisation des idées, qui généralement l'accompagne, comme en Grinée-Bissau ou au Mozambique, n'ait que partiellement pénétré le mouvement zimbabwéen.

Aspiration populaires, pragmatisme des dirigeants

MS brefs retours en arrière laissent imaginer les obstacles qui entravèrent d'abord l'unification du mouvement nationaliste. Ebauchées à de multiples reprises, mais sans résultats durables, les tentatives de rapprochement aboutirent finalement à la constitution, le 23 octobre 1976, du Front patriotique, simple alliance tactique de la ZAPU et de la ZANU contre l'ennemi commun. Les termes de l'accord, rédigé le 17 janvier 1977, demeuralent très succincta: abattre le régime de Salisbury en privilégiant la « lutte révolutionnaire arméed; ceréer un Etat national, démocratique et indépendant du peuple du Zimbabwe»; a établir un ordre socio-économique qui éliminera toutes les formes de l'exploitation capitaliste de l'homme par l'homme, et ainsi créer les conditions d'une projonde révolution sociale ». Le comité de coordination, pais le commandement opérationnel combiné mis sur pied ne parvinrent jamais à établir une réelle coopération militaire entre les deux partis, encore moins une unité politique. Face à l'échéance majeure de l'indépendance du Zimbabwe, ZAPU et ZANU déciderent d'aller sénarément aux élections. Et si M. Mugabe annonce officiellement qu'il inviterait la ZAPU à se joindre au gouvernement qu'il serait éventuellement appelé à former, M. Nkomo se garda

bien de s'engager à la réciproque. Pour l'écrasante majorité des électeurs, le choix se limitait entre la ZAPU et la ZANU. En effet, malgré la démesure des moyens dont il disposait, M. Muzorewa ne pouvait rallier un grand nombre de suffrages, alors que précédemment, lors des « élections internes » du 22 avril 1979. un grand nombre d'électeurs — au moins dans les villes — avaient librement voté pour le Conseil national africain unifié de M. Muzorewa qui promettait le retour à la paix et des changements radicaux. Depuis lors, la guerre s'était intensifiée et les gué-rilleros gagnaient du terrain. Très vite, le gouvernement Musorewa dévollà son vrai visage : un « masque noir » sur le même « pouvoir blanc » au défi, précisément, de l'aspiration essentielle des Africains ; abolir le « pouvoir blanc ».

Telle est la principale raison de la victoire de M. Mugabe. Tous les entretiens que l'on pouvait avoir avec les Africains lors des élections indiquaient que leur choix n'était pas guidé par d'autres facteurs, par exemple, les programmes affichés par les candidats respectifs; et d'ailleurs, sur le fond, ceux-ci ne différaient pratiquement pas. Dans les villes, les votes ont affiné vers le parti qui avait conduit la lutte armée pour renverser le régime blanc avec le plus de détermination, vers celui qui n'avait pas négocié en coulisse avec M. Smith. Dans les campagnes, les suffrages se sont partagés entre la ZAPU et la ZANU en suivant presque pas à pas la ligne de démarcation entre leurs zones d'opération respectives, pratiquement superposée à la délimitation tribale. Ainsi dans les deux circonscriptions du Matabeleland, fief des Ndebeles, la ZANU de M. Mugabe n'a obtenu que 10 % et 6,8 % des voix, contre 88 % et 79 % à la ZAPU de M. Nkomo. Les proportions sont inverses dans le Manicaland et le Mashonaland-Est, peuplés de Shonas et où la ZANLA était le mieux pectivement 84 % et 80 % des suf-irages, contre 1,6 % et 2,3 % à la (Live la suite page 12.)

(5) Cf. G. Arrighi et J. Saul, Essays on the Political Economy of Africa, New-(6) Monthly Digest of Statistics, decembre 1974, Balisbury.
(7) Roger Riddell, The Land Question, Mambo Press, Gwelo (Zimbabwa), 1978. (8) Colin Stoneman, Skilled Labour and Future Needs, Mambo Presse, Gwelo, 1978. (9) D.-G. Clarke, The Distribution of Income and Wealth in Rhodesia, Mambo Press, Gwelo, 1977. (10) Labour Conditions and Discriminotion, Bureau international du travall. (11) Africa Research Bulletin, vol. 17, nº 2, 31 mars 1980, Londres. (12) Vincent Tickner, The Food Problem, Mambo Press, Gwelo, 1979. (13) Roger Riddell. Alternative to Poverty, Mambo Press, Gwalo, 1978. (14) D.-G. Clarks, The Unemployement Crisis, Mambo Press, Gwelo, 1978.

(15) A propos de la fonction économique des réserves dans le système de l'apartheid en Afrique australe, voir le Monde diplomatique d'août 1978 (Ruth Pirst : «La fausse indépendance du Transkei ») et d'octobre 1979 (René Lefort : « Solidarités raciales et intérêts de clames). Voir anssi l'article de Samir Amin dans la revue Tiers-Monde,

(17) En 1974, le commerce avec l'Afrique du Sud représente respectivement 33 % et 37 % du total des exportations et importations rhodésiennes (pourcentage calculé à l'aide des données publiées dans Zimbabwe-Rhodesia A Statistical and Marketing Review, Warwick Statistics Service, Coventry, mars 1980). (18) Selon ce que nous déclarait au début du mois de mars le président d'une chambre professionnelle de Rhodésie.
(19) Cf. Rhodes id at War : the Story of Mounting Suffering, Commission Justice et Paix de Rhodésie, septembre 1978. (20) Selon des responsables d'organisations humanitaires internationales à

tome XX, nº 77, janvier-mars 1979.

(16) Research Report, no 53, Scandina-

vian Institute of African Studies, Uppsals,

Salisbury. (21) Roger Riddell, The Land Problem in Rhodesia, Mambo Presse, Gwelo, 1978. (22) «Zimpabwe : réflexions sur le problème rhodésien », étude du Centre d'études africaines du Mozambique, publiée dans is revue Tiers-Monde, tome XX, no 77, janvier-mars 1979.

(23) Agricultural and Plantation Workers in Rhodesia, D.-G. Clarke, Mambo Gwelo, 1976. Selon des enseignants du département d'économie de l'université de Salisbury. (25) Par exemple, visite de Business International Corporation au Mozambique, du 24 au 26 février 1980. (28) Rand Daily Mail, 21 février 1980 Discours de M. Samora Machel. 23 décembre 1979.

(28) Le Monde, 5 avril 1980. (29) CL International Herald Tribune 18 avril 1980.
(30) CL. Programme politique de la brochure publiée aux Exitions l'Harmattan, Paris, 1977. (31) La composition des organes diri-geants de la ZANU n'a jamais été rendue

national (_). Le Front intérieur est de loin le plus important... Tous les moyens que nous utilisons sont dirigés

.COURS PRIVÉ MINERVA.

dans la plus belle campagne de France

Jeunes gens - Jeunes **Hes** ANNÉE SCOLAIRE de la 6' au bacceleuré at A.B.C.D

COURS ET VACANCES du 28 juillet au 23 août, ou du 25 août au 6 ou 12 septembre Études - Sports - Loisirs

CHÂTEAU DE L'ÉPINE - 96 CIRON TAL (54) 37.95.81

à Paris à l'orée du bais de Vincennes INTERNAT DE JEUNES FILLES

internes garçons de la 11º à la 7º

Enseignements Elémentaire et Secondaire

4. av. da Verdun, 94 St-Maurica Tél.: 368-02-20, 368-99-23 Métro: Charenton-Écoles

investissez dans un programme naturiste

(sur plusieurs mois de l'année).

• Un capital pierre, donc protégé de l'érosion monétaire.

de classe internationale à demande locative importante

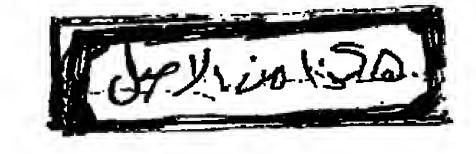
• Un revenu annuel progressif de 7 % minimum garanti pendant 18 mois. • Un avantage fiscal en cas de choix de l'option BIC

bélézy, domaine de loisirs naturiste international en Provence, piscine, tennis,

sauna, théâtre, musique, tissage... restaurant, épicerie, banque. ski Phiver, etc...) est contigü aux Hauts de Bélézy et fonctionne de façon autonome avec droits d'entrée.

Balentsk 10, rue Mayet 75006 Paris





Le pouvoir noir au Zimbabwe

(Suite de la page 11.)

Si les résultats du scrutin sont incontestables, ses leçons sont lourdes d'équivoques. Les électeurs ont catégoriquement signifié leur refus du systeme en place, fût-il pris en charge par des Africains. Mais ils n'ont pes été déterminés dans leur choix par des projets de réformes concrètes, précises, datées. Les vainqueurs ont l'avantage de ne pas être tenus engagements précis, alors qu'il existe dans la population une impatience bien réelle, et une bonne part d'il resions quant eux possibilités de

changements. Au soir de la victoire de son parti, M. Mugabe annoncait que son gouvernement a ne touchera ni aux droits de propriété (...) ni aux retraites des jonctionnaires ». Il précisait qu'il ene touchera pas à la propriété privée, qu'il s'agisse de fermes ou du secteur minier ou du secteur industriel (...). Nous reconnaissons que la structure économique de ce pays est fondée sur le capitalisme et, quelles que scient nos idées, nous deprons construire sur cette base. Des modificutions ne pourront prendre place que graduellement ». Toujours le même jour, M. Mugabe annonçait qu'il avait demandé au général Peter Walls, commandant en chef de l'armée rhodésienne blanche, cen travaillant conjointement apec les commandants de la ZANLA et de la ZIPBA», de présider à l'intégration des trois armées (le général Walls a été nommé chef d'état-major le 15 avril). M. Mugabe invitait la ZAPU à participer au futur gouvernement, qu'il ouvrirait à un ou deux Blancs. Le 12 mars, M. Nkomo fut officiellement investi ministre de l'intérieur M. David Smith, membre du Front rhodésien et ancien ministre des finances, devenait ministre du commerce et de l'industrie; M. Denis Norman, président de l'Union commerciale des fermiers rhodésiens, ministre de l'agriculture. Enfin, reconnaissant que la République d'Afrique du Sud est une réalité historique et géographique D. M. Mugabe déclarait : « Notre réalité est que nous devons coexister avec l'Afrique du Sud (...) sur la base de la reconnaissance mutuelle des différences qui existent entre nous. P Les jours suivants, M. Mugabe pré-

cise ses projets dans une série d'interviews et de déclarations (32). S'Il assure que « le but final est le socialisme, fondé plutôt sur le contrôle du peuple dans son entier que de l'Etat », il promet dans l'immédiat d'installer des paysans (manquant de terres dans les réserves ou ayant fui les combats) sur des fermes collectives ou des coopératives aménagées sur les terres sous-utilisées ou non exploitées en zone blanche à l'exclusion de toute nationalisation ou saisie de européennes. Dans l'industrie, il assure que la discrimination en matière d'emploi sera abolie, que les travallleurs formeront des comités appelés à participer à la gestion des entreprises, que les salaires seront augmentés et les conditions de travail améliorées. Dans l'administration, il annonce une promotion des Africains et l'instauration d'un corps de fonctionnaires et de structures uniques pour administrer toutes les zones, qu'elles soient blanches ou noires. Il s'engage à reconstruire les services d'éducation et de santé détruits par la guerre. Enfin, deux décisions armoncées sont très populaires : la levée de la loi martiale et la gratuité

de l'enseignement. En réalité, la concision de ces mesures révèle le profond désarroi et la lourde impréparation de la nouvelle équipe dirigeante. Ceux de ses membres que nous interrogions sur les projets annoncés par M. Mugabe ne craignaient pas de reconnaître leur incapacité à fournir davantage de précisions aussi longtemps qu'ils n'auraient pas pris connaissance des dossiers, rencontré les chefs d'entreprise, visité les centres de production, les écoles, les hôpitaux, dont ils avousient

Quant aux responsables des chambres professionnelles (33). Ils se sont déclares frappes par la méconnaissance du secteur moderne rhodesien qu'auraient manifestée M. Mugabe et son entourage au cours des entretiens qu'ils avaient déjà pu avoir avec eux. Ils nous ont confirmé les conditions qu'ils avalent posées à l'instauration d'un «climat de contiance»: maintien du système de libre entreprise, maintien du commandement de l'armée aux mains des officiers blancs, maintien des structures et de l'éthique de l'Etat, ainsi que des fonctionnaires actuels.

Quant aux Européens qui ne pour-raient se faire à l'idée que la « suprématie du Blanc » est désormais révolue au Zimbabwe eplus vite ils partiront, mieux cela vaudra »... Enfin, ils affirment que, au cours de

tion par des groupes plus puissants.

leurs multiples entretiens tant avec les dirigeants de la ZANU que ceux de la ZAPU. les conditions posées comme les propositions avancées ont été accueillies avec le plus vif intérêt, sinon avec faveur. Jusqu'à présent, les initiatives des nouveaux dirigeants de l'Etat ne les ont pas démentis. Le souhait primordial des Africains, exprimé lors des récentes élections, coîncide avec le vœu des principaux responsables du monde des affaires: la discrimination raciale doit disparaître, il faut farie sauter le verron qui bloque toute croissance, et, pour les premiers, peu importe «modèle». En s'engageant à assurer la continuité, en s'efforcant de rassurer la communauté européenne. M. Mugabe ne paraît pas décidé à aller plus loin pour le moment Il lui faudra bien cependant assurer l'amélioration de la condition des Africains et leur promotion dans les limites d'action que laisse le système

Mais les Européens accepteront-ils de jouer le jeu auquel îls sont conviés : Nombre d'entre eux l'avouent, ils craignent que l'accès généralisé à l'éducation et à la santé sans discrimination de couleur ne muise gravement à la qualité de l'enseignement et des soins. Ils se refusent à envisager une baisse de leur niveau de vie à la suite, par exemple, d'une réduction des inégalités de salaires entre Blancs et Noirs ou d'une fiscalité plus lourde pour les revenus les pars élevés. L'Etat, quant à hri, a toujours été un bastion du conservatisme racial: les fonctionnaires demeurés en place coopéreront-ils de bon cœur avec les nouveaux ministres Certains cas sont déjà signales qui laissent redouter le contraire Les Européens, finalement, ne voient pas d'autre garant' à leur sécurité qu'une armée étroitement contrôlée par des officiers blancs : nombre d'entre eux ont manifesté l'intention de démissionner, s'Hs ne l'ont déià fisit alors que l'intégration des guérilleros nationalistes est à peine amorcée. Quant au Front rhodésien. Il brille par sa discretion, sans que l'on sache si les Européens sont prêts à le suivre

dans n'importe quelle voie, Deux économistes rhodésiens (34) ont évalué les résultats à moyen terme du mode de développement proposé par les milieux d'affaires seion les différents projets énumérés ci-dessus. En se plaçant dans les perspective les plus optimistes, le revenu par, habitant ne retrouverait pas son niveau de 1974 au mieux avant 1990. La réforme agraire envisagée ne toude l'ancienne tenure «traditionnelle» conduirait à une concentration foncière dans les anciennes Tribal Trust Lands. En toute hypothèse, l'augmentation des emplois dans l'économie centrale resterait inférieure au nombre des seuls hommes entrant sur le marché de l'emploi et le chômage s'aggraverait, le jeu de l'offre et de la demande maintenant les salaires au plus bas. Non seulement les actuelles inégalités se perpétueraient, mals les assises de l'économie actuelle seraient trop étroites pour permettre d'atteindre les taux de croissance envi-

Les Africains s'armeront-ils de patience, en attendant que se concrétisent les changements pour lesquels ils s'étaient battus et que le mouvement de libération leur avait promis? Il suifit d'écouter certains paysans africains dans les réserves pour saisir à quel point l'inégale répartition des terres est jugée insupportable et comblen vif est le désir de prendre immédiatement possession d'un morceau de l'exploitation du colon voisin. A des instituteurs, dont le salaire est 12,5 fois plus élevé que celui d'un ouvrier agricole; à un directeur d'école, pour lequel l'écart grimpe de 47 à 1 nous avons demandé s'ils accepteraient une baisse de leur revenu qui contribuerait au relèvement des rémunérations les plus faibles. Non seulement, pour eux, il n'en est pas question, mais ils attendent du nouvesu gouvernement une hausse substantielle de leurs salaires. Une vague de grèves a éclaté le 20 mars dans les entreprises industrielles de Salisbury, de Bulawayo et de Gwelo. Les ouvriers, dont les salaires sont en moyenne trois fois supérieurs à ceux des ouvriers agricoles, demandaient des augmentations de 20 % à 25 % et l'ins-

tauration de prestations sociales. Dans

La méfiance des combattants de la ZANLA

un discours radiotélévisé, M. Mugabe a déclaré que, dans les circonstances du moment, ces agissements constitunient des « actes criminels » et que, comme tels, ils seraient durement réprimés. Le 23 mars, le nouveau ministre du travail annonçait que deux mille employés avalent été licenciés pour fait de grève.

Face à la montée de ces revendications, quelle attitude adoptera la ZAPU? Le parti a été très ébranlé par le résultat des élections qui priva son chef. M. Nkomo, du rôle qu'il espérait jouer en tant qu'homme charnière de toute future coalition gouvernementale. La ZAPU est aujourd'hui sur la défensive. Ses militants manisestent la crainte de voir disparaître l'actuel système du pluripartisme. Mais la ZAPU garde de sérieux atouts : une remarquable organisation, y compris dans les villes, des forces armées très puissantes, une notoriété internationale que son effacement actuel a peu entamée, enfin et surtout une audience presque sans partage chez les Ndebeles (près de 20 % des Africains). M. Nkomo s'est publiquement engage à soutenir l'action du gouvernement. Le père du nationalisme se satisfera-t-il alors des seconds rôles dans le futur Zimbabwe? Il devra cependant compter avec la contestation qui grandit dans son propre parti. aiguisée par la défaite. De jeunes responsables avouent qu'ils désapprouvent la participation de la ZAPU à le coalition gouvernementale. Pour eux le parti ternirait ainsi son image et compromettrait ses chances de se poser en alternative crédible à la ZANU, condamnée ou décidée à conduire, seion eux, une politique de adroite ». Les leçons du scrutin, comme les premiers pas du Zimbabwe, seront au centre des débats du prochain congrès de la ZAPU dont la réunion a été annoncée.

Une voie économique toute tracée?

T NVITES à préciser les modalités L qu'ils souhaitaient voir appliquer pour développer le Zimbabwe, ces milieux d'affaires ressortent de leurs tiroirs le plan élaboré à la suite du «reglement interne», et demeuré lettre morte à cause, selon eux, des gouvernement de l'évêque Muzorewa et de l'hostilité que manifestait alors la communauté blanche à l'égard de tout changement substantiel. Les axes de ce plan sont consignés dans des « Propositions pour un programme de développement de cinq ans », document publié par le gouvernement rhodésien en janvier 1979 après consultation des milieux d'affaires. Le développement projeté est fondé sur la croissance de l'agriculture commerciale en direc-tion des marchés étrangers : sur un investissement total de 3,5 milliards de dollars rhodésiens (au prix de 1977), plus de 3 milliards serviraient à augmenter la production d'énergie et à étendre et moderniser les moyens

de communication. Dans le domaine précis de la restructuration de l'agriculture, clé de voûte de tout changement, les projets des chambres agricoles assurent que « tout développement doit être appuyé sur les fondations sûres qu'offre l'actuelle agriculture commerciale». Ainsi sont envisages l'ins-

talistion de deux cent mile fermiers africains sur 4.5 millions d'hectares sous-utilisés ou non exploités par les fermiers européens, le mode de production de ces nouveaux fermiers laissent une «large place à l'initiative privée»; la suppression du système foncier « traditionnel » dans les réserves et son remplacement par un droit de propriété privée classique ; le développement de l'agriculture dans ces mêmes zones grâce à une formation des fermiers et à une augmentation de la productivité au moyen du désenciavement qui abaisserait le coût des engrais, des machines, etc. (inpuis) et faciliterait l'écoulement des sur-

plus. En règle générale, ces mêmes responsables pronent une abolition immédiate et totale de toute discrimination raciale en matière d'emploi et de propriété. L'africanisation est leur maître mot non sans qu'ils en mesurent les conséquences pour la communauté blanche, envisageant avec sérénité la disparition des fermiers européens actuellement non solvables (le tiers d'entre eux). Ils ne souhaitent pas sauver de la faillite les entreprises industrielles trop peu viables pour ré-sister à un renchérissement du coût de la main-d'œuvre et à l'arrêt des subventions de l'Etat : la solution réside-

rait alors, selon eux, dans leur absorb-

cherait qu'une faible proportion des

BIBLIOGRAPHIE

• L'APARTHEID: POUVOIR ET FALSI-FICATION HISTORIQUE, par Marianne Cornevin : dénonciation de l'idéologie analyse une dizaine de mythes entre-tenus par les Blancs comme autant de fabulations, et destinés à justifier l'apartheid; par exemple, ceiui de la simultanéité de l'arrivée des Noirs et des Européens en Afrique du Sud. (UNESCO, coll « Actuel », Paris, 1978,

• APARTHEID NON: UN PEUPLE SOUS LES VERROUS: la sous-titre précise le sujet de cet ouvrage, réalisé par le Centre de recherche et d'information sur l'Afrique australe (C.R.I.A.A.) et le Mouvement anti-apartheid (C.A.O.): le dossier de la répression en République sud-africaine, tableau des luttes récentes entre Noirs et Blancs et de l'appareil juridique de la ségrégation. (Diffusion: C.A.O., 46, rue de Vaugirard, 75006 Paris, 129 pages.)

• SEGREGATION ET APARTHEM. LE CONTEXTE HISTORIQUE ET IDEO-LOGIQUE, par Marc Aicardi de Saint-Paul: mise en évidence des sources du « développement séparé » à travers l'histoire sud-africaine. La lutte philosophique et religieuse des deux communautés blanches, celle des Africaners et celle des colons anglophones, révèle le rôle de l'Europe dans l'apparition des théories raciales et leur exportation outre-mer. L'auteur souligne aussi l'importance des facteurs économiques et les limites qu'ils imposent à l'apartheid. (Albatros, coil. « Monde et Nations », Paris, 1979, 229 pages.)

D'INE façon plus feutrée, la ZANU souffre, elle aussi, de tensions graves. Un mouvement fondamental s'accélère depuis l'indépendance : la mise à l'écart de la ZANLA qu'elle découle d'un calcul prémédité ou qu'elle soit l'inévitable conséquence de la façon dont le conflit rhodésien sort de l'impasse. A la suite d'une décision du comité central du parti, aucun membre de la ZANLA ne siègera au Parlement ou au gouvernement. A ceux-ci, ne s'offre apparemment d'autres perspectives que la démobilisation, ou l'intégration dans une nouvelle armée qui restera sous l'autorité du général Walls. Dans son message du nouvel

an 1980. M. Mugabe déclarait encore : « La ZANU développera son armée nationale régulière à partir des forces de la ZANLA en incluant le personnel acceptable de l'actuelle armée tho-désienne. » Et les combattants de la ZANU ont été impressionnés par l'exemple du Mozambique où les forces armées se sont vu confier après l'indépendance des postes-clés à tous les échelons de l'administration, du parti et de l'économie. La disparition de Josiah Tongogara, tué dans un acci-dent de voiture, le 26 décembre 1979, a privé la ZANLA de son chef incontesté et de sa figure la plus presti-gieuse. Aucun commandant ne paraît en mesure ou désireux d'assumer sa succession. Mais les combattants de la ZANLA ne cachent pas, dans des dis-cussions privées, la méfiance que leur inspire l'accord de Lancaster House et

écarter. La ZANU perd, quand à elle, l'essen-

leur volonté de ne pas se laisser

tiel de sa pulssance — qui était d'ordre militaire — et son unique structure d'encadrement des campagnes alors même que le gouvernement se propose de développer la production agricole dans des fermes collectives. A cause de la faiblesse de son implantation en milieu ouvrier et chez les intellectuels, le parti risque de se trouver réduit à une direction flanquée d'un appareil très lache, hativement construit en vue des élections et tenu par des « notables » locaux. En réalité, toute sa force politique, la ZANU la tient désormais des espoirs que la population africaine a placés en elle. Mais que se passerait-il en cas de troubles graves, si cette attente tardait à être comblée ? Le gouvernement de M. Mugabe pourrait-il alors éviter de faire appel à des forces de l'ordre composées de militaires et de policiers blancs dans leur majorité? Dans ce pays que les clivages raciaux imprègnent si profondément, après plus d'un siècle d'exploitation raciste, l'étonnant calme de ces dernières semaines suffit-il à présager un avenir paisible? RENE LEFORT.

(32) Voir en particulier Time Magazine, Time et Rhodssian Herald. (33) Entretiens avec les dirigeants de l'Union commerciale des fermiers rhodésiens, de la Chambre des mines, de la Chambre des industries, de l'Association des planteurs de tabac, du Rodhesian Promotion Council et de la Whitsun Foundation. (34) Cl. Roger Riddell, Alternative Development Strategies of Zimbabwe, texte polycopié d'une conférence prononcée à l'université de Salisbury, le 18 février 1980.



Montreux SUISSE - Lac Léman

RÉSIDENCE BELMONT

Etablissement médical confortable et accueillant, avec service hôteller. Sauna - Massage - Fitness - Infirmières et Psysiothérapeute à disposition si nécessaire. Idéal pour vacances toutes durées et résidents à demeure. Vue magnifique sur le lac et les Alpes. Climat hivernal très doux. Pension complète : de 180 F.F. à 240 F.F. . 31, avenue de Belmont - CH - 1820 MONTREUX.

LE MONDE DIPLOMATIQUE

CLINIQUE LA MÉTAIRIE

CH-1260 NYON près GENÉVE

SUISSE

Etablissement médical privé de premier ordre

pour les affections du système nerveux

Lac Lémon - Tél.: 1941/22/61 15-81

Docteur G. W. Semadeni, médecin-directeur

Chimiothérapie - Psychothéraple - Traitement des insomnles

Désintoxications - Traitement de l'obésité d'origine psychosomatique Physiothérapie - Sports.

> Fondateur : Hubert BEUYE-MERY Directeur de la publication : Jacques FAUVET Rédacteur en chef : Claude JULIEN Rédactrice en chef adjointe : Micheline PAUMET

Prix de l'abonnement annuel (en france) VOIE NORMALE

France, Duez, TOM, Centrafrique, Congo, Côte-d'Ivoire, Dahomey, République de Djibouti, Gabon, Mauritania, République maigache, Mali, Niger, Sénégal, Tchad, Haute-Volta, Cameroun, Togo, Guinée, Tunisie, Poste

PAR AVION (abomement et inxes) :

Europe, Turquie d'Asie, Chypre, Açores, Canaries, Madère, Aigérie, Maroc, Tunisie 187 DOM, Cameroun, Centrafrique, Congo, Côte-d'Ivoire, Dahomey, Gabon, Guinée, Mall, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tohad, Togo, Haute-Volta, République de Djibouti 116

iran, Irak, Israel, Jordanie, Li-ban, Syrie 121 Birmanie, Brunei, Chine, Corée, Hongkong, Indonésie, Japon, Macao, Malaisie, Mongolie, Phi-lippines, Singapoue, Taiwan, Thallande, Vietnam, Australia, Nouvelle-Guinée, Fidji, Nouvelle-Zélanda, Leos, Cambodga 169 Canada, Amérique du Nord, Amé-TOM. République malgache, Etat rique centrale, Amérique du Sud. autres pays d'Afrique, d'Amé-rique et d'Asie Libyo, Egypte, Arable Scoudite.

(Cheque postal : Paris nº 4207-23) Priz de vente au numéro : 7 F. Rédaction et administration, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 00 Tel.: Redaction at abonnements: 245-72-23. Adr. Migraphique : Journands Paris Telex : Le Monde 630-572 Paris

LE MONDE diplomatique Abonnez-yous

Le Monde diplomatique présente chaque mois la vision la plus complète sur les événements politiques, économiques, sociaux et culturels à l'étranger. C'est le complément indispensable du quotidien pour tous ceux dont les fonctions ou l'intérêt s'attachent à mieux connaître ce qui se passe dans le monde.

NOM .		•••••		• • • • • • • • • •
				· 'a 'a a, a a a a a
• • • • • •	••••••		- Code post	din a din .

numéros) au « Monde diplomatique » et le reçois en supplément l'un des numéros cochés ci-contra.

OPTION: Je désire, en outre, recevoir les autres numéros que j'al cochés; je vous les règle sur la base de 6 F l'exemploire.

Choisissez l'an des	numéros suivants:
---------------------	-------------------

309. L'implosion du social, décembre 1979. 308. La guerre des données, novembre 1979. D 307. Une culture pour gérer la crise, octo-

bre 1979. 1 306. L'Espagne de demain, septembre 1979. 1 305. Réfugiés du tiers-monde, août 1979. Il 304. Paysans dépossédés de la terre, juil-

Il 303. Le commerce des moyens de répressions, iun 1979. 302. Un mondialisme sur mesure, mai 1979, 1 301. L'idéologie de l'iman Khomeiny, svril 1 300. Guerre en Asie, mars 1979.

Faltes le total de votre commande et envoyez-nous votre réglement à : « LE MONDE », service Promotion abonnements, département publications annexes, 5, rue des Italiens,

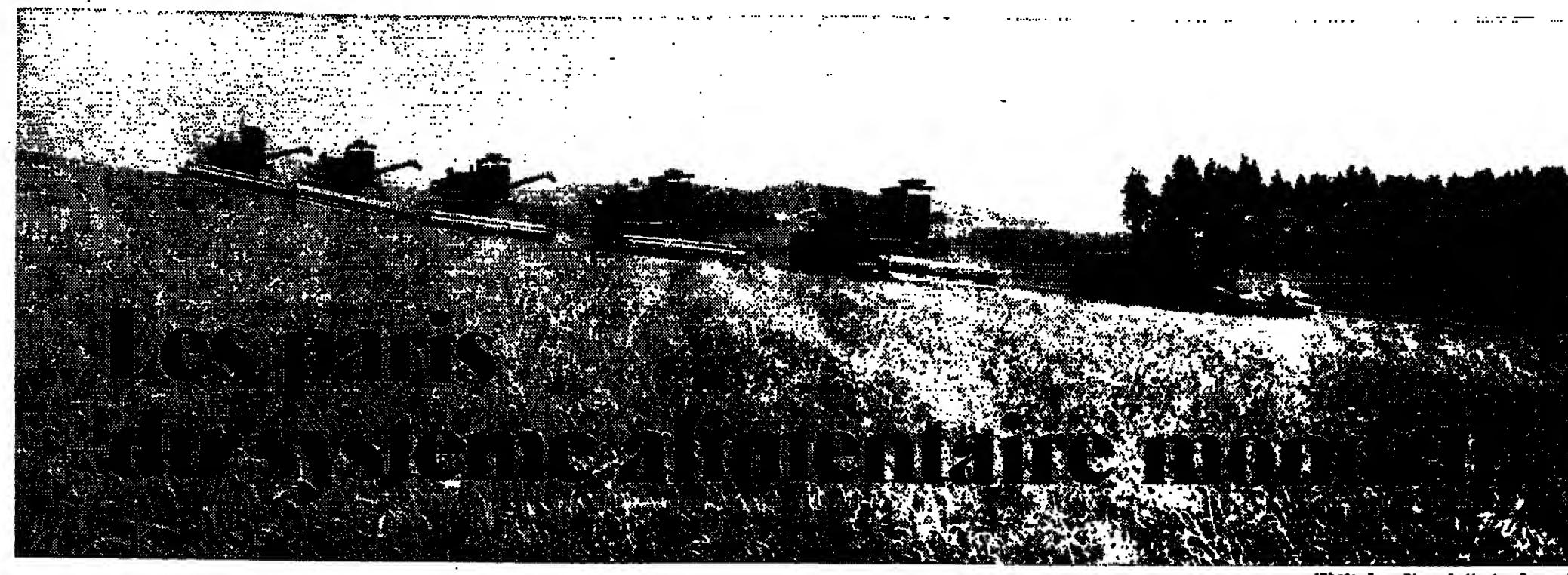


Photo Jean-Pierre Laffont - Sygma.)

Sept années de vaches grasses, sept années de vaches maigres... Il suffisait d'engranger, dit-on, pour affronter les lendemains terribles de calamités naturelles qui, périodiquement, ruinaient les récoltes. La mémoire populaire, en Europe même, reste marquée par le souvenir d'effroyables famines qui décimèrent les populations.

Aujourd'hui, le monde dispose d'extraordinaires moyens scientifiques et techniques pour maîtriser la production alimentaire. Mais le mythe de la pénurie et des famines continue d'engendrer un fatalisme collectif entretenu par des intérêts privés, nationaux ou « multinationaux », qui façonnent la mise en place d'un système alimentaire mondial, le plus souvent avec la collaboration des gouvernements du tiersmonde.

Par une perversion de la science et de la technique, les méthodes de production sont portées à un degré de sophistication que seules justifient les lois de la plus-value et du profit. L'énorme concentration

Un fatalisme de la faim?

des capitaux et autres moyens de production élimine le paysan, et sa sagesse millénaire, au profit d'exploitations plus « rentables » économiquement. Rentables pour qui, si l'humanité, avec sa démographie galopante, doit rester sous la menace persistante de pénuries et de famines qui aggravent un état endémique de malnutrition et de pauvreté?

Comment le modèle alimentaire occidental, trop riche en protéines animales, ruine les efforts pour lutter contre la malnutrition des deux tiers de l'humanité; comment, en Afrique, une communauté paysanne doit céder le terrain devant les impératifs de l'exploitation minière; ou comment le « modèle » pénètre une autre société africaine à l'initiative d'une firme multinationale disposant de l'aide de l'Etat : le moment est venu de voir concrètement certains effets de la politique alimentaire mondiale, après tant d'études consacrées aux illusions de la « révolution verte » et aux difficultés des réformes agraires. Les mécanismes de solidarité internationale — le

Fonds international de développement agricole, en est le plus récent, — encore au stade de l'ébauche, sont des éléments indissociables de la restructuration agricole en cours. Celle-ci, en effet, pour être axée sur un système de production alimentaire devenu florissant aux États-Unis, ne garantit pas la disparition des pénuries et de la pauvreté dans les pays de la périphérie. Encore moins la disparition des rapports inégaux entre le Nord et le Sud.

En fait, l'avenir du tiers-monde, dans ce domaine aussi, se joue sur un pari dont la mise n'appartient pas aux intéressés. Et ce pari, d'essence politique, se double d'incertitudes écologiques et sociales propres aux méthodes agressives de l'agriculture qui se pratique désormais aux Etats-Unis et dont on commence seulement à mesurer les effets.

Détournement de protéines pour les besoins de l'élevage, mauvaise organisation des marchés

L'abondance mal gérée

Points de vue contradictoires sur le thème de la satisfaction des besoins alimentaires i D'un côté, des affirmations alarmistes renforcent l'idée d'une insuffisance des ressources : « Nous allons à la famine car la population mondiale augmente plus vite que la production alimentaire », proclamaient René Dumont et Bernard Rosier en 1966 (1). « Les pays sous-développés vont bientôt importer 100 millions de tonnes de céréales : quelques mauvaises récoltes chez nous et c'est la famine », entendon dire couramment aujourd'hui. Cette pénurie concernerait davantage certains éléments nutritifs que d'autres : selon une idée répandue, le monde serait particulièrement déficitaire en

IN E

SUISSE - Lac Lémes

HOTEL

BELMONT

A l'opposé, des calculs montrent que la pénurie ne découle pas d'une insuffisance potentielle des ressources. Ainsi Colin Clark a-t-il calculé qu'avec des méthodes d'exploitation rationnelle et des régimes alimentaires exclusivement végétariens, la planète pourrait nouvrir quatre-vingt-dix milliards d'hommes. Pour sa part, Michel Cépède avance le chiffre de trente-six milliards, en insistant sur la nécessité de disposer d'une certaine quantité de produits

animaux (2).

Les ressources potentielles sont donc colossales, et ne paraissent nullement

sous-exploitées : les hommes tirent du sol plus que le nécessaire pour nourrir très largement l'humanité, et ils sont même conduits à réduire systématiquement les disponibilités. Certains pays, comme les Etats-Unis et la France, furent ainsi confrontés dès le milieu des années 50 à un problème de surproduction qu'ils ont réglé par une politique dite de « résorption par l'alimentation animale » (selon l'expression employée par le ministère français de l'agriculture). Et ce sont des modèles de développement hérités de ces politiques qui se propagent aujourd'hui dans le monde entier. On a observé qu'une unité nutritive fournie à la consommation humaine par les animaux suppose que ces mêmes animaux en aient consommé de quatre à treize, et même plus, selon les espèces et les techniques. Le passage par l'animal réduit donc les disponibilités. Il est pourtant encouragé, et la « résorption » affecte les produits directement utilisables par l'homme : céréales arachides, soja, etc. Si ces phénomènes sont bien connus, leur ampleur l'est moins et les enseignements logiques en sont rarement tirés. Des quantités colossales se trouvent pourtant en jeu. ce qui conduit à affirmer que les pénuries sont des « pénuries sociales »

et non des « pénuries naturelles » (3).

Pent-être certaines réalités sant-elles trop simples pour emparter la conviction. Ainsi du gaspillage énorme qu'entraînent les techniques modernes de l'élevage intensif jusque dans les régions les plus démunies. Le prestige du « modèle alimentaire » emprenté à l'Occident conferte les pratiques de l'agrebusiness. Mais on parle de pénaries et de famines. Pourtant, avec plus de démocratie, la terre pourrait nouvrir, dit-on, des fizzines de milliards d'hommes...

Par MARCEL MARLOIE *

Si l'on s'en tient uniquement aux céréales, les 400 millions de tonnes au minimum consommées par les animaux dans le monde (sur une production totale d'environ 1,4 milliard) renferment environ 40 millions de tonnes de protéines et 1,4 million de milliards de calories, dont les trois quarts au moins disparaissent. Les quantités ainsi perdues représentent une masse de trente à solvante fois supérieure à l'aide mondiale totale en céréales (5 à 10 millions de tonnes), et environ trois cents fois supérieure aux importations annuelles de céréales des huit pays du Sahel au cours de la sécheresse de 1971 à 1973.

Ce serait plus qu'il n'en faut pour combler l'écart de consommation (environ 1200 calories et 42 grammes de protéines par tête et par jour) entre l'homme des pays dits développés et les deux milliards d'hommes des pays dits du tiers-monde. On remarque aussi que la masse « résor-

* Professeur à l'Institut national de la recherche agronomique (INRA), Paris.

Lire pages 14 à 18 :

PAGES 14 et 15. — Suite de l'article de Marcel Marloie : une abondance mai gérée. — 700.000 paysans de la vallée du Sénégal..., par Claude Meillassoux. — Loi du profit et exode rural aux Etats-Unis, par Eleanor LeCain.

PAGES 16 et 17. — Suite de l'article de Claude Meillassoux : 700 000 paysans de la vallée du Sénégal... — Un effet de la rente pétrolière au Nigéria, par Johny Egg. — Le règne des conglomérats céréaliers, par Edmond de Clermont.

PAGE 18. — L'action du Fonds international de développement agricole, par Edouard Sauvignon. bée » est de vingt fois supérieure au déficit calorique du commerce extérieur du tiers-monde (voir le tableau n° 1). Enfin, contrairement à une idée répandue, le tiers-monde exporte plus de protéines vers les pays développés qu'il n'en importe. Il n'y a donc pas de déficit en protéines à combler.

Les exportations du tiers-monde

destinées aux élevages des pays de-

veloppés (arachides, soja, mantoc, etc.), comptent pour beaucoup dans le déficit alimentaire de certaines populations. C'est ainsi que la Thailande fournit à l'élevage européen d'importantes quantités de farine de manioc riche en calories, alors que les régimes en Asie du Sud-Est souffrent précisément de carences en ce domaine. De la même manière, le développement des cultures du soia au Bresil se fait parfois au détriment du haricot, aliment de base des classes pauvres. Il s'ensuit une hausse des prix, et même un recours à l'importation. Une augmentation globale de la production agricole se traduit ici par des difficultés supplémentaires pour les groupes sociaux défavorisés. En Afrique, un grand nombre de pays continuent à exporter, pour l'élevage européen, des produits très riches en calories et en protéines (tourteaux d'arachides) extraits d'un aliment directement consommable par l'homme : l'arachide (ou cacahuète). Au plus fort de la sécheresse au Sahel, de 1971 à 1973, les huit pays les plus touchés (Mali, Ethiopie, Haute-Volta, Mauritanie, Niger, Sénégal, Soudan et Tchad) exportaient, malgré la baisse des rendements, deux à cinq fois plus de protéines tirées de leur sol qu'ils n'en importaient sous forme de céréales (voir le tableau nº II).

A l'exception de l'année 1973, où il y eut effectivement un déficit en calories, la balance moyenne pour les trois années est largement excédentaire. Sans commerce extérieur et avec arrêt des usines d'extraction de l'huile d'arachide, les disponibilités alimentaires de ces huit pays auraient été supérieures à celles que leur assurait l'aide alimentaire internationale.

S'il y a lieu de s'alarmer, ce n'est donc pas parce que la terre ne produit pas assez. Les fausses idées sur cette question s'appuient souvent sur une mauvaise interprétation des deux indicateurs de la F.A.O., qui constituent les principales sources de référence en la matière :

— les indices de disponibilités alimentaires par tête, par pays et par groupes de pays, sont construits en ajoutant les importations aux chiffres de production agricole finale et en soustrayant les exportations. Ces chiffres sont utiles. Ils montrent par exemple que de 1964-1966 à 1972-1974, les disponibilités moyennes par tête dans l'ensemble des pays sous-dèveloppés sont passées de l'indice 100 à 102 pour les calories, à 101 pour les protéines et à 103 pour les lipides. Ce n'est ni le décollage ni la dégradation globale qu'on prédisait. Par contre, on peut observer une régression dans quelque vingt-cinq pays.

(Lire la suite page 14.)

(1) Rané Dumont et Bernard Rosier.
Nous allons à la famine, éditions du
Seuil, Paris, 1966.
(2) M. Cépède, «L'économie de l'alimentation», in Encyclopedia Universalis,
Paris.
(3) GEREI-INRA, Les céréales : pénurie
naturelle ou pénurie sociale?, Paris, 1973.

Tobleau I. — QUI EXPORTE LE PLUS DE PROTEINES?

Solde net des pays sous-développés en calories et en protéines pour les principaux produits alimentaires échangés (moyenne 1975-1976)

Pays pauvies	Protéines (millions de tonnes)	Calories (1 000 milliards)	
— Importations nettes de céréales — Dont aide alimentaire	3,9 0,7 à 0,8	118 21 à 25	
- Exportations nettes de tourteaux, graines d'arachide, soja, huils et sucre, manioc		68	

Source : chiffres établis à partir de données du commerce publiées par la F.A.O., en fonction des teneurs moyennes en protéines et en calories des divers groupes de produits.

Tableau II. — LES EXPORTATIONS AGRICOLES DU SAHEL PENDANT LA FAMINE (Solde net des huit paus)

	Protéines (en milliers de tonnes)			Calories (en milliards d'unités		
	1971	1972	1973	1971	1972	1973
Dans les importations nettes de céréales	79	74	103	235	221	307
- Tourteaux	186	387	183	57	94	56
— Graines	88	58	48	140	124	104
— Halles	-	–	_	94	236	86
Total	252	365	231	291	454	246

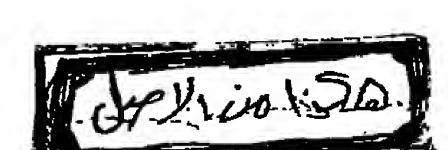
Source : à partir de données publiées par la F.A.O. et l'O.C.D.E.

QUI CONSOMME LES CÉRÉALES?

Cette année encore, avec une population trois fois moindre (1052,6 millions à la mi-1978 contre 3163,7 millions dans le tiers-monde), les pays riches devaient accaparer presque trois fois plus de quantités mises sur le marché. Les chiffres ci-dessous ne laissent guère d'illusions quant aux possibilités, pour les pays pauvres, de redresser rapidement la situation.

Types d'utilisations	Con- som- mation	Evolution de la deman durant la prochaine décennie (estimations)			
	1970	1980	1985	1990	
	(en mill	ions de to	nnes metr	iques)	
PAYS DEVELOPPES :				1000	
Alimentation humaine	160,9	163,1	164,1	164,6	
Alimentation animals	371,5	467,9	522,7	565,7	
Autres	84,9	100,6	109,5	116,4	
TOTAL	517,3	731,6	796,3	846,7	
Solt consommation par tôte	576 kg	623 kg	649 kg	663 kg	
PAYS SOUS-DEVELOPPES A ECONO-					
MIE DE MARCEE :		409,3	474.5	547,2	
Alimentation humains	363,7	60,9	78,6	101,9	
Alimentation animale	35,6	64,1	75.4	88,5	
Autres	45,4	02,2		55,5	
TOTAL	385,7	534,3	628,5	737,6	
Solt consummation par tête	228 kg	233 kg	248 kg	246 kg	
PAYS SOUS-DEVELOPPES A ECONO-					
MUE PLANIFUEE:	164,1	281,5	215,2	225,3	
Alimentation humains	15,3	38.7	48,7	51,4	
Alimentation animals	24.6	32.6	38	39,1	
Autres	61,0				
TOTAL	264,6	271,8	299,9	325,8	
Solt consommation par tête	257 kg	290 kg	298 kg	394 kg	
CONSOMMATION MONDIALE	1 207,9	1 537,7	1 724,7	I 919,1	

Source : Overseas Development Council, Agenda 1979, Praeger, N York, 1979.



vers une surconsommation de produits

animaux procéderalt-elle d'une espèce

de loi naturelle engageant l'homme à

substituer les viandes aux graines

chaque fois que son revenu le per-

met? Cet attrait ne tient-il pas plutôt

au fait que la consommation de

viande fut et reste souvent un moyen

de différenciation sociale? Les habi-

tudes de consommation sont influen-

cées par la publicité, par les politiques économiques et les stratégies des

agents économiques. On pourrait citer,

à titre d'exemple, l'action du Consell américain des céréales fourragères

(U.S. Feed Grains Council), émana-

tion d'une soixantaine de groupes

d'intérêt nord-américains concernés

par le développement des marchés des

céréales, qui se targue d'avoir contri-bué de manière décisive au développe-

ment de la consommation de viande

Le cas du Japon montre qu'on

n'échappe pas à un dangereux engre-

nage. Les consommateurs y furent à

la fois acteurs, matière et courrole de

transmission d'un modèle qui se réper-

cuta en cascade sur d'autres volets

de l'économie. Dans ce pays aux sur-faces agricoles très limitées, la pro-

et-d'œufs au Japon.

(Suite de la page 13) A quoi ces évolutions sont-elles

imputables? — les indices de production de biens alimentaires par tête permettent d'apprécier l'importance de la production seule, puisque le commerce extérieur n'est pas compté. On peut alors mieux situer les effets des guerres (Bangladesh, Cambodge...) ou des séche-

resses (comme an Sahel). Mais ces deux indices ne comptent pas ce qui est résorbé dans le passage par les animaux. Alors que l'indice de la F.A.O. pour la production ali-mentaire par tête passait de 100 en 1964-1966 à 110 en 1977, la production de viande par tête évolusit sensible-ment au même rythme, tandis que celles de céréales et de soja passaient respectivement à 116 et à 185. En fait, la production mondiale semble augmenter beaucoup plus vite que la population, et cela depuis 1950. population s'est multipliée par 1,6 entre 1950 et 1977, la production de céréales par 2,1, et celle de soja par 4,8. Pour éviter les confusions et mieux discerner les ressources réelles, il faudrait élaborer des instruments statistiques qui comptent la totalité de la production réelle et qui mesurent le niveau de la résorption par pays.

Une autre équivoque tient au sens donné à la notion de besoin. Le developpement de la consommation de produits animaux se justifieratt-il par leur supériorité pour répondre aux besoins physiologiques? Les éléments

nutritifs fournly par les animaux n'ont en effet pas toujours les mêmes qualités que les produits qu'ils consomment. La resorption serait donc justifiée au nom d'un changement qualitatif. Mais il y a plusieurs possibilités de satisfaire un besoin et de remédier à une carence.

Ainsi, l'anémie, maladie de carence la plus repandue dans le monde, est due à la diminution de l'hémoglobine dans le sang (essentiellement à cause d'une carence en fer). On peut y faire face soit avec les viandes (surtout le fole), soit avec les fruits ou les légumes verts. Le kwashiokor (grave carence en protéines) peut être prévenu aussi bien avec les légumes secs (haricots, pois, lentilles), les arachides, le soja, les œufs, qu'avec les produits laitiers et les viandes. Tout comme le marasme (grave carence en calories) peut être combattu solt avec des matières grasses, soit avec des céréales, des racines et des tubercules. Quant à la xérophtalmie (grave carence en vitamine A. également très répandue), les légumes, les fruits jaunes (mangues, papayes, etc.) on bien le fole, le jaune d'œuf, les produits laitlers peuvent l'éliminer.

La consommation de produits animaux semble finalement surtout justifiée pour les groupes sociaux fragiles (enfants, femmes enceintes) : elle peut alors être largement satisfaite par un élevage à partir de matières non consommables par l'homme (herbe,

sous-produits divers). L'évolution des modèles alimentaires

20,8

4 362

1 128

1975

18 843

3 334

33.3

Tobleas III. - MODELE ALIMENTAIRE

ET IMPORTATIONS DE CEREALES AU JAPON

Un problème de démocratie

C'IL y a lieu de s'alarmer, c'est aussi des des déséquilibres de pouvoir entre les divers agents des chaînes agro-alimentaires. Comment resoudre les problèmes d'organisation posés par les famines et la malnutrition si les populations n'ont pas la possibilité de se faire entendre? existe une concurrence entre consommation humaine et consomma-

tion des animaux, sans doute peu inquiétante en soi : avec quatre milliards d'hommes, il reste suffisamment d'espace pour une large production animale, mais à condition de gérer cette concurrence. Une partie des aliments humains consommés par les animaux doit servir à une meilleure organisation des marchés. Quand la production de céréales baisse en Afrique à la suite d'une sécheresse, les

duction animale nécessaire il y a vingt ans pouvait être assurée par des méthodes classiques, économes en matières premières (utilisation des déchets et de l'herbe des surfaces non cultivables). A partir du moment où s'élève la demande de produits animaux, on passe à des techniques dites intensives et à l'affectation à l'élevage de produits consommables par l'homme. C'est ainsi que le Japon est devenu en quinze ans le premier importateur mondial de céréales (voir le tableau nº III).

L'engrenage ne se produit pas seulement dans des pays industrialisés dont la balance commerciale est excédentaire et dont une grande partie de la population dispose des moyens d'accèder à une alimentation coûteuse. Il se manifeste sur tous les continents. Les modèles alimentaires de l'Occident sont souvent devenus la référence des classes riches et pauvres des pays sous-developpes. La production invensive de poulets et autres produits animaux, nécessitant l'utilisation de céréales produites localement ou importées, se développe aujourd'hui dans nombre de pays déjà déficitaires en céréales : Algérie, Egypte...

quantités manquantes peuvent être non seulement prélevées sur des stocks effectifs, mais aussi conquises par un abaissement conjoncturel de la consommation animale : en 1974, les Etats-Unis ont été en mesure de diminuer leur consommation animale

en céréales de plusieurs millions de tonnes (4). Les chances de mettre en œuvre ces possibilités restent maigres, après l'échec, en mars 1979, des négociations internationales sur l'établissement d'un stock mondial de sécurité alimentaire. Echec aux raisons évidentes : les populations qui meurent de faim ont peu de prise sur le déroulement de telles négociations et ce sont alors les besoins de l'industrie agro-alimentaire qui l'emportent sur les besoins alimentaires. Cette situation empêche

de trouver une solution aux questions les plus simples :

— au moment où les éleveurs du Sahel meurent de faim, les arachides produites dans d'autres régions des mêmes pays sont obligatoirement exportées ou livrées à des usines. Quels sont les moyens d'expression de ces éleveurs pour réorganiser l'économie quand regne la sous-nutrition? — la recherche agro-alimentaire a été centrés sur l'arachide en Afrique de l'Ouest, mais les sols peuvent aussi bien produire d'autres graines à protélnes pouvant être consommées directement par l'homme;

- le marché des arachides est garanti, ceux des céréales et des autres graines ne le sont pas. Avec l'arachide et les autres cultures d'exportation, l'agriculteur est davantage assuré d'un revenu monétaire stable qu'avec les productions répondant aux besoins internes. Il s'agit là d'un problème la colonisation et aggravé par intérêts particuliers des firmes agissant sur ces marchés. Mais le système est aussi entretenu par les Etats concernés eux-mêmes, car souvent, dans des pays où le produit de l'impôt sur le revenu intérieur est faible, la marge de manœuvre étroite de l'Etat le contraint à ne pas réduire le volume des importations et des exportations de marchandises, car c'est pour hui le seul moyen de se procurer des recettes au passage — bien qu'un tel choix soit en contradiction avec les proclamations sur l'indépendance économique.

Ces exemples montrent que la malnutrition, en de nombreuses régions. tient d'abord à un déséquilibre social. Hommes, sociétés d'affaires, Etats, toutes les parties concernées par l'économie alimentaire n'ont pas les mêmes capacités à analyser les événements ni à peser sur eux : c'est un problème de démocratie économique. dans des systèmes alimentaires en cours de mondialisation.

MARCEL MARLOIE.

(4) J.-P. Chabert, Le complexe français du blé, GEREI-INRA, Paris, 1976.



Consommation de protéines animales (en gram-

mes par tête)

Importations de céréales (en milliers de tonnes),

Importations de soja (en milliers de tonnes) ...

Importations de tourteaux (en milliers de

tonnes)

Source : à partir des annuaires de la F.A.O.







Une industrie

comme une autre?

Loi du profit et exode rural aux Etats-Unis

Par ELEANOR LECAIN *

ANS an moade frappe par l'insuffisance des denrées olimentaires et leur inégale réportition, le système de production oméricain et les merveilles de sa technologie moderne apparaissent souvent comme une panacée. Pourtant, il a été servi par un ensemble de circonstances assez exceptionnel. Sols fertiles, nombreuses voies d'eau, climat tempéré, énergie abondante et peu chère constituaient des ressources remarquables, que des travailleurs entreprenants purent exploiter au sein d'une société capitaliste industrialisée. Aujourd'hui, on admire les rendements élevés que permet d'obtenir l'agriculture américaine tout en ignorent, généralement, les graves nuisauces qu'elle entraîne pour la société et l'environnement. Les canées 70 ont marque une nouvelle étope, nvec l'extension de l'emprise des grandes sociétés, le malaise paysan et l'application d'une technologie avancée peut - être l'actuel rythme de développement sera-t-il difficile à soutenir aux Etats - Unis mêmes; mais il n'est pas inconcevable qu'il puisse s'appliquer plus aisément à d'autres pays n'ayant ni les mêmes ressources naturelles, ni le même héritage historique. Ainsi la « voie américaine », avec les problèmes internes qu'elle suscite et les forces qui la tracent, peut remattre en question la politique alimentaire et le bien-être des hommes à l'échelle mondiale.

Le système politique et économique aux Etats - Unis a favorisé la formation d'un « complexe » réunissant bommes d'offaires, responsables gouvernementaux et chercheurs universituires soucieux d'encourager la méca-

(*) Directeur d'un projet de recherche sur la politique alimentaire à l'Institute for Policy Studies de Washington.

nisation de l'agriculture, le développement des industries de l'alimentation et la centralisation des réseaux de distribution internes et externes. Concentration et domination des sociétés géantes ne sont certes pas des phênomènes propres à l'agriculture, et la tendance est la même dans toute l'économie. Ce n'est d'ailleurs qu'après la consolidation de l'industrie, gai s'est faite aux Etats-Unis durant la seconde guerre mondiale, que le développement de la technologie agricole s'est mis à susciter un intérêt de plus en plus vif. Le complexe des hommes d'affaires, des dirigeants gouvernementaux et des universitaires s'est alors employé à organiser une a industriclisation de l'agriculture > : désormais, on fergit appel à une technologie hautement copitalistique pour élever les rendements. Point n'était besoin pour le gouvernement de concevoir un plan national ofin d'encourager ce nouveau système de production alimentaire : les stimulants fédéraux, orientés à dessein, allajent déterminer les structures de cette nouvelle agriculture industrialisée. Avec la prédominunce des intérêts privés et des grandes sociétés, la recherche da profit maximum est deveave la règle d'or : elle commande toutes les activités, à tous les stades de la chaîne ali-

Engrais et pesticides à haute dose

C'HAQUE année, les Américains déversent 50 millions de tounes d'engrais sur 200 millions d'hectares de culture environ, ce qui représente 25 % de la production mondiale (1). Cette consommation a triple depuis 1945. Paur les besoins de la spécialisation des récoltes, de la centralisation des « runches » d'élevage et d'une politique de vente agressive, aa a remplacé le fumier organique par des substituts dérivés du pétrole. Les Etats-Unis vendent chaque année pour environ 7 milliards de fertilisants. Les pesticides, sous-produits de la recherche pour la querre chimique, sont eux aussi utilisés à haute dose : 300 000 tonnes en ant été répandnes en 1976, année où la production des sociétés américaines spécialisées représenta au total une valeur de 2 milliards de dollars. En volume, la production de pesticides a doublé depuis 1960, et leur emploi croît au rythme de 6 % annuellement. Quatre firmes se partagent le gros des ventes ; selon une étude datant de 1972, elles contrôlaient alors à elles seules 39 % de toute la production agrochimique.

Autre affaire rentable : les anciennes varié. tés de semences, qui pouvaient chaque année être réemployées, cèdent la place à de nouvelles semences hybrides, d'espèces beaucoup moins variées et qu'il faut resouveler tous les ans pour les samis. L'Academie nationale des sciences des Etats-Unis signalait, en 1972, qu'une dangereuse dépendance s'était instaurée pour toutes les grandes récoltes à l'égard de quelques variétés de semences (2). Commo

en Europe, on s'efforce aux Etats - Unis de faire breveter les nouvelles variétés et d'éliminer les autres, qualifiées ainsi d'« illécales ». Des sociétés géantes, telle la multinationale pharmaceutique Upjohn, sont ea train de racheter les firmes productrices de semences (dont les activités sont de plus en plus lucratives) et s'emploient à façonner un marché international pour ces nouveaux produits (3).

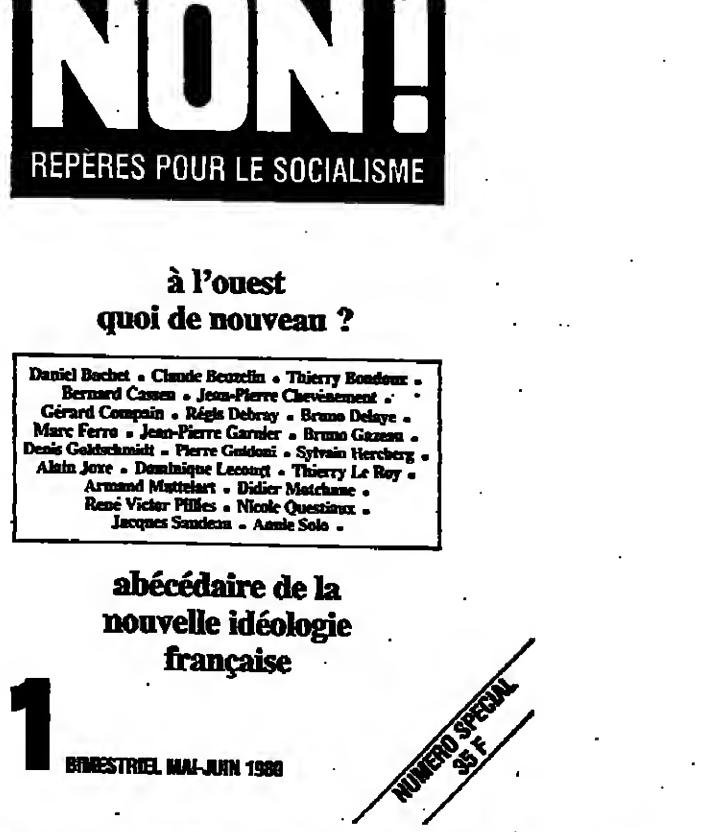
La mécanisation de l'agriculture atteiat de telles proportions que le travailleur de ce secteur utilise à lui sent plus de machines que l'ouvrier de toute autre industrie (4). En 1976, il a été vende pour 10 millions et demi de dollars d'équipements agricoles, soit presque quatre fois plus que la moyenne annaelle du début des années 60. Quatre firmes s'arrogent près de la moitié des ventes, et 90 % des machines les plus demandées (tracteurs et moissonneuses-betteuses) sout fabriquées par sept sociétés. Plus récemment, ce sont les ordi-

nateurs et les satellites qui sont venus se joindre à cette panoplie, utilisés à divers titres. De telle sorte que la création d'une exploitation agricole commerciale est devenue très coûteuse, nécessitant un quart de million de dollars actuellement, selon le département de l'agriculture. Combien d'autres pays peuventils s'offrir le luxe d'un tel système de production?

Les progrès de l'industrialisation ont entraîné la spécialisation des régions dans certaines cultures. La monoculture régionale rend le pays deventage tributaire des réseaux de commercialisation, tandis que les distances à parcourir s'en trouvent multipliées. La moitié des camions qui sillonnent en permanence les routes des Etats-Unis transportent des denrées alimentaires et les trains ont un rôle tout aussi important, en particulier pour les livraisons de céréales. Mais au fur et à mesure que croît la demande mondiale, ces deux modes de



Abonnement annuel : 150 F. Priz du numéro : 27 P (numéro spécial : 35 F) En vente dans les kiosques et 13, boulevard Saint-Martin, 75903 PARIS



Comment l'aménagement de barrages remet en question l'équilibre économique d'une région [

700 000 paysans de la vallée du Sénégal...

E projet d'aménagement de la vallée _ du Sénégai justifie-t-il, aux yeux du gouvernement sénégalais, l'abandon administratif dans lequel semblent laissões les populations riveraines? La première pierre du barrage de Diama, à l'embouchure de l'astuaire du fleuve, a élé posée la 12 décembre 1979 en présence des présidents des trois Etats riverains (Sénégal, Mauritanie, Mall) Les fonds viennent de riches pays étrangers dont la présence était plus discrète : Etals-Unis, Canada, Allemagne de l'Ouest,

Pour les ballieurs de fonds, les intendeux barrages. le premier de 206 mêtres, à Manantali, au Mail, pour la retenue des eaux du Bakhove (affluent du Sénégal); le second, à Diama, près de l'embouchure, qui fasse office à la fois de retenue et d'écluse pour la navigation. L'objet principal de l'Investissement est double; produire, vers Manantall, une quantilé d'énergie électrique suffisante pour traiter les minerals de bauxite et de fer extraits localement; rendre le fleuve navigable en toute saiosn pour permettre l'acheminement des matières premières vers les pays utilisateurs. Projet cohérent, Inscrit dans la politique classique d'exploitation des richesses naturelles du tiers-monde au profit des grandes puissances industrielles.

Par contre, les effets de l'aménagement des barrages et de la régulation du fleuve sur les conditions de vie des populations riveraines sont incertains, sinon inquiétants. Le projet est présenté comme une

comma le moven de maîtriser les éléments et de mettre fin aux calamités qui frappent cette région depuis 1968 sécheresse, faiblesse des crues, récoltes mauvaises ou nulles, disettes, famines, tarissements des pults. etc Mais les modalités par lesquelles cas objectife seront atteints ne sont pas conques des populations concernées. sur placa. Ces - détails - ne sont expliqués ni par les autorités ni par les responsables de l'Organisation de mise en valeur du fleuve Sénégai (O.M.V.S.). extrêmement réticents pour fournir les informations qui permettraient d'en évaluer la portée. Aucum des paysans du fleuve ne soupçonne, par exemple, que la réalisation du projet fera disparaître dans les dix ans à venir les cultures de décrues qui produisent environ le liers des ressources agricoles vivrières de la valiée (1). C'est tout l'héritage historique et économique de la région qui est ainsi mis en question.

La vallée du Sénégal est le creuset d'une ancienne civilisation dont les échos nous parviennent depuis le onzième siècle à travers les récits des voyageurs arabes et la tradition. C'est une zone de peuplement dont la densité est généralement attribuée à des conditions favorables à l'agriculture qui permettent une double récolte. l'une sous pluie sur les terres exondées qui bordent la vallée, l'autre, plus tardive, sur les terres de décrue inondées et fertilisées par la montée des eaux fluviales. Sans sous-estimer l'importance économique de cette agriculture,

Les pays riches attendent de l'Afrique qu'elle leur livre ses minerais pour alimenter les sociétés de consummation. Deux harrages sur le Sénégal, par exemple, faciliterant l'expertation de la bauxite et du fer des proches gisements. Des centaines de milhers de paysans africains voient alors disparaître ane agriculture traditionnelle qui permettait à tous de subsister. C'est aussi la fin de leur autonomie de production et à terme, la dislocation de leur société.

Par CLAUDE MEILLASSOUX *

elle n'est pas la seule cause du peuplement L'implantation d'une nombreuse population dans cette zone tient aussi à sa elivation aux confins de civilisations agricoles et pastorales et à sa position de front dans l'avance marchande des Maghrébins et des Sahariens vers le Bilal el Sudan, le pays des Noirs, riche en esclaves et en or. Des populations d'origines diverses s'y sont installées. d'abord, certes, pour en exploiter les ressources naturelles, mais, très vite, pour y jouir aussi de cette situation frontalière favorable aux échanges. De petites formations politiques s'y sont ainsi juxtaposées, organisées chacune différemment seion les antécédents historiques des occupants. C'est ainsi que, avant même

* Maitre de recherches au C.N.R.S.

l'ouverture de la traite européenne au dix-septième siècle, ces petits Etats d'origine diverse, wolot, peut, maitrité. soninké, formalent la trame infrastructurelle de la vallée du Sénégal. Etata par les incursions esclavagistes des grands nomades du Nord dont ils se falsalent aussi les pourvoyeurs : Etats également commercants, branchés sur les échanges transsahariens d'or, d'esclaves, de coton, de tissus et de mil. Guerre, commerce et esclavage ont constitué un appoint décisif à l'agriculture. La colonieation, en déplacant les zones de développement économique vers la côte, releta, dans un quasi-abandon cetta région devenue excentrique.

La longue période de sécheresse (1979

fut encore une mauvaise année pour l'agri-Comme autrefols, les populations troudehore de l'agriculture, las moyens de pallier le désastre. Surtout depuis 1868, l'émigration d'une fraction fournit les ressources grâce suxquelles on tente de faire face. Actuellement, 50 % des hommes émigrent vers les villes du Sénègal et de Mauritanie, mais aussi jusqu'au Zaīre, au Gabon, en Zamble. Le plus grand nombre s'exlie périodiquement vers la France, et c'est de leur emploi en France que dépend la survie des populations de la vallée (les impitoyables lois françaises sur l'immigration touchent, en particulier, les habitants de ces régions).

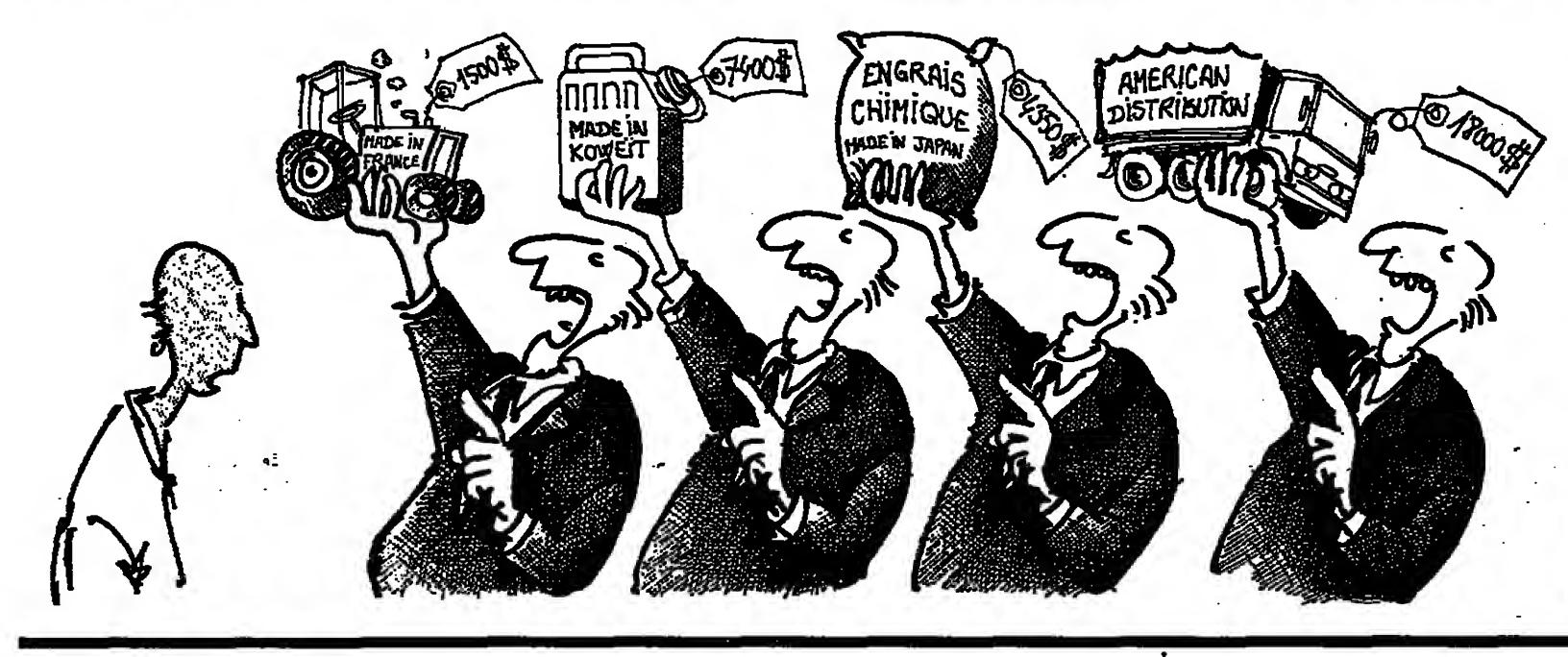
Les revenus de l'émigration

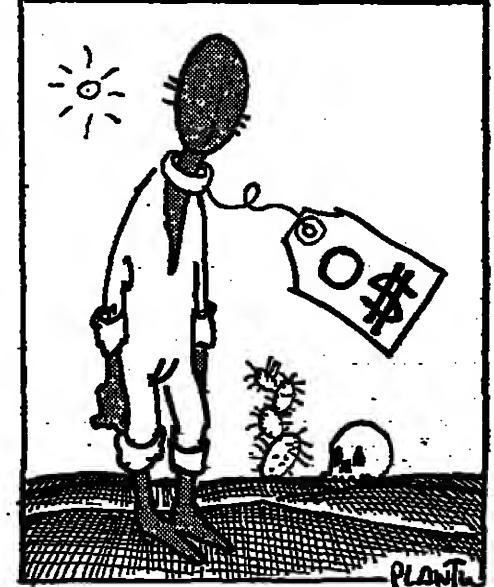
"EST par millions de francs C. F. A. (2) que les salaires des travallieurs migrants sont rapablés. mais cette manne apparente fait illusion. Dans la conjoncture actuelle, et en raison du refoulement des travallleurs étrangers en France, la balase de ces revenus risque d'eritrainer une régression par rapport à la situation antérieure à la grande période d'émigration. Dans cette perspactive, on reproche aujourd'hui aux populations de ne pas avoir place leurs salaires dans des investissements productifs, en particulier dans une agriculture modernisée. Etrange reproche au demeurant : la vocation du salaire, délà amouté

de la plus-value, est-elle d'être du capital? La fonction d'investir ne revient-elle pas, en régime capitaliste, à ceux qui Justifient leurs profits par leur « responsabilité - d'entrepreneurs? Reprocher aux travailleurs migrants de ne pas investir - reproche que les fonctionnaires sénégalais ne songent pas à se faire à eux-mêmes - procède d'une méconnaissance des conditions dans lesquelles sont acquis ces gains.

(Ltre la suite page 16.)

(1) Parmi cas ressources, les cultures potagères, qui jouent un rôle décisif dans le régime alimentaire. (2) Un franc C.F.A. vaut deux centimes.





transport commencent à se révêler insuffisants pour satisfaire à la fois les besoins des cousommateurs et des producteurs. Avec l'élévation du prix des produits pétroliers, les grosses firmes de transport par soute accentuent leur domination et les plus petites sont condamnées à disparaitre. Les chemins de fer favorisant les lignes les plus rentables et cessent d'explaiter les autres, laissant beaucoup de petits producteurs sons aucun moyen d'acheminer leurs récoltes vers les marchés.

Le commerce de gros et de détail est lui aussi dominé par les géants. L'exemple le plus frappant est celui du commerce du blé, contrôlé par cinq sociétés : Cargill, Contineutal Grain, Louis Drayfus, Bunge et André. A elles dawx, Cargill et Continental disposent d'à peu près 50 % des capacités de stockage dans les principaux ports des Etats-Unis (5). Dans le commerce de détail, la principale chaîne de magasins d'épicerie, Safeway, a réalisé en 1977 près de 10 milliards et demi de dollars de ventes, soit 13,3 % du marché.

La publicité aide chacun des conglomérats à conquerir se part du marché, mayennant des milliards de dollers dépensés chaque année. Aissi, en 1978, la facture publicitaire pour l'alimentation et le tabac s'est éleyée à 13 milliards de dollars environ (6), à la charge des consommateurs, bien entendu.

600 000 départs chaque année

'UTILISATION accrue d'une technologie inautement capitalistique a eu pour principales conséquences sociales, aux Etats-Unis comme gilleurs, la disposition des fermiers et des ouvriers agricoles ainsi qu'une détérioration de la qualité du la vie dans certaines régions et communautés rurales. De la seconde guerre mondiale à 1974, l'agrandissement des exploitations a entroiné une chute verticole du nombre des fermes, qui est passe de 6.8 millions à 2,3 millions. Petites et moyennes unités étaient absorbées dans des domaines de plus en plus vastes, souvent repris par des hommes d'affaires au par de riches exploitants (7). En 1974, 20 % des fermes parmi les plus grosses ont accapara 80 % de toutes les ventes brutes de produits agricoles. Et encore, tout au sommet de la pyromide, 2 % de ces mêmes exploitations réalisèrent 33 % des ventes à elles seules (7). L'exode rural continue, et chaque année près de six cent mille paysons quittent leur terre. Aujourd'hui, le fermier américain nes, soit une sorte d'ouvrier agricule travaillant pour le compte de propriétaires absentéistes, L'ancienna catégorie des petits fermiers indépendants est devenue un réservoir de main-d'œuvre pour l'industrie. Le moitié des fermiers demeurés à la terre doi-

vent tirer 50 % de leurs revenus de travaux non agricoles, et encora sont-ils souvent fortement endettés apprès des banques. Protestant contre cette condition, des milliers d'entre eux ant traversé toute l'Amérique sur leurs tracteurs en 1977 et en 1978, pour aller demander de l'alde dans la capitale fédérale.

Sur les 4,3 millions d'ouvriers agricoles que comptait le pays en 1953, la moitié ant été remplacés par des machines (8) souvent produites grâce aux crédits que le gouvernement affecte à la recherche (voir ci-contre l'encadré sur l'industrie de la tomote). Mais à la différence des petits exploitants qui doivent quitter la terre, les ouyriers agricoles, tels les immigrés mexicains, n'ont généralement zi l'instruction ni la formation technique qui leur permettraient de se réemplayer sur place; ils vont alors dons les villes grossir le lot des millions d'autres qui se disputent des emplois de plus en plus rares. Dans certaines régions, ces ouvriers agricoles ont lutté avec leurs syndicats pour obtenir de meilleurs salaires et des goranties d'amploi contre la mécanisation. Parfais, les syndicats ont demandé aux grands propriétaires de prélever une part des profits tirés de la mécanisation pour aider le personnel licencie à se convertir professionnellement, mais sans grand succès,

Tandis que s'accentuest les contradictions inherentes à l'agriculture capitaliste, les gens cherchent à se défendre en formant toutes sortes d'alliances qui restent précaires. De la compagne à la ville, du producteur au consommateur, des liens directs se tissent pour tenter de réduire les coûts. On bien des ouvriers agricoles de l'Ohio essaient de se grouper avec des petits producteurs pour negocier en commun avec les conserveries. qui sont généralement des sociétés multingtionales. On a vu des transporteurs syndiqués (Teamsters) se solidariser avec des auvriers agricoles en grève. Efforts dérisoires, mais qui en disent long sur les antagonismes et aussi, peut-être, sur la possibilité de susciter d'autres initiatives qui pourraient avoir une plus grande résonance.

Vulnérabilité des sols et des récoltes

A UTRE conséquence de ce type d'agriculture, la détérioration de l'environnement. Les sois s'épuisent par la pratique de le monoculture, l'utilisation excessive d'engrais et la pénétration des résidus de pesticides. Pour chaque livre de nourriture produite, complètement érodées par ces pratiques et par l'irrigation outrancière, tandis que la composition chimique du sol restant se trouve altérée. Le service de la conservation des sols du département de l'agriculture en a conclu que, si le pays devait maintenir sa production de

récoltes au même niveau, il lui faudrait réduire appuellement de moitié les pertes actuelles en sols, ce qui représenterait 1,5 milliard de tonnes de terre à épargner.

Quant aux pesticides, ils ont des effets directs sur la santé. Les épandages détruisent tous les insectes, utiles et nuisibles, sons discrimination. Certains produits incommodent le bétail et, parmi les travailleurs exposés à l'effet des pesticides, soit dans les champs soit dans les usines chimiques, on compte approximativement soixante-quinze mille cas d'empoisonnement grave chaque année, sons parier des dommages génétiques causés par certains agents chimiques. Cela n'empêche d'ailleurs pas le retour en force des insectes, qui acquièrent une immunité ou terme d'une utilisation massive et prolongée des pesticides. Aujourd'hui, l'Amérique voit périt, sous le coup des vieux fléaux, à peu près le même pourcentage de ses récoltes qu'il y a des décennies (9).

Avec la généralisation des semences hybrides s'accroît l'uniformité génétique des récoltes : on mesure la vulnérabilité qui en découle puisque une grande proportion de la récolte risque d'être détruite par une seule et unique maladie. L'inévitable s'est ainsi produit pour la première fois en 1970, avant une maladie du charbon a frappé les semences hybrides de céréales, détruisant 15 % environ (et jusqu'à 50 % dans certaines régions) de la récolte américaine de céréales. Qui plus est, le brevetage des végétoux a pour effet de réduire considérablement les bases génétiques puisque des milliers de variétés de semances vont se trouver supprimées, ou déclarées illégales. En Europe, air ce système de licence est déjà bien établi, d'anciennes variétés traditionnelles out été perdues à jamais et le Dr Erna Bennett, expert de la F.A.O., estime que dans l'espace d'une décennie les trois quarts de toutes les variétés conques de légumes auront dispara d'Europe. C'est cinsi que le genre humain est en train de perdre à une vitesse efferente topte la diversité génétique qui s'était naturellement forgée comme moyen de protection contre

des pertes par trop désastreuses. Enfin l'agriculture devient coûteuse en énergie, alors qu'autrefois c'était une activité qui en produisait. Le système alimentaire accapare environ 17 % de toute l'énergie consommée chaque année dans le pays. On estime aujourd'hai que chaque calorie de nourriture produite a nécessité une consommation de 5 à 10 calories de fael (10). Mais peu de gens en concisent que le modèle, conçu en fonction de l'énergie à bon marché, n'a plus sa raison d'être dès lors qu'elle

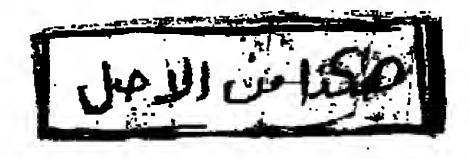
devient aussi onéreuse. croître les profits out incité les Américains à rechercher des débouchés à l'étranger, par la voie de l'aide et du commerce. La production de matériels agricales dépassant les besoins du marché intérieur, les ventes à l'extérieur se sont développées. Ainsi, par exemple, 15 %

des pesticides produits aux États-Unis (dont certains sont d'ailleurs interdits sur le marché domestique) et 20 % des fertilisants sont vendus au-déhors. La réputation de l'Amérique comme premier fournisseur mondial de produits alimentaires n'est plus à faire : en 1977, ses exportations ont représenté plus de 24,5 milliards de dollars, ce qui lui permet à la fois de résoudre son problème de surproduction et de compenser son déficit de balance

des paiements. Le problème alimentaire mondial n'est pas un problème de rareté, c'est un fait de plus on plus largement admis autourd'hui. Ce sont la nature et le contrôle de la production aui sont en cause. Si le modèle américain met l'accent sur les rendements élevés, la domination des grandes sociétés et l'emploi d'une technologie coûteuse en capitaux, il engendre des conséquences sociales, écologiques et politiques que les autres nations ne devraient pas ignorer avant de s'engager dans la même voie. Et cela est particulièrement vrai pour les pays vivant dans des conditions de relative pauvreté, avec des ressources naturelles plus limitées, et moins bien placés dans le système mondial de répartition des richesses. Certes, une application judicieuse des connaissances scientifiques peut apporter un bien énorme. Mais une technologie coûteuse en énergie et en capitaux peut ruiner le tissu écologique et social. En fait le système alimentaire idéal, qui permette de produire à la fois dans la socurité, la stabilité et la justice reste encore

ELEANOR LECAIN.

(1) Cf. Corporation Date Exchange, CDE Stock Ownership Directory: Agribusiness, Corporate Date Exchange, New-York, 1979. (2) National Academy of Sciences, Genetic Vulnerability of Crops, National Academy of Sciences, Washington D.C., 1972. (3) Cary Fowler, The Graham Center Seed Directory, Graham Center, North Carolina, (4) Michael Perelman, Farming for Profit in a Hungry World: Capital and the Orisis in Agriculture, Landmark Studies, Montclair, New-Jersey, 1977. (5) CL Dan Morgan, The Merchants of Grain Viking Press, New-York, 1979. Voir à ce sujet l'article d'Edmond de Clermont, pages 16 et 17. (6) John M. Connor, € Competition and the Bols of the Largest Firms in the U.S. Food and Tobacco Industries s, Working Papers Series 29, University of Wisconsin, favrier (7) Government Accounting Office, Changing Character and Structure of American Agriculture: an Overview, Report OED-7-178, 26 septembre 1976, G.A.O., Washington D.C., 1978, p. 111. (8) James Elightower et Susan de Marco, Bard Tomatoes, Hard Times, Schenkman, Cambridge, Mass., 1978, p. 33, Conspiracy, Doubleday, New-York, 1979, p. 20 et R. M. Hawthorne, c Estimated Damage and Crop Losses caused by Insect-mite Pests, 1974 x. Department of Food and Agriculture, State of California, E-82-14, 4 septembre 1974. (10) John S. Steinhart et Carol E. Steinhart e Energy Use in the U.S. Food System >, Science, 184: 307-316, 19 avril 1974.



(Suite de la page 15)

vailleurs sont séparés de leur famille pendant des années, mais encore, une fois rentrés chez eux. ils touchent des prestations sociales inférieures à callee des travailleurs métropolitains (les économies ainei réalisées sur l'ensemble de la main-d'œuvre immigrée en France représenterait chaque année plus de 2 milliards de francs français (3). La précocupation principale de ces travallieurs sous-payes à qualification égale et employés dans des conditions précalres est de se ménager au pays les moyens d'assurer leur insertion pendant les périodes de chômage et de maladie, ainsi que la survie de leur familie qui prépare leurs futurs remplaçants, c'est-dire leur tiles ou improductifs (pèlerinages construction de mosquées, achate de bétail, prestations matrimoniales) tissent. en fait ce réseau d'alliances par lequel les travalleurs exlés préparent leur réinsertion dans le milleu villageois qui,

seul, leur assure une sécurité que les patrons étrangers refusent. Enfin, au-delà des investissements sociaux, les populations riveraines du Sénégal investissent bei et bien dans des entreprises normalement à la charge de la puissance publique et pour lesquelles alles paient l'impôt La visite de plusieure villages de la vallée en compagnie d'une délégation de travailleure migrants nous a convaincu de leur volonté de s'organisar pour suppléer, dans leurs limites, aux carences du pouvoir. Dans tous ces viilages, des associations d'hommes et de fammes, allmentées par les cotisations des émigrés et le travail des adultes présents, s'emploient à creuser et à faire creuser des puits dépassant le niveau des eaux saumātres auguel s'arrêtent trop volontiers les services officiels de l'hydrauécoles — pour lesquelles le ministère de l'éducation ne fournit pas assez de maitres. — des dispensaires — dont on attend les infirmiers. - des bureaux de poste - sans postiers ni téléphone pourtant promis par les P.T.T.

Bouleversement des méthodes de culture

ES populations portent un intérêt évident aux cultures irriquées que proposent diverses agences d'aide ou administratives, telle, en particulier, la SAED (Société d'aménagement et d'exploitation des terres du delta). Ce mode de culture vise à préparer les paysans - sans qu'ils en soient clairement avertis - aux conditions de production agricole imposées à l'avenir par la construction des barrages et la régulation du fleuve. Aux cultures de décrues (culture du mil surtout) seront substitués des casiers rizicoles sur terrains artificiallement irrigués. Deux types de terroire sont ainsi expérimentés : les grands et les petits périmètres. Les premières conclusions ont été consignées par l'O.M.V.S., en July 1978, dans un rapport non diffusé dans le public (4).

Sur les premiers, le planage, le pompage, le contrôle des eaux (5) et les labours sont mécanisés et entrepris par les sociétés d'intervention. Mais les paysans bénéficiaires des parcelles, constate le rapport socio-économique, se sentent trop à l'écart des responsabilités, et l'on explique ainsi que, sur 4510 hectares semés en 1977-1978, 1 570 seulement alent été récoltés, les autres avant subi divers accidents que n' les paysans, dépourvus d'initiative et de movens, ni les techniciens, empêtrés dans leur bureaucratie, n'ont pu conjurer. Le coût monétaire de la production entraîne des charges financières que les paysans ne peuvent supporter, ce qui pousse les sociétés d'intervention à user de coercition pour récupérer les sommes dues, L'accrolssement de l'endettement proyoque un problème jugė sérieux, entretenant une crise latente. Enfin. les rendements étant inférieurs à ce qui était attendu, on envisage de convertir les grands périmètres en petits.

Sur ces demiers, des parcelles d'une vingtaine d'ares sont réparties entre des families volontaires qui entreprennent toutes les opérations culturales à l'exception des aménagements hydrauliques, dont elles assurent néanmoins l'entretien. A titre d'essal et d'encouragement, les premières compes sont fournées gratuitement seul le coût du gasoil étant à la

charge des paysans. Cette formule a donné, en certains lleux, de spectaculaires rendements à l'hectare, en particulier à Gedde où opèrent des experts venus de Chine. Bien que les paysans se sentent davantage impliqués dans cette formule et manifestent un grand intérêt, des probièmes demeurent. Le rapport socio-économique provisoire de 1978 en énumère quelques-uns : le coût de l'andiguement et de l'Irrigation : les surfaces immuables des périmètres, actuellement limitées à 20 ou 25 ares ; le fait que ces périmètres colent généralement installés dans des zones sans protection contre les grandes crues décennales qui risquent de les détruire à tout moment (6), etc. Ajoutons

que si, sur les petits périmètres, le ren-

dement des surfaces est comparativement élevé, le rendement du travail - générajement ignoré des promoteurs - semble, seion les paysans interrogés, beaucoup moins satisfalsant. Le riz demande davantage d'efforts que le mil, mais la SAED refuse d'aménager des pérknètres pour d'autres cultures que le riz, maigré les avis des agriculteurs de certains villages aul escomptent du mil un rendementtravall supérieur. Cette préoccupation du rendement-travall, opposé au rendementsurface, est pourtant légitime de la part d'une paysannerle dont la moité des effectifs masculins est absente à tout moment (7). Le rendement des superficies semble être, néanmoins, la préoccupation exclusive des sociétés d'Intervention.

Dans l'état actuel de l'exploitation des petita périmètres irrigués, les seuls fraie monétaires assumés par les paysans, le prix du fuel pour l'alimentation des pompes, se révèlent trop lourds, en blen des ces. On s'en étonne mais, ici encore. Il semble que les promoteurs de ces prolets ne sachent pas faire la différence entre la production d'une valeur d'usage (en l'occurrence, danrées destinées à la consommation familiale) et celle d'une valeur d'échange (produits destinés au marché et susceptibles de rapporter du numéraire). Selon les experts, il faudrait, pour dépasser le seuil de l'autosubsistance et permettre un revenu monétaire. doubler les surfaces actuelles de 25 ares, ce qui semble une perspective très éloignée. Rien ne pouvant donc être vendu de la production vivrière, entièrement consommée par les producteurs, on ne peut en attendre des revenus monétaires avec lesquels payer les frais de production, si tant est que des débouchés solent créés. Le rapport conclut sur une constatation pessimiste : « La culture imiguée n'est pas une solution d'avenir, elle n'est qu'une transition vers l'aménagement de la valiée

en grandes unités naturelles d'équipement... L'augmentation de la production agricole et des revenus ruraux viendra plus de l'amélioration de la productivité des cultures fluviales que de l'irrigation. La contribution de cette dernière, sans être négligeable, dépendra cependant d'une réforme de la structure des prix entre facteurs de production des produits agricoles, difficilement réalisable dens un proche avenir. - En somme, les difficultés proviennent de l'Intrusion d'un capital monétaire dans l'agriculture de subsie-

Les cultures traditionnelles ne possient pas ce problème. Sur les terres de décrue, l'irrigation se faisait en fonction de l'énergle fournie par les crues du fleuve. Cette

énergie, captée grâce aux travaux séculaires d'amédagement du terroir entrepris par lee paysans, exigealt un investiscement en travall mais aucun débours. aucun recours aux produits du marché ni au capital. Il n'en est pius ainsi avec l'Imigation artificielle. Par la construction des barrages, l'énergie du fleuve sera détournée à des fins de production d'électricité destinée aux industries ou pour rendre le fieuve navigable. Rien de cette énergie ne reviendra plus aux paysans riverains. En droit, ils en sont dépossédés sans contrepartie. En droit, Ils sont en mesure d'exiger des responsables du projet une compensation permanente pour l'énergie fluviale dont lis seront privés à lamais par ces travaux.

THE FAR

Menaces sur le milieu

A AIS, au-delà de cette epoliation. M la construction de deux grands barrages aux deux extrémités du fleuve Sénégal aura des effets considérables sur le mode de vie des populations de la vallée, qu'on ne semble pas avoir mesurés avec attention. Les documents provisoires et confidentiels eur les conséquences écologiques du projet ne sont guere optimistes. Tout souligne la faiblesse relative des avantages par rapport aux effete néfastes eur le milieu: et tous insistent sur la nécessité de procéder à de nouvelles études pour en pailler les inconvénients.

L'influence sur le climat sera négligeable, car les surfaces des lacs artificleie n'augmenteront la pluviosità au mieux, que d'un millimètre. Par contre. les effets négatifs sur la pêche dépassent les avantages attendus de l'augmentation du volume des eaux dans les lacs de retenue, donc du peuplement piscicole. On prévoit la disparition des espèces qui se reproduisent dans les eaux de salinité variable de l'estuaire, telles que le bar tacheté et la crevette rose. Le barrage de Diama séparera, en effet, et de façon radicale, les eaux douces des eaux salées, ce qui, selon les termes du rapport provisoke, entraînera des conséquences d'une portée incalculable aur le cycle biologique des poissons et des plantes ». Le barrage de Diama provoquerait ainsi une baisse de production de 3 000 à 5 250 tonnes de poissons. sans compter les répercussions néfastes sur les mollusques et crustacés du delta.

Quant au barrage de Manantail, el l'on prévoit un accroissement du peuplement dans sa retenue d'amont. Il provoquers en avai une réduction du champ d'inondation où vivent les espèces pendant la crue, ce qui se traduira par une baisse de 50 % du rendement de la pêche sur toute la longueur du fleuve. En outre, la pollution provoquée par une navigation croiscante sur le fleuve augmentera encore se pourcentage. L'O.M.V.S. a élaboré. à usage interne, plusieurs études eur les effets des aménagements hydrauliques eur l'écologie. On y découvre que le lamantin, déjà rare, et le crocodile, sont voués à la disparition. Des menaces comparables pèsent sur la flore aquatique, evec de graves conséquences pour les riverains. Non seulement la prolifération prévue de certaines plantes risque de faire baisser le rendement des réseaux d'irrigation en les obstruant, mais élles

offrent un habitat favorable aux moliusques porteurs de shisostomes, vecteurs de la bilharziose. Le déboisement des fonds des lacs artificiels, incomplet cu même nul en raison du coût et de la durée d'abattage des arbres, provoquera un envahissement par les mauvaless herbes, vecteurs d'autres maladies. Enfin. l'un des rapports prévoit aussi un « impact négatif » sur la mammalogie et l'herpétologie (mammifères et serpetis). c'est-à-dire deux composantes majeures de la faune.

Maigré les ellences officiels, certains villageois s'inquiètent de ces projets et e'interrogent sur les mesures à prendre. A terme, c'est en effet la disparition du payeannat actuel qui est en cause - soit une population de plus de sept cent mille personnes promises à une émigration croissante et définitive vers des marchés du travali de plus en plus étroits et lointains, ou à la projétarisation, pour la majorité de ceux qui resteront sur place. Pour les travailleurs migrants qui y trouvaient le complément de ressources leur permettant de vendre à bon compte leur force de travail et d'avoir accès au numéraire, cette zone de repli est menacée de disparition. Avec elle disparattront les conditions économiques de l'émigration tournants. On ne pourrait que es réjouir de l'extinction d'un mode l'exploitation du travail particulièrement odieux, s'il n'annoncait l'expropriation et l'exode de centaines de milliers d'hommes et de femmes. Une fois de plus, au nom du « développement », une population tout entière cera-t-elle sacrifiée aux impératifs stratégiques de la guerre des matières premières?

CLAUDE MEILLASSOUX.

(3) CL le Monde du 11 décembre 1979, (4) Haut commissariat de l'OMVS. direction de la planification et de la coordination, Etude accio-économique du bassin du lieuve Sénégal - Rapport intérimeire (fin de la phase d'observation qualitative), Dakar, juin 1978.

(5) Il y a trois types de grands périmè-tres selon qu'ils sont l'objet de toutes ces opérations ou de certaines seniement. (6) Les rapporteurs ne cachent pas leur inquiétude de voir revenir une saison des pluies normale qui aurait pour effet de détourner les paysans de la culture irriguée...

(7) Le mil reste ansai l'alimentation préférés des paysans.

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES RÉCENTS :

e Sophia Beasis, c l'Arme alimentaire ». Maspéro, Paris, 1979 : des origines de la dépendance alimentaire du tiers-monde aux politiques actuelles, qui tendent à préserver l'hégémonie des grands pays industrialisés dans le domaine de la production et de l'organisation des marchés. Sophie Bessis fait notamment le point des recherches les plus récentes sur les difficultés du monde paysan autochtone face à la pénétration des méthodes et de la technologie importées. Conclusion : la pénurie n'est pas une fatalité, et le problème est d'ordre politique.

● « Croissance des jeunes nations : consacre un numéro spécial à « La faim dans le monde », où les auteurs s'interrogent, cux aussi, sur les raisons de la persistance du « goulag de la faim ». Un motif d'inquiétude supniémentaire et une note discordante dans les opinions habituellement dispensées sur la Chine : Woltek Zafanolli estime que, dans ce pays aussi, e la faim reste à vaincre > (nº 215, mars 1980. Paris).

● « Les problèmes agricoles du tiersmonde > : sous ce titre, le cahier nº 382 de e Problèmes politiques et

sociaux a reproduit une sélection de textes récents tentant de dégager les causes réelles de la faim (« la Documentation française z, 15 février 1980.

A LIRE EGALEMENT :

· Frances Moore-Lappé et Joseph Collins, & Food First, Beyond the Myth of Scarcity », Roughton Mifflin Company, Boston, 1977.

. H. Derriennic, e Famines et dominations on Afrique noire, paysans et éleveurs du Sahel sous le joug », éd. L'Harmattan, Paris, 1977.

e Albert Provent et François de Ravignan, « la Nouvel Ordre de la faim, révolutions paysannes », Le Seull,

ness ». Faber, Londres, 1977. . Sugan George, & Comment meurt

Colin Tudge. C The Famine Busi-

l'autre moitié du monde ». Laffont. Paris, 1978.

· Frances Moore-Lappé et Joseph Collins. e l'Industrie de la faim », éd. L'Etincelle, Paris, 1978.

Diversification

et supranationalité

LE RÈGNE DES CONGLOMÉRATS CÉRÉALIERS

Par EDMOND DE CLERMONT

ES déluges de rapports produits par l'ONU, les organismes gouvernementaux et intergouvernémentaux sur le commerce mondial des céréales ignorent avec une remarquable constance le cœur de problème : les structures oligo-polistiques de pouvoir des géants cérégliers travaillent en étroite concertation. Or, ovec des activités bautement diversifiées, ces conglomérats sont tout à fuit caractéristiques de l'évolution du capitalisme en ce dernier quart de siècle.

Dan Morgan, journaliste au « Washington Post», donne dans un ouvrage récent qui vient d'être traduit en françois (1), un aperçu particulièrement éclairant de l'histoire et des techniques de ceux qu'on ne peut qu'improprement appeler « négociants en céréales » tant ils ont la baute main sur une très large gamme d'autres produits.

Sept familles se partagent la totalité du commerce des céréales : les Fribourg, chez Continental; les Hirsch et les Born, chez. Bunga; les Cargill et les Macmillan, chez Cargill, les Louis Drayfus et André, chez les grandes sociétés qui portent leur nom. Ces personnolités possèdent des pusseports suisses, françois ou américains. Mais leurs intérêts

supra-nationaux, et les super-bénéfices av'elles en tirent, se situent inévitablement en marge de tout impératif national. Leurs sociétés se sont dotées de structures identiques pour servir des fins communes. Non seulement les membres de cette confrérie internationale possèdent la majeure partie des actions de ces géants céréaliers, mais ils occupent en leur sein tous les postes importants : président du conseil d'administration, directeur général, etc. On se trouve en présence d'un phénomène historique du même type que celui qui a permis à la famille Michelin de continuer à contrôler le troisième producteur de pneus du monde, aux Rothschild de conserver leur empire bancuire. leurs intérêts miniers, agricoles et industriels, ou à Henry Ford de rester le maître de son entreprise de construction automobile. Dans le « grain business », le pouvoir familial reste, plus encore qu'ailleurs, absolu et n'a de comptes à rendre à personne.

En tant que transformateurs, transporteurs et distributeurs, les cinq grands conglomérats sont dans une situation idéale, grâce à la synchronisation toujours plus poussée de leurs operations, pour étendre encore leur zone d'influence au cours des années 1980. Le tableau ci-dessous donne une idée du coût des

IMPORTATION DE PRODUITS ALIMENTAIRES ET DE CÉRÉALES DES.PAYS CAPITALISTES SOUS-DÉVELOPPÉS (en millions de dollars)

Rubriques	1960	1977	1985 (estim.)
PROD. ALIMENT. Pays sous-dév. (1). CÉRÉALES.	5 090	25 238	58 142
Pays sons-dév. (1). OPEP	1940 387	9 105 3 403	19 517 11 156

importations de produits alimentaires dans les pays capitalistes sous-développés (y compris ceux de l'OPEP). Selon les prévisions en matière de mouvements de population (graphique ci-contre), en prenant l'hypothèse la plus bosse, celle d'un taux de croissance anauel semblable à celui des années 1960-1977, on errive à une fantastique facture pour les produits alimentaires : 58 milliards de dollars pour 1985, qu'il faut replacer dans le contexte

de l'endettement croissant (actuellement 315 milliords de dollars) de ces pays. Encore que le toux de croissonce retenn ici soit fort modeste, compte tenu de l'explosion démographique et de l'augmentation des coûts des produits dérivés du pétrole atilisés en agriculture.

Dans les pays sous-développés, des millions de gens meurent de faim on souffrent de malnutrition endémique, mais le club des Cina continue de réaliser de florissantes affaires, comme cela a toujours été le cas depuis le plan Marshall et la promulgation de la loi 480 aux Etats-Unis (2). Cargill, le plus puissant des cinq conglomérats, affiche tous les traits du pouvoir céréalier et incarne bien la puissance de géant collectif.

Pouvoir pyramidal

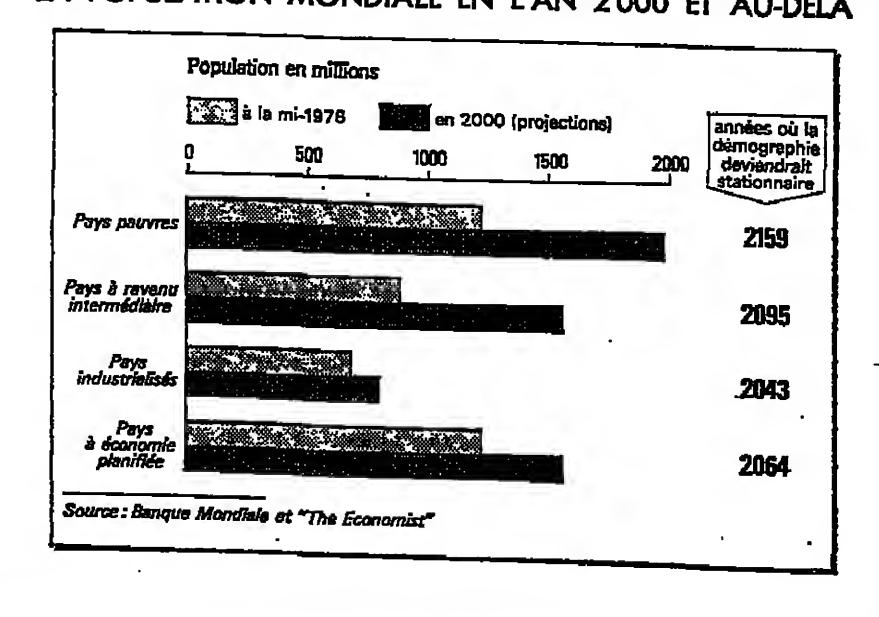
EN décrivant la pyramide de ce pouvoir, le Commissaire à l'agriculture du Nord-Dakota fit ce commentaire, qui pourrait tout aussi bien s'appliquer à la France, à l'Argentine, à l'Australie et à tous les pays producteurs de céréales : « A la base de cette pyramide, il y a les trente mille fermiers de l'Etat qui, discrètement dirigés en sous-main par Minneg-

polis (3) sont « coiffés » par une Bourse aux céréales ayant à son tour pour principaux clients six grands exportateurs. C'est ce trajet qu'emprantent les récoltes de cérécles. Plus on s'élève dans la hiérarchie, plus le pouvoir et l'information aux fins de commercialisation sont concentrés entre les mains de quelques-

MRS. 3 Cargill donne le ton. Actuellement, les exportations annuelles de céréales dépossent 23 milliards de dollars et le commerce global des produits alimentaires 50 milliards. En 1974, la part de Cargill dans les exportations de céréales américaines a été de 42 % pour l'orge, 32 % pour l'avoine, 29 % pour le blé, 22 % pour le sorgho, 18 % pour le soja et 16 % pour le mais. Selon « Business Week », le total des ventes de Cargill, en 1979, devait dépasser 12,6 milliards de dollars, soit davontage que celles de Du Pont en 1978 (10,8 milliards). Cependant, la moitié de ce volume d'af-

faires et plus des deux tiers des bénéfices proviendront d'activités hars du secteur céréalier (acier, volaille, minoterie, conservation de la viande, coton, transformation du soja, aliments pour bétail (voir graphique page 17). La diversification s'est également accélérée chez les outres membres de la famille céréalière. Ainsi, le plan d'expansion de Louis

Drayfus precisoit, le 23 juillet 1976, que « Louis LA POPULATION MONDIALE EN L'AN 2000 ET AU-DELA



Une B

I'S REVE

A 4

Urbanisation, bouleversement des habitudes alimentaires importations de céréales

SHOIAL

Asce. Pour w

Benedradita ettat in 1822 20 1 1990

vos mandere a gar um ben

Woods de de les en le commente

1974. to your as 200 200 35

WE'AN 200 ET ALCEL

CLAUSE MELLAN

- : _-:* _-:*:

-- - 3 %_

Un effet de la rente pétrolière au Nigéria

L'Egypte, l'Algérie et le Maroc parmi les pays africains qui importent plus de 1 million de tonnes de céréales par an. Il reste, cependant, comme eux un grand producteur : 8 millions à 9 millions de tonnes de céréales ces dernières années, dont 80 % fournies par les mils et les sorghos du Nord, alors que l'alimentation des populations des zones tropicales du Sud reste fondée sur les racines et tubercules (28 millions de tonnes en 1976) et dens maindre populations de tonnes en 1976) et dens milions de tonnes en 1976) et dens milions de tonnes en 1976 et dens milions et 1976) et dans une moindre mesure le mals et le riz. Sanf pour ces deux derniers produits, la production céréalière stagne et celle du manioc es de l'igname croit moins vite que la démographie. La ration alimentaire moyenne se détériore depuis 1960 et la population urbaine, qui augmente depuis quelques années an rythme impressionnant de 11 % à 13 % par an, est de plus en plus difficile à nourrir.

Ce qui caractérise avant tout la situation alimentaire du Nigéris, c'est l'étendue d'un marché intérieur potentiel de près de cent millions d'habi-tants, de loin le plus important du continent, et la rapidité avec laquelle les importations ont augmenté depuis le bond en avant des exportations de pétrole. Les achats de ble à l'étranger. qui avaient lentement progressé au cours des vingt dernières années pour atteindre 880 000 tonnes en 1975, passent à 743 000 tonnes en 1976 et à plus de 1 million en 1978; selon les estimations gouvernementales de 1976. elles devaient atteindre 575 000 tonnes cette année. Les importations de riz croissent encore plus rapidement (45 000 tonnes en 1976, 400 000 tonnes l'année suivante) et celles de maïs, plus récentes, devraient, selon nos estimations, dépasser les 100 000 tonnes,

La production de blé est insignifiante. Dès 1959, le gouvernement encouragea le développement des périmêtres irrigués dans le Nord dans le souci de réduire les importations. Mais depuis, la production a baissé de plus de 50 % (7000 tonnes en 1976) de même que les rendements. Parallèlement, la consommation de pain s'est considérablement élargie. Elle a suivi jusqu'au milieu des années 1970 un schema classique : les importations de farine, favorisées par la promotion des exportations américaines au titre de l'aide alimentaire, entretiennent et satisfont la demande croissante de pain. Celui-ci, en raison d'un prix relatif élevé, reste toutefois un aliment de luxe : le développement escompté

Le rôle de l'Etat

 ○ OMME toutes les entreprises étraneères. Flours Mills est soumise à la loi sur la « nigérianisation » progressive du capital étranger. A ce titre, la participation de l'Etat attei-gnait 60 % er 1977. La crise des paiements de 1978, après une chute des exportations de pétrole, a conduit l'Etat à réduire sa participation à 40 % dans les entreprises agricoles esin d'attirer les investissements dans ce secteur. Mais si le guasi-monopole de Flours Mills dans la transformation des blés importés demeure intact depuis une quinzaine d'années, il y a tout lieu de penser que c'est la participation de l'Etat qui lui a permis

de la consommation dépend essentiellement de l'augmentation des revenus de certaines couches urbaines (1). L'accélération des importations ali-

mentaires est sans conteste le résultat des profondes et soudaines transformations de l'économie nationale. Au début des années 60, le Nigéria faisait figure de prototype de l'économie d'agro-exportation héritée de la colonisation : premier producteur et expor-tateur mondial d'arachide, deuxième de cação, premier producteur mondia de palmiste et d'hulle de palme, premier producteur africain de caout-chouc. Avec le coton, ces produits représentaient encore, en 1968, 62 % des exportations totales en valeur; en 1974, ils ne comptaient plus que pour 5 % dans un total d'exportation multiplié par quatorze en six ans et constitué à 93 % par les devises tirées du pétrole brut. La crise de l'agriculture résulte en grande partie des bas prix qui furent trop longtemps payés aux producteurs par les offices de commercialisation des cultures de rente; le développement accéléré du marché intérieur, que stimule la diffusion de la rente pétrollère, a pour sa part contribué à créer une crise

Les firmes multinationales intervenant dans le secteur agricole ont anticipé et favorisé ce mouvement. En 1962, la principale compagnie maritime américaine qui acheminait la farine à Lagos installe dans ce port, avec l'aide de l'Etat, la première meunerie: Flours Mills of Nigeria (F.M.N.). Les importations de blé prennent alors le relais de celles de farine, Aujourd'hui, Flours Mills traite près de 85 % des blés importés et dispose des seuls silos existant dans

ce pays (2). L'exemple de Flours Mills montre que les firmes s'insèrent d'autant pins facilement dans cette multinationalisation de l'économie, qu'elles occupent depuis longtemps une place importante, parfois décisive, dans ses rouages. Disposant d'un quasi-monopole dans cette branche (3), avec les moyens de le défendre face à l'Etat. l'entreprise possède les attributs classiques des multinationales. Mais elle ne cherche ni à contrôler ni à prendre la place des nombreux agents privés qui assurent la transformation de la farine et la distribution du pain; pas plus qu'elle ne tente d'élargir son emprise en s'opposant à la politique gouvernementale. Bien au contraire. le développement de ses activités passe par les rapports étroits qu'elle établit avec les uns et les autres.

jusqu'ici de se prémunir contre l'entrée de nouveaux concurrents sur le

marché (4). Une autre mesure étatique d'importance est la réglementation douanière. qui joue un rôle déterminant dans l'orientation des investissements. même si la difficulté de contrôler les frontières permet un traffic considérable (5).

En fait, c'est en premier lieu la politique économique du gouvernement fédéral et sa gestion de la rente pétrolière qui ouvrent un espace à la firme multinationale. La diminution de la production agricole vivrière par

Pour traiter le blé importé à un prix avantageux, la société Flours Mill, au Nigeria, dispose d'un quasi-monopole. L'Etat luimême contribue à consolider cette rente de situation. Et voici que progresse la consoumation de paix dans les villes, alors que le pays ne produit pratiquement pas de blé. Sur la liste des expertations, le pétrole, il est vrai, a éliminé la plupart des grands agricoles ventes autrefois

Par JOHNY EGG #

l'étranger.

habitant s'est traduite par des difficultés croissantes dans l'approvisionnement des zones urbaines et par une flambée des prix des aliments sur les marchés. Par exemple, dans l'Etat de Kano, grand producteur du Nord ce-réalier, les prix du mil sur le marche passe entre 1976 et 1978 de 136 nairas la tonne à 346 nairas, celui du riz de 258 nairas la tonne à 361, et celui du blé de 303 nairas à 554. Ces prix sont en moyenne deux fois plus élevés que ceux pratiqués sur le marché mondial, et leur progression, largement supérieure à l'indice d'inflation moyen, déjà fort élevée. L'approvisionnement des villes à des prix relativement bas devient, des 1975, un problème crucial pour l'Etat nigérian. Grâce à l'accroissement de ses ressources budgétaires (6), il cherche à le résoudre par une politique en deux volets : modernisation de la production vivrière (innovation dans la politique agricole réservée jusqu'alors aux produits destinés à l'exportation) et libéralisation des importations. Les droits de donanes sur les céréales sont abaissés de 40 % à 10 %. Les entreprises de première transformation des céréales bénéficient des lors d'une protection de la part de l'Etat puisqu'elles trouvent sur le marché international un approvisionnement à des prix bien inférieurs à ceux du marché intérieur. En 1976, la tonne de ble américain déchargée à Lagos coûtait 128 nairas : elle était vendue 170-180 naires à la firme multinationale de Kano, alors que, sur le marché intérieur, son prix dépassait 300 nairas. En 1978, cette rente de situation s'accroit considérablement pour Flours Mills : les prix à la production s'élèvent brutalement, alors que ceux du marche international restent exceptionnellement bas et que les importations augmentent avec la demande. La même faveur joue pour le mais importé pour alimenter l'industrie naissante d'aliments du bétail, d'autant plus forte dans ce cas que la production et la consommation locales sont plus importantes que celles du blé. Ainsi l'Etat fonde-t-il sur les firmes multinationales sa politique d'approvisionnement des villes

prix-plafond pour la farine main-tenir un prix du pain relativement bas par rapport à l'ensemble des prix des produits alimentaires locaux. Le transformateur, quant à lui, est en mesure de tirer parti des variations de prix sur le marché international des céréales, d'autant qu'il dispose des seules installations de stockage du pays (7). Cette politique, de la part de l'Etat,

Tout en laissant une large marge au

transformateur, il peut (en fixant un

a eu des répercussions importantes sur les habitudes de consommation de la population urbaine. Le pain n'est plus l'aliment de luxe des années 60. Il

prend une part croissante dans le régime alimentaire des populations des grandes villes du Sud au détriment de l'igname, de la farine de manioc et des céreales traditionnelles. On a calculé que les céréales importées appor-taient, en 1976, 440 calories à la ration théorique moyenne des habitants de Lagos et près de 700 en 1978, soit le tiers de la ration totale. De fait, l'indice des prix alimentaires a baiscé dans la capitale. La consommation de pain dans les autres villes est moins importante mais progresse rapidement, notamment dans le Nord, traduisant les énormes potentialités de ce mar-

Echapper aux coûts de la distribution

M AllS la consommation de pain n'augmente pas seulement en rai-son de son prix relativement bas. Le mode de vie urbain, avec le dévelop-pement des emplois, des restaurants collectifs et la multiplication des déplacements, modifie les habitudes de consommation. Si Flours Mills a directement profité de ces changements c'est avant tout parce qu'elle s'appuie sur un secteur de distribution très dispersé, capable de s'adapter aux formes de la demande. Les marchands ambulants, par exemple, qui vendent du pain dans les gares, dans les par-kings, etc., ont beaucoup contribué à l'accroissement de la consommation. Les ventes de farine de Flours Mills s'arrêtent, en effet, aux boulangeries industrielles et aux gros commerçants. La firme se garde d'intervenir en aval, dans le secteur très hétérogène des boulangeries artisanales (plus de six cents à Lagos), des intermédiaires des détaillants et des marchands ambulants. Ainsi, tout en évitant d'avoir à assumer les coûts de la distribution sur un marché très fragmenté, elle bénéficie néanmoins de la souplesse des agents locaux.

Précédents articles :

- UNE ARME POLITIQUE DE CHOC: L'ALIMENTATION (dossier de six pages, numéro de septembre 1975).

- L'AGROBUSINESS EN AME-RIQUE LATINE (dossier de cinq pages, numéro de septembre 1978). - PAYSANS DEPOSSEDES DE

numéro de juillet 1979). — Un village du Niger devant les experts occidentaux, par Francois

LA TERRE (dossier de six pages

- L'agriculture voltasque dans le piège de la dépendance, par René Dumont (mars 1978).

de Ravignan (octobre 1977).

— La Banque mondiale et le « développement » agricole du tiersmonde, par Frances Moore-Lappé et Joseph Collins (juin 1979).

Dans les campagnes, les activités de transformation artisanales sont jusqu'ici restées à l'abri de la concurrence des céreales importées (9). En effet, le coût de production y est faible pulsqu'il s'agit d'activités intégrées dans les pratiques domestiques, alors que. à l'inverse, l'élévation des coûts de transport tient les céréales importées à l'écart des zones rurales. Pour combien de temps encore? L'accroissement des importations et l'amélioration des moyens de transport peut rapidement renverser cette situation.

(1) Cf P. Ellby, «Patierns of Bread Consumption in Nigeria». in Food Research Institute Studies, 5 (1), 1965, pp.

(2) Sa capacité de meunerle approchaît 800 000 tonnes début 1978, répartie entre Lagos (600 000 tonnes), Kano (120 000 tonnes; et Calabar, mais va augmenter, notamment dans le Nord, avec une nou-velle unité à Maiduguri.

(3) La Nigerian National Supply Com-pany, créés récemment par l'État pour suppléer aux importations du secteur privé, n'a acheté jusqu'ici que de faibles quantités de céréales (riz surtout).

(4) Voir sur ce point O.-O. Soleye, The politico-economic position of multinational corporations : a Nigerian example » (à partir d'une fabrique de ciment). In Multinational Firms in Africa. ed. par C. Widstrand, IDEP, Dakar and Scandinavian Institute of African Studies, Uppsala, 1975, pp. 196-209.

(5) D'après le ministère du commerce. ce sont 30 % de la farine produite au Nigéria par la firme multinationale qui trouvent ainsi de plus hauts prix dans les

(6) En 1977, la fiscalité pétrollère a rapporté au gouvernement fédéral plus de 6 milliards de nairas (40 milliards de francs), soit 76 % de ses recettes budgé-

(7) De la même manière, l'Etat favorise le développement de l'élevage des poules pondeuses, en n'exerçant cette fois aucun contrôle sur le prix des aliments composés, produits pour une large partie par la firme d'origine américaine Pfizer. (8) A Kano, Piours Mills vend de la farine complète destinée aux préparations

traditionnelles, concurrencent ainsi directement les céréales locales. (9) Cf. Eb. Simmons, «The small scale rural food processing industry in Nor-

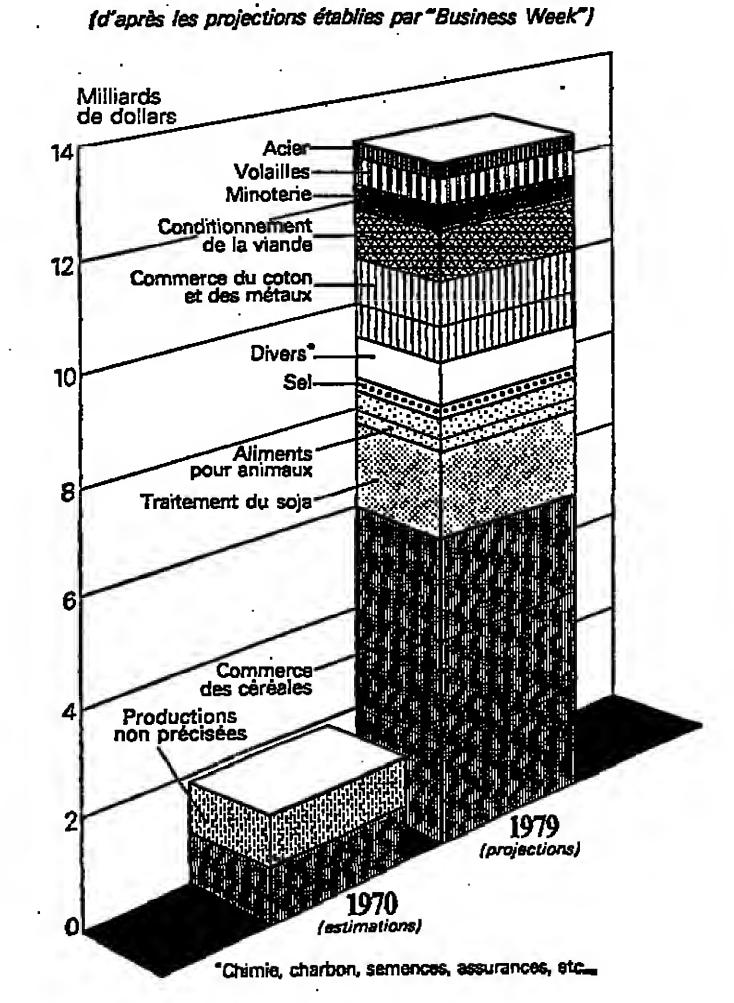
thern Nigeria a, in Food Research Insti-

tute Studies, vol. XIV (2), 1975.

Drevfus déploje aujourd'hui des activités aussi diverses que la restauration en France, les systèmes d'irrigation au Proche-Orient, l'hôtellerie au Brésil. la verrerie et le bois en Amérique da Sud, la construction d'immeubles de bureaux aux Etats-Unis et au Canada. » L'expansionnisme de Cargill est alimenté par

les bénéfices du commerce des céréales. Pour renforcer encore davantage sa position dominante dans ce secteur, le conglomérat investit chaque année 150 millions de dollars en vue d'augmenter sa capacité de stockage et de manipulation de 50 % en 1984, date à laquelle sa part du marché américain pourrait

L'ORIGINE DES REVENUS DE CARGILL EN 1979



s'élever à 35 %. La dynamique de l'accumulation fait que la firme ne peut se limiter aux frontières des Etats-Unis et qu'elle s'implante de plus en plus sur les marchés étrangers, a mettant ainsi la main sur des sources d'approvisionnement supplémentaires pour se protèger de toute chute de production aux Etats-Unis \Rightarrow (4).

(*) Chercheur associé au GEREI-INRA.

Les Cinq contrôlent toutes les étapes de la chaine, qui va de l'exploitant agricole au consommateur, en possont par le marché à terme des céréales. Ils ont la haute main sur les « raffineries » qui transforment le blé en forine, les graines de soia en huile de table ou aliment pour bétail, le mais en aliments composés pour bétail ou en édulcorants utilisés dans la fabrication des boissons non accolisées et des glaces. Cargill assure, conjointement avec Continental plus de 50 % de toutes les exportations de céréales des Etats-Upis C'est égulement l'un des principaux exportateurs de blé français et européen. Pris ensemble, les Cinq contrôleut 90 % du blé et du mais du Marché commun. 90 % des exportations d'orga canadica, 80 % des exportations de blé argentin, 90 % des exportations de sorgho australien. Ils ont même pris pied dans les pays de l'Est européen, non pas seulement comme importateurs, mais aussi comme intermédiaires.

Le plaa Marshall et l'envoi d'énormes quantités de céréales américaines à l'Europe avoient ouvert la voie à la pénétration des multinationales céréalières sur les marchés mondiaux. En 1955, Tradax, filiale genevoise de Cargill, s'implantait en Europe et allait devenir l'ane des plus grandes entreprises céréalières du monde. Sa domiciliation en Suisse ouvroit de pouveaux horizons : ce pays était en passe de devenir le centre mondial de la commercialisation, hors des Etats-Uais, des céréales nonaméricaines et de bien d'autres produits de base (coton et café notamment); il était exempt de tout risque d'instabilité politique et de contrôle des changes; la fiscalité y était accommodante et le milieu ne se prétait gaère aux indiscrétions sur les manipulations spéculatives du grand capital.

Cargill n'était pas le seul à avoir reconnu ces avantages. SOCEF et ZURFIN s'établirent à Zurich pour le compte de Louis Dreyfus et de Bunge. Après tout, un toux d'imposition de 8 % est préférable à un taux de 50 %, disait un noste-narale de Continental larsque ce Genève... Tels sont les bienfaits de la supra-

Les grands conglomérats (en particulier par leurs transactions sur le coton et le soia) jouent un rôle prépondérant dans les marchés à terme des céréales et les bourses du blé, aussi bien dans la spéculation que dans les opérations de couverture. Cependant, ce type d'agissements attire de plus en plus l'attention des enquêteurs, devenus plus nombreux et plus déterminés depuis que des scandales récents ont mis en cause le rôle de certaines multinationales.

Il faudrait porter sa curiosité sar des citadelles plus discrètes. Agissant en étroite synchronisation, les Cinq (comme les « Sept Sœurs » da pétrole) organisent leur propre « bourse », échangeant constamment eatre eux des cargaisons de céréales pour réduire les risques et spéculer. Une aptitude à la manipulation qui, d'ailleurs, s'exerce dans bien d'autres secteurs, hors du champ céréalier.

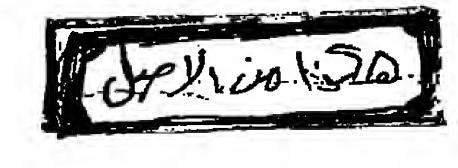
Le changement de régime en Iran a constitue un véritable laboratoire pour la mise qu jour de telles protiques et Dan Morgan, dans son livre, en relate un cas typique. Dans cet Eldorado où les « affaires » se chiffraient par milliards de dollars avant la chute du chab. les importations de céréales étaient passées en valeur de 15 millions de dollars en 1961 à 764 millions en 1977, ce qui en dit long sur la nature du « développement » économique en ce pays. À l'échelle de la totalité des pays sous-développés, fraudes et pots-devin mettent en jeu des sommes représentant des milliards de dollars, au regard desquelles l'« aide » économique dont ils bénéficient paraitrait bien mince.

EDMOND DE CLERMONT.

(1) Dan Morgan, Merchants of Grain, Viking Press, New-York, 1979, 387 pages, public et adapté en français sous le titre les Géants du grain (Fayard, Paris, 1980, 300 pages).

(2) Public Law 480 : votée par le Congrés en 1954, cette loi prévoit notamment, soit la vente des surplus alimentaires américains à des « pays amis » moyennant palement en monnaie locale, soit des fournitures à titre gracieux à des pays appartenant à la même catégorie frappés de

(3) Capitale de l'Etat du Minnesota et siège du plus grand marché de céréales des Etats-



L'action du Fonds international de développement agricole

Aider les pays les plus pauvres

conseil des gouverneurs du Fonds cole (FIDA). Cette réunion a permis notamment, de faire le point sur une opérations en décembre 1977, avec une dotation de 1 milliard de doilars pour d' - accroître la production alimentaire et améliorer le nivesu nutritionnel des populations les plus pauvres, dans les plus pauvres des pays à délicit alimentelre. > L'originalité institutionnelle tient à la participation financière des pays de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) à un niveau proche de celui dea pays industrialisés (436 millions de dollars contre 607), avec pour conséquence une majorité des deux tiers en faveur des pays en voie de développement. Dans la mesure du possible, les décisions se prennent capendant par

Blen accueilil dans le tiers-monde, qui y voit la marque d'un esprit différent de celui de la Banque mondiale, le Fonds envisage le problème de la faim d'une facon nouvelle. Les conditions techniques du crédit sont les mêmes que celles de l'Association Internationale de développement (A.I.D.), filiale de la Banque mondiale : prêts à cinquante ans, avec dix ans de différé et 1 % de commission. Mais, eans négliger les impératifs économiques, le FIDA accorde au facteur trumain une attention particulière. Quel-

— ii s'attache, tout d'abord, à forticommunautés traditionnelles. d'administration vient l'objectif immédiat est d'améliorer l'offre de denrées alimennécessaires à la reprise des activités Honduras, concerne les petits exploitants de la région occidentale qui vivent d'une acriculture de subsistance, à flanc de montagne : c'est sur les comités agricoles de villages que dolt s'appuyer la proiet pour distribuer les crédits et les aldes à la vulgarisation et à la formation, s'efforcant ainsi de restaurer l'autosuffisance dans les hameaux.

- Le FIDA cherche aussi à associer les femmes au développement rural. comme dans les régions de M'Bour et de Louba au Sériégal. Le projet en cours tend à accroître la production agricole, notamment vivrière, et à améliorer les conditions de vie des populations pauvres en les falsant participer davantage à la gestion de leurs propres affaires. Un effort particulier s'adressera aux femmes pour les initier aux nouveaux équipements (moulins, batteuses, pompes). Tenant compte des réalités sociologiques Efricaines. l'approche prendra pour base non pas l'agriculteur, mais des groupes d'agriculteurs volontaires, parmi les plus pauvres des « carrés » de villages. Cent trente mile personnes devralent en béné-

Rempant avec les centraintes souvent draconjegues de la Banque mondiale, un nouvel organisme de financement, directement rattaché à l'ONU, a vecation de prêter des foeds aux paysans les plus démunis. Les pays productems de pétrole sont, bien en tendo, invités à s'associer activement à ce nouvel effort de la communanté internatienale. Et c'est ainsi gu'une nouvelle catégerie de la seguiers — des « banquiers aux nieds uns » ? — est en train de faire seu apparition dans les villages...

Par EDQUARD SAUVIGNON

S'agissant précisément des paysans les plus modestes, le FIDA essale de mettre les crédits à leur disposition de facon immédiate : ainsi, au Pakistan, un projet tend à réorienter le crédit auricole vers les petits exploitants et paysans sans terre. La Barrque pakistanaise de développement agricole, organisme d'Etat dont les tonds bénéficialent jusqu'alors aux grands propriétaires, devra dès la première année du projet, leur consecrer la moitié du montant des prêts à moyen et à long terme. A partir

· Chargé de conférences des facultés de droit. Cf. du même auteur, « Le Fonds international de développement agricole », dans l'Annuaire français de droit international, éditions du C.N.R.S.,

de la troisième année, cette proportion atteindra 75 % et s'y maintiendra par la culte. Dans le cas où aucune hypothèque ni garantie mobilière ne seralent possibles pour les emprunteurs les plus dans la localité, entreprendront de diffuser l'information; un personnel bancaire sera formé aux nouvelles procédures, et les responsables seront équipés de motocyclettes et de véhicules. Pour continuer à assurer cette mission d'aide internationale, les gouverneurs du FIDA ont reconnu, en janvier, la nécessité de reconstituer les ressources du Fonde en les augmentant en termes réclails ont prévu 1,5 mlikard de dollars environ pour les trois années 1981, 1982, 1983. Mais, malgré l'afflux des pétrodollars, les pays de l'OPEP ne se montrent pas disposés à augmenter en valeur relative leur contribution au Fonds, pour la porter au moins au niveau de celle des pays industrialisés. Quel que soit le montant final. Il sera faible par rapport aux 8 miliards de dollars annuels d'aide extérieure (aux prix de 1975) jugés nécessaires par la Conférence mondiale sur l'alimentation. Le FIDA opère cependant, pour une part, en cofinancement avec d'autres organismes internationaux, notamment i'IDA et les banques régionales de développement, parfois aussi les Etats. Environ la moitié des projets qui eeront soumis à l'acceptation du Fonde en 1980 seront cofinancés. De même, pour l'administration des prêts et

le contrôle de l'exécution, il noue des liens avec d'autres Institutions financières. En ce sens, il répond au dési Internationale. L'effectif dollars, est de cent cinquante personnes Le FIDA fait un large appel aux autres institutions chargées de la coopération en faveur du développement, notamment l'Organisation des Nations unles pour l'ailmentation et l'agriculture (F.A.O.). A l'actif de ses trois premières années d'existence, s'inscrivent plus de sobcante projets, dont vingt à vingt-cinq sous sa ceule responsabilité.

BA:

IA RESIS

Cent trente et un Etats participent actuellement aux activités du FIDA, et ia Chine vient d'y adhérer. Bien que ce pays soit classé dans le groupe III (pays sous-développés non exportateurs de pétrole) et astreint à une faible contribution, son entrée mérite attention, face à l'absence des pays socialistes européens, Roumanie et Yougoslavie exceptées. Le FIDA est, certes, une institution financière, mais il n'apparaît pas particulièrement marqué par l'idéologie capitaliste. La thèse celon laquelle la faim n'est du'une conséquence du « pillage = du tiers-monde par les puissances capitalistes industrialisées, auxquelles il appartient de réparer, peut-eile être indéfiniment soutenue? Pour sa part, la France pourrait accroitre sa contribution (32 millions de dollars) en participant directement au cofinancement de certains projets.

Recherches universitaires

T LTIME « confetti de l'Empire » britannique : par l'Order in Council du 8 novembre 1965, le gouvernement de Londres crée le Territoire britannique de l'océan indien, composé de dépendances administratives de Maurice (l'archipel corallien des Chagos. dont l'atoli de Diego-Garcia, au sud des Maldives et à 2000 kilomètres au nord-est de Maurice) et des Seychelles (les îles Aldabra, Desroches, Farqubar dispersées dans la partie occidentale de l'océan Indian). Jusqu'en 1976, le territoire est administré par le gouverneur angials des Seychelles agissant en qualité de commissaire. Depuis la rétrocession d'Aldabra, Desroches et Farquhar aux Seychelles, le 28 juin 1976, jour de leur indépendance, le territoire se réduit à l'archipei des Chagos, et son administration relève d'un commissaire qui réside à Londres, représenté sur place par un officier de liaison de la Royal Navy.

La création d'une nouvelle colonie britannique en 1965, alors que la présence de la Grande-Bretagne dans l'océan indien n'était plus que crépusculaire, avait intrigué les observateurs. Pour Londres, il s'agissait de protéger, à partir d'îlots peu habités, les routes maritimes traditionnelles, devenues « autoroutes des hydrocarbures », dans un océan qui n'est plus la chasse gardée de l'Occident, face à une présence navale croissante des Soviétiques qui permet aux gouvernants de Moscou d'appuyer leurs actions politiques dans la région. mais aussi, en cas de crise, de menacer l'Occident d'une rupture de ses courants de transport maritime. Bientôt, plusieurs accords angloaméricains allaient préciser la vocation du territoire, celle de pivot du dispositif américain dans l'océan Indien, à partir de l'atoli de Diego-Garcia, concu comme un porte-avions fixe, une base de ravitalliement pour sous-marins, un centre d'écoutes et de communications

Cette implantation, puis ce renforcement de la présence militaire occidentale ont provoqué de vives réactions parmi les Etats riverains. particulièrement dans le sud-ouest de l'océan Indien. Les conditions de - vente - aux Britanniques de l'archipel des Chagos, les modalités de la - déportation - de ses habitants, l'utilisation stratégique du territoire : tels cont les trois volets de l'- affaire de Diego-Garcia - que présente, avec une très grande clarté et grâce à une documentation des plus complètes. André Oraison, maître-assistant de droit public à l'université française de l'océan Indien (1).

DREMIERE controverse née de la création du territoire : la séparation des Chagos et de Maurice est une sérieuse « pomme de discorde » entre la coalition au pouvoir à Port-Louis et l'opposition du Mouvement

L'«affaire de Diego-Garcia»

militant mauricien, d'autant plus que le premier ministre qui a négocié la « vente » préside toujours aux destinées de l'île Maurice : Sir Seewoosagur Ramgoolam. Mais y a-t-il eu réellement « vente » ? Non, selon le gouvernement de Londres : l'archipel appartenait déjà à la Grande-Bretagne à titre de territoire d'outre-mer : les 3 millione de livres sterling versés en 1965 étaient une simple compensation destinée au financement de certains projets de développement. Oui, seion le parti travaililete au pouvoir à Port-Louis : Il y aurait eu un dur marchandage, voire un « chantage à l'indépendance » en marge de la conférence constitutionnelle de Lancaster House. La version des semi-opposants du parti social-démocrate est encore différente :

Par CHARLES ZORGBIBE

hostiles à l'Indépendance, ils réclamaient un référendum — que craianaient les chefs de file travaillistes. Ces demiere auraient négocié avec les Britanniques l'- excision - des Chagos contre l'abandon du référendum. Aujourd'hui, les dirigeants mauriclens partent de « malen-

La seconde controverse a trait au sort de la population des Chagos. La Territoire britannique de l'océan indien n'a plus de copulation autochtone : de 1965 à 1972, les mile deux cents « Hois » -- qui habitalent Diego-Garcia, Peros-Banhos et Salomon -- ont été évacués, contre leur gré, vers l'île Maurice. A partir de 1975. avec les débats ouverts au Congrès américain sur l'engagement du Pentagone dans l'océan Indien, la presse internationale s'est émue de la - grande misère des déportés de Diego-Garcia - (2); le Washington Post a dénoncé la « manière honteuse » dont les îlois avaient été traités (3), — lis furent incités à partir par une diminution. puls un arrêt pur et simple des approvisionnements. Exil difficile, dans un pays pauvre et surpeuplé. Relogement précaire dans les bidonvilles de Port-Louis. Difficultés d'insertion dans la société mauriclenne, en très grande majorité Indienne, d'« Nois » qui sont les descendants d'esclaves africains. Mais le problème est encore aggravé par un scandale intérieur mauricien : l'indemnité de 650 000 livres sterling versée en 1972 par la Grande-Bretagne pour faciliter le nouvel établissement des habitants des Chagos a été « retenue » par le gouvernement de Port-Louis, dont le ministre des

finances soutenait, non sans cynisme, qu'« il serait stupide de distribuer cet argent brusquement à des gens simples... qui ne saureient comment le dépenser ». A la suite de la publication à Londres, en septembre 1976, du rapport Russel Prosser, qui dénoncait l'attitude du gouvernement mauricien et soulignait que, depuis le versement de l'indemnité par Londres, le coût de construction d'une maison à Maurice avait augmenté de 500 %, certains Hois — mais non pas tous - ont perçu une compensation de 7 500 rouples, somme particulière-

Enfin, troisième volet de l'« affaire » : la cession à bail à caractère stratégique de Diego-Garcia par l'échange de lettres angloaméricain du 30 décembre 1966 intéresse l'emsemble des Etats riverains. L'opposition de l'Inde, exprimée dès le 18 novembre 1965 par M. Dinesh Singh, vice-ministre des affaires étrangères, devant la Chambre haute de New-Delhi, a été confirmée à chaque étape de l'aménagement de la base de Diego-Garcia, et le 7 février 1974 par Mme Indira Gandhi. La détermination du Sri-Lanka s'est manifestée dans les conférences des non-alignés - particulièrement à Colombo en 1976 - et à l'Assemblée générale des Nations unles. Les « partis et organisations progressistes des lies du sud-ouest de l'océan indien » — le Seychelles People's United Party, au pouvoir aux Seychelles depuis le coup d'Etat de France-Albert René, le Mouvement militant mauricien et le parti communiste de la Réunion mènent une campagne commune pour la désintégration du territoire britannique et la neutralisation des Chagos.

M AlS les voix en faveur de l'« océan Indien, zone de paix » ne peuvent porter loin face aux dures réalités des équilibres stratégiques. Le gouvernement de Moscou a obtenu des « facilités de mouillage » pour ses navires de guerre à Berbera (Somalle) jusqu'en 1977, à Adan (Sud-Yémen), à Umm Qaar (Irak), à Chittagong (Bangladesh). Par sa position géographique et ses équipements sophistiqués, l'atoli de Diego-Garcia permet aux Etats-Unis de surveiller toute la région. A Vienne, le 18 juin 1979, lors de la signature des accords SALT II, MM. Carter et Brejnev s'étaient promis de relancer les entretiens pour la limitation des armements dans l'océan Indien. Promesse engioutie avec les accords SALT II ?

(1) Les Avatars du British Indian Ocean Territory, mémoire ronéctypé, Saint-Denis-de-la-Réunion, 1980. (2) Le Monde, 26 septembre 1975. (3) Washington Post, 9 septembre 1975.

Une Berline d'exception.



La CX Prestige est une Berline dont les solutions techniques et le confort sont les plus avancés actuellement: suspension hydropneumatique, direction assistée à rappel asservi, tenne de route légendaire des grandes Citroën.

La CX Prestige est une reine de la route et des longues distances. Berline racée,

elle sait aussi se tenir dans le monde. Le Département des Relations Internationales de Citroën Champ de Mars est à votre disposition pour vous sommir tout renseignement qu'il vous plairait d'obtenir.

FILIALE DE S.A. CITROËN 6-10, rue de la Cavalerie - 75015 Paris - Télex TT Citro 204.833 F - Tél.:567.55.62

CITROENALIVIAL

CITROËNA

convert des anniversacions

● L'ambassadeur du Canada et Mme Pelletier ont donné une réception le 26 mars en l'honneur de M. Frank MacGuigan nouveau ministre des affaires étrangères du Canada.

• A l'occasion de la fête nationale, trente-cinquième anniversaire de la libération, l'ambassadeur de la Répu-

Calendrier des fêtes nationales

14 - 31 MAI

9 TCHECOSLOV. Anniv. de la libér. 14 PARAGUAY Fête de l'indépend. 17 NORVEGE Pête de la Constit. 25 ARGENTINE Fête nationale 25 JORDANIE Fête de l'indépend. 31 AFR. DU SUD Fête nationale

N.B. — Cette année, la date de la fête nationale israélienne (fête de l'indépendance) était fixée au 21 avril 1980. Elle varie chaque année en fonction du calendrier oregorien.

AV. WAGRAM-TERNES

immeuble pierre de taille, splendide appartem. 4 PIECES, tt cft. Amésagement intérieur exceptionn, Balcons, 4º étage, ascenseur. J.-P. CONDY, 705-31-96.

blique populaire hongroise et Mma Jozsef Bényi ont offert une réception le 1° avril

Le président de la République et Mme Valéry Giscard d'Estaing ont offert un diner le 14 avril en l'honneur du président de la République du Venezuela et de Mme Luis Herrera Camping. ● A l'occasion du départ du ministre

conseiller et de Mme Carl Lamsen et pour présenter leurs successeurs, M. et Mme Ewald Mühlen. l'ambassadeur de la République fédérale d'Allemagne et Mme Herbst ont donné une réception le 14 avril.

• Le président de la République du Venezuela et Mme Luis Herrera Campins ont donné une réception le 15 avril en l'homeur du président de la République française et de Mme Valery Giscard d'Estaing.

EN ANJOU INSTITUTION de PIERRE GRISE 11° à 1° - Petits effectifs

COURS DE VACANCES

Dans belle demenre avec pare 20 h. Vie familiale. Nombreux loisirs actifs. - Ratirapage : acquisition d'une méthode de travail personnel; — Perfectionnement : pour les bons

- Révision : pour la rentrée scoizire. CHATEAU DE LA ROCHE 49780 NOYANT-LA-GRAVOYERE

Tél. : (41) 92-51-78 Références de succès aux examens. Inscriptions pour l'année : 11º à term.

ECOLE INTERNATIONALE DE GENÈVE

LA GRANDE-BOISSIERE 62, route de Chêne 1208 GENEVE (Suisse) Tél: 022.36-71-30

LA CHATAIGNERAIE 1297 FOUNEX (Vaud) (Suisse) Tél.: 022,76-17-76

BACCALAUREAT INTERNATIONAL

Maturité fédérale suisse - Baccalauréat français Internat et externat pour filles et gargons de 12 à 19 ons Sports d'été et d'hiver



CUBA: LE «SOCIALISME RÉEL» ET LA DÉSILLUSION

dirigeants cubains out dechainé la tempéte en faisant retirer le vendredi 4 avril dernier la garde qui protégeait l'ambassade du Pérou à La Havane: ils ne pouvaient ignorer que cette mesure. surtout à la veille d'un week-end, allait provoquer un afflux de candidats à l'émigration. Sans doute les estimaient-ils à quelques dizaines, voire à quelques centaines. Or c'est par milliers qu'ils se présentèrent... L'intention du gouvernement était probablement de dissuader les représentations pérnylenne et vénézuélienne de continuer à pratiquer une politique d'accueil « sauvage » de Cubains hostiles an régime qui pénétraient dans lours locaux souvent par le force. Chaque tentative, réussie ou non, provoqueit des incidents, repris dans la presse internationale, augmentait la tension entre les chancelleries intéressées et avait valeur d'exemple pour d'autres candidate an départ. En leur facilitant les choses, les dirigeants de La Havane pensaient atteindre simultanément deux objectifs : mettre d'abord dans l'embarras le gouvernement péruvien, qui n'a pas les moyens écono-miques d'accueillir beaucoup de réfugiés, et l'obliger ainsi à adopter de son propre chet une attitude stricte a l'egate des Cubains se prévalant du droit d'asile; ensuite et aurtout, se débarrasser des mécontents qui souhaitaient quitter le pays. Le gouvernement avait prévu un simple processus d'autorégulation; c'est un véritable

ENDIAL

Manage 14 1

Present po. "at

400 (32 M 275 15 15 17 77 77

2000 BIPOCIATION 2. 11 77 20 10 2

COURS DE VACANCE

LA CHATAIGNERAIS

Bitters !:

traumatisme qu'il dut subir. Moins d'un mois auparavant, la 8 mars, M. Fidel Castro, s'adressant au troisième congrès de la Fédération des femmes cubaines, avait évoqué la question des « sorties illégales » et laissé clairement entendre que le gouvernement était disposé, en cas de besoin, à utiliser les grands moyens pour que les ambassades étrangères « adoptent des mesures afin de ne pas stimuler les sorties Alégales du pays, sinon nous pourrious nous aussi prenare not mesures ».

Et de faire référence à ce qui s'était passé en 1962 : à l'époque, les Etats-Unis, après avoir vivement encourage les départs de Cuba et reçu de très nombreux émigrés, fermèrent complètement leurs frontières aux centaines de milliers de Cubains encore désireux de quitter l'île et qui avaient sollicité tm visa pour rejoindre leur famille déjà installée, la plupart du temps, en Floride. Dans le même temps, la presse et les autorités américaines accueillaient avec le maximum de oublicité tous les Cubains quittant clandestinement le pays à bord d'embar-

CORRESPONDANCE

La situation sociale au Pérou

A la suite de la publication de l'article de Hugo Blanco intitulé « Contre la terre, contre les gens, contre les verts rêves paysans » (le Monde diplomatique, mars 1980), M. Fernando Guillen, chargé d'affaires a.i. à l'ambassade du Pérou à Paris, nous a adressé la lettre suivante:

Je ne prétends pas nier les difficultés socio-économiques propres à un pays en voie de développement, mais je crois qu'il est de mon devoir de mettre en relief les efforts réalisés par le gouvernement du Pérou pour améliorer la situation des classes les plus défavorisées du pays en procédant à des réformes importantes de la structure économique, comme la réforme agraire et celle du secteur industriel.

En effet, des grèves se sont produites dernièrement qui ont donné lieu à quelques affrontements entre travailleurs et forces de l'ordre. On ne peut, sans courir le risque de donner une impression fausse de la réalité péruvienne, les présenter comme une situation courante au Pérou, tel qu'il résulte de l'article de M. Blanco, lequel n'indique ni l'origine des conflits ni les procédures judiciaires engagées afin de départager les responsabilités qui, dans certains cas, pourraient être imputées aux forces de l'ordre. ment des Etats-Unis n'eut d'autre choix que d'autoriser l'entrée de ces nersonnes > (1).

Devant le grand nombre d'occupants

cations de fortune. Cube perdait sur tous les tableaux: chaque arrivée de ces Boat People aux Etats-Unis donnait lieu à une campagne contre la révolution : le gouvernement par allieurs se retrouvait avec le problème non résolu d'une grande masse d'émigrés potentiels en attente. Les auto-rités cubaines aménagèrent alors le port de Camarioca pour organiser les départs et forcer ainsi la main aux autorités de Washington. En septem-bre 1978, M. Fidel Castro avait précisé à ce sujet : « Nous obligeames le gouvernement américain à remplir l'obligation moral- qu'il avait contractée enpera les personnes qui, suivant la politique des Etats-Unis, y avaient envoyé leurs familles et avaient demandé un passeport pour les rejoin-dre. Nous lui dimes : si vous ne les acceptez pas légalement et si vous ne les acceptez que lorsqu'ils voyagent illégalement, au péril de leur vie, nous sommes prêts à aménager un port pour qu'on vienne les chercher en toute sécurité. Il arriva de Floride environ neuf cents bateaux et le gouverne-

de l'ambassade du Pérou, les dirigeants cubains, pris de court, n'ont pas pu rééditer une opération finalement positive comme celle de Camarioca : la détérioration du prestige international de Cuba a été sans commune mesure avec les éffectifs des candidats au départ. Quant aux conséquences intérieures, il est encore trop tot pour les mesurer toutes, mais elles ne peuvent être que fort sérieuses.

Paradoxalement ces événements ne surviennent pas dans une période de tension, de « fermeture », à l'intérieur du pays, mais, au contraire, au moment où, à divers niveaux, les choses « bougenta à Cuba. Le gouvernement avait en effet entrepris une politique d'ou-

verture dont on a peut-être mai mesuré la hardiesse. Cette ouverture s'est faite au moins sur deux pians : en direction encouragement à la critique. On sait qu'après les premiers contacts

avec des représentants des exilés cubains, à la fin de 1978, le gouvernement libéra la quasi-totalité des prisonniers politiques (les auteurs de crimes de sang n'ayant pas bénéficié de ces mesures), et surtout autorisa la venus à Cuba, en visite familiale ou touristique, des membres de la « communauté » qui le souhaitaient. Ils furent, en 1979, cent quinze mille apportant en cadeau à leur famille et à leurs amis les mille et un produits de la société de consommation américaine et suscitant des aspirations matérielles que l'austère société cubelne ne parvient pas à satisfaire. En dernière analyse, cette politique de réconciliation nationale n'aura pas eu les effets escomptés dans la normalisation des relations avec les Etats-Unis, et cela en raison de la recrudescence de la guerre froide. Elle aura en revanche eu des conséquences profondes à l'intérieur, en ébranlant durablement les citoyens les moins favorables à la révolution — qui redécouvraient au contact de leurs parents émigrés un monde qu'on leur avait décrit comme un enser — et en mettant à l'épreuve la conscience politique et les valeurs révolutionnaires des plus chauds partisans du régime. Ce fut un véritable choc culturel, psychologique et politique dont tous les effets à retardement ne se sont sans doute pas

L'année des fléaux

T A société cubaine, telle que l'ent faconnée plus de vingt ans de révolution, est de très loin la plus avancée en Amérique latine pour tout ce qui touche aux prestations sociales et culturelles. Ces droits fondamentaux que sont le droit de se nourrir, de s'habiller, de travailler, d'être éduqué et soigné, y sont satisfaits comme rarement ailleurs. A oet égard «Cuba n'est pas le Pérou », et on peut penser que, s'ils en avaient le choix, bien des paysans péruviens, pour ne parler que d'eux, almeraient vivre à la cubaine. Mais à l'abondance de prestations collectives gratuites correspond une pénurie de biens de consommation individuels, l'économie d'un pays sousdéveloppé comme Cuba, dépendante au premier chef de l'exportation de quelques produits de base, ne permettant pas de miracles Les succès de la révolution cubaine. qui a pu résoudre les problèmes de

l'alimentation, de l'éducation, de la santé, etc., portent en eux un appel à leur dépassement. Une société de plus en plus éduquée, qui dispose déjà du nécessaire et qui le tient pour définitivement acquis, se montre plus exigeante, plus critique à l'égard des carences de son système économique. politique et social. On concoit que l'irruption massive de ces habitants d'un autre monde, qu'étaient les membres de la « communauté », ait fait faire un grand bond en avant aux aspirations des habitants de l'Île, dans tous les domaines et pas seulement sur le plan matériel. Or la plus mauvaise et ne laisse envisager qu'une croissance modeste (elle a été de 4,9 % l'an dernier au lieu des 6 % prévus et ne devrait guère dépasser 3 % en 1980).

L'île a en outre été victime, simultanément, de trois calamités : la « moisissure bleue », maladie du tabac qui a détruit 90 % de la production et privera le pays de plus de 180 millions de dollars de devises : la rouille de la canne à sucre, qui affecte 30 % des terres cultivées et entraînera en 1980 une chute d'environ 1.3 million de tonnes de la production par rapport aux 8 millions de l'an dernier (mais le cours du sucre sur le marché mondial a doublé) ; la fièvre porcine enfin, dont des foyers sont apparus dans l'est du pays. Cette a année des fléaux », pour reprendre l'expression de M. Fidel Castro, sera aussi celle

de la « communauté cubaine à l'étranger », nouvelle expression qui désigne officiellement ceux que l'on appelait autrefois les gusanos (la vermine), et à propos du fonctionnement même du système économique et social, par un

Par BERNARD CASSEN

encore manifestés.

du deuxième congrès du parti communiste cubain qui fera le bilan des décisions du premier. En matière économique, il sera fort mitigé alors que la priorité politique de l'a institutionnalisation » a été menée, elle, à bonne fin avec la mise en place du pouvoir populaire dans les municipalités, les provinces et au sommet de l'Etat.

Il ne restait aux dirigeants révolutionnaires, s'ils voulaient répondre au désir d'intervention croissant de la population, informée et stimulée autant par sa propre expérience que par celle des retrouvailles avec la « communauté », qu'à le canaliser à l'intérieur des structures du régime en encourageant vivement la critique et la dénonciation des abus. C'est un exercice que les Cubains ne sont pas encore préparés à pratiquer publiquement, car, comme le note Marie-France Mottin dans un livre récent et nuancé (2), il existe un sentiment diffus qu'elle exprime en ces termes e Peur de déplaire, peur de penser, peur de mal faire, peur de n'être pas dans la norme, pour d'être simplement (...). Elle n'est pas imposée par le régime (...), mais elle est là, imperceptible et quotidienne. Dans les esprits plutôt, création du conditionnement ou sécrétée par le système. »

C'est un sentiment que corroborent les journalistes cubains eux-mêmes. dans un recueil d'interviews paru

dans l'hebdomadaire Bohemia (3) (et

qui semble avoir coûté sa place à son directeur, M. Angel Guerral, où l'on trouve des affirmations comme celles-ci : a Nous sommes très limités. Je ne sais si c'est de la peur ou quoi. Parjois nous ne soulevons pas des problèmes intéressants, par crainte. Il y a de l'autocensure » : ou bien : « Les journalistes ont peur d'informer sur certaines choses parce qu'ils croient qu'elles ne peuvent pas être dites. »

C'est du sommet de l'Etat et du parti, et essentiellement par la voix des frères Castro, qu'est venue l'incitation à dire tout haut ce que beaucoup pensent tout bas. Ainsi, face au mauvais fonctionnement de l'économie et surtout des services, M. Raul Castro dénonce a l'indiscipline au trapail. l'irresponsabilité, la négligence, le copinage a, dont les principaux responsables a ne sont pas les travailleurs mais les dirigeants et fonctionnaires des entreprises qui, parfois, falsifient l'information statistique, utilisant les ressources de leurs fonctions pour résoudre leurs problèmes personnels et ceux de leurs amis et ne sont pas moralement qualifiés pour être exigeants envers qui que ce soit » (4). C'est M. Fidel Castro qui constate que, dans la mesure où les femmes occupant un emploi sont dans l'incapacité, par exemple, de trouver des salons de coiffure ouverts le soir, a l'absentéisme, l'autorisation de recevoir ces services pendant les heures de travail se sont pratiquement légalisés ».

Le véritable problème est de savoir où se trouve la délimitation exacte entre la « critique constructive » et la c critique contre-révolutionnaire » et qui en jugera. Le distinguo ne fait guère de difficultés chez la plupart des dirigeants. A propos des cadres moyens, il en va tout autrement. Un des journalistes réunis par Bohemia constate qu'il est a plus facile d'interviewer Fidel Castro que des fonctionnaires de rana subalterne. Ces difficultés se rencontrent fondamentalement aux échelons moyens du parti et du gouvernement. Certains confondent la défense de la révolution avec la dissimulation de faits et de carences, en affirmant qu'aux mains de l'ennemi elles pourraient nuire à la révolution ». Il est significatif qu'à l'issue du quatrième congrès de l'Union des journalistes de Cuba, dont les résolutions finales étalent marquées par un prudent conformisme, ce soit M. Raul Castro, en uniforme de général de division, gul ait du le rappeler : « On dit fréquemment que notre presse est insuffisamment critique, qu'elle ne reflète pas les difficultés et les problèmes brûlants, que nos journalistes s'autocensurent »; et il proclamait que « la critique doit être le style de la presse, sa jaçon d'être » (5).

Toutes proportions gardées, c'est à une petite révolution culturelle que les dirigeants cubains appellent leurs concitoyens, à une révolution dont doivent d'abord faire les frais la bureaucratie tatillonne et les cadres incompétents. Il faut que les bouches s'ouvrent, que les structures existantes ayndicats, organismes du pouvoir populaire, parti - fonctionnent pleinement qu'en leur sein solent encouragées l'initiative et la mobilité. C'est dans le même esprit qu'ont été vigoureusement rappelées la responsabilité et l'autorité des administrateurs, que dans la réforme générale des salaires oui vient d'être promulguée, l'éventail des revenus sera élargi de 1 à 45 à 1 à 5, que les rémunérations seront désormals ajustées à la qualité et à la quantité du travail fourni, en utilisant très largement le système des

Exil intérieur ou départ pour l'étranger?

ES dirigeants cubains ont compris L oue la mise en marche d'un tel processus était devenue une urgence nationale dans un système politique qui, lui, ne saurait tolèrer de remise en cause. Dans leur ouvrage, qui constitue une véritable somme de tout ce qu'il faut sevoir sur les institutions cubaines, leur genèse et leur fonctionne-ment (6), André et Francine Demichel écrivent non sans optimisme : « Si la démocratie est l'identification des gouvernants et des gouvernés (entendue comme processus de participation de tous pour désendre les intérêts communs), cette identification existe à Cuba plus que nulle part ailleurs.» Et de préciser qu'en matière de liberté politique « l'immense majorité des Cubains sont libres, y compris de ce point de vue, puisqu'ils ont le gouvernement qui correspond à leur volonté (...). R est vrai qu'il n'existe pas à Cuba, et qu'il ne peut pas y exister, de plura-lisme politique. Mais la condamnation portée de ce chef est beaucoup trop rapide et sommaire. Il ne faut pas oublier en effet que le pluralisme n'est pas une valeur en soi mais un produit

contingent de l'histoire et du contexte Cette réponse théorique est cependant impuissante à rendre compte du sérieux avertissement que constituent les événements de l'ambassade du Péron. La forte dose d'irrationnel qui a caractérisé certains comportements, l'intensité même du désir de départ chez certains Cubains, sont des symptômes d'un certain grippage, de l'inexistence de canaux légitimes d'expression. Dans l'état actuel des choses,

M. Fidel Castro ayant recemment rapm. Fidel Castro ayant recemment rappelé que « l'association révolution naire est une association de volontaires (7) », le seul choix offert se
situe entre l'orthodoxie et l'hérésie,
entre l'adhésion au régime et l'exil
intérieur ou extérieur. La majorité de
la population est sans doute favorable
aux institutions du pays et elle éprouve un vis sentiment d'indignation à l'égard de ceux qui ont aussi specta-culairement mis Cuba sur la sellette devant l'opinion mondiale. Ce senti-ment pourrait aussi nuire à l'accueil qui sera fait ultérieurement aux mem-bres de la « communauté », la polidu parti. On ne transforme pas du jour au lendemain des a vers de terre » en a membres de la communauté », terme officiel auquel la population préfère celui de a mamposas s (papilions) pour bien montrer qu'elle n'est pas dupe de cette métamorphose S'il le souhaitait, le gouvernement pourrait utiliser cette quesi-unanim.té nationale, dont la manifestation géan-

tique libérale du gouvernement en

cette matière s'étant heurtee à des

résistances au sem de l'opinion, et

surtout parmi les militants de base

te du samedi 19 avril a été le symbole, pour cadenasser les portes qu'il a luimême entrouvertes. Il semble cependant qu'il ne cèdera pas à cette tentation de la facilité et qu'au contra re il accélèrera le processus de remise en question critique interne, seule manière de prévenir des réactions de rejet, marginales encore, mais pouvant se traduire par des flambées brutales et sporadiques.

e Petit pays qui a une diplomatie de grande puissance », selon la formule d'un membre du bureau politique, Cube ne dispose plus du capital automatique de sympathie qui alla:t à l'île assiègée par les Etats-Unis (8). inutile de le rappeler, ne s'est pas installée dans le sillage des chars soviétiques. Elle a puisé son inspiration à des sources authentiquement nationales (9) et elle a jusqu'ici trouvé en elle-même les ressorts de sa survie. Elle va devoir démontrer au cours des années à venir si sa variété de « soc:alisme réellement existant o engendre ou non les mêmes phénomènes de dissidence que dans les pays de l'Est euro-

(1) Interview du 6 septembre 1978 accordée e à un groupe de journalistes cubains qui écrivent pour la communauté cubaine à l'étranger et à divers journa-(2) Marie-France Mottin, Cube quand même. Vies quotidiennes dans la révo-lution, le Beuil, Paris 1980, 248 pages.

(3) Bohemis, 25 janvier 1980. (4) Discours proponcé le 30 novem-

(5) Discours prononcé le 29 mars 1980. (6) André et Francine Demichel, Cuba, collection « Comment ils sont gouvernes », Librairie générale de droit et de juris-

prudence R. Pichon et R. Durand-Aurias. Paris 1979, 420 pages. (7) Discours du 9 mars 1980. (8) Dans son ouvrage, Boy of Pigs, the Untold Story (Jonathan Cape, Londres, 1979, 352 pages), le journaliste américain Peter Wyden donne la version de loin la

plus complète du fisseo de l'invasion

organisée par is C.I.A. en 1961, en analy-

sant en particulier par quels mécapismes aberrants la centrale de renseignements, le Pentagone et la Maison Blanche avaient pu être amenés à imaginer que l'opération pouvait réussir militairement et politi-(9) On lira à ce propos les actes du colloque international des 22, 23 et 24 novembre 1978 tenu à Toulouse, publiés

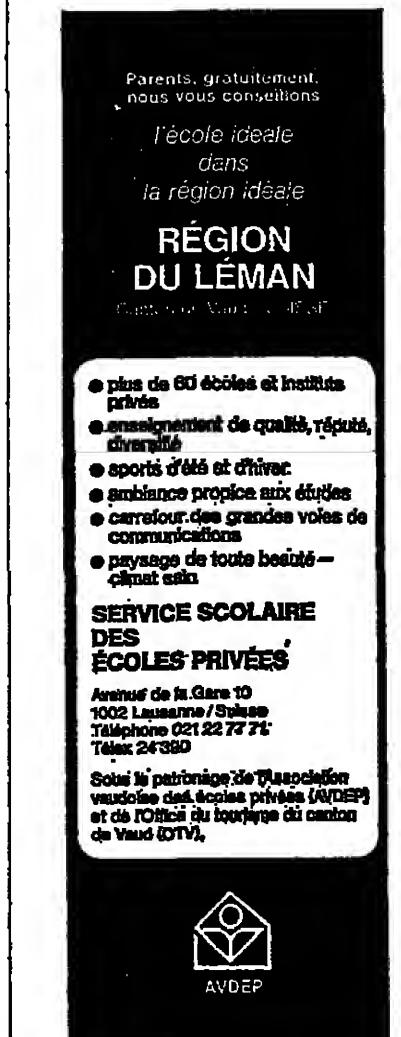
sous le titre Cuba, les étapes d'une libé-

ration (Centre d'études cubaines, univer-

sité de Toulouse-Le Mirail, 347 pages).

PROCHAIN COLLOQUE

● <1970-1980: LES ANNEES GAU-CHES : sur es thème, le groupe DIRE organise un colloque, le jeudi 8 mal, à la Maison de l'Europe (35, rue des Francs-Bourgeois, Paris-4°), de 2 h. 30 à 22 h. 30. Il portera sur la restructuration idéologique de la droite et les questions posées à la gauche en France et dans le monde au cours de la décennie (Pour tous renscionements, s'adresser au département d'études des pays anglophones, université de Paris-VIII, route de la Tourelle 75571 Paris Cedex 12, Téléphone : 374-12-50, P. 306).





scientifiques et commerciales

Excellents résultats.

Baccalauréat (séries A, B, C, D, G2) Baccalaureats suisses. Admission dès 10 ans. Internat et externat. Ambiance calme et studieuse.

ecole lemania lausanne

3, ch. de Préville, Tél. 19-41/21/201501, Télex 26600

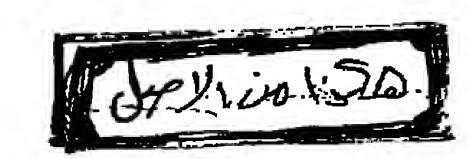
VOTRE LIBRAIRIE À DOMICILE

inter

RESIDENTS A L'ETRANGER Commandez livres et disques français disponibles en ouvrant un compte par une provision minimum de 150 F ou l'équivalent en devises

Ils vous parviendront dans les meilleurs délais - détaxe de 7% sur notre prix France pour les livres -- remise de 10% sur les disques et les cassettes -Envois en recommandé - Pas de frais de dossier pour toute commande supérieure à 150 F (sinon 5 F) Frais réels de port (avion ou surface à votre choix)

14 place de Rungis - 75013 Paris - Tél. 588,44.45



LA RÉSISTANCE ALLEMANDE A HITLER

Par YVES FLORENNE

'AUTEUR de « la Gauche allemande » était des plus qualifiés — Gérard Sandoz a vécu en Allemagne les années du nazisme jusqu'à la guerre écrire, sinon l'histoire (il s'en défend), mais la chronique on le mémorial de la résistance des Allemands à Hîtler.

Cette résistance est méconnue, et comme absorbée dans l'idée que nous avons d'une calpabilité collective du peuple allemand. On sera sans doute surpris d'apprendre qu'elle fut plus forte et nombreuse que dans blen des pays occupés, la France notamment (au moins jusqu'en 1943). En contrepartie, tout anesthésiés qu'ils furent, les Français, dans leur immense majorité, de cœur sinon en actes, étaient contre l'Allemagne nazie. Alors que pour une large part le peuple allemand s'était jeté dans les bras de Hitler (pour des raisons économiques et psychiques bien connues). Reste ce qu'on sait moins : jamais Hitler n'a obtenu la majorité dans des élections libres : ni même en 1933, après sa conquête du pouvoir, alors que la terreur régnait. A l'intérieur comme au-dehors, sa victoire a été faite moins de sa force que de la faiblesse de caractère de ses adversalres, de leur irrésolution, de leurs divisions et rivalités, et de leurs illusions. Quant aux camps de concentration, ils ont été inventés non pour les peuples occupés mais, sept ans avant, pour les opposants allemands : sept cent mille de ceux-ci y sont passés, ou dans les prisons. Il était utile que fassent rappelés ces faits et ces chiffres.

On ne perdra pas de vue non plus que si la résistance est naturelle face à un envahisseur, elle est autrement difficile et méritoire contre le gouvernement, si détesté soit-il, de son propre pays en guerre. Les Français, toutes choses inégales d'ailleurs, ont été soumis plus tard à cette épreuve. Enfin, les résistants de l'Europe occupée étaient soutenus, armés de l'extérieur. Ceux d'Aliemagne furent toujours « désespéré-

ES partis et organisations de gauche qui s'étaient montrés si incapables de barrer la route à Hitler n'en furent pas moins ceux qui fournirent d'abord les gros bataillons clandestins de la résistance. Pourtant, G. Sandoz consacre le quart de son livre au « 20 juillet 1944 ». C'est que cette tentative manquée est ellemême mal connue et méjugée. Elle passe pour une action in extremis, dont toute l'initiative revient à la

caste militaire. Double erreur. Gérard Sandoz le montre, et M. Willy Brandt dans son temoignage y insiste : l'organisation comprenait une majorité de civils et beaucoup d'hommes de gauche. D'autre part, elle existait depuis 1937. Si l'état-major renâclait respectueusement devant Hitler, un seul le général Beck, s'oppose ouvertement à lui dès 1938, pour conclure dans son dernier rapport : « Si son conseil et son avertissement ne sont pas pris en considération, il a alors le droit et le devoir, devant le peuple et devant l'histoire, de donner sa démission » Ce qu'il fit. Il aioutait : « Si les commandants en chef agissent tous ainsi. l'exécution d'une action de guerre devient impossible (... ils préservent leur patrie du pire, du naufrage...) » Prevision moins surprenante qu'un courage, une audace qui restèrent sans autre exemple.

Toutefois, si Beck était désigné comme chef de l'Etat qui s'instituerait après l'élimination de Hitler. le futur gouvernement provisoire était composé de civils, tant socialistes, syndicalistes que chrétiens et conservateurs. Pendant les huit années que la conjuration a été nourrie, alors que des centaines d'hommes savaient, la Gestapo n'a rien soupçonné. G. Sandoz propose une explication de cette circonstance extraordinaire, évidemment unique dans la résistance allemande.

'AUTEUR avait tout d'abord décrit celle-ci. dans ses formes multiples : communiste, bien entendu. socialiste, « marginale », chrétlenne aussi. Il s'arrête sur l'une des plus significatives, émouvantes, « la Rose blanche », organisation très active bien que le noyau fût formé de cinq étudiants seulement, dont une très jeune fille. Tous fureut décapités. Simplement pour avoir « écrit ». Leur dernier tract s'achevait ainsi : « La honte pesera pour toujours sur l'Allemagne, si la jeunesse ne s'insurge pas enfin pour écraser ces bourrecux et bâtir une nouvelle Europe spirituelle... >

En Allemagne comme ailleurs, on ne saurait dire que les espérances de la résistance ont été comblées. Gérard Sandoz note la réticence qui se manifeste aujourd'hui à son égard, et qui s'exprime par un mot qu'on trouve beaucoop, paraît-il, sous la plume des historiens, malheureusement associé au doute, sinon à la réprobation, C'est « Widerstansrecht »: le droit à la résistance.

* Ces Allemands qui ont défié Hitler. Ed. Pygmallon, Paris, 1980, 256 pages.

qu'elle est vécue dans les milieux péde-

gogiques, l'auteur éclaire certains blocages

de la société post-maoiste. Cela a déjà

été fait et Jan Bredsdorff ne saurait pré-

tendre à l'originalité. Pourtant la sérénité

de son ton et une indéniable qualité

littéraire distinguent ce livre où flotte

la nostalgie des espoirs perdus,

Une bataille perdue d'avance

«La stratégie secrète de la drôle de guerre»

E titre de l'ouvrage de François Bédarida, la Stratégie de la drôle de guerre, pourrait donner à penser au lecteur qu'il est en presensationnels et romanesques sur la « guerre secrète ». La qualité de l'auteur et de l'éditeur écarterait aussitöt cette supposition.

Ouvrage scientifique, dû au directeur de l'Institut d'histoire du temps présent (C.N.R.S.), fruit d'une vaste recherche d'archives et d'un remarquable travail de synthèse, il a pour point de départ, pour matière première, les papiers déposés par Edouard Daladier à la Fondation nationale des sciences politiques. Pierre Renouvin avait commence de les explorer. Après sa disparition, la Fondation chargea François Bédarida de réaliser une édition critique de ce dossier. L'auteur s'apercut vite que, à partir de là, il ne s'agissait rien moins que des relations franco-britanniques pendant les huit mois de la guerre sans guerre. Il s'est donné un axe : les délibérations du Conseil suprème interallié, dans leurs procès-verbaux, et leur contexte, axe sur lequel se ramifient toutes les références et renvois aux autres materiaux avec lesquels les documents centraux ont été confrontés : mêmoires et souvenirs archives travaux d'historiens. L'ouvrage s'ouvre par une indispensable, copieuse et très éclairante introduction : la description du Conseil suprême, dans son institution

et son fonctionnement, y est suivie du portrait politique et intellectuel des principaux acteurs : Daladier, Paul Reynaud, Gamelin et Chamberlain, Churchill. La lecture des procèsverbaux des neuf consells tenus de septembre 1939 à avril 1940 ne laissent que trop souvent au lecteur l'impression inquiétante d'un verbalisme aimable, d'un optimisme complaisant, masquant mal noyées dens des projets académiques ou aventureux et une espèce d'abstraction, l'inertie et l'indécision fondamentales. A ce niveau suprême, les militaires sont

à la hauteur des civils. Le vrai drame apparaît dans le commentaire, lui, très vivant, dans les témoignages rapportés, les propos libres, vigoureux, colorés de tel ou tel l'évocation des théâtres où il se passe queique chose, toujours en dehors des alliés, lesquels, dans une atmosphère d'extrême bonne volonté, de cordialité, de ménagements allant, chez les Britanniques, jusqu'à la restriction mentale et la passivité active, organisent leur paralysie réciproque avec un inconscient soulagement. Ce qui domine, c'est la peur de tout risque. Elle se manifeste, par exemple, dans une curieuse doctrine, très révélatrice d'un état d'esprit les bombardiers ennemis passeront toujours tandis que les bombardiers allies seront toujours arrêtes ou détruits. Conclusion: s'abstenir, pour ne pas donner aux Allemands de mauvaises idées.

E « rien-faire » comble particulièrement Chamberlain : si tout continue ainsi, a festime, écrit-il. au'au printemps nous aurons gagné la querre ». Mais, au printemps, c'est la Finlande — avec la tentation de détourner la guerre de l'ennemi vers l'U.R.S.S. — puis Narvik « la route du jer coupée », le désastre en Norvège. L' « improvisation ». l'a impéritie », l'incohérence, vont se perfectionnant chez les Anglais. cependant que le climat politique en France est devenu désastreux (la séance « affreuse » de la Chambre à laquelle assiste un de Gaulle indigné) : la guerre enfin s'enflamme, au sein du gouvernement. Partout, elle ne va cesser d'être drôle. Le Conseil suprême sombre dans une mésentente qui n'est plus cordiale — dès mars naît l'anglophobie, qui éclatera en juillet — et très vite dans le désastre. Mais le livre s'est arrêté juste au bord. Les lendemains n'y sont pas moins inscrits, et le commentaire est aussi implacablement objectif que les faits. Le conclusion était offerte des les premières pages : « On ne saurait refuser au Conseil suprême d'apoir rempli honorablement sa mission de liaison interalliée. Mais le malheur de ces échanges au sommet, c'est d'avoir abouti à des décisions totalement inadaptées (...), la stratégie francobritannique (s'étant) trouvée, d'un bout à l'autre, paralysée par la passivité, l'attentisme et les Illusions. Ces documents accabiants ne laissent plus aucun doute sur la fatalité

de la défaite : sinon la guerre, du moins la bataille était perdue d'avance.

• Editions du C.N.R.S., Paris, 1979,

PROCHE-ORIENT

IRAN, LA REVOLUTION INACHEYEE ET L'ORDRE AMERICAIN. — Chapour Haghighat

Préfaces de Claude Julien et Paul Vieille * Ed. Anthropos, Paris, 1980, 209 pages. L'intérêt de cet ouvrage réside moins dans l'analyse des événements politicoéconomiques qui ont mens à l'effondrement du régime Pahlavi - ou qui ont marqué la première année de la République islamique — que dans celle qui traite des répercussions internationales de la chute du chah. Dans le domaine politique, l'auteur per-

coit une grande méflance « chez les autoaspects que comporte la révolution iranienne, analysant tour à tour les réactions des pays riverains du Golfe, et celles d'Israël, et étudiant les conséquences dans quelques pays arabes, ainsi que l'im-pact sur le conflit israélo-arabe. Le rôle joué par les Etats-Unis dans le maintieu de l'ordre existant dans le tiers-monde est aussi abondamment traité à la lumière des événements iraniens. Sur le plan des relations économiques l'auteur entreprend de démontrer que le détachement de l'Iran du marché capitallste e équivaudrait pour les pays impérialistes à l'abandon de la moitié des richesses du Proche-Orient ». Néanmoins, l'analyse que propose l'auteur de la dépendance de l'économie frantenne post-révo-lutionnaire à l'égard du marché mondial tempère « l'inquiétude des jirmes multi-nationales», le cordon ombilical reliant l'Iran a ces firmes n'étant, de toute évidence, toujours pas rompu Le lecteur est ainsi conduit à se deman-

der pourquoi, plus d'un an après la chute du chah. l'Etat iranien est encore tributaire des économies industrialisées, miné par la désagrégation, déchiré par de vio-lents conflits internes, isolé sur le plan international L'« ordre américain » empê-cherait-il la révolution iranienne de suivre son cours? C'est la question fondamentale que pose cet ouvrage.

AMÉRIQUES

LE SUCRE ET LA FAIM. - Robert Linhart ★ Editions de Minuit, coll. € Docu-ments », Paris, 1988, 95 pages. Robert Linhart réalise un reportage sur l'Etat de Pernambouc en 1979, à l'heure de la « normalisation » politique et du libéralisme économique brésiliens. La première partie est surtout descriptive omniprésence du sucre qui prive la région des cultures vivrières, et de leurs terres les petits paysans devenus ouvriers agri-coles. La misère se mesure à la faim, aux déficiences mentales des enfants mai Les deux autres chapitres restent auss

concrets. L'un traite de l'économie et des effets du s développement » sur la vie locale; l'autre, insitulé « Eveil du mouvement paysan » relate la « libéralisation » sur place, le contrôle des syndicats, mais aussi la volonté de lutte. Robert Linhart a trouvé dans le Nord-Est brésilien une illustration exemplaire du mécanisme du sous-développement.

DROIT

LES TRANSFERTS INTERNATIONAUX D'ARMES

★ Ed. Pedone, Paris, 1980, 452 pages. Depuis la fin du siècle dernier, la limitation des transferts d'armements a fait l'objet de multiples conventions inter-nationales : Romain Yakemtchouk en examine le contenu d'un point de vue d'historien du droit. Mais il n'en reste pas à cet aspect formel : les relations entre Etats, les différents conflits lui permettent de ramener à sa juste place is volonté des nations dans un domaine où les règles juridiques n'ont guère force de loi parce que « leur entrée en vigueur est subordonnée à toutes sories de conditions politiques, et suppose l'attenuation des divergences d'iniérêts et d'idéologies entre les puissances, ce qui relève de la hauts politique et sort du champ du droit ». C'est cette miss en évidence de l'impulsiance de la norme à réglementer les transferts d'armes qui rehausse l'intorêt de cette recherche universitaire.

ASIE

REVOLUTION: THERE AND BACK - Jan

Bredsdorff.

* Faber et Faber, Londres, 1988, 207 p. Ce livre a été écrit par Jan Bredsdorff. écrivain danois angiophone qui a effectué daux séjours en China comme enseignant. L'intérêt de son témoignage vient de ce qu'ayant vu le pays avant et pendant la révolution oulturelle, puis dix ans après à la mort de Mao, il est en mesure de faire des comparaisons. Son verdict est très assuré : aujourd'hui, l'élits au pouvoir est plus bureaucratique que jamais, elle affiche ses privilèges avec plus d'arro-gance qu'avant 1985, année qui précéda la grande tourmente. Certaines contraintes se sont atténuées, d'autres sont apparnes et, au total, selon l'auteur, la Chine a régressé.

Cette narration très personnelle, voire anecdotique, ne prétend pas s'élever à la hauteur d'une démonstration de science politique. A travers les récits de la vie quotidienne, la description des rapports de travail et de la politique telle

ÉCONOMIE

LES EXPORTATEURS DE L'INDUSTRIE (ENTRE-PRISES, GROUPES, FILIALES DE GROUPES ETRANGERS). — J.-P. François, E. Mathieu, M. Suberchicot

* La Documentation française, coll.

« Traits fondamentaux du système indus-

triel français », Paris, 1980, 213 pages. L'étude statistique dont les résultats commentés sont publiés ici mérite d'être signalée tout particulièrement. En effet, c'est la première fois en France que des indications précises et relativement amples sont fournies sur le comportement des filiales étrangères à l'exportation, c'est-à-dire sur les modalités concrètes de l'intégration de la France dans la division du travail organisée par les firmes multinationales. Sans vouloir à tout prix tirer des conclusions systématiques d'une étude dont les auteurs soulignent clairement les limites méthodologiques, on ne peut qu'être frappe de constater que les entreprises françaises dépendant de groupes étrangers exportent moins (17,9 % de leur chiffre d'affaires) que les entreprises à capital entièrement français (23,2 %); en outre, pour un

importent davantage. Vollà de quoi alimenter le débat sur l'intérêt d'une ouverture toujours plus grande de l'économie française sur l'extérieur. D'autres aspects de cette étude, réalisée pour le compte du ministère français de l'industrie, sont également à noter, comme la mise en évidence du rôle des groupes industriels et financiers qui assurent 84 % des exportations françaises.

même niveau absolu d'exportation, elles

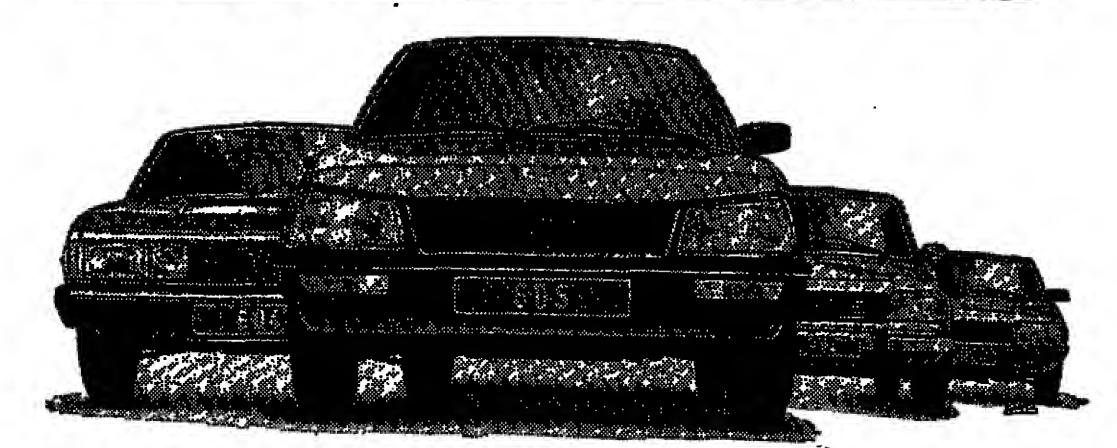
DIPLOMATIE

DIPLOMATIE EUROPEENNE ET IMPE-RIALISMES. — René Girault

Masson, Paris, 1980, 256 pages. L'auteur, professeur à l'université de Paris-Nanterre, inaugure avec cet ouvrage une Histoire des relations internationales contemporaines engagée dans la vole ouverte par P. Renouvin. Ce premier tome traite de la période 1871-1914 Le sujet est envisagé sous trois angles : conditions et cadres généraux (politiques, économiques, sociaux), constructions diplomatiques stabilisatrices (jusqu'en 1890); développement des impérialismes.

Y. P.

DIPLOMATES



les taxes en moins.. Peugeot en plus!

Le "plus" PEUGEOT, c'est d'abord la traditionnelle robustesse de voitures faites pour durer, adaptées à tous les climats et aux conditions d'utilisation les plus difficiles. Ces qualités, PEUGEOT les a maintes fois démontrées dans les rallyes...

Le "plus" PEUGEOT, c'est encore le prix... vous pouvez comparer. Confort pour confort, puissance pour puissance, standing pour standing – chaque modèle PEUGEOT devient le meilleur choix.

Le "plus" PEUGEOT, c'est enfin une organisation qui offre un large éventail de livraisons adaptées à vos exigences : à Paris, aux aéroports Charles de Gaulle et Orly, dans de nombreuses villes de France et d'Europe, ou encore en expédition directe dans votre pays de résidence.

Votre concessionnaire ou agent PEUGEOT est à votre entière disposition pour vous proposer la formule la mieux adaptée à votre cas personnel.

PEUGEOT 8.000 points de vente et de service dans le monde.

SODEXA filiale d'automobiles l'eugeot (ventes diplomatiques) 26 rue Cambacéres 75008 Paris.



Politique et littérature

IRLANDE: la guerre qui s'éternise

Par PATRICK RAFROID! *

conflit qui déchire depuis maintenant plus d'une décennie catholique d'Irlande du Nord pour des raisons de religion, certes mais plus encore de race, de classe, de ressources, d'options politiques, analysées ad nauseam par les esprits les plus objectifs ou les plus partisans, les plus au fait ou les moins avertis, entraîne dans son sillage une clittérature » dont nous avions ici même, en 1974, tenté un premier survol (1).

the butaille perdue d'avance

a source de la drôle de guerr

12949 PM

LIBUOR

TOTAL THE ...

del frest

CARL

MATES

see moins...

moli : 45.

moits.

POPULATE NA

aboutt 4

BY SERVER L. ..

refer to the

Marie :

some imp will....

明確的権 1数265....

Certaines constatations demeurent valables et singulièrement celle de l'expioitation à des fins diverses de la guerre intestine de l'Ulster devenue prétexte à mélos, policiers, voire effusions érotiques, quand elle ne donne pas matière à dissertations conservatrices ou subversives. A ces égards, la France aussi a répondu présent et, laissant de côté la dernière série, on ne saurait omettre de mentionner quelques titres. Le Furie à Beijast, de Gérard de Villiers (2), est peut-être le plus spectaculaire avec son héroine pour Prince Maiko, Maureen, créature superbe, « élancée, un corps à transformer un cardinal en déten; mais il y a pire, le Qui va trahir? de J.-P. Conty (3), par exemple, où des patriotes poursuivis s'en tirent en se mêlant, dans la nuit du solstice d'été, à la sarabande nue de sorciers en sabbat venus tout droit de la grande » tradition palenne des Gaels; et - Dieu merci! — il y a mieux, du Méliezvous de l'Irlande, de Jean-Loup Coudent (4), à l'enivrant Irish Coffee de Pierre Viallet (5) qui, d'une part, nous fait abandonner la « para-littérature » pour retrouver la littérature tout court et d'autre part, indique une des voies du salut: l'insertion du conflit dans un contexte plus particulier : celui de créatures de chair et de sang que ne définissent pas exclusivement des circonstances extérieures, ou dans un ensemble plus vaste : celui d'un peuple tout entier dont Pierre Vlallet résume joliment les traits les plus gros : « Ça hait, en Irlande, ca flagorne, ca ne peut pas se blairer, ca se réconcilée, ca discute, ça pète de tous les côtés, ça s'insulte, ça se venge, ça cultive les plus beaux chants pairiotiques du monde, ça souffre, c'est schizo, maso, loujoque, baroque, c'est plein de vie, d'espoir et de poésie, ça rogne, ça comploie, ça bruisse de faux renseignements et d'idées nobles, ça fanatise, ça rigole, ça tue, ça pousse des cris de joie, c'est magnifique un Irlandais,

La colère et le doute

vous savez i »

P LUTOT que de suivre les Britanniques, en nombre important, ou les Irlandais, en cohorte moins serrée, coupables des péchés mentionnés plus haut, on s'attachera à quelques-uns des autochtones qui ont emprunté le sentier salvateur déjà illustré par Viallet ou les rares écrivains du pays qui ont su, bien que prenant les « trou-bles » comme sujet principal, atteindre au recul indispensable — celui de l'esprit, sinon de la sensibilité. — les uns et les autres rejolgnant le groups, que je jugeais jadis maigre, où figuraient, plus que des romanciers, des poètes ou un dramaturge comme l'auteur de The Freedom of the City («le droit de cité») (6), Brian Friel. Ce dernier n'a pas consacré de nouvelle pièce directement au sujet. Mais la bataille, pourtant invisible, pèse de tout son poids sur sa dernière œuvre, Volunieers (7), dans laquelle les pri-

gnons de captivité ayant décidé la peine de mort pour ces « collabos ». Le lien pourra paraître plus ténu avec le roman de Brian Moore, The Doctor's Wife (a la femme du médecin ») (8). Pourtant, l'héroine du grand romancier uistérien, nouvelle Mme Bovary, a perçu la guerre dans son horreur: les attentats à la bombe, les corps déchiquetés, la peur constante de voir son enfant, ou un être cher, faire à son tour les frais du déchainement, et elle y puise une force de changement qu'elle croyait impossible,

sonniers d'un camp de concentration

qui se sont portés volontaires (d'où le

titre) pour fouiller un site archéolo-

gique vivent leur dernier jour, et pas

seulement de travail : leurs compa-

et jusqu'à la liberté du péché. Curieux pouvoir du mai d'engendrer le bien, qu'on retrouve dans A Hole in

ecrivain cosmopolite — comme son extraordinaire créateur — y tente, en effet, de panser ses blessures physiques (Il a. littéralement, un trou dans la tête), sentimentales (sa femme française l'a abandonné, morales, mentales (pour parler net: il est fou). Or, ce que ne réussiront que partiellement la matérialisation de ses fantasmes ou les orgasmes que, pourtant, il accumule,

napping. Thérapeutique de l'action. Il est vrai que, dans une œuvre précédente du même auteur, Memorial (9). l'aspect négatif triomphait, la nouvelle Lolita du roman trouvant, elle, une mort aussi cruelle que prématurée dans un coin d'Ilster, et son protecteur la fin d'un tardif et fol espoir de nouvelle jeunesse.

l'engagement politique saura le par-

faire au moment où il doit servir de

M. a Bons - Offices n fors d'un kid-

plus exemplaire. Je suggérais en 1974, citant l'admirable poème d'Eamonn McGrath que venait clore l'inéluctable De telles morts, où donc est la vic-

Memorial reste, de ce point de vue,

que le temps des enthousissmes pourrait bien être compte. Les œuvres subséquentes le confirment, mis à part l'effusion populaire de la toujours vivace ballade, du plaidoyer pro domo ou du pamphlet à peine déguisé, les réactions populaires aussi.

On trouve encore, particulièrement chez les poètes, des exemples de la veine martiale et de virulentes dénonciations à sens unique, comme en témoigne, par exemple, l'œuvre du poète Padraic Fiace, né en 1904, retrouvant, après un exil américain, l'atmosphère d'horreur du Belfast de son enfance : Les jusils sous les quais du port, Les balles dans la cantine du docker.

La gélignite dans la remise à outils, Les grenades dans le garde-manger... Sodium, chlorate et nitrates Dans le garage suburbain, Dans le coffre des voitures,

Revolvers dans le jour Et dans les sous-vêtements des filles

Et clamant sa révolte dans des morceaux parfois à la limite du soutenable comme ce Christ, au revoir i, où la passion d'un catholique de Belfast reprend et ridiculise celle de son sau-Dans les récits que les bons pères

Vous font du Christ, jamais il ne Ainsi. Vraiment là n'est pas la ma-D'a stre un homme, mon fils »,

Que de crier aux bourreaux d'arrêter,

D'implorer des bourreaux la mort i

Quand ils l'obligèrent à laver Les blessures du ser dans l'évier, Ils continuèrent à le frapper Du manche de la hache, puis bais-

De les lui couper? Pauvre nouveau Christ, lorsque ensin Ils en vinsent à l'achever

Le froc du Christ, le menaçant

D'une balle dans la nuque,

Le salaud de Fenian était déjà crevé. Mais les élans généreux sont davantage le fruit des débuts prometteurs que des situations qui s'éternisent; les éclats héroïques ont besoin, pour briller, d'un manichéisme simpliste qui n'est plus de mise. Il est certain que les excès du Révérend Paisley et de ses séides, ou les révélations des méthodes de répression anglaises, ont ébranié les certitudes d'unionistes qui ne sont pas tous des fascistes; inversement le terrorisme de l'IRA a éloigné de la cause nombra de catholiques du Nord dont l'appui tient plus désormais à la peur ou à la fatalité qu'à la conviction ou à la sympathie, et l'immense majorité des citoyens du Sud — on l'a bien vu lors de l'assassinat de Lord Mountbaten ou du discours pacifiste de Jean-Paul II à Drogheda, on s'en doutait déjà à la lecture de romans comme *Viclims*,

Prozopera, de Benedict Kiely (12). L'une et l'autre œuvre, la première qui a connu les honneurs du feuilleton télévisé sur R.T.E., la seconde qui est due à la plume d'un des plus célèbres auteurs irlandals contemporains, sont des cris de colère, surtout Prozopera (« action faite par procuration »). récit homme, contraint par les terroristes de déposer une bombe dans la ville qu'il aime, près de la demeure d'un notable qu'il estime, ou de voir mourir sa famille retenue comme otage. Il s'y ajoute l'intérêt d'une technique haletante, inspirée du Salaire de la Peur, et de la profondeur du champ de vision grace à laquelle un conflit, trop souvent ramené à une banale lutte de clans régionaux, prend une allure de parabole universelle d'une humanité peu dissemblable, en fin de compte, à un point ou à un autre de l'Irlande et du globe.

d'Eugène McCabe (11), et plus encore

Colère ici. Pitié dans Shadows on Our Skin (les Ombres sur la peau) (13)

héros, Joe, un jeune garçon du Bogside de Derry, ne prete même p'us attention aux faits de la guerre qui viennent lier et d'enfant de pauvres. La guerre est bien là, neanmoins, qui viendra détruire son premier rève. Il découvre, en effet, avec son institutrice. Kathleen Doherty, de dix ans seulement son ainée, poésie, ouverture sur le monde, amour et jalousie. Car son frère aine. Brendan, membre de l'IRA provisoire, revenu d'Angleterre où il s'est . enrichi, sedult Kathleen à laquelle il confie son appartenance politique tandis que celle-ci ne lui avone pas qu'elle est flancée à un soldat britannique. Joe qui le sait, trahit son amie dans un moment de dépit. Il ne restera plus

tête rasee... Le sentiment qui domine de plus en plus la littérature de qualité, inspirée des « troubles » de l'Ulster, est celui de la futilité des combats douteux. Un poète comme James Simmons, le Brassens de l'Irlande, rejoint d'ailleurs voiontiers l'oncle ami des Teutons, l'oncle ami des Tommies :

à celle-ci qu'à partir, rouée de coups,

Laissez mourir les petits enfants Dans Ship Street à la Toussaint, La où Benny tient un café. Un seu de joie, quelques gamins, Une auto qui se range tout près.

Les Jous ont le cœur sur la main Dans leurs chansons, à la tribune. Ils vous sont une bombe de rien, L'auto en contenait une.

Etaient-ils Unionistes Ou bien de l'I.R.A., Nos beaux humanistes, Qui ne voulaient pas

De ces ensants causer la mort? Ils n'en avaient qu'au pub vraiment . Mais, à Belfast, depuis lors, Ce jour a nom: Tuerte des inno-

Les ombres d'O'Casey, de Brendan Behan, de Frank O'Connor resurgissent pour proclamer qu'aucune cause, aucune idéologie ne justifient la perte d'un ami, la douleur d'une mère, le désespoir d'une épouse et le massacre

des petits d'hommes. Ou blen les écrivains se mettent à distance du champ de bataille et l'on voit même le bouillant John Montague rejoindre, la conscience pas complètement tranquille, un Seamus Heaney ou encore, ils prennent refuge dans la dérision, comme en témoignent les chroniques grinçantes de Harry Barton (15) ou The Confessions of Proinsias O'Toole, de John Morrow (16), ces dernières peu accessibles malheureusement à qui n'est pas familier avec le dialecte de l'Ulster et l'argot du milieu de l'auteur.

Colère contre les siens autant que contre les autres, sentiment de futilité, fuite, dérision, scepticisme... le bilan de l'engagement littéraire n'est plus positif. Et, pourtant, la littérature a gagné à la guerre, en quantité, en recherche qualitative. Elle s'est approfondie et ouverte, reflet de l'attitude de son public et influence non négligeable sur celui-ci, au Sui, d'ailleurs, peut-etre encore plus qu'au Nord. Où sont donc, en esset, les trèsles

de la délicate Jennifer Johnston. Son

Les retombées du conflit au Sud

TL ne faudrait pas, pour autant, L'conférer aux troubles de l'Ulster un pouvoir exclusif de changement sur le reste du pays qu'ils ne possèdent point. Certes, on leur doit, là comme ici, une recrudescence des œuvres, particulièrement de fiction, comme si les Irlandais, en attente d'un sujet qu'ils ont vocation de traiter, avaient soudain conscience d'avoir hiberné trop longtemps et se remettalent sievreusement à leur plume. On leur doit une résurrection de certains genres, et pas seulement le satirique ; ainsi en poésie. où la vignette le cède plus souvent à des morceaux moins courts qui retournent à l'épopée. On leur doit, au theatre et ailleurs, un certain bouleversement des structures et des textures destiné à résoudre, entre autres problèmes délicats, celul de l'expression de l'abstrait dans le concret, de l'engagé dans le gratuit, de l'universel par le

En ce qui concerne la modification de l'état d'esprit de la République, en revanche, la guerre civile qui met aux prises leurs compatriotes du Nord et dont les retombées sur eux-mêmes ne sont pas négligeables n'est qu'un élèment d'un ensemble plus vaste de phénomènes qui ont, dans les deux dernières décennles, fait basculer l'Irlande du Sud de la quasi-Arcadie à la société de consommation, de l'isolement — voire de l'isolationnisme — à l'intégration à l'Europe, de la phallocratie à

particulier.

* Corédacteur en chef des Cahiers irlandais publiés par le Contre d'études et de

un embryon de libération de la femme : et les deux communautés catholiques, que sépare la frontière absurde, d'un strict jansénisme attardé à des mœurs quasi permissives, de la foi médiévale du charbonnier au scepticisme le plus

A cet egard, on peut, d'un point de vue littéraire, unifier les deux Irlandes - meme si, politiquement, il est probable qu'elles attendront cette unification bien plus longtemps, — le Nord, où l'héroine du roman de Brian Moore dėja mentionnė peut s'ecrier: Les protestants ne croient plus à la

[Grande-Bretagne, Les catholiques ne croient plus en [Dieu et ni les uns ni les autres ne croient plus

La l'avenir : le Sud où, depuis quelques années, on a vu une extraordinaire prolifération d'ouvrages au contenu proprement impensable avant 1966, lorsque sévissait encore une censure bien plus impitoyable que l'index romain. Aucun domaine mono, hétéro ou homosexuel n'échappe désormais au roman et à la nouvelle, pas même les amours cléricales, substitut irlandals, croirait-on, des amours ancillaires de nos bourgeois d'antan Et plus typique encore est, sans doute, telle ou telle œuvre de non-fiction fustigeant l'état d'aliénation créé par des siècles d'esclavage moral et mental aussi pernicieux que le politique ou l'économique : l'on songe à ces barik de poudre que sont les deux reportages de Rosita Sweetmann: On Our Knees et On Our Racks: Sexual Attitudes in a Changing



Pourtant ces œuvres du Sud pourraient bien correspondre à la periode de hargne et de défoulement

dont nous avons dit qu'au Nord, et en ce qui concerne la guerre, elle semblait aller vers l'extinction, se contentant désormais de saisir la situation dans une perspective humaine ou nationale plutôt que de l'exploiter comme une

C'est qu'il faut, en conclusion, faire intervenir un nouvel élément, d'ordre

L'ouverture irlandaise au monde, rendue possible par la souffrance de la guerre et la perception de son absurdité comme par l'évolution économique et les effets moraux de l'ère post-conciliaire, s'accompagne d'une reflexion critique qui aboutit au rejet d'une littérature de fonction, chargée, de fait sinon d'intention, de porter le flambeau de l'identité raciale, de corriger, en riant ou en s'indignant, les mœurs, de lutter contre ceci ou en faveur de cela. Francis Stuart l'a bien exprimé dans un article de 1976, intitule: . The Soft Centre of Irish Writing » et reproduit dans un recueil au titre significatif: Paddy No More (18) u fini les Paddys = — (on sait que cette abréviation du prénom Patrick, celui du saint patron du pays, servait à désigner l'Irlandais typique, voire caricatural). L'écrivain, dit à peu près Francis Stuart, doit cesser de jouer un rôle qui — mutatis mutandis - s'apparente à celui du prêtre, du médecin, du juge, de l'avocat ou du fonctionnaire. Il n'a à être ni le laudateur du régime et de la société façon littérateur des républiques démocratiques - ni son détracteur. Il doit obliger ses semblables à se confronter à son originalité propre de createur.

Le refrain est connu, l'aiternance historique. Il reste que ce qui compte vraiment, en ce moment, dans la littérature de l'Irlande tout entière, détourne le regard des chantres martiaux ou des pères fouettards en direction de son plus récent prix Nobel : Samuel

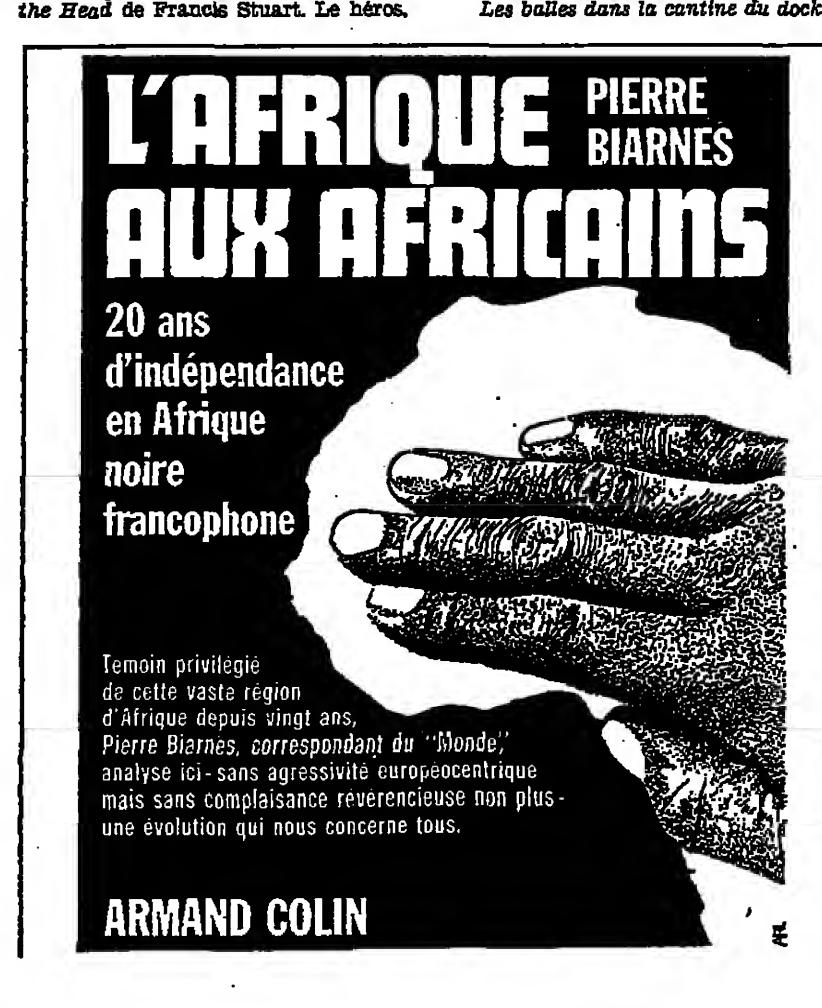
(1) CL «Luttes fratricides en Irlande du Nord >, le Monde diplomatique, avril (2) Gérard de Villiets: Furie à Bellast. Pion. Paris, 1974. (3) J.-P. Conty: Qui va trahir?. Fleuve Noir, Paris, 1975. (4) Jean-Loup Coudent : Méliez-rous de l'irlande, Fayard, Paris, 1974.
(5) Pierre Visilet: Irish Collee, Table Ronde, Paris, 1978, (6) Brian Friel: The Freedom of The Cily, Faber and Paber, Londres, 1974. -« le Droit de cité » in Thédire choisi, P.U.L. Lille, 1980. (7) Brian Priel: Volunteers. Paber and Paber, Londres, 1979. (8) Brian Moore : The Doctor's Wife, Jonathan cape, Londres, 1976.

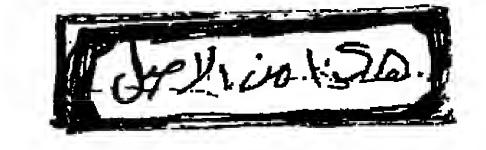
(9) Francis Stuart: A Hole in The Head, Martin Brian and O'Keeffe, Londres, 1977: Memorial, ibid., 1973.

(10) Padraic Place: The British Connection: in Odour of Blood, The Goldmith Press, Dublin, 1973.
(11) Eugene McCabe: Victims, Victor Gollancz, Londres, 1976. (12) Benedict Kiely: Prozopera, ibid. (13) Jennifer Johnston: Shadows on Our Skin, Hamish Hamilton, Londres, 1977. les Ombres sur la peau, Denoel. Paris, 1979 (Jennifer Johnston vient de publier un nouveau roman où interviendrait encore le conflit : The Old Test, Hamish Hamilton, Londres, 1979). (14) James Simmons: West Strand Visions, Blackstaff Press, Belfast 1974.

(15) Cf. Harry Barton: Yours Till Ireland Explodes, Mr. Money, Ibid., 1973.

(16) John Morrow: The Confessions of Proinsies O'Toole, Ibid., 1977. (17) Rosita Sweetman: On Our Backs, Pan Books, Londres, 1979. (18) William Vorm: Paddy No More, Modern Irish Short Stories, Wolfhound Press. Portmarnock, Co. Dublin, 1978





Dans les revues...

MERIP REPORTS, périodique américain d'information sur le Proche-Orient. consacre entièrement son dernier numéro aux cforces de gauche en Iran avec, notamment, une étude historique d'Ervand Abrahamian sur le mouvement de guérilla en ce paye de 1963 à 1977 et des déclarations des représentants des principales organisations. (N° 36, mars-avril, neuf numéros par an, 1,65 dollar. - P.O. Box 1247, New-York, N.Y. 19025.)

El Consacrá aux problèmes de l'information, le périodique américain COLUM-BIA JOURNALISM REVIEW présente une étude de M. Said sur l'attitude de la presse des Etats-Unis à l'égard de l'Iran après la prise d'otages : l'islam y apparaît comme une force rétrograde en lutte sans raison contre l'Amérique. Vision fort peu politique, conclut l'auteur, à laquelle il oppose le point de vue d'Eric Rouleau du « Monde ». (Mars-avril, bimestriel, 2,58 dollars. - 208, Alton Place, Marion, Obio 43 302.) Obio 43 302.)

M Un numéro spécial de la revue britannique THE MAGHREB REVIEW consacré à l'islam : droit constitutionnel et philosophie politique (Erwin I.J. Rosen-thal); le renouveau en Tunisie (Mark A. Tessler); islam et planification fami-lisie au Maroc (Donna L. Bowen) en sont les pièces maîtresses. (Vol. 5, nº 1, janvier-février, bimestriel, par abonne-ment seulement : 20 livres. - 96, March-mont Street, Londres, WCIN 1AG.)

E Fondée sur l'utilisation du gas, l'industrialisation des Emirats arabes unis se haurte à des contraintes que décrit John Townsend dans . MAGHREB MACHREE : rivalités internes, défaut de rentabilité et, surtout, manque de main-d'œuvre locale. Difficultés aussi en Syrie où, selon Elisabeth Picard, les problèmes découlerment davantage de l'emprise totale exercée sur l'économie par le groupe

aisoulte au pouvoir que d'un simple affrontement religiour. (Nº 87, janviermars, trimestriel, 18 F. - La Documentation française, 121, rue Henri-Barbusse, 93348 Aubervillers Cedex.)

Dans les ETUDES, une vue neuve de l'Egypte actuelle, par M. P. Martin, de l'université Saint-Joseph de Beyrouth : société « en vois de développement », certes; mais plus encore en vois de changement profond, par libération des contraintes et traditions pesantes ».
D. E. Barjou aborde, quant à lui, l'île mystérieuse du communisme qu'est l'Albanie, en rupture avec le «socialimpérialisme » soviétique comme avec le * révisionnisme chinois ». (Avril, mensuel,

14 F. - 15, rue Monsieur, Paris-7.) Pour sa première livraison, SILLAGES traite d'Israel en Méditerranée, du dislogue éventuel entre intellectuels arabes st juifs, des rapports du judaisme et du pouvoir politique, enfin des combat-tants de la paix». (N° 1, trimestriel, 10 F. - B.P. 92, Jérusalem.)

Selon L'ARCHE, les initiatives du président de la République au Proche-Orient auraient e rendu un grand service à l'Union soviétique» en remettant la question palestinjenne au centre de l'attention pour misux éclipser l'affaire afghane et diviser de nouveau les Arabes. (Avril, mensuel, 7 F. - 14, rue Georges-Berger, Paris-17°.)

ESOPE a constitué un dossier de trente pages à la « croisade » en faveur des droits de l'homme, d'abord encouragée en Chine par le gouvernement, avec un succès qui a dépassé les prévisions des dirigeants, vite déterminés à en réprimer les affets. L. Trivière se livre à une analyse détaillée du contenu très divers de ses modes d'expression. (Mars, mensuel, 10 F. - 12, rue du Quatre-Septembre, 75002 Paris.)

A signaler dans AUJOURD'HUI LA CHINE, revue de l'Association des amitiés franco-chinoises, des entretiens sur la réapparition de la fonction d'intallectuel en Chine : le phénomène traduirait la fin de la société maoiste où, peuple, Etat et parti étant confondus, la pensée aurait alors appartenu aux seuls politiques. (Nº 16-17, mars, trimestriel, 10 F. - 32, rue M.-Ripache, 75014 Paris.)

** Questions économiques et financières dans LE MOIS EN AFRIQUE (« revue d'études politiques et économiques africaines >), qui annonce une prochaine modification de son contenu : Christian Roux y dégage les conséquences de la désorganisation des échanges internationaux, en particulier les fluctuations des cours des matières premières, sur la planification des pays en voie de développe-ment; Paul Desneuf insiste, quant à lui, sur, les avantages de la zone franc pour les Etats africains qui en font partie. (N° 170-171, février-mars, mensuel, 24 F. -32, rue de l'Echiquier, 75010 Paris.)

E TESTIMONIO LATINOAMERICANO. revue éditée à Barcelone par des exilés latino-américains, propose dans sa première livraison, entre autres, un article de Hugo Chumbita critiquant la vision européenne du péronisme; et un texte de Jorge Braguiat et Horacio Arriaga sur les nouveaux modèles économiques d'exploitation capitaliste qu'élaborent à l'heure actuelle les groupes dominants d'Argentine, du Chili et d'Uruguay. (N° 1, mars-avril, bimestriel, 180 pesetes. Apartado 32142, Barcelone, Espagne.)

M La possession de l'arme nucléaire permet-elle à elle seule d'accèder au rang de grande puissance? Dans SOUS LE DRAPEAU DU SOCIALISME, David Rousset démontre le caractère illusoire d'une telle question. (Nos 82-83, janviermars, bimestriel, 15 F. - 42, rue d'Avron,

Un dossier proposé par L'ECONOMIE EN QUESTIONS replace la nouvelle loi d'orientation agricole et le mythe du e pétrole vert » dans l'évolution générale d'une économie dominée par la banque et l'industrie. (N° 13, avril-juin, trimestriel, 8 F. - 6, rue Mélingue, 75819 Paris.)

Four FAIRE, revue socialiste autogestionnaire, la gauche est partagée entre une stratégie du P.S. fondée sur « On ne veut pas le savoir et « On ne peut pas le dire »; et « la logique de l'impuis-sance » du P.C.F. et de son « socialisme blindé ». Gilles Martinet, quant à lui, dont nous ne voulons pas >, mais qui reste à ce jour le « seul socialisme réel ». (Mars, mensuel, 15 F. - 48, rue Sainte-Anne. 75002 Paris.)

CRITIQUE COMMUNISTE concentre sa critique sur le parti communiste français à propos de l'Afghanistan, de sa rrançais a propos de l'Aignanistan, de sa crise interne ou des intellectuels. Le parti communiste italien fait aussi l'objet d'une étude : « difficultés internes, pour pe pas dire crise ». Crédité de son indé-pendance à l'égard de Moscou, il lui est reproché son goût du « compromis histo-rique » et de l' « union nationale ». (N° 31, dix numéros par an, 15 F. -Editions de la Brèche, 10, impasse Guémonec, 75004 Paris.)

Les CARIERS DES SCIENCES
HUMAINES ET TECHNIQUES, outre des
scénarios futorologiques, publient une
enquête sur la dissidence et les « nouvelles résistances »; et une étude sur la
marginalité dans le mouvement syndical.
(Mars, trimestriel, 18 F. - 6, av. LéonHeuzey, 75016 Paris.)

€ Science et technique de l'aménagement des villes >. « contestation urbaine > figurent au sommaire des ANNALES DE LA RECHERCHE URBAINE, qui publient par ailleurs un supplément de six cents

pages sur le colloque de Montpellier. (N° 6, premier trimestre, 30 F. (Prix non indiqué pour le supplément.) - Centre de racharche d'urbanisme, 74, rue de la Fédération, 75739 Paris Cedex 15.)

El L'économiste Ramon Tamames expose. dans TRANSICION, son analyse de la situation espagnole telle qu'elle se reflète dans les difficultés de la gestion municipale de Madrid. (Nº 19, mensuel, avril, 200 pesetas. - Rambias, 130, 4°, Barce-

Les conclusions d'un rapport du commissariat général au plan aur l'approvisionnement de la France en matières premières sont l'occasion pour NUISANCES ET ENVIRONNEMENT/ECO 3 de dresser un tableau de la dépendance française et de souligner la responsabilité de l'Etat dans l'élaboration d'une politique adaptée. (N° 88, mai, mensuel, 18 F. - 20, rue Richer, 75441 Paris Cedex 09.)

CINÉMA

El Sous le titre « le Cinéma en cent mille pages », la revue CINEMA D'AU-JOURD'HUI publie un passionnant supplément qui constitue un véritable catalogue général de l'édition cinémato-graphique en langue française. (N° 16, trimestriel, printemps. 5 F. - 117, bd Saint-Germain, 75886 Paris.)

E La cinésate colombienne Marta Rodriguez est interviewée dans CINEMA POLITIQUE. (Nº 15, trimestriel, avril, 10 F. - 11, rue Saulnier, 75009 Paris.)

CINEMA QUATRE-VINGT propose un dossier sur le cinéma allemand (R.F.A.). (Nº 256, mensuel, avril, 14 F. - 6, rue Ordener, 75018 Paris.)

PANORAMA IMMOBILIER

POUR VENDRE OU ACHETER

UN FOMDS DE COMMERCE DE PARTICULIER A PARTICULIER

SANS COMMISSION...

COTE D'AZUR VAROISE

A CAVALAIRE

Tout près du port et des plages

LE MAYA

RESIDENCE GRAND STANDING

STUDIO à partir de 150.000 F

Documentation gratuite sur demande SCI LE MAYA 30, rue Clappier 83000 TOULON Tél. (94)93.00.13

ou 3, rue de Verdun 83120 STE MAXIME Tél. (94) 96.15.11

COTE D'AZUR VARQISE

A CARQUEIRANNE ... entre TOULON et HYERES

Tout près du port et des plages

Les arcades fleuries

RESIDENCE STYLE PROVENÇAL

28 APPARTEMENTS du T1 au T5

S.C.I. Les Arcades Fleuries 30, rue Clappier

83000 TOULON Tel. (94) 93.00.13

A 15mn. de Cannes

GRASSE

UN PARFUM

DE CALME

RESIDENCE ROSELANDIA

Une résidence de luxe de 40 appartements

au cœur de la ville

Avenue du 11-Novembre 06130 GRASSE

TEL 93-36-16-39

Tél.: (93) 51,55.60

INDICATEUR DES

COMMERCES DE FRANCE

Le calme des jardins intérieurs, le luxe des appartements, le prestige d'un quartier privilégié vous feront chaisir Les Ambassades Saint-Dominique

96 / 98, rue Saint-Dominique - Paris 7° 3-4-5 PIECES ET DUPLEX tous les jours (sauf dimanche et lundi) de 14h à 19h. Visites sur rendez-vous 705.69.11

COTE D'AZUR: Face à St-Paul-de-Vence

LES MAS DE LA

à la Colle-sur-Loup : Huiz villes provençales de très grand lexe, piscines, fardina de 1.500 à 3.500 m2 documentation sur demande à : Commercialisation OCI 22, av. Notre-Dame - 06000 Nice off. (95) 57.32.62 ROUGUIERE 4. EV. do is Tote rometro 05000 Nice tol. (82) 80.65.54

A TOULON: tout près du Cap Bron Une petite résidence de cherme, au caime, dans le vertiere à doux pes de la mar. LES JARDINS DE MONTFLEURY

66, etc. Marcal Capité TOURON Tel. 194 et. 22.19

SAINTE-MAXIME Pieds dans l'eau
Face au golfe de Saint-Tropez Petite résidence de 6 logements avec accès privé sur la plage Studios et 2 plèces entièrement menblès (valsselle, linge) de 225.000 à 290.000 P LA MAISON DE LA MER

234. av. do la Lanterne, 06200 NICE - Tél : (93) 71.26.61 Presqu'île de St-Tropez à 300 m de la plage de Tabili Vue directe sur mer, parc de 2 ha, luxueuses résidences, piscines, tennis

LES JARDINS DU PINET - Visite sur place route de Tahiti Ramabrelle - Tel. : (94) 97-10-88 IMOCOM - 150, av. des Champs-Elysées, 75008 PARIS - 359-90-89

LES ORRES Sports d'hiver. Sports d'été. **VOTRE APPARTEMENT**

"TOUTES SAISONS" "La Chamoisière"

STUDIOS ET 2 PIECES **AVEC COIN-MONTAGNE**

Achetez un appartement à votre disposition 4 semaines en hiver et 3 semaines en été et toute l'inter saison (il sera loué le reste

du temps).

La RESIDENCE

qualité et standing NORTHWOOD. Renseignements et vente : "LES GRADINS"
05200 LES ORRES
Tél. (92) 44.01.50 / 44.00.29.

Tous les jours de 10 h à 12 h et de 15 h à 17 h. A Paris : Tél. 359.46.75.

Prix très competitifs

Valmorel Tarentaise/Savoie/1400 m Hiver - Eté

en bénéficient d'un revenu net.

La copropriété conventionnée Aucune charge à payer,

Renseignements: Alpes Réservations 58, rue Maurice Ripoche 75014 Paris.Tél.539.22.37

ES PYRENEES CATALANES à 85 km de Perpignan, à 170 km de Toulouse, à 200 km de Barcelons

Le Mouraillou

53 APPARTEMENTS: Statio - 2 pièces - 3 pièces et duplex Double exposition
Lac views village at montagne STUDIOS à partir de 125,000 F 2 PIECES à partir de 185,000 F Possibilité crédit 90 %

EXC. RAPPORT QUALITE-PRIX RENDEMENT LOCATIF ELEVE Livraison décembre 1980 Résisation et vents GEPRIM 3, rva da l'Argenterie - 66000 ERPIGNAN - Tel (68) 51-41-52 Surplace AGENCE 2000 Keidence La Matte - 86210 LES

ANGLES - Tel. (68) 04-42-49 BON POUR UME DOCUMENTATION GRATUITE

NOM , , ----ADRESSE TELdomicile.....bureau..... Intéressé par studio 🛘 2 pièces 🗀 3 pièces 🖨 Duplex 🗇

Une réalisation : Jean RAYERA 20, avenue Montclar 06100 NICE



06000 Nice Commercialisation AGENCE CENTRALE 12, piace de Gaulle 06600 ANTIBES Tel. (93) 76.82.40



quelques appartements de très grand standing Promotion POLYCOM

MEDITERRANEE (M) Cette rubrique paraît dans Le Monde, Le Monde Diplomatique, la Sélection Hebdomadaire, le Monde de l'Education



La Croisette est une des demères résidences construite à 10 m de la mer.

VENEZ VISITER L'APPARTEMENT TEMOIN
SUPPLICE Aug. delittere 1933 Formers view Cuttisten 2 siège social 8 rue St-Nicolas 14000 CAEN TALISUSS 29.12 Côte Varoise-A CAVALAIRE - Près de St-Tropez 1

REALISATIONS "PLEIN SOLEIL"

LES TERRASSES | MAS DU LEVANT |
Ville 4-5 pièces | Mas 2 et 3 pièces |
Vue imprenable sur la beie | en bord de mar SETTE



LES HELIADES Des appartements de 1 à 3 pièces sur le port à proximité des plages

Orientation Sud LIVRAISON IMMEDIATE Commercialisation: Cabinet MORLOT. Qual d'Azur

34300 Cap d'Agde, Tél. (67) 94.75.50 BARBARO et Cie vous propose en ROUSSILLON



dans les **ALBERES** à 10 km d'Argelès/Mer

VILLAS DE GRAND STANDING AVEC VUE SUR MER

PARCELLES DE TERRAIN BOISE VIABILISEES immédiatement constructibles, de 500 à 800 m² BARBARO et Cie-73 bis, av. Niel, 75008 PARIS Tel.: 380.56.56 / 380.77.99

En Roussillon à Port-Barcarès

Le Soleil Levant Une réalisation de qualité face à la mer, sur le plage, dans une station moderne, centre de nautisme et de loisire. APPARTEMENTS du STUDIO au 4 PIECES Disponibles. Prestations soignées. pour moins de 5000F le m²

Documentation : HOME-VACANCES. (10 ens d'expérience de l'immobilier sur Port-Barcarès) Résidence La Sardane. 68420 PORT-BARCARES. Tél.(16.68) 86.06,10 TAU SOLEIL! COSTA BRAVA PROFITEZ DE LA BAISSE DE LA PESETA

Terrain à partir de 28.500 F

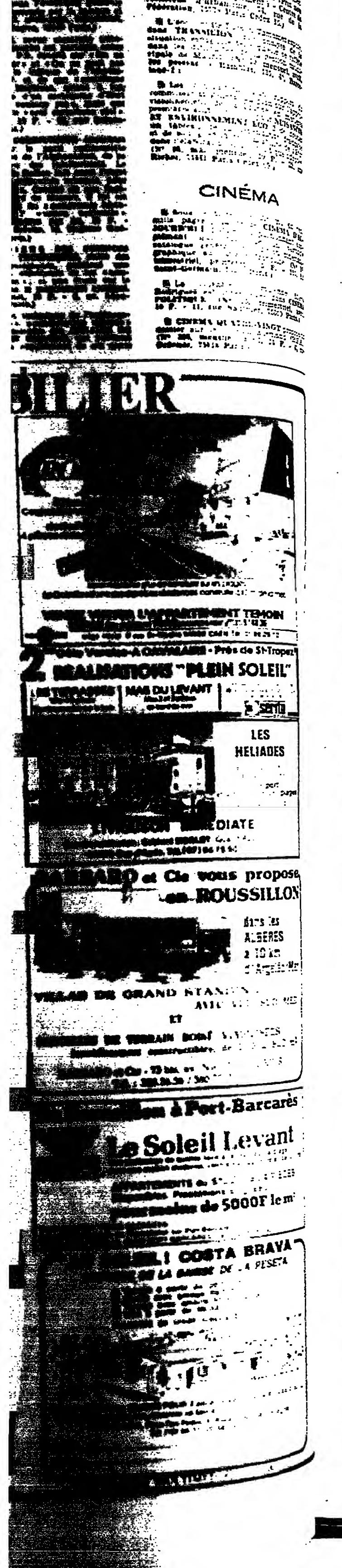
Studio avec garage 69.500 F

Terrain avec amarre 10 m. 79.000 F

Villa à partir de 89.000 F Possibilité de crédit lusqu'à 80 % FRAIS VOYAGE et SEJOUR POUR 2 personnes déduits en ces d'actier Pour tous renseignaments, retoumer ce bon à :

FUNDAMENTA, Place San Pedro, 4, Rosse, Gerone, Espagne, Tel. (19) 34-72/25-68-54

Renseignements MULTIMEDIA, 277-82-00.



CAMERAS Renouveau en Amérique latine

C'est aux Rencontres de Viñadel-Mar, au Chili,
qu'en 1969 le cinéma latino-américain est né en
tant que mouvement culturel.
Mettant fin à des
décennies de
cloisonnement, les
cinéastes du
continent se ras-

jettent pour la première fois leurs films respectifs; Cubains et Brésiliens sont alors les modèles d'originalité et de pertinence, mais tous constatent que leurs films possèdent en commun trois composantes fondamentales : culture vernaculaire, mémoire populaire et libération des peuples.

Depuis ces Rencontres, dix ans ont passé; la nuit des la Viñadictatures laisse uveugles les écrans du cône Sud et beaucoup de au Chili, cinéastes (chillens, argentins, urugayens...) se sont dispersés à travers le monde, diffusant, dans tout l'exil fécond, les idéaux de Viña-del-Mar.

A la fayeur de récents événements politiques (victoire sandiniste au Nicarogua, signature du traité sur le conal de Ponama, sursaut indépendantiste à Porto-Rico, revendications culturelles des communautés hispanophones aux États-Unis, mise en place de régimes plus démocratiques à Saint-Domingue, en Equateur, en Bolivie, au Brésil, etc.), ces idéaux — préservés à Cuba — refleurissent aujourd'hui, alors que s'aggrave la politique d'expansionnisme culturel des États-Unis, favorisée par la radicale transformation de la technologie des communications de massa et par la crise économique. La domination américaine se fait de plus en plus pesante : au cours d'un colleque organisé à La Havane, en décembre dernier, dans le cadre du Festival du nouveau cinéma latine-américain, le sociologue Gonzalez-Manet constatoit que les

Etats-Unis controlaient actuellement 30 % du total des grands moyens de communications de masse dans le monde, alors que la part de l'Amérique latine, avec ses trois cent cinquante millions d'habitants, n'atteint pas 5 %.

Les trois textes ci-dessous annoncent l'apparition, dans une conjuncture de guerre culturelle, de trois nouvelles cinématographies nationales, et proclament leur fidélité à l'esprit de Viña-del-Mar.

Lours auteurs appartiennent à des peoples parmi les plus menacés par l'impérialisme culturel. Avec talent et passion, leurs films revendiquent une indéfectible solidarité avec l'ensemble de l'Amérique latine. Ils confirment avec éclat les propos d'Alfredo Guevaro, théoricien fondamental du cinéma latino-américain, qui déclarait récemment : « Nous ne sommes pas des peuples dépourvus de ressources, nous sommes les héritiers de cultures qui ont su créer tant de beauté et de poésie, tant de science et de conscience, que leurs fruits ne pourront jamais être détruits. »

IGNACIO RAMONET.

NICARAGUA

Naissance des images d'un penple

Sous le régime de Somoza, la plupart des cent vingt-six salles de cinéma du Nicaragua appartensient au clan du dictateur. L'unique société de production de films, la Productne, réalisait les actualités cinématographiques officielles, le Nicaragua en marche, ainsi que les courts métrages pour l'entraînement de la garde nationale et quelques « spots »

Il y avait aussi deux stations de télévision: la chaîne 6, propriété de Somoza, et la chaîne 2, privée. La première diffusait en permanence, à partir de midi, des séries américaines entrecoupées de quelques émissions de propagande pour le régime. A 19 h 30 : journal télévisé, véritable antenne impérialiste donnant sur les événements du monde la version des agences de presse nord-américaines et justifiant la répression à l'intérieur. La chaîne 2, qui appartenait à la bourgeoisie d'opposition, se cantonnalt dans une attitude de prudente neutralité. Ces deux stations ne couvraient que la capitale et la région du Pacifique ; l'ensemble de la côte atlantique ne captait aucune

Une commission de contrôle des films exerçait, par ailleurs, une véritable censure politique sur tout ce qui se projetait dans le pays. Seul, dans le cadre du ciné-club universitaire, le Front révolutionnaire étudiant a proposé, à partir de 1973, souvent clandestinement, des films progressistes d'origines diverses.

En juillet 1978, la direction nationale du Front sandiniste décida de mettre sur pled sa propre équipe cinématographique afin de briser le cercle de silence, ou de mensonges, qui entourait son action, et de proposer sa propre version des événements au Nicaragua. En mars 1979 est créée l'a équipe Leonel Rurama » pour les questions de propagande : elle envoie au Sud le cinéaste portoricain Emilio Rodriguez et, au Nord, des documentaristes chiliens et mexicains. Les films, réalisés avec la participation de cinéastes sandinistes. visent à susciter des sympathies à travers le monde : tels Patria Libre o Morir de Antonio Iglesias, Los que Haran la Libertad de Berta Navarro. Nicaragua, Septiembre 78 de Franck Diamond. D'autres sont en cours de Libre de Miguel Necochea, ainsi qu'un long métrage documentaire du Nicaraguayen Johnny Henderson qui tente de brosser un tableau complet de la guerre, vue de l'intérieur des deux camps: en effet, l'a équipe Leonel Rurama » est parvenue à introduire dans

PEDRO RIVERA * :

au Panama est longtemps demeurée le fruit de l'attitude

spontanée, isolée et sporadique, de quelques individus. Il y eut, certes,

des tentatives de faire des films enra-

cinés dans la culture populaire : elles

ne sont jamais parvenues à constituer un véritable mouvement militant

rompant avec les courants colonisa-

Qu'était le cinéma panaméen avant

la création du Groupe expérimental

de cinéma universitaire (GECU) en

1972 ? Dans sa monumentale Histoire

du cinéma mondial, Georges Sadoul

ne lui consacre qu'une courte phrase : « A Panama, la première mise en

scène paralt avoir été, en 1949,

Cuando Muere la Ilusion, dirigé par

Carlo Ruiz et Julio Espinozo » (1). Le

père Ramon Maria Condomines a

réalisé un film religieux dans les

années 50. On possède aussi des

informations sur un long métrage, d'auteur inconnu, intítulé Sucre, ainsi

que sur un film de Carlos Nieto, dont

le titre Al Calor de mi Bohio Ca

Douceur de ma cabane) laisse suppo-

ser une intrigue nurale. Dans les

années 60, nous avons en l'oc-

casion de voir Ileana, la jemme et,

plus récemment, le Trésor de Morgan.

Aucun de ces films ne peut être

considéré comme le précurseur d'un

mouvement cinématographique au-

thentiquement national: aucun ne se

propose de rompre les modèles de

contenu et de forme établis par les

métropoles coloniales. Car tous sont

le produit de la conjoncture commer-

Plus récemment, l'activité du

groupe Ariel mérite une autre considération ; cette équipe de cinéas-

teurs venus des Etats-Unis.

cinématographique

la garde nationale, sous de faux pré-textes, des cinéastes amis (comme l'Uruguayen Mario Legazpi) qui ont pu filmer ses méthodes de répression. Après la victoire sandiniste est crée l'Institut nicaraguayen du cinema. Il produit, mensuellement un court métrage d'actualités, le Norticiero Incine, réalisé par Franck Pineda et Elisandro Chavez, Il vient aussi de monter un documentaire destiné à la plus large diffusion sur les problèmes de l'enseignement pendant la guerre, intitulé : L'éducation n'a pas été interrompue. L'IN.C. entreprend actuellement la réalisation d'un long métrage sur le régime de Somoza à partir d'un stock de films privés (plus de sept cents boîtes ont été retrouvées) tournés par le dictateur et ses intimes durant les fêtes, proprement orgiaques, organisées tout au long du régime et auxquelles participaient les ministres et les membres de l'oligarchie; toute la corruption morale du clan Somoza y apparaît au grand jour. D'autre part, l'I.N.C. a ouvert une

cinémathèque et il a mis sur pied des équipes de « ciné-mobile » qui parcourent le pays pour organiser des projections dans des lieux enclavés où les paysans voient du cinéma pour la première fois. Les salles appartenant au circuit somotiste ont été nationalisées, les autres continuant de proposer des films souvent dépourvus de qualité (les œuvres pornographiques ou violentes sont cependant interdites).

D'ANS le domaine de la télévision, la chaîne 6 n'existe plus ; elle sera transformée en une chaîne culturelle. Quant à la chaîne 2, elle lest

désormais placée sous le contrôle du système sandiniste de communication (1).

Créer un cinéma national sur les ruines laissées par la dictature constitue un véritable défil. Mais la courte expérience cinématographique acquise durant la guerre et la participation généreuse de cinéastes internationalistes aideront à le relever.

Le cinéma nicaraguayen, pour donner de premières images authentiques du peuple, part à la recherche d'un langage qui cherche ses racines dans la réalité concrète et dans les expériences singulières de la culture populaire.

CARLOS IBARRA, membre de la direction de l'Institut nicaraguayen du cinéma.

(1) N.D.L.R.: le système sandiniste de communication comprend, outre la chaîne 2, une station de radio et un journal quotidien.

E Barricada ».

Enquête sur la réalité panaméenne

tes a produit une vingtaine de courts

metrages, dont certains — notamment

la Tierra Prometida et Cuartos, diri-

gés par Armando Mora (2), ainsi

qu'El Canillita et Underground Panama, de Carlos Montufar — rèvè-

lent un réel désir d'expérimentation

formelle et une sérieuse volonte

d'élaborer un langage en prise sur

vaux à caractère informatif (pour

le cinéma ou la télévision), tels cer-

tains documentaires de la société

Cinelsa: le Traité qu'aucun Pana-

méen n'a signé et Energie souveraine,

A Panama, le public n'a point créé de cinéma; au contraire, c'est le

cinéma qui l'a faconné, et il a condi-

tionné ses goûts pour le plus grand

profit des compagnies américaines.

C'est pourquoi nous estimons qu'un

cinema authentiquement panaméen

tons deux de John H. Heyman.

Il fant aussi signaler certains tra-

notre réalité.

JESUS TREVINO * :

«Nous sommes Chicanos»

TES Etats-Unis comptent plus de quinze millions d'hispanophones, dont 65% sont des Chicanos (1) vivant, pour l'essentiel, en Californie, Arizona, Nevada, Colorado, Nouveau-Mexique et Texas, six Etats annexés par les Etats-Unis, après la guerre de 1848. Le traité de Guadalupe Hidalgo, qui mit fin au conflit, etipulait que les résidents maxicains de ces territoires pourraient y demeurer mais deviendraient citoyens américains; le traité leur garantissait le droit de conserver leur langue, leur religion, leurs traditions... Ce furent les

Après la révolution mexicaine de 1910, de très nombreux Mexicains arrivent dans ces Etats frontaliers et créent dans les grandes villes des barrios (quartiers) authentiquement populaires; mêlés aux Chicanos, ils élaborent une culture originale qui n'est plus tout à fait mexicaine, bien qu'elle ait toutes ses racines au Mexique. A partir de 1940, cette communauté chicana commence à prendre conscience, politiquement, d'elle-même; sa langue est un mélange de 80 % d'espagnol et de 20 % d'un jargon hispanoangiais, sorte d'argot appelé caio.

L des minorités, César Chavez contribue à accélérer l'édification d'une véritable « nation chicana ». Il lance, contre les grands exploitants agricoles, une série de grèves et de boycottages qui permettent aux Chicanos de mesurer leur force et leur spécificité culturelle. La période aliant de 1969 à 1974 a été fort exaltante après les humiliations de naguère et les tentatives d'intimidation mesquine, parfois raciste : jusqu'en 1969, par exemple, dans les écoles du Texas, on punissait les enfants chicanos qui parlaient en espagnol.

César Chavez, éprouvant le besoin d'expliquer très concrètement aux paysans les objectifs politiques de la lutte, a encouragé la création d'un théâtre populaire d'un genre nouveau; ainsi est né le Teatro Campesino, groupe qui se trouve aussi à l'origine du cinéma chicano puisque le premier film authentiquement chicano est une adaptation de la pièce l'am Joaquin réalisée, en 1967, par Luis et Daniel Valdez, les fondateurs du Teatro.

du Teatro. Mals l'essor du cinéma chicano est dû essentiellement à la télévision, et notamment à la télévision publique (2). En 1972, la station K.C.E.T.-28 de Los Angeles nous a permis de réaliser un documentaire, Yo Soy Chicano, qui euclite un intérêt considérable : les deux autres stations en langue espagnole de Los Angeles en sont venues à c'intéresser à ce mouvement culturel et ont recruté des cinéastes chicanos comme José Luis Ruiz, Moctezuma Esparza,

Adolfo Vargas, Ricardo Soto, etc.

Depuis lors, dans ce cadre, une cinquantaine de films ont été réalisés, provoquant parfole un énorme retentissement, en particulier The Unwanted (les indésirables), documentaire saisissant de

abordés des questions d'esthétique et d'idéologie ainsi que certains problèmes de production et de diffusion des films chicanos.

chicanos.

Nous souhaitons combattre, au moyen de nos films. l'image du Chicano que les moyens de communication de masse américains répandent à profusion (encore récemment dans, par exemple, Boulevards Nights, Walk Proud, Act of Violence eu Los Angeles Streets) et qui le présente comme un greaser paresseux, voyou, violent, égoiste, i gin o raint dépourve d'humanité.

La Coalition organise de printemps à Los Angeles un festival international du



For Sens - Mains Date - Asian Rin Sens - Asian Rin Sen

Affiche du film «Racines de sang» (1977), de Jesus Trevino, premier long métrage chicano.

José Luis Ruiz aur le problème des Mexicains immigrée eans permis de travail. Sur cette même question, à laquelle tous les Chicanos restent extrêmement sensibles. David Sandoval a tourné le Vallée des larmes. Dans Courage l'Prisonniers Chicanos, Ricardo Soto a montré les cifficiles conditions de détention des Chicanos dans la prison Soledad, en Californie; Adolfo Vargas a traité, dans Une nation bilingue, des problèmes nès de la double culture de

la nation chicana.

Au sein du mouvement cinématographique chicano, un groupe de réalisatrices s'est aussi constitué; les films de Maria Muñoz, d'Espéranza Vàsquez, de Lourdes Portillo et, surtout, le documentaire Chicana i de Sylvia Morales, s'attachent à mettre en pièces les stéréotypes négatifs dont on affuble, aux Etats-Unis, les

Bien que la plupart des films chicanos colent des documentaires, quelques longs métrages de fiction ont toutefois été réalisés, comme la Vida de Jeff Pénichet, Only Once in a Lifetime d'Alejandro Grattan, Amor Chicano d'Efraîn Gutierrez ou Raices de Sangre que nous-même avons tourné en 1977 sur le problème de l'exploitation, par les capitaux nord-américains, de l'abondante main-d'œuvre des villes mexicaines frontalières

En juillet 1978, nous avons créé la Coalition de cinéasies chicanos, qui regroupe une quarantaine de réalisateurs et de réalisatrices. Un bulietin d'information bimestriel est publié (3), où sont

(1) N.D.J.R.: le terme chicano n'apparait qu'au début des années 1930; il a pour origine le mot aztèque zicano.

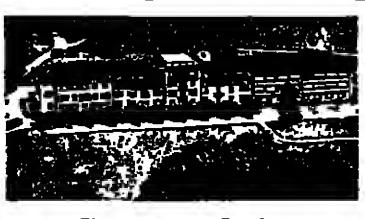
(2) En plus des trois grands réseaux privés A.B.C., C.B.S. et N.B.C., il existe aux Etats-Unis un réseau public, le Public Broadcasting System (P.B.S.) qui comprend quelque deux cent trante stations installées dans les grandes villes du pays.

(3) Chicano Cinema Newletter, P.O. Box 32004, Los Angeles, California 90032. Hutt numeros parus.

film latino-américaln. Elle s'efforce, par le cinéma, de rencuer les liens avec la grande famille latino-américaine à laquelle appartiennent les Chicanos. Car si nous restons, certes, citoyens des Etats-Unis, avant tout nous sommes Chicanos.

(Propos recueilfis par 1. R.)

* Réalisateur, chef de file des cinéastes



Clinique LA LIGNIERE
1196 Gland prés Nyon (Suisse)
Téléphone: 1022) 64.10.61

Etablissement médical, diététique et physiothérapique, au bord du lac, dans un grand domaine, avec une vue ravissante sur les Alpes.

LA LIGNIERE est spécialisée dans le traitement der maladies internes (du tube digestif, tole, vésicule biliaire, maladies de la nutrition, diabète, anémie, arthrites chroniques, moladies de l'appareil cardio-vosculoire : insuffisance cardiaque, artériosclémose, néphrite).

Programme de réadaptation cardiovasculaire après inforctus myocordique ou opérations cardioques.

Durée : 28 jours.
(Remboursé par les coisses maladie.)
Radiologie - Laboratoire
Cina mèdecins - Deux diététiciennes
DEMANDEZ LES RENSEIGNEMENTS

A LA DIRECTION

doit se fixer, dès le départ, des objectifs de libération et d'indépendance nationales. Dans cet esprit, le GECU a été créé en 1972 avec pour tâche d'entreprendre la recherche d'un landre des capacités de chaque peu engendrer sa propre culture.

d'entreprendre le recherche d'un langage original prenant en charge les spécificités de notre réalité et les expressions singulières de notre culture.

Il a produit depuis lors dans cet esprit une trentaine de documentaite et luttes antiques. Le GECU rassemble une quin-

res. Le GECO l'assemble une quinzaine de cinéastes (3) formés, pour la plupart, sur le tas. Pour favoriser la diffusion, ces cinéastes animent aussi souvent que possible la projection des films. Depuis sa création, plus d'un

(*) Réalisateur, fondateur du GECU

(Groupe expérimental de cinéma univer-

nisées, auxquelles ont assisté près de cent cinquante mille spectateurs (sur un million sept cent mille habitants). Les films du GECU ont également été diffusés à la télévision, quoique ce mode de diffusion impersonnel et ambigu n'ait guère notre sympathie. A Panama, la programmation des émissions de télévision fait la mellleure part aux produits américains; quatre chaines existent - R.P.C. Canal 4. Telepisora Nacional Canal 2. la station des Forces Armées des Etats-Unis et Canal 11 Téleexpérimental. — mais si l'on ne retient que les deux les plus importantes (R.P.C. et Televisora Nacional) on constate qu'elles ne diffusent que 32,3 % de programmes nationaux: le reste vient des Etats-Unis (4).

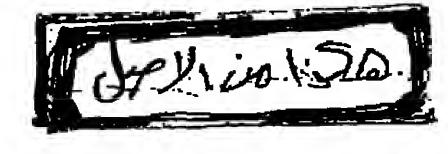
millier de projections ont été orga-

Nous refusons les modèles de Hollywood. Notre cinéme documentaire doit refléter ce que nous sommes, notre manière d'exister et nos particularités historiques. Car il faut enquêter sur la réalité, pour dégager les capacités de chaque peuple à engendrer sa propre culture.

(Propos recueillis par I.R.)

(1) Georges Badoul, Histoire du cinéma mondial, Flammarion. Paris, 1963, p. 431. (2) Cf. l'article d'Armando Mora e Films et luttes anti-impérialistes au Panamas, dans le Monde diplomatique d'octobre 1974. (3) Eur le GECU: Monografia Cine

(3) Sur le GECU: Monografia Cine Panameño (1972-1977), éditions de la Cinemateca de Cuba, ICAIC. Vedado, La Havane, 1978, 48 pages, 46 photos. (4) Sur la télévision au Panama, cf. l'article de Luis Prescott in Pormato 16 (revue du GECU), nº 6, juin 1979, p. 18. (Apartado 60-1775, estafeta El Dorado, Panama.)



ORGANISATIONS INTER

ONU

Le Conseil de sécurité condamne les agressions sud-africaines contre la Zambie

S ATSI d'une plainte de la Zambie contre S l'Afrique du Sud accusée d'intensifier ses actes d'agression, le Conseil de sécurité des Nations unies s'est réuni le 10 avril. Il a adopté à l'unanimité, le 11 avril, une résolution condamnant « énergiquement le régime taciste d'Ajtique au Sua pour les actions qu'il poursuit avec une intensité croissante et sans provocation contre la République de Zambie, et au constituent une violation flagrante de la souveraineté et de l'intégrité territoriales » de ce pays. Le Conseil exige le retrait immédiat des forces militaires aud-africaines du territoire zambien, et lance un avertissement solennel à Pretoria : au cas ou de tels actes se répéteraient, il envisagerait des mesures conformes aux dispositions de la charte des Nations unies. Le Conseil se déclare aussi demeurer saisi de la question.

L'assassinat de deux soldats de la FINUL

A la demande du gouvernement libanais, le Conseil de sécurité a entrepris, le 14 ayril, un débat sur la situation dans le sud du Liban. Le 18 avril, à la suite de l'assassinat de deux soldats irlandais de la Force intérimaire des Nations unies au Liban (FINUL) par les a forces de facto » installées dans cette région (milices conservatrices du commandant Haddad), le président du Conseil, M. Porfirio Munoz Ledo (Mexique) a fait une déclaration au nom de tous les membres. Le texte précise que cette déclaration intervient en attendant que soit prise une décision sur la situation globale au Liban et sur les actes d'hostilité commis contre ce pays, contre la FINUL et contre l'ONUST (Organisme des Nations unies chargé de la surveillance de la trêve). La déclaration condamne en termes vifs un « acte barbare » considéré comme un « défi direct » à l'autorité du Conseil de sécurité ainsi que « tous ceux » qui en partagent la responsabilité. Le Conseil y réltère son intention de prendre des mesures appropriées pour assurer le contrôle immédiat et total de « toutes les zones d'opérations jusqu'aux frontières internationales reconnues ».

Débat sur les droits des Palestiniens

Un débat sur l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinlen a été entrepris le 31 mars, à la demande du comité chargé de suivre ce problème. Après consultations, le Conseil de sécurité a décidé le 9 avril d'interrompre cette discussion en indiquant qu'il fixerait ultérieurement la date de sa reprise.

PROBLEME DE CHYPRE. — Le secrétaire général des Nations unies a informé le Conseil de sécurité le 16 avril de sa décision de nommer comme représentant special à Chypre M. Hugo Gobbi (Argentine); il succèdera à ce poste à M. Galindo Pohl. DESARMEMENT. - Le comité ad hoc chargé d'étudier la possibilité de convoquer une conférence mondiale sur le désarmement s'est réuni à New-York du 31 mars au 4 avril. - D'autre part, un groupe d'experts gouverne-

mentaux, chargé par l'Assemblée générale de l'ONU d'étudier comment instaurer un climat de confiance entre les Etais afin de faciliter le désermement. a tenu sa première session à Genève du 8 au 11 avril. NON-PROLIFERATION DES ARMRE NUCLEAURES - Le comité préparatoire de la conférence des Riais parties au traité de non-prolifération nucléaire, qui se réunira du 11 août au 5 septembre à Genève,

a tenu fin mars sa troisième et dernière session. ARMES BACTERIOLOGIQUES. — La conférence Hen Etats parties à la convention sur l'interdiction des armes diologiques, chargés de suivre le jonc-tionnement de la convention, a siégé à Genève du 3 au 21 mars. Une déclaration finale a été adoptés résumant ses conclusions.

NAMIBIE. — Le Conseil des Nations unies pour la Namible s'est réuni le 28 mars à New-York pour étudier plusieurs rapports. D'autre part, le secré-taire général de l'ONU, M. Kurt Waldheim, a publié le 31 mars un rapport à l'intention du Conseil de sécurité et dans lequel il estime nécessaire de prendre des décisions politiques pour jaire passer du stade de la discussion à la mise en œuvre le plan prévu pour l'indépendance de la Namibie.

PONDS D'AIDE A L'AFRIQUE AUSTRALE. — Au cours d'une cérémonie organisée le 19 mars à l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale (célébrée le 21 mars chaque année), 7,7 millions de dollars de contributions ont été promis pour alimenter les divers jonds des Nations unies qui journissent une aide aux populations d'Afrique australe à titre humanitoire ou en javeur de l'enseignement.

DISCRIMINATION RACIALE. - Le comité pour l'élimination de la discrimination ruciale a tenu sa vingt et unième session à Genève du 24 mars au 11 avril. Il a examiné les rapports présentés par vingt-quatre États parties à la convention sur l'élimination de la discrimination raciale, dans lesquels sont exposées les mesures prises par chacun pour honorer ses obligations.

APARTHEID. - En collaboration avec le comité spécial des Nations unies contre l'apartheid, le comité hollandais sur l'Afrique du Sud a organisé à Amsterdam, du 14 au 16 mars, un séminaire sur e un embargo pétrolier contre l'Afrique du Sud >. Les participants se sont prononcés en faveur d'un embargo complet sur la journiture de produits pétroliers à ce pays, mesure considérée comme un élément-clé de sanctions destinées à affablir le e régime raciete » de Pretoria.

DROITS DE L'HOMME. — Le comité des droits de l'homme, chargé de contrôler l'application du pacte international relatif aux droits civils et politiques, a tenu sa neuvième session du 17 mars qu 3 avril. Il a examiné des rapports présentés par le Canada, l'Itak, la Mongolle et le Sénégal. Il a aussi demande des compléments d'information à certains Etais, dont l'Iran et le Chill

DECOLONISATION. — Le comité de la décolonisation a élu pour président le 11 mars M. Frank O. Addulah (Trinité et Tobago). Il a aussi adopté son programme de travail de l'année. - Le sous-comité des petits territoires du comité de la décolonisation a ouvert sa session annuelle le 3 avril à New-York. Il a entrepris aussitôt l'examen de la situation aux Bermudes (sous administration britannique).

IDE AU KAMPUCHEA. — Au cours d'une conférence réunie le 26 mars à New-York, neuf pays se sont engagés à verser de nouvelles contributions au programme d'assistance humanitaire en laveur des quatre groupes de populations inté-resses : celles qui se trouvent à l'intérieur du Kampuchéa, celles qui se trouvent à la frontière, les Kompuchéans à l'extérieur de leur pays et les populations thallandoises offecties. Pour financer pendant trois mois la seconde phase des opérations. Les a commencé le 1^{er} avril, les fonds nécessaires sont estimés à 100 millions de dollars.

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL. - Le Conseil économique et social des Nations unies a ouvert sa première session ordinaire de 1980 le 8 world & New-York. Son ordre du jour comprend surtout des problèmes de caractère social et humanitaire, ainsi que des questions relatives aux droits de l'homme.

COMITE PLENIER SUE LES QUESTIONS ECONO-MIQUES. — Le comité plénier sur les questions économiques, qui est charge de préparer une nouvelle série de négociations sur la coopération



nucléaires.

économique internationale pour le développement, a ouvert sa première session de l'année le 31 mars. SCIENCE ET TECHNIQUE. - Le 27 mars, une conférence a siègé à New-York pour permettre aux Etats désireux de participer au sinancement du nouveau jonds intérimaire pour la science et la technique d'annoncer leurs contributions. Un total de 35,8 millions de dollars a été promis, en espèces et en nature.

Ce fonds avait été établi en décembre dernist par l'Assemblée générale de l'ONU. Sa gestion est confiée à l'administration du PNUD. ESPACE EXTRA - ATMOSPHERIQUE. - LA

sous-comité juridique du comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique a tenu sa diz-neuvième session à Genève du 10 mars au 3 avril. Ses travaux ont porté notamment sur la télévision directe par satellite et sur la télé-observation de la Terre à partir de l'espace. DROIT DE LA MER. — La troisième confé-

rence des Nations unies sur le droit de la mer a

terminé le 4 avril les travaux de sa neuvième

session qui s'était ouverte le 3 mars. Un texte

révisé de négociation a été mis au point, en vue d'une nouvelle série de réunions à Genève du 28 juillet au 29 coût. DECENNIE DE LA FEMME. -- Le comité préparatoire de la conférence mondiale de la décennie de la femme a tenu sa troisième session

d New-York is mois dernier. UNIVERSITE DES NATIONS UNIES. — En remplacement de M. James Hester (Etats-Unis). M. Koko Soediatmoko (Indonésis) a été nommé le 10 avril recteur de l'Université des Nations unies. Il prendra ses fonctions dans le courant de l'année. REFUGIES. — Le haut commissariat des Nations unies pour les réjugiés (H.C.R.) a organisé le 13 mars à Genève deux réunions pour étudier les modalités de l'aide à fournir aux six cent mille réjugiés éthiopiens hébergés dans des camps en

- D'autre part, selon des informations diffusées par le H.C.R., le gouvernement pakistanais avait recensé à la date du 20 mars un total de 585 200 réjugiés aighens, dont 484511 dans la province frontalière du Nord-Ouest et 100 689 au Baloutchiston.

JUSTICE. — Dans l'affaire du « personnel diplomatique et consulaire des Etats-Unis à Téhéran > (Etats-Unis contre Iran), la Cour internationale de justice de La Haye a siégé du 18 au 20 mars pour entendre les plaidoiries présentées au nom du gouvernement américain sur la compétence de la Cour et le sond de l'assaire.

• COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRI-QUE. — Sous l'égide de la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (C.E.A.), une conférence ministérielle s'est réunie du 9 au 12 avril à Addis-Abeba pour préparer l'ordre du jour de le réunion économique au sommet de l'O.U.A., qui devoit se tenir à Lagos dans la seconde quinzaine d'avril.

 Les problèmes des pays moins avancés ont fatt l'objet d'une réunion organisée du 17 au 22 mars dernier à Addis-Abeba, par les soins de

• COMMISSION ECONOMIQUE ET SOCIALE sixième session de la Commission économique et sociale des Nations unies pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) a eu lieu à Bangkok du 18 au 29 mars. Elle a notamment adopté un projet de stratégie pour le développement de la région dans

— En mars également, la CESAP a organisé une réunion ministérielle à Bangkok sur les modelités du programme de développement concerté entre les pays membres. Ce projet prévoit une structure organizationnelle et des apports techniques

F.A.O.

Adoption d'un « cadre » pour les consultations sur le riz

T E groupe intergouvernemental sur le riz de L'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (F.A.O.) s'est réuni à Rome du 17 au 21 mars. Les pays participant à ses activités ont adopté, sur « une base officieuse et spontanée » un a cadre pour les consultations internationales sur le riz », en précisant le rôle du groupe intergouvernemental pour encourager les échanges d'informations parmi les gouvernements membres, promouvoir la coopération, ordonner le commerce et réaliser une situation d'équilibre. Selon les estimations présentées à la session,

le commerce mondial du riz devrait atteindre, en 1980, le volume de 11,1 millions de tonnes déjá réalisé en 1979.

AU COMITE DE LA SECURITE ALIMENTAIRE. — Le comité de la sécurité alimentaire de la F.A.O. a siégé, à Rome, du 27 mars au 3 avril. Il s'est de nouveau préoccupé de la précarité de l'actuelle situation alimentairs mondiale. A cette occasion, il a été notamment précisé que le déficit alimentaire des pays en voie de développement, qui dépasse aujourd'hui 80 millions de tonnes de céréales par an, continue à s'accroître. Le coût de leurs importations de céréales augmente de plus de 30 % par an et représentait environ 17 milliards de dollars en 1979. Cette dépense absorbe le tiers de leurs recettes d'exportation provenant des produits agri-

• AGENCE INTERNATIONALE DE L'ENERGIE ATOMIQUE. — Le conseil des gouverneuss de l'Agence internationale de l'énergie atomique (A.I.B.A.) a donné le 20 mars son agrément à un nouvel accord de garanties conclu avec le Sri-Lanka conformément aux obligations qui découlent de la participation de ce pays au tratté sur la nonprolifération des armes nucléaires (T.N.P.). On compte aujourd'hui cent treize Etats parties au TNP, dont cent dir Etats non dotes d'armes

- Dans un communiqué publié à Vienne le 20 mars, l'Agence manifeste le souci de répondre à l'inquiétude de certains milieux sur les effets des ravonnements de faible intensité en particulier dans le domaine génétique. Rappelant les résultats de diverses études de caractère scientifique, elle entend ainsi e dissiper les craintes non fondées du public ». • ORGANISATION INTERGOUVERNEMENTALE CONSULTATIVE DE LA NAVIGATION MARITIME. — Les 4 et 19 mars, les gouvernements des Emirats arabes unis et de la République populaire du Bénin sont devenus membres de l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation

maritime (O.M.C.I.), qui compte désormais

cent quinze pays membres. • Union internationale des telecom-MUNICATIONS. — Environ quatre cents délégués représentant les administrations des télécommunications et des sociétés d'exploitation privées de la plupart des cent cinquante-quatre pays membres de l'Union internationale des télécommunications (U.I.T.) ont participé, du 9 au 18 avril à Paris, à la réunion de la Commission mondiale du plan pour le développement des réseaux de télécommunications. Cette commission est un organe mixte du C.C.J.T.T. (Comité consultatif international télégraphique et téléphonique), et du C.C.J.R. (Comité consultatif international des radiocommunications), organismes permanents de l'U.I.T.

• ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTE. — L'Organisation mondiale de la santé (O.M.S.) a célébré, le 7 avril, la Journée mondigle de la santé, avec pour thème cette annés : «Le tabac ou la santé, à vous de choisir.»

Au cours d'une consultation interorganisations, qui s'est tenue à Alexandrie les 28 et 29 mars. l'O.M.S., l'UNICEF et d'autres organismes sont convenus d'un programme confoint de recherche, d'éducation et de sormation destiné à aider les gouvernements dans leur étude de l'excision séminine et des dangers qu'elle représente pour la santé.

• ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR le developpement industriel. — Au 20 mars, la constitution de l'Organisation des Nations unies le 8 april 1979, avait été signée par soixante dixneul pays, et ratiliée par neul d'entre eux. Elle doit entrer en vigueur lorsque quatre-vingts Etats, avant déposé les instruments d'acceptation, d'approbation ou de ratification, en auront décidé. Des mesures en javeur de l'amélioration de l'équipement médical et des industries pharmaceutiques dans les pays en voie de développement ont été réclamées à l'issue d'une conférence à haut niveau organisée à Budapest, du 3 au 8 mars, par l'ONUDI, l'Organisation mondiale de la santé, et le gouvernement hongrois.

• ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'EDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE. -Au cours d'une cérémonis le 9 auril à Fez, M. Amailou Mahtar M'Bow, directeur général de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation. la science et la culture (UNESCO), a lancé un appel international pour la sauvegarde, la restau-ration et la réanimation culturelle de la ville de Fez. La campagne internationale lancée à cette occasion entre dans le cadre d'un « schéma directeur » élaboré par le gouvernement marocain, avec l'aide de l'UNESCO et d'experts internationaux. Cette campagne répond our mêmes préoccupations que celles qui ont conduit l'UNESCO à lancer des campagnes de Nubie, de Venise, de Borobudur. de Sukhothai, de Moenjodaro, de Carthage et de l'Acropole; elle est cependant sans précédent, car c'est la première à être menée en faveur d'une ville islamique.

— Le directeur général de l'UNESCO avait aussi lancé, le 20 mars, un appel à la communauté internationale pour la sauvegarde de trois monuments historiques d'Halti: la Citadelle, le palais de Sans-Souci, et le site des Ramiers.

- Les moyens permettant d'améliorer la coopération dans les programmes de développement de la communication ont été au centre des débats d'une conférence intergouvernementale qui s'est tenue du 14 au 21 avril au siège de l'UNESCO.

Groupe de la Banque mondiale

Prêts de la BIRD

A Banque internationale pour la recons-truction et le développement (Banque mondiale ou BIRD) annonce l'octavi des — A la Colombie (17 mars) : 87 millions de dollars pour étendre et moderniser le réseau de distribution d'électricité de Bogota; — A la Malaisie (17 mars) : 50 millions de dollars pour un neuvième projet destiné à accroître la production d'électricité - Aux Philippines (17 mars) ; 71 millions de dollars pour un projet d'irrigation qui prévoit d'accroître le rendement du riz et l'intensité des cultures sur quelque 37 800 hectares des

îles de Mindoro et Palawan; - A la Barbade (24 mars) : 10 millions de dollars pour la promotion des exportations industrielles par l'intermédiaire de la Société de développement industriel de la Barbade et de quatre autres institutions ; — Aux Philippines (24 mars); un premier prêt de 63 millions de dollars pour la remise

en état d'un réseau d'égouts dans le centre de Manille et la construction d'un réseau d'égouts collecteurs dans les quartiers les plus défavorisés de l'agglomération. Un second prêt de 12 millions de dollars contribuera à financer un projet de développement agricole à Iloilo; - A la Thallande (24 mars) : 19 millions de dollars pour le crédit agricole, qui seront utilisés par la Banque pour l'agriculture et les coopératives afin d'aider les petits exploitants dans le centre et le sud du pays :

— Au Kenya (27 mars) : 30 millions de doilars pour couvrir en partie les besoins en devises de la Banque de développement industriel en vue du financement des entreprises grandes et moyennes entre le milien de 1980 et la fin de 1982 :

— Au Mexique (27 mars) : 40 millions de dollars pour un projet de prêts à moyen et à long terme à des entreprises minières petites et moyennes par l'entremise de la Commission du développement minier et du Fonds fiduciaire mexicain pour les minerais non métalliques. - Aux Philippines (27 mars) : 72 millions de dollars pour fournir des services de base à des groupes de populations pauvres de la ville de

— A la Turquie (27 mars) : 200 millions de dollars pour lui permettre de mener à bien les mesures d'ajustement structurei, grâce au financement d'importations hautement prioritaires dans l'agriculture et l'industrie; — A la Yougoslavie (27 mars) : 125 millions

the entobecute

restissement

de dollars pour un onzième projet routier destiné à améliorer le trafic sur la route de liaison transyougoslave: — Au Botswana (3 avril) : 10 millions de dollars destinés à l'enseignement secondaire (premier cycle) et professionnel, à la formation des fonctionnaires et autres gestionnaires chargés

du développement. SANTE. — La Banque mondiale a publié le 24 mars un edocument de politique sectorielles sur la santé dans les pays en voie de développement qui annonce la décision de la Banque de fournir pour la première lois un financement direct à des projets sanitaires. Ce nouveau programms de prêt dans le secteur de la santé débutera par un projet au cours de l'exercice financier 1981 (du 1er fuilcinq projets par an pendant l'exercice 1984. Selon la BIRD, il s'agit de renjorcer les systèmes de soins sanitaires primaires et d'améliorer l'accès des pauvres aux services de santé.

EMISSION DE BONS DE LA BIRD EN FRANCS SUISSES. — La Banque mondiale a annoncé le 24 mars une seconde émission de bons libellés en france suisses réservés aux banques centrales et autres organismes gouvernementaux. D'un montant en principal de 200 millions de francs suisses, cette émission se compose de bons en france suisses à 6 % et à échéance le 15 april 1983

• EMISSION D'OBLIGATIONS DE LA BIRD EN REPUBLIQUE FEDERALE D'ALLEMAGNE. - La Banque mondiale et un syndicat de banques allemandes apant à leur tête la Deutsche Bank A.G. en tent que chef de file et la Dresdner Bank A.G., la Commerzoank A.G. et la Westdeutsche Landesbank Girozentrale en tant que cochese de sile ont siané le I avril un accord pour deux émissions publiques d'obligations libellées en deutschemarks (D.M.). Il s'agit de 150 millions de D.M. (équivalent à 77,2 millions de dollars) d'obligations à six ans et de 200 millions de D.M. (équivalant à 103 millions de dollars) d'obligations à dix ans. Le taux d'intérêt des deux émissions est de 10 % par an, payable annuellement le 1er mai. Offertes au public au pair, les obligations ne pourront être remboursées per enticipation.

• ASSOCIATION INTERNATIONALE DE DEVE-LOPPEMENT. — L'Association internationale de développement (IDA), filiale de la Banque mondiale, a approuvé le 7 avril des crédits d'un montant global de 86,5 millions de dollars ainsi répartis: - 30,5 millions de dollars à Madagascar pour aider la capitale, Antananarivo, et ses environs à jaire juce aux besoins croissants d'adduction d'eau; - 55 millions de dollars à l'Ouganda pour aider ce pays à couprir ses besoins prioritaires d'impor-tations au cours de la première tranche de son programme de reconstruction économique; - 11 millions de dollars au Sénégal pour plusieurs petites entreprises destinées à aider les pauvres dans les campagnes: le projet prévoit des activités dans les domaines de la culture vivrière, de l'apiculture et de la pêche.

Banque africaine de développement

Prêts à cinq pays

A di cours de sa cent quinzième réunion à Abidjan le 23 janvier, le conseil d'administration de la Banque africaine de développement a accordé un prêt à la Mauritanie, d'un montant de 5 millions d'u.c. (environ 1,3509 milliard de francs C.F.A.), pour le financement d'une partie du coût en devises du projet de mineral de fer des Guelle; le remboursement du prêt s'étalera sur une période de quinze ans, y compris cinq ans de différé d'amortissement. Le conseil d'administration de la Banque a

approuvé, au cours de sa cent vingt-huitième réunion, le 29 janvier, trois prêts en faveur des pays suivants: - Côte-d'Ivoire : 8 millions d'u.c. (environ 2,1614 milliards de francs C.F.A.) pour le financement du « projet d'éducation-II » (remboursables en vingt ans, y compris un différé

d'amortissement de cinq ans); - Lesotho : 8,73 millions d'u.c. (environ 2,3586 milliards de francs C.F.A.) pour financer un projet de télécommunications (remboursables en dix-sept ans, y compris un différé d'amortis-

sement de cinq ans);
— Zaire: 7,5 millions d'u.c. (environ 2,0283 milliards de francs C.F.A.) pour financer un projet d'adduction d'eau à Kananga (remboursables en seize ans, y compris un différé d'amortissement de quatre ans). Enfin un prêt a été accordé au Sénégal lors

de la cent trentième réunion du conseil d'admiministration le 26 février : 8 millions d'u.c. (environ 2,161 milliards de francs C.F.A.) pour le projet SOTEXHA (mise en piace d'un

Fonds monétaire international

Admission de la Chine

T E conseil d'administration du Fonds monétaire international (F.M.L) a décide le 17 avril. d'admettre la Chine en qualité de pays membre. Sa quote-part au Fonds est de 550 millions de D.T.S.

Une mission d'experts de caractère « technique et exploratoire » s'était récemment rendue à ainsi que l'avait confirmé le F.M.I. en date du 14 mars.

CREDIT AU COSTA-RICA. — Le Fonds a approuvé le 13 mars un accord de confirmation autorisant le Costa-Rica à effectuer, au cours des deux prochaines années, des achais d'un montant équivalant à 60,5 millions de droits de tirage spéciaux (D.T.S.), à l'appui du programme d'ajustement économique adopté par le gouvernement. Les achaix du Costa-Rica su titre de cet accord seront financés en partie avec les ressources ordinaires du Fonds (30,8 mulions de D.T.S.) et, en partie, avec les ressources disponibles dans le cadre du financement supplémentaire (29,7 millions de D.T.S.). FINANCEMENT COMPENSATOIRE - Le Mali a été autorisé, le 27 mars, par le F.M.J. à effectuer des tirages pour un montant équivalent à 5,1 millions de D.T.S. dans le codre du mécanisme de finance-

ment compensatoire VENTE MENSUELLE D'OR. - Le F.M.I. a procédé, le 2 avril, à sa vente mensuelle d'or par adjudication au profit des pays en voie de développe-

ment. Un total de 444 000 onces a ainsi été attribué entre 460 dollars et 503,51 dollars l'once, soit une movenne de 484.01 dollars Fonce.

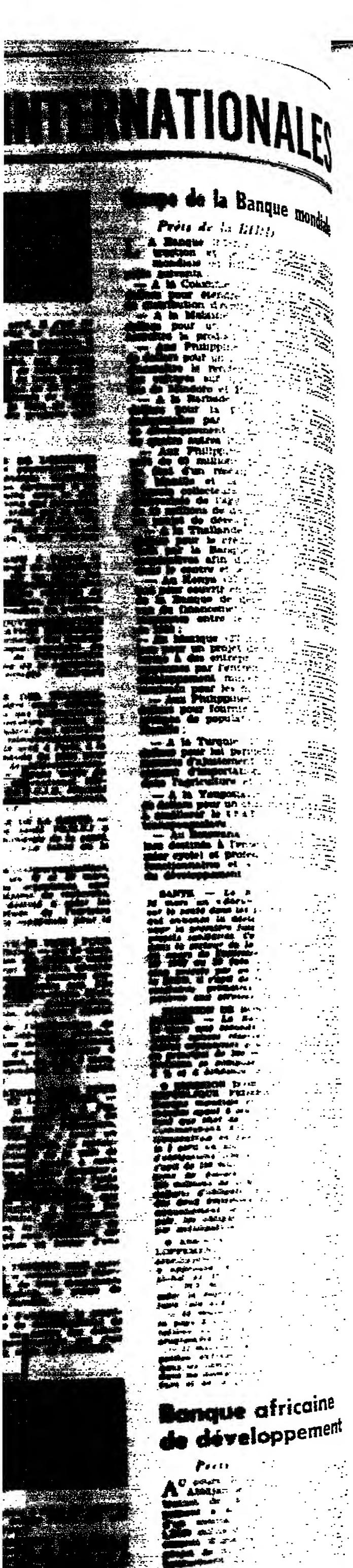
REVISION DES TAUX D'INTERET. - Le F.M.J. c annoncé, le 27 mars, la révision du taux d'intérêt des droits de tirage spéciaux (D.T.S.), ainsi que le toux d'intérêt auquel il rémunère les positions oréditrices des pays membres. Pour le trimestre com-mençant le 1 avril, le toux d'intérêt du D.T.S. a été fixé à 10,25 % (contre 9,25 %) et le taux de rémunération à 9,225 % (contre 8,325 %). UTILISATION DES D.T.B. — Le Fonde monétaire

international a pris le 14 mars des décisions auto-

risant l'utilisation des D.T.S. pour faire des

donations. En pertu de ces décisions, un partici-

pant au département des droits de tirage spéciaux du Fonds peut, par accord avec un autre participant, utiliser des D.T.S. pour faire une donction à un autre participant, notamment le réglement d'une obligation de donation. Ces décisions s'inscrivent dans le cadre de la politique du Fonds qui vise à renjorcer le tôle du D.T.S. comme instrument de réserve international. Elles complètent une sèrie de mesures prises par le conseil d'administration à la suite des demandes formulées par le comité intérimaire, en rue d'élargir l'éventait de l'utilisation du D.T.S. au bénéfics des participants. Ces deux dernières années, le Fonds a pris des décisions autorisant l'utilisation des D.T.S. par accord entre participants dans des opérations de sump et des opérations à terme, dans le cadre de prête et de dons, pour le règlement d'obligations linancières, et comme garantie de l'exécution d'obligations financières au moyen soit d'un nantissement sous forms de D.T.S., soit d'un accord de cession et de rétrocession de D.T.S.



complexe intégré de fliature, tissage, tricotage, finissage et confection à Kaolock). Rembourse ment sur quinze ans, y compris un différé d'amortissement de quatre ans).

CREDITS EN PAVEUR DE LA TANZANIE. -La Banque africaine de développement et le Fonds africain de développement ont signé, le 1er jévrier à Abidjan, irois accords avec la République unic de Tanzanie. Le Fonds lui accorde deux prêts : 8 millions d'U.C. (approximativement 1,990 milliard de france C.F.A.) pour sinancer un projet de dix ponts — tranche II (pont de la crique de Kura-sini); et 7 millions d'U.C. (soit environ 1,891 milliard de france C.F.A.) pour des travaux d'adduction d'eau et d'évacuation des cour usées et pluviales à Dodoma. Ces deux prêts sont remboursables en vingt ans, avec un disserté d'amortissement de cinq ans. Quant à la Banque africaine de développement, elle accorde à Dar-Es-Salem un prêt de 8 millions d'U.C. (environ 2,161 milliards de france C.F.A.) pour financer le projet de transport d'énergie électrique de Kitadu-Mujindi (pret remboursable en seize ans, y compris un dissert d'amortissement de quatre

FONDS AFRICAIN DE DEVELOPPEMENT. -La République de Corée a déposé, le 27 février, les instruments de ratification de l'accord portent création du Fonds africain de développement, devenant ainsi le vingt-troisième participant au Fonds. La souscription inttiale de la Corée est de 10 millions d'U.C.F. (1 U.C.F. = 1,11 doller = 248,84 F C.F.A.). - Le Fonds africain de développement et la République arabe unie d'Egypte ont signé, le 1et février, un accord aux termes duquel le Fonds accorde à l'Agypte un prét de 8 millions d'U.C.F. (environ 1,9907 milliard de france C.F.A.) pour un projet d'électrification en zone rurale. Ce prêt, qui sera remboursé en cinquante ans, avec un différé d'amortissement de dix ans, avait été approuvé par le conseil d'administration du Fonds lors de sa cinquante-sizième session à Abidjan le 26 septembre. D'autre part, aux termes d'un accord signé le 37 février, le Fonds a accordé à l'Ethiopie un prêt de 7 millions d'U.C.F. (environ 1,7419 millions de france C.P.A.) pour financer un projet d'adduction d'eau à Assab. Ce prêt, qui sera aussi remboursé en cinquante ans, avec un différé d'amortissement de une ans, avait été approuvé par le conseil d'admi-nistration du Fonds le 29 novembre dernier au cours de sa cinquante-neuvième session. — Lors de sa soizante-troisième session à Abidjan, les 28 et 29 février, le conseil d'administration du Fonds a approuvé deux prêts : 6,10 millions d'U.C.F. (environ 1.5197 milliard de france C.P.A.) au Lesotho pour le financement de la route Joel's-Drift-Khamane, et 8,25 millions d'U.C.F. (environ 2,0529 milliards de francs C.F.A.) au Soudan pour le réaménagement hydro-agricole de New-Halfa

Centre de Formation. — le centre de formation de la Banque africaine a organisé, en collaboration avec l'Institut de développement écocollaboration avec l'Institut de developpement eco-nomique de la Banque mondiale, un séminaire de huit semaines pour les cadres de banques de déve-loppement. Ouvert le 3 mars, ce séminaire met l'accent sur la jornulation, l'évaluation, le suivi et la supervision des projets viables, notamment sur les petites et moyennes entreprises.

(phase I) (remboursements sur cinquante ans, y compris diz ans de différé d'amortissement dans

Banque européenne d'investissement

Prêts à des pays de la Commu-TA Banque européenne d'investissement

(BEI) a annoncé une série de prêts aux pays et organismes suivants : - Royaume-Uni (17 mars) : trois prets d'une contre-valeur totale de 69 millions de livres sterling (106,7 millions d'u.c.) ainsi répar-tis : 25 millions de livres (à 12,25 % pour douze ans) au British Railways Board pour la construction de dix-huit trains diesel électriques à grande vitesse (200 kilomètres à l'heure) 25 millions de livres (à 11,9 % et pour quinze ans) pour financer la centrale nucléaire de Torness Point, East Lothian, enfin, deux prêts d'un total de 19 millions de livres au National Water Council

- Danemark (24 mars) : un prêt d'une contre-valeur de 36 millions de couronnes (4,7 millions d'u.c.) (pour quinze ans) en vue de la modernisation des installations de l'aéroport de Narssarsunaq, au Groenland et pour l'extension de sa capacité en tant qu'aéroport international pour les vols transatlantiques. - France (26 mars) : un prêt d'une contrevaleur de 83,7 millions de francs (14,4 millions d'u.c.) pour contribuer au financement d'équipements collectifs de petite et moyenne dimension en France dans les régions connaissant des problèmes de développement ou de conversion. Les fonds sont accordés pour quinze ans, au taux de 12,6 %, à la Caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales.

- Italie (28 mars) : des prêts d'une contrevaleur totale de 70,5 milliards de lires (60,9 millions d'u.c.) ainsi répartis : — 15 milliards de lires à la Banca Nazionale de Lavoro (section. spéciale de crédit industriel-Mediocredito) pour une durée de douze ans ; - 3 milliards de lires (pour dix ans, à 11,30 %) pour l'extension de l'usine de tuyaux et courroles de caoutchouc Uniroyal Manuli d'Ascoli Piceno (Marches); les fonds sont versés à la Cassa per il Mezzogiorno pour être transmis à l'ISVEIMER (Istituto per lo Sviluppo Economico de l'Italia Meridionale) qui finance le projet ; -- 6,5 milliards de lires pour la mise en valeur du gisement pétrolier de Nilde à 55 kilomètres au large des côtes de Sicile, à la hauteur de Marsala (pour cinq ans, à 10,95 %). L'Istituto Bancario San Paolo di Torino reprêtera les fonds à Deutsche Shell, partenaire (49 %) dans cette opération d'AGIP Spa (51 %), qui fait partie du groupe ENI — Ente Nazionale Idrocarburi ; - 24 milliards de lires pour l'amélioration du système de télex dans le Mezzogiorno. Ce prêt est accordé pour quinze ans au taux de 10,95 % au CREDIOP -Consorzio di Credito per le Opere Pubbliche qui reprêtera les fonds aux postes italiennes et à l'administration des télécommunications : enfin, 22 milliards de lires pour financer un important projet d'irrigation dans la plaine d'Oristano, en Sardaigne. Les fonds ont été mis à la disposition de la Cassa per il Mezzogiorno pour quinze ans au taux de 7,95 %, déduction faite de la bonification de 3 % accordée au

titre du Système monétaire européen: - Danemark (31 mars) : deux prets d'une contre-valeur de 70 millions de couronnes (9 millions d'u.c.) pour l'installation d'un cable sousmarin alimentant en électricité l'île de Bornholm, près de la côte suédoise, et pour la construction d'un réseau de conduites de chauffage urbain au Jutland; 25 millions ont été prétés (pour quinze ans au taux de 11,4 %) à la société coopérative de production et de distribution d'électricité de l'Ile de Bornholm, Andelsselskabet Ostkraft, et 45 millions (pour quinze ans au taux de 10.4 %) à la commune de Herning, afin de contribuer au financement d'un réseau de conduites de chauffage urbain.

PRET CONDITIONNEL EN POLYNESIE FRAN-CAISE. — La B.E.J. a accordé le 27 mars un prêt conditionnel de huit cent cinquante mille unités de compte (environ 90 millions de francs C.P.P.) pour elder au financement d'initiatives petites et moyennes dans les secieurs industriel, artisanal et touristique en Polynésie française.

Cette opération a pris la forme d'un prêt global accordé sur les capitaux à risques gérés par la B.E.I. en qualité de mandataire de la Communauté, en application de la décision du conseil des ministres de la CEE, en date du 29 juin 1878, accordant le bénéficie d'une dide spécifique aux pous et territoires d'outre-mer ayant avec certains pays membres des liens particuliers. Il s'agit de la première intervention de la B.E.I. en Polymesie. Les fonds sont accordés à la Société de crédit et de développement de l'Océanie (SOCREDO) pour le financement d'études de projets dans les secteurs

ments au moyen de prêts subordonnés (quasi-capitai) à de potites et movennes entreprises de ces secteurs ou de prises de participation dans le capital de ces entreprises. La B.E.I. rappelle que, dans un pret conditionnel, le remboursement, le taux ou la durée dépendent de conditions déterminées au moment de l'actrol du prêt. Dans le cas présent, le taux a été fixé à 2 % et la durée variera entre dix et vingt-cinq ans, scion que les jonds reprétés aidesont au linancement d'études, de prises de participation ou de prêts subordonnés.

PRET A LA GRECE — La B.E.I. a accordé le 27 mars un prét global de 20 millions d'U.C. à la Banque nationale d'investissement pour le développement industriel (NIBID) pour contribuer au financement d'initiatires industrielles et touristiques de petite et movenne dimension du secteur privé en Grèce. Ce pret, d'une durée de douze ans, au taux de 11,5 %, a été consenti dans le cadre du deuxième protocole financier signé avec la Grèce. FRET A L'AUTRICHE. — La BEI. avait accordé

le 21 mars un pret de 80 mulions de france suisses (34,8 millions d'U.C.) pour des aménagements hydroelectriques au Zillertal (Tyrol autrichien) qui presentent un intérét commun à la Communauté et à l'Autriche: la durée du prêt est de dix ans. Les emprunicurs sont deux sociétés autrichiennes de production et de distribution d'électricité, la Tauernkraftwerk A.G. (Salzbury) et l'Osterreichische Elektrizitätswirtschaft A.G. (Verbundgesellschaft), qui avaient déjà dénéficié d'un prêt de 39,4 millions d'U.C. en 1979 pour les mêmes investissements. Le conseil des gouverneurs de la B.E.I. a du accorder une autorisation spéciale pour l'octroi de ce financement en javeur d'investissements situés à l'exte-rieur de la C.E.E. Sa décision est justifiée, selon la B.E.I., par le fait que ces équipements contribueront à l'approvisionnement de la Communauté en énergie et à la réduction de sa dépendance à l'égard des importations de pétrole.

Banque des règlements internationaux

La surveillance des euromarchés DE façon inhabituelle, la Banque des règlements internationaux (B.R.I.) a publié un communiqué de presse, le 15 avril, à l'issue de la réunion mensuelle des gouverneurs des banques centrales du « groupe des Dix » et de la Suisse qui s'est tenue, à Bâle, les 10 et 14 avril. Tradusant l'inquiétude qui habite les milieux bancaires internationaux devant l'afflux des pétrodoilars, ce document annonce la création d'un « comité permanent sur les euromarchés » qui « examinera les statistiques bancaires internationales élaborées par la B.R.I. ainsi que les autres informations utiles et en rendra compte QUIL GOUVETTIEUTS 2.

Motivant leur décision, les gouverneurs rappellent que els montant des prêts bancaires internationaux s'est accru à un rythme annuel de quelque 25 % », précisant que, « en outre, pour l'avenir, la réapparition des excédents de l'OPEP parait être de nature à entrainer une importante contribution du système bancaire international au recyclage des jonds pétroliers ». En conséquence, ils déclarent que « la solidité et la stabilité du système bancaire international doivent être préservées et qu'il faut éviter que ces preis n'aient des consequences indésirables », Les gouverneurs s'engagent donc à « renforcer la surveillance périodique et systèmatique de L'évolution bancaire internationale ». Finalement, ils réaffirment a l'importance capitale qu'ils attachent au maintien de critère sains en matière de gestion bancaire (_). A cet effet, ils accordent une grande priorité à la mise en application complète des initiatives déjà prises par le comité des règles et pratiques de contrôle des opérations bancaires p.

Fonds européen de développement

Nouvelles décisions de financement T A Commission des Communautés européennes a pris, les 25 et 26 février et le 3 mars, des décisions de financement au titre du quatrieme FED (Fonds européen de développement) en faveur des pays suivants :

- Tanzanie : un prêt à conditions spéciales de 11,4 millions d'u.c. pour la route de raccordement entre Idetero et l'usine de papier du district de Musindi : - Fidji, Tonga et Samoa occidentales : une

aide non remboursable de 600 000 u.c. pour l'amélioration des services de l'aéroport de — Botswana, Lesotho et Swaziland : une aide non remboursable de 320 000 u.c. pour des projets

régionaux qui comportent tous un élément de formation régionale : - Soudan : une aide non remboursable de 4,4 millions d'u.c. pour le développement de la riziculture dans le district de Aweil :

- Rwanda : une aide non remboursable de 500 000 u.c. (an titre du troisième FED) et 1,7 million d'u.c. pour l'alimentation en eau du Mayaga-Sud: — Nigéria : une aide non remboursable de

2.32 millions d'u.c. destinée à l'assistance technique et matérielle pour le développement des ressources hydrauliques du pays; — Tanzanie, Burundi, Rwanda, Zaire et Zambie : une aide non remboursable de 4,95 millions

d'u.c. pour le port de Kigoma; - Gambie : une aide non remboursable de 1,925 millions d'u.c. pour la construction et l'équipement (deuxième phase) du collège Brikama:

— Togo: une aide non remboursable de 775 000 u.c. pour le développement de l'élevage bovin dans les régions centrales et les plateaux : — Zaire : une aide non remboursable de 490 000 u.c. pour le développement de la pêche dans la région de Baraka (lac Tanganyika) ; - Fidji : une alde non remboursable de 100 000 u.c. pour le programme pluriannuel de formation (1976–1980):

- Pays A.C.P. (Barbade, Dominique, Grenade, Guyane, Jamalque, Sainte-Lucie, Trinité et Tobago), ainsi que pays et territoires d'outremer (Antigua, Belize, Montserrat, Saint-Kitts/ Nevis/Anguilla, Saint-Vincent) : une aide non remboursable de 90 000 u.c. pour un cours régional de formation pour les fonctionnaires des douanes des pays de la Communauté des Caraibes:

— Pays A.C.P. (Bahamas, Barbade, Dominique, Grenade, Guyana, Jamaïque, Sainte-Lucie, Trinité-et-Tobago) et pays et territoires d'outre-mer (Antigua, Belize, Montserrat, îles Vierges britanniques, iles Calmans, iles Turks et Caicos, Saint-Christopher, Nevis et Anguilla, Saint-Vincent), ainsi que Colombie et Venezuela : une aide non remboursable de 500 000 u.c. pour la formation à la gestion de projets dans le cadre de Caribbean Development Bank : - Antigua, Anguilla, Barbade, Dominique, Grenade, Guyana, Jamaique, Montserrat, Saint-Kitts/Nevis. Sainte-Lucie, Saint-Vincent Trinité-et-Tohago: aide non remboursable de

1,06 million d'u.c. pour une aide à la Banque de développement des Caralbes; — Somalie : aide non remboursable de 4,5 millions d'u.c. pour la mise en valeur du périmètre agricole de Golwein-Bulo Mererta (financement

complémentaire). A la suite de la réunion du comité du FRD les 25 et 26 février, la Commission des Communautés européennes a pris, le 19 mars, de nouvelles décisions de financement intéressant les pays suivants:

— Madagascar : une aide non remboursable de 12.928 millions d'u.c. et un prét à conditions spéciales d'un montant de 6 millions d'u.c. pour la route Manakara-Irondro; - Jamaique et Belize : une aide non remboursable de 1.825 million d'u.c. pour la ferme-pilote CARICOM à Belize :

- Zambie : une aide non remboursable de 4,9 millions d'u.c. pour le projet de développement de l'exploitation-pilote de Mpongwe (première phase).

Enfin, à la suite de la réunion particulière du comité du FED le 25 mars, deux autres décisions de financement ont été prises par la Commission les 31 mars et 2 avril. Elles intéressent: 1) la Guinée-Equatoriale (aide non remboursable de 6,372 millions d'u.c. pour un programme d'aide à court terme concernant la sante publique, l'agriculture, les travaux publics, la pêche et l'énergie) et le Sénégal (une aide exceptionnelle de 700 000 u.c. à la suite de la sécheresse de 1979-1980).

• BANQUE ASIATIQUE DE DEVELOPPEMENT - La Banque asiatique de dépeloppement a accordé, le 20 mars, un pret de 5,85 millions de dollars (d l'aide du fonds d'opérations spéciales, pour quarante ans, avec une période de grace de dix ans. à 1 % par an) en saveur de l'agriculture au Laos. • BANQUE CENTRAMERICAINE D'INTEGRA-TION ECONOMIQUE. — La Banque centraméricaine d'intégration économique (B.C.I.E.) a approuvé le 24 mars un prêt d'un montant équira-lant à 1360 000 dollars à Picles Costarricenses, S.A., pour financer l'achat de biens de production. Cette société du Costa-Rica en pleine expansion prospecte actuellement le marché européen où les niveaux des toux de changes lui permettraient de tenir tête à ses concurrents étrangers. La B.C.I.E. a aussi approuvé, le 27 mars, un prêt

d'environ 900 000 dollars au gouvernement du Nicaragua pour sinancer les travaux de construction des Halles de Manaoua.

• BANQUE INTERAMERICAINE DE DEVELOP-PENENT. - Le Portugal est derenu le 25 mars le quarante-deuxième Etax membre de la Banque interaméricaine de développement. Sa contribution aux ressources interregionales de la banque est de 4 994 262 dollars : 506 662 dollars au capital rerse et 4487 600 dollars au capital exigible. D'autre part, se contribution au jonds d'opérations spé-

ciales est également de 4 994 202 dollars. - Dans son tapport annuel, publié le 13 arril, la Banque indique que sa contribution au derejoppement economique et social de l'Amérique latins a dépassé 2 milliards de dollars en 1979. Ses prêts sont passés de 1870 millions de dollars en 1978 à 2051 millions en 1979, portant le montant cumulé des prets à environ 16 milliards de dollars, somme qui contribue au sinancement de projets dont le cont total s'clère à 61 milliards de dollars.

Parm: d'autres faits saillants, les emprunts sur les marchés mondique des capitaux ont atteint 409 millions de dollers. Le rapport souligne que la Banque a continué en 1979 à accorder un traitement préserentiel aux pays les moins dereloppés et à ceux dont les marches sont limites. M. Antonio Ortiz Mena, président de la Banque, derait présenter ce rapport à la ringt et unione session annuelle de l'Assemblée des gouverneurs de la Banque, qui s'est réunie du 14 au 16 arril, à Rio-de-Janeiro,

• FONDS MONETAIRE ARABE. - Le conseil du Fonds monétaire arabe, réuni les 12 et 13 avril à Abou-Dhabi, a examine le rapport annuel sur les activités du Fonds en 1979, l' en ressort que le capital versë a alteini l'an dernier 463 milhons de dollars (contre 261 en 1978). Sur les 69 millions de dollars de préis octroyés, plus des deux tiers sont des prèts cautomatiques » auxquels les pays membres peuvent avoir recours des qu'ils oni rerse leur contribution. La majeure partie des prêts a été attribuée qu Soudan, les autres pays emprunteurs ctant la Mauritanie, le Maroc et l'Egypte (dont la participation au Fonds est actuellement suspendue et qui rembourse les 16 millions de dollars obienus du Fonds).

Association latino-américaine de libre-commerce

Vingt-deuxième session de la commission consultative des problèmes monétaires

T A vingt-deuxième session annuelle de la L commission consultative des problèmes monétaires — où siègent les représentants des banques centrales des pays membres de l'Association latino-américaine de libre-commerce (ALALC), ainsi que celui de la République dominicaine — s'est déroulée dans la capitale uruguayenne du 10 au 13 mars. Faisant le bilan du fonctionnement du système des paiements au sein de l'Association, la commission a souligné, que, en 1979, le montant des opérations avait augmenté de 45 % par rapport à l'année précédente, pour atteindre la somme de 6415000000 de dollars. Ce chiffre représente plus de 80 % du montant total des échanges au cours de la même année.

La commission a adopté une série de recommandations destinées à augmenter les ressources de l'accord de Saint-Dominique, le plafond des crédits auxquels peuvent avoir recours les banques centrales et les délais d'utilisation. Elle a enfin recommandé la réalisation d'une étude sur l'élargissement des mécanismes de l'accord en vue d'accroître éventuellement ses ressources à moyen terme de façon à permetire aux pays membres de faire face à des difficultés des balances des paiements.

LA RESTRUCTURATION DE L'ALALC. - Le première négociation consacrée à la révision du traité de Montevideo s'est déroulée du 19 au 28 mars dans les environs de Caracas.

CNUCED

Vingtième session du conseil DEUNI à Genève du 17 au 25 mars pour sa N vingtième session, le conseil du commerce et du développement de la Consérence des Nations unles pour le commerce et le développement (CNUCED) a adopté deux résolutions présentées par le « groupe des 77 ». La première recommande que la nouvelle Stratègle internationale du développement tienne compte des problèmes particuliers des peuples et des pays encore sous domination coloniale ou sous occupation étrangère et que, dans le cadre de la troisième Décennie pour le développement, le système des Nations unies affecte des ressources adéquates pour alder les mouvements de libération nationale reconnus par les organisations intergouvernementales régionales, ainsi que les peuples sous domination. Le second projet adopté concerne la préparation de la session extraordinaire de la commission économique entre pays en voie de développement : il prévoit de consacrer un total de quatre semaines à des réunions d'experts. Les groupes B (pays industriels à économie de

nus dans le vote de cette résolution. D'autres projets de résolution ont été renvoyès à la Vingt et Unième Session du Conseil, notamment un programme d'assistance aux peuples des territoires coloniaux et à leurs mouvements de libération, et des propositions sur les transferts de technologie, sur la rationalisation du mécanisme permanent de la CNUCED et sur les sociétés transnationales et le commerce international des produits de base.

marché) et D (pays socialistes) se sont abste-

COMITE INTERIMAIRE SUR LE FONDS COM-MUN. — La cinquième session du comité iniérimaire charge d'élaborer les dispositions d'un accord sur le fonds commun s'est tenue durant la première quinzaine d'april à Genève pour préparer la conférence qui devrait se réunir du 27 au 30 mai pour en adopter les statuts.

PREFERENCES COMMERCIALES ENTRE PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT. — Réunis à Genève sous l'égide de la CNUCED, les experts gouvernementaux du groupe des «77» ont conclu leurs travaux le 8 avril en décidant la création d'un comité préparatoire en vue de négocier la mise en place d'un système global de préférences commerciales entre pays en vois de développement. Cetts mesure fait suite aux intentions exprimées par le groupe des e 77 > en 1979 dans la edéclaration d'Arusha ». Le système de préférences commerciales entre pays en voie de développement renjorcerait considérablement l'autosuffisance collective « clè de voûte des efforts des pays en voie de développement pour l'étalissement du nouvel ordre économique international ».

COTON. — La cinquième réunion préparatoire chargée de mettre au point un éventuel accord international sur le coton s'est tenue du 24 au 28 mars à Genève sous les auspices de la CNUCED. Elle s'est achevée sans résultat, enregistrant cevendant le dépôt de quaire propositions émanant respectivement des Étais-Unis (premier producteur mondial), de l'U.R.S.S. (second producteur), de la Turquie (au nom des dix-huit pays en voie de développement du « groupe d'Izmir ») et d'un groupe de pays nordiques.

CACAO. - A la suite de l'échec des négociations sur le renouvellement de l'accord international sur

CNUCED, a rappelé le 2 arril que « le cacao reste une des matières du Programme intégré des produits de base dont les mécanismes sont destinés à faciliter la coopération entre producteurs et consommateurs », et qu'en conséquence il consient de poursuitre les efforts pour promouroir une telle coopération entre les gouvernements concernés. STRATEOIE INTERNATIONALE DU DEVELOPPE-MENT. — Réuni du 10 au 13 mars à Genère, le proupe interçouvernemental de haut niveau chargé de définir la contribution de la CNUCED à l'élabo-ration de la nouvelle stratégie internationale du développement, dans le cadre de la troisième decennie des Vetters unités pour le dévelopment de la contre des Nations unles pour le développement, a clos ses travaux sans prendre de décision. Il a simplement transmis au Conseil du commerce et du développement les trois positions soumites par les groupes B. D et des evr.

CENTRE DU COMMERCE INTERNATIONAL. - à l'issue de sa treizième session, le groupe consultatif comman du Centre du commerce international CNUCED-GATT a approuré, le 7 mars à Genère. un programme de coopération technique d'un montant de 17 millons de dollars pour 1980 dans le domaine de la promotion des échanges commer-ciaux en fateur des pays en roie de développement.

Groupe andin

Le développement des relations avec PArgentine

U terme d'entretiens entre les membres du A comité du Groupe andin et une délégation officielle argentine, les deux parties ont décide, le 10 mars, de donner une nouvelle impulsion à leurs relations économiques. De l'avis du comité, le développement des échanges supposerait un changement en profondeur de leurs structures. La balance commerciale entre les deux parties est, depuis des années, en équilibre, mais alors que le Groupe andin exporte vers son partenaire des matières premières et des produits énergétiques il en recoit des produits finis, notamment des véhicules de transport, des machines-outils, des tubes métalliques, etc., ainsi que des produits allmentaires très élaborés, des produits pharmaceutiques des livres. La valeur des échanges entre les deux parties est passée de 171 millions de dol-lars en 1969 à 760 millions en 1978.

ACCUEIL DE REFUGIES CUBAINS. - A Pissue d'une réunion d'urgence le 10 avril à Lima, le consest du Groupe andin a annoncé l'intention de plusieurs Etats membres du Groupe d'accueillir des Cubains désireux de quitter leur pays et réju-

VILLE D'ART, DE TOURISME ET DE CONGRES

Allie ou prestige de ses monuments anciens l'énergie souriente d'une jeppe cité oui, dans un élan sons relâche, construit son ovenir.



IPL ATZINGER.

• Le Palais des Papes; les Remparts; le Pont Saint-Bénézet, popularisé à travers le monde par la légende et la chanson, see nombreux édifices civils et religieux : · Les trésors de ses musées ; musée Calvet,

musée du Petit Palais (collection de primitifs Italiens) notamment; · Un Centre international de Congrès aménagé dans le Palais des Papes : · Son Theatre;

e Son Festival (15 iniliet-15 actt) Theatre, Chorégraphie, Cinéma, Musique: o Des services régullers de trains a autosconchettes a aller et retour au départ de Paris, Etaples (Le Touquet), Boulogne, Liège, Bruzelles, Amsterdam, Düsseldorf, Hambourg,

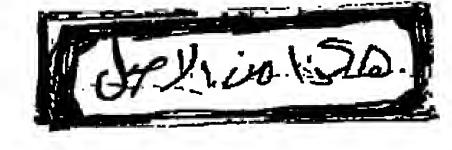
Karlaruha: • Son important Marche d'Intérêt national : e De magnifiques excursions à travers la

s Son folklore (danses et vieilles traditions);

e Le Parc des Expositions de Châteaubianc : e La Foire et Expositions du Grand Delta;

e Des satisfactions gastronomiques et des vins de grands erus (Châteauneuf-du-Pape, Côtes du Rhône, Gigondas, Tavel, etc.);

 Visitez AVIGNON « La Sonneuse de Joié L. A. Renseignements : Syndicat d'Intitative, cours Jean-Joures



giés dans l'ambassade du Pérou à La Havane. Le Pérou, en particulier, s'était déclaré disposé à en recevoir un militer. Le communiqué publié au terme de la session indique aussi que le gouvernement cubain est tenu pour cresponsable en premier lieu du réglement de cette affaire, en accord avec les principes (...) du droit international ».

NOUVELLE PROCEDURE DE COOPERATION. -Réunis à Lima le 18 mars, le consett des ministres des affaires étrangères, la commission et le comité du Groupe andin ont adopté un avant-projet por-tant sur l'établissement d'une coopération perma-nente entre les trois organes. La procédure mise au point tend à les associer très étroitement dans toutes les décisions importantes concernant l'orientation de la politique économique intérieure ainsi que les relations économiques internationales de la sous-région.

SESSION DE LA COMMISSION. - La vingtcinquième session extraordinaire de la commission du Groupe andin, du 3 au 7 mars, a été consacrée à l'examen de nouvelles propositions sur le tari extérieur commun et les normes spéciales d'origine des marchandises. De nouvelles consultations sont prévues à ce sujet.

AGRICULTURE. — Au terme de leur quatrième session à Lima, du 17 au 21 mars, les ministres de l'agriculture du Groupe andin ont adopté onze résolutions portant notamment sur les orientations générales de l'intégration de l'agriculture et de l'élevage dans les cinq prochaines années, la miss en culture de nouvelles terres, la lutte contre lu rouille du café, etc.

O.C.D.E.

Importante aide financière à la Turquie

R EUNIS le 15 avril à Paris, les représentants des gouvernements de la République fédérale d'Allemagne, d'Australie, de l'Autriche, de la Belgique, du Canada, du Danemark, des Etats-Unis, de la Finlande, de la France, de l'Italie, du Japon, du Luxembourg, de la Norvège, des Pays-Bas, du Royaume-Uni, de la Suede, de la Suisse, de la Turquie et de la Commission des Communautés européennes ont repris leurs discussions sur l'aide financière à la Turquie. Au cours d'une réunion précédente le 26 mars, ils n'avaient pu parvenir à un accord. Les pays donneurs et les Communautes européennes sont convenus de souscrire en faveur de la Turquie des engagements financiers représentant au total 1160 millions de dollars. Les dicussions bilatérales entre chaque pays domneur et le gouvernement turc auront lieu dans les mell-, leurs délais de façon à assurer le versement rapide des contributions annoncées.

Ces interventions bilatérales sont complétées par des crédits octroyés par les organismes financiers internationaux. Le 25 mars notamment la BIRD a annoncé un nouveau prêt de 200 millions de dollars à la Turquie (voir page 24).

EMPLOI DES FEMMES. — Des ministres et hauts fonctionnaires des pays membres de l'O.C.D.E. ont participé à une conférence sur l'emploi des jemmes, qui s'est tenue les 16 et 17 avril à Paris. Thèmes des travaux : d'une part, implications macro-économiques et sociales du rôle croissant des femmes dans la population active; d'autre part, segmentation et sonctionnement des marchés du travail, et politiques de nature à assurer aux femmes des chances égales à celles des hommes au regard de

RECENTES PUBLICATIONS

 Statistiques sur la construction navals : nouvelle série trimestrielle qui fournira des données statistiques sur les carnets de commandes, les nouvelles commandes et la production de navires achevés dans les pays membres du groupe de travail sur la construction navale. Italie et Espagne, dans la série

€ Etudes économiques > (87 et 70 pages).

• Examen des politiques agricoles dans les pays membres de l'O.C.D.E. — 1979 : quatrième d'une série de publications annuelles, ce rapport vise essentiellement à décrire, analyser et interpréter l'évolution et l'orientation de ces politiques en 1978-1979 (138 pages). · L'instabilité des marchés des produits agri-

• Echanges Est - Ouest : les échanges Est-Quest de produits chimiques (84 pages). • Incidences, au plan de l'action gouvernementale, de l'évolution des réseaux de données dans la zone de l'O.C.D.E. (volume III) : recuell des déclarations et communications présentées à une conférence tenue à l'O.C.D.E. en septembre 1978 (233 pages). Concentration et politique de concurrence

Organisation internationale du cacao

coles (258 pages).

Echec des négociations pour le renouvellement de l'accord

D EPRESENTANTS des pays producteurs et N des pays consommateurs de cacao se sont réunis à Londres du 27 au 30 mars pour préparer un nouvel accord international sur le cacao destiné à remplacer le précédent, qui arrivait à expiration le 31 mars. Les discussions se sont terminées sur un échec. Résolus à obtenir un prix-plancher de

120 cents américains la livre (5.35 F), les pays producteurs ont rejeté la proposition des pays consommateurs de le fixer à 100 cents (4.44 F). Devant l'impossibilité de parvenir à un compromis, ils ont alors suggeré le démantèlement de l'Organisation internationale du cacao, organe de l'accord international sur le cacao, et la liquidation du fonds de stabilisation créé en 1973 pour soutenir les prix La conférence s'est rangée à cet avis et a adopté une résolution en ce sens.

Les dix principaux producteurs, réunis au sein de l'Alliance internationale du cacao. s'étalent préalablement consultés à Yamoussoukro (Côte-d'Ivoire) les 24 et 25 mars, en vue d'adopter une position commune. Six chefs d'Etat étaient présents. A l'issue des travaux, ils avaient manifesté leur attachement au maintlen d'un accord international, mais aussi la volonté de mieux contrôler le marché par la fixation de prix minima et la constitution de stocks annuels à l'aide des surplus. Pour ce faire, ils avaient décidé d'engager une action conjointe alin d'obtenir la libre disposition des 220 millions de dollars du fonds de stabilisation deposes à Londres,

Les cinq principaux pays producteurs — Côte-d'Ivoire, Ghana, Nìgéria, Cameroun et Brésil. — qui assurent 80 % de la production mondiale, se sont réunis à Brasilia les 10 et 11 avril, à la suite de l'échec enregistre à Londres, pour s'efforcer d'unifier leur politique commerciale.

L'ultime réunion de l'Organisation internationale du cacao doit avoir lieu à Londres au

début de juin : elle procédera à la répartition du fonds de stabilisation dont le montant reviendra aux pays producteurs en proportion de leur part dans la production mondiale.

• ASSOCIATION EUROPEENNE DE LIBRE-ECHANGE. — Le comité de direction du Fonds de développement industriel de l'Association européenne de libre-échange, en faveur du Portugal, a approuvé, le 21 mars, l'octroi de deux prêts totali-rative agricole de la région de Douro-Montego, et le second, de 90 millions d'escudos senviron 1,8 million de doloars) à la SIPE, entreprise qui fabrique des équipements électriques à basse tension. • GROUPE INTERNATIONAL D'ETUDE DU PLOMB ET DU ZINC. - Lors de sa réunion à Londres le 1^{er} avril, le groupe international d'étude du plomb et du zinc a examiné de nouvelles estimations concernant la production et la consommation de plomb et de zinc en 1980 et les chissres pour l'année dernière. Les prévisions pour 1980 sont pratiquement inchangées depuis la session

• MARCHE COMMUN CENTRAMERICAIN. - La commission de coordination des marchés agricoles et de stabilisation des prix du Marché commun centraméricain (M.C.C.A.) a tenu une réunion de travail à Guatemala-Ville du 26 au 25 mars, afin d'examiner la situation de la production et de l'approvisionnement des céréales de base à l'échelon national et régional pendant la période 1979-1980. Elle a aussi considéré les prix de garantie pour la cam-

plénière du groupe, en octobre dernier.

pagne 1980-1981, et pris connaissance d'une étude sur l'adoption de normes régionales de commercia-lisation et l'établissement d'un système d'achai. normes internationales en vigueur, et l'autre ten-dant à encourager le développement de laboratoires douaniers, sinsi que les réseaux d'information altaches à leur fonctionnement. La réunion a en outre examiné les résultats de l'aide apportée à la reconstruction du Nicaragua par les directions des dovanes nationales des cinq pays.

— Le comité d'action pour la reconstruction du

Nicaragua, établi dans le cadre du Système économique latino-américain (SELA), s'est réuni le 14 mars à Managua avec le secrétaire général adjoint du Marché commun centre-américain iM.C.C.A.). Il a décidé de créer des groupes d'appui technique aux politiques d'exportation de bananes et de viande, qui seront mis à la disposition du gouvernement du Nicaragua avec la participation du secrétariat de l'intégration du M.C.C.A., à titre

 ORGANISATION DES PAYS EXPORTATEURS DE PETROLE. — Le comité de stratégie à long terme de l'Organisation des pays exportateurs de pêtrole (OPEP) a publié, le 22 février, à Londres, une étude concernant le juiur programme de production de l'Organisation. Le rapport recommande notamment des augmentations régulières des priz du petrole tenant compte de l'inflation, des fluctuations des taux de change, ainsi que des taux de croissance des pays industrialisés. Ce document sera soumis à la cinquante-sixième conférence extraordinaire de l'OPEP, qui se tiendra à Taef

(Arable Saoudite) à partir du 7 mai prohain.

estime un rapport présenté le 18 mars à la

Commission européenne. Elle sera d'environ

580 millions de tonnes en l'an 2000 contre

304 millions de tonnes en 1980. Quant à la pro-

duction de charbon de la CEE, précise ce

rapport, elle augmentera sensiblement dans les

vingt prochaines années d'environ 60 millions

de tonnes, pour s'établir aux en virons de

consommateurs de charbon dans la C.E.E. sont

les suivants : les centrales électriques (180 mil-

lions de tonnes en 1980 et 400 millions de tonnes

en l'an 2000); l'industrie sidérurgique (73,6 et

90 millions de tonnes); les industries diverses

diminuera sensiblement au cours des vingt

années à venir pour s'établir en l'an 2000 à

10 millions de tonnes contre 28,8 actuellement.

commissaire européen, indique par ailleurs que

les importations de charbon dans la C.E.E.

quadrupleront à la fin du siècle : 65,7 millions

de tonnes en 1980 et 280 millions en l'an 3000.

La Communauté européenne, souligne

M. Brunner, est le principal importateur

mondial de charbon avec 40 % du volume total

mondiale de charbon va considérablement

augmenter d'icl à la fin du siècle pour s'établir

aux environs de 6 milliards de tonnes contre

2.5 milliards de tonnes en 1980. Pour ce qui

concerne la production de charbon des Neui

en l'an 2000, seuls deux pays du Marche commun

augmenteront leur production : le Royaume-Uni

avec 170 millions de tonnes contre 123,6 millions

en 1980 et la R.F.A. (115 millions de tonnes

contre 95). En revanche, la France verrait sa

production baisser à 10 millions de tonnes en

l'an 2000 contre 18.5 millions en 1980, ainsi que

la Beigique (5 millions de tonnes en l'an 2000

COUR DE JUSTICE EUROPEENNE. - Répondant

le 27 mars, à une question de la Cour d'appel de

Londres à propos de l'affaire de Mme Smith, la

Cour de justice européenne a confirmé le drott

des semmes à recevoir un salaire égal à celui des

— D'autre part, la Cour a rejeté le 29 mars la

demande de la Commission des Communautés

européennes visant à ordonner, par une procédure de référé, des mesures provisoires contre la Prance

dans l'affaire du mouton qui oppose ce pays è

25 septembre 1979, où elle déclarait que les restric-

tions à l'importation appliquées par la France étaient contraires au traité, faisait défà obligation

d celle-ci d'ouvrir pleinement ses frontières aux

moutons britanniques et qu'il n'y apait donc pas

LES RESTRICTIONS SUR LES EXPORTATIONS

DE TELEVISION JAPONAISE. — Les movens

d'harmoniser les différentes restrictions des Rtais

membres du Marché commun aux exportations

japonaises de postes et de tubes de télévision ont

été examinés en mars par des représentants de la

Commission européenne et des autorités japonaises,

a-t-on indiqué le 8 avril à Bruxelles, de source

proche de la Commission, tout en précisant qu'il

n'existe pas actuellement de proposition de la

Commission visant à réduire les exportations japo-

trictions appliquées dans les Etats membres.

n'aurait pas automaliquement pour effet une

réduction globale des exportations japonaises vers

COUP DE FREIN AUX NEGOCIATIONS AVEC LE

COMECON. — Les représentants des neul pays de

la Communauté européenne viennent de donner un

sérieux coup de frein aux négociations entamées

pour la conclusion d'un accord commercial entre

la C.E.E. et le Comecon. Dans une lettre à

M. Nicolai Fadeieiv, secrétaire général du Conseil

d'assistance économique mutuel (C.A.E.M. ou

Comecon) le 27 mars, M. Wilhelm Haferkamp,

commissaire chargé des relations extérieures, a in-

dique que la Communauté n'estimait pas coppor-

tune s pour le moment la rencontre au sommet qui

devait avoir lieu à Bruzelles à une date non sizée, entre responsables du Comecon et de la C.E.E.

M. Hajerkamp a invoqué comme raison l'absence

de progrès au niveau des experts, réunis en mars

ACCORD COMMERCIAL AVEC LA ROUMANTE. — La C.E.E. et la Roumante ont paraphé, le 28 mars, d

Bruxelles, un accord portant sur le commerce des produits industriels. C'est la première fois qu'un pays membre du Comecon conclut un tel accord

L'accord, qui ne porte ni sur les produits acier ni

L'accora, qui ne porte ni sur les produits acter ni sur les textiles — pour lesquels des arrangements séparés sont conclus, — a une durée de cinq ans renouvelable. Il prévoit la suppression et l'accroissement de contingents de produits roumains dispensés de droits de douane par la C.E.E., tels les produits chimiques, les engrais, le verre, la céramique. En contrepartie, la Roumanie s'est engagée à développer et diversifier ses achats à la C.E.E.

L'accord sera signé sans doute avant l'été, en même temps que l'accord prévoyant la création d'une commission mixte C.E.E.-Roumanie chargée de promouvoir le développement des échanges et de surveiller l'application des accords bilatéraux.

AIDE D'URGENCE A L'ANGOLA. — La Commission de la C.E.E. a décidé d'accorder une aide d'ur-

gence de 260 000 dollars en laveur des populations d'Angola. Cette mesure s'inscrit dans un programme d'urgence de 1,95 million de dollars organisé par le Comité international de la Croix-Rouge pour aider les populations au centre de l'Angola, dont la situation est rendue estastrophique par les combais qui se poursuivent.

L'harmonisation à l'échelle de la C.E.E. des res-

de raison de répéter ce qui avait déjà été det.

La Cour a en effet considéré que son arrêt du

contre 6,4 actuellement).

hommes pour le même travall.

la Grande-Bretagne.

naises de ces produits.

les Neul.

avec la C.E.B.

Enfin, le rapport estime que la production

Le rapport élaboré par M. Guido Brunner,

La consommation domestique, cependant,

Par ordre d'importance, les différents secteurs

300 millions de tonnes.

(22.3 et 55 millions de tonnes).

La C.E.E. a également décidé d'accorder une aide alimentaire de 400 000 dollars.

AIDE AU CAMBODGE. — La Commission euro-péenne a demandé, le 2 avril, au conseil des ministres de la C.E.E. et au Parlement européen de se prononcer sur l'attribution d'une aide d'urgence de 61 millions de dollars aux populations victimes des événements du Cambodgo.

La grève à la British Steel a profité à ses concurrents européens. F E conflit de trois mois à la British Steel Corporation, qui s'est terminé le 3 avril n'aura finalement à peu près pas réduit la

production d'acier de la CECA, les acieries des pays autres que la Grande-Bretagne coulant presque autant de métal supplémentaire que le Royaume-Uni en a produit en moins. Durant les deux premiers mois de l'année (derniers chiffres connus), la production britannique d'acier a diminué de 2,56 millions de tonnes (- 82 %) par rapport à la période correspondante de 1979, mais les autres pays de la Communauté européenne en ont coulé 1.97 million de tonnes de plus (+ 10,3 %).

De sorte que le total a à peine été inférieur à celui de janvier-février 1979 : 10,61 millions de tonnes, au lieu de 11,26 (-2,7 % seulement). Ce léger fléchissement est du même ordre que celui qui a été constate aux Etats-Unis (-2.9 %). En revanche, il est vrai, la production a progressé de 5,1 % au Japon et de 18,2 % au Brésil.

Tous les pays européens ont profité de la greve britannique pour accroître leurs livraisons et leur production. La France et les Pays-Bas ont coulé 12,5 % de pius, l'Allemagne et le Luxembourg 11.7 %, L. Belgique 9.7 % et l'Italie 6,8 %. Pour la British Steel, le blian de la greve est grave : près de 3,8 millions de tonnes d'acier de manque à produire, perte de 10 % de sa part de marché sur le territoire national, quelque 200 millions de livres sterling de déficit supplémentaire.

En outre, la direction de la B.S.C. a perdu une grande partie de sa crédibilité; non seulement devant l'opinion publique, mais aussi et c'est peut-être plus grave - devant son personnel et ses cadres B.S.C. avait, en effet, proposé au départ 2 % seulement de hausse des salaires; elle a dû accepter, après quatre-vingtdix jours de conflit, 15,5 % (11 % + 4,5 % de prime de productivité). S'il est vrai que les salariés de la B.S.C., qui ont, eux aussi, perdu un montant important de salaires (de l'ordre de 1 300 livres chacun en trois mois, en moyenne), signent l'accord à 4,5 % au-dessous de leurs prétentions, la direction de l'entreprise nationalisée est aujourd'hui en position difficile pour appliquer son programme de reconversion. Comment ramener la production de 21 à 15 millions de tonnes par an sans soutien des ouvriers, mais aussi sans appui des cadres moyens qui — fait inédit — ont voté une motion de défiance à la direction de leur entreprise pendant la grève ?

L'affaire est d'autant plus préoccupante que l'on commence à dire à Londres que la B.S.C. devra, pour surmonter ses difficultés financieres aggravées, renforcer son plan de restructuration. Ce qui reviendrait à licencier plus du tiers de son personnel. Dans les régions les plus touchées par ce programme, l'amertume est d'autant plus grande. Notamment au Pays de Galles, à Port-Talbot et Lelanwern où onze mille trois cents licenciements étaient déjà prévus avant cette nouvelle dégradation.

Les plaintes américaines contre quinze aciéries européennes

Aux Etats-Unis. la commission pour le commerce international a entamé la procédure d'étude des plaintes déposées par U.S. Steel contre quinze firmes européennes accusées de dumping (voir notre précédent numéro). Des questionnaires ont été adressés eux exportateurs européens et à leurs agences d'importation aux Etats-Unis, qui auront à répondre dans les soixante jours.

Pour l'instant, les ventes d'acier européen outre-Atlantique n'ont pas fléchi, contrairement à ce que craignaient les autorités de Bruxelles où la « guerre de l'acter » était déclenchée par les firmes américaines. Mais on considère dans les milieux proches de la C.E.E. qu'il ne faut pas se réjouir trop tôt, car l'inquiétude peut faire fléchir les commandes américaines en Europe; surtout, si les plaintes contre les sociétés incriminées d'Allemagne, de France, de Belgique, d'Italie, du Royaume-Uni, du Luxembourg et des Pays-Bas étaient déclarées fondées. ces entreprises risqueraient d'importants droits compensateurs, qui enlèveraient toute compétitivité à leurs produits sur le marché américain.

En attendant la poursuite de la procédure menée par l'International Trade Commission. les contacts entre la Commission européenne et les autorités américaines sont maintenus comme prévu. Washington avait fait savoir que le « prix - gachette » (trigger price) qui sert de référence pour les importations d'acier aux Etais-Unis ne serait pas modifié au premier trimestre; mais, quelques jours plus tard, ce mécanisme était suspendu. La possibilité d'une remise en vigueur de ce système restait cependant ouverte, pour le cas où la plainte de la U.S. Steel serait retirée ou trouverait une « solution satisfaisante ».

Dans les milieux de Bruxelles, cette décision américaine n'a pas été sans provoquer une certaine perplexité. Les relations internationales de la Communauté avec les autres pays de I'O.C.D.E., notamment les Etats-Unis, reposaient en effet sur le consensus intervenu en 1977-1978, selon lequel les mesures destinées à remédier au niveau économiquement injustifié des prix sur le marché de l'acier devraient tenir compte des courants d'échanges traditionnels; mesures parmi lesquelles figurait le trigger price, que que lques plaintes antidumping n'auraient pas du faire supprimer.

Les milieux de la Commission font remarquer que proposer un quelconque modus vivendi avec les Etats-Unis dans le contexte actuel impliquerait quasi automatiquement qu'une seule entreprise, la U.S.-Steel en l'occurrence, a le pouvoir de décider ce qui est bon pour l'indus-trie sidérurgique et pour l'économie américaine ; de déterminer également ce qui est bon pour l'industrie et l'économie de la Communauté européenne; et, au surplus, de décréter que tout cela est du libre échange. La Commission européenne estime que, plus que jamais, la Communauté doit tout mettre en œuvre pour que soit respecté le consensus qui s'est dégagé au niveau de l'O.C.D.E. en 1977.

La Commission de Bruxelles entend en tout cas tout mettre en œuvre pour prouver que la plainte de la U.S. Steel (appuyée par un rapport de 1700 pages) est non fondée. Elle a garanti aux industriels européens tout son appui pour les assister dans l'exercice légai entamé par le plus grand producteur d'acter des Etats-Unis.

UN NOUVEL EMPRUNT de 150 millions de jeunes a été lancé par la Commission européenne, pour le compte de la C.E.O.A., par un syndicat de banques animé par le Crédit lyomnais et Paribas, Placé pour 6 ans, son taux est de 14,25 %.



Marché commun

La préparation du Conseil euro-

ES ministres des affaires étrangères de la CEE, réunis le 18 mars à Bruxelles, n'ont pas réussi à faire progresser sur le fond le dossier de la contribution britannique au budget de la C.E.E., qui devait être au centre des discussions du Conseil européen d'abord prévu les 31 mars et 1= avril à Bruzelles et qui a été reporté aux 27 et 28 avril à Luxembourg (voir le prochain numéro du Monde diplomatique).

Toutefois, les observateurs européens notaient un assouplissement, au moins dans la forme, dans la position britannique exprimée par le chef du Foreign Office, lord Carrington. Ce dernier avait en effet répété que les divers problèmes à l'ordre du jour du sommet (contribution britannique, « guerre du mouton », pêche, réforme de la politique agricole commune) « devront être traités chacun suivant son mérite », mais sans refuser un examen d'ensemble de tous les problèmes.

Pendant que Mme Thatcher, à Londres répétait sa menace de suspendre les paiements de la Grande-Bretagne au titre de la T.V.A. si un a règlement équitable » n'était pas trouvé sur le problème de la contribution britannique, lord Carrington, à Bruxelles, avait pris soin de ne pas mettre en cause les principes du traité de Rome, notamment sur la politique agricole commune. Le chef du Foreign Office avait simplement demandé une « modération » des

dépenses agricoles dans le budget européen. Par allieurs, les ministres des affaires étrangères de la C.E.E. ont approuve la relance du dialogue Nord-Sud dans le cadre des Nations unies. Selon les Neuf, ce dialogue devrait être axé sur trois grands thèmes : énergie, problèmes alimentaires et déficit des balances extérieures. Enfin, les Neuf ont approuvé l'accord commercial et de coopération économique et financière entre la C.E.B. et la Yougoslavie paraphé le 25 février dernier à Bruxelles. Cet accord permet un accès plus vaste aux produits industriels et agricoles yougoslaves sur le marché européen.

Dévaluation du « franc vert »

Les ministres de l'agriculture de la CEE, ont pris le 27 mars à Bruxelles une seule décision : la dévaluation de 3.7 % du « franc vert », demandée par le gouvernement français. En revanche, les Neuf ont renvoyé à plus tard le marathon sur les prix agricoles européens. La dévaluation du « franc vert » se traduit concretement par une augmentation de 3,5 % des prix garantis payés aux agriculteurs francals et par la suppression définitive des montants compensatoires français. Ces montants compensatoires, qui équivalent à des taxes à l'exportation et des subventions à l'importation, avaient gravement perturbé pendant de longues années les échanges agricoles de la France et de ses huit partenaires de la CEE.

La décision des Neuf a permis de garantir dès le 1 avril une augmentation de 3,5 % des prix aux producteurs français de lait et de vlande bovine.

En revanche, les ministres n'ont pas retenu la demande britannique de bénéficier, en raison du raffermissement de la livre sterling, de montants compensatoires positifs. Ceux-ci joueraient dans ce cas comme des subventions à l'exportation, mais entraîneraient en même temps une augmentation des prix des aliments importés

au Royaume-Uni. Sur le dossier des prix, pour M. Méhaignerie, ministre français de l'agriculture, un compromis d'ensemble devrait comprendre une augmentation moyenne des prix europeens d'environ 5 à 8 %, une taxe de coresponsabilité laitière de 1,5 % à la charge des producteurs, une organisation commune du marché du mouton, un démembrement des montants compensatoires, en particulier de ceux de l'Allemagne de l'Ouest, et, enfin, des assurances pour garantir les revenus des viticulteurs français.

Les deux grands problèmes qui restent encore en suspens, a expliqué le ministre, sont la supertaxe laitière et le problème de la contribution

La consommation du charbon en Pan 2000

La consommation de charbon dans les pays de la C.E.E. doublera d'ici à la fin du siècle,

ÉDITIONS A. PÉDONE

13, rue Soufflot, 75005 PARIS Téléphone : 354-05-97

Publication de la Revue Générale de Droit International Public n° 35

NICOLAS MATTEESCO MATTE

TRAITÉ DE DROIT AÉRIEN-AÉRONAUTIQUE

ACTION AT CAMBRIDGE STATES OF THE STATES OF

CECA

COM HELD

Agricultum da strate disconne of administraing admin

apperies

Corporation

Bearing de conflicter

Corporation

Bracketion decret

Corporation

Bracketion decret

Corporation

Corporati

De sorte que la constante de la litera de la

Total ice pays

proc britannique pr

de bour production

cont coule 13.5

Languabourg 11.7

c. S. Four is Hritan

de grave pres de 1

part de marche production

part de marche product

En cutre, in direct

reast devent copie

of that posteries

propose at depart

chaires who a de

prise de product

prise de product

prise de product

initialité de la BRC

prise de product

prise de product

prise de product

prise de product

prise de prise de prise de prise

prise d

Les plates :

guinze protes

guinze protes

Aux Plate-Utile.

guinze des platities

guinze quanta firenes

guinze

Committee Control of the Control of

The second of th

SANCTIONS POUR ENTENTES. — Trois condamnations ont été prononcées par la Commission à
l'encontre d'entreprises étécrurgiques pour ententes
contraires au traité régissant la O.R.C.A. La première vise cinq entreprises françaises s'étant entendues sur les prix des aciers spéciaux de construction,
deux d'entre elles ont aussi, pendant un certain
temps, participé à un accord de contingentement
appliqué par des producteurs français en vue de
répartir leurs livraisons d'aciers spéciaux de construction eur le marché français. La seconde condamdammation concerne huit firmes allemandes d'aciers
spéciaux ayant contingenté leurs livraisons d'aciers
de construction et de roulement sur le marché allemand. La troisième décision concerne les treize firmes déjà citées, qui ont conclu un accord tendant
à limiter la quantité d'aciers de construction altiés
livrés sur le marché intérieur du partenaire pendant
au moins six années sur huit, de 1967 à 1974 ; les
mêmes sociétés s'étaient également engagées en
1974, dans certaines pratiques concertées en matièrs

LA COUR DE JUSTICE EUROPEENNE À REJETE les recours introduits par plusieurs producteurs de jer à bétons pour obtenir l'annulation des amendes imposées par la Commission européenne pour non-respect de prix minimaux. Les entreprises concernées sont en Italie: O.L.S., Valsabbia Stefano Fra., A.F.M.J., Sider/Camina, Rumi; en France: les Aciéries de Montereau; en R.F.A.: Maximilianshifte et Korf Industrie; enjin, en Belgique: Marcinelle. En revanche, trois « bresciani » italiens ont ou leurs amendes réduites par la Cour.

Parlement européen

Echec de la session extraordinaire sur les prix agricoles

R EUNI en session extraordinaire du 24 au 26 mars à Strasbourg, le Parlement européen avait à débattre des prix agricoles. Après un vote marathon de plus de six heures, les quatre cent dix parlementaires ont été incapables de s'entendre sur un chiffre d'augmentetion des prix à proposer aux ministres de l'agriculture de la C.E.E. Ils ont simplement indiqué que la hausse de 2,4 % des prix proposés aux Neuf par la Commission de la CEE était insuffisante et inacceptable. Mais les parlementaires ont rejeté aussi blen l'augmentation de 7,9 % proposée par leur commission de l'agriculture et soutenue par les huit millions d'agriculteurs européens qu'une hausse de 5 % suggérée comme compromis par les libéraux et les démocrates-chrétiens

D'autre part, l'Assemblée de Strasbourg a été dans l'impossibilité de se prononcer aur la mise en place d'une super-taxe laitière proposée par la Commission de la C.E.E. pour mettre un terme aux excédents de beurre et de produits laitiers dans le Marché commun.

a décidé de porter quatorze requêtes à la connaissance des gouvernements intéressés et a décidé de porter dévant la cour les affaires Le Compte et Van Leuven et De Meyers contre la Belgique (les requérants sont des médecins belges qui se plaignent des procédures disciplinaires dont ils ont été l'objet). La commission a également adopté son rapport dans l'Affaira X... contre le Royaume-Uni, concernant la législation britannique qui prohibe les relations homosexuelles entre personnes de sexe mesculin.

Organisation des Etats américains

Rapport de la commission des droits de l'homme sur les prisonniers politiques à Cuba

A commission interaméricaine des droits de l'homme, organe de l'Organisation des Etats américains, a publié, au début de mars dernier, son rapport sur les prisonniers politiques à Cuba. La commission signale que, en raison des difficultés de l'enquête, faute de contacts avec les milieux officiels, elle a dû établir son rapport à l'aide de documents publications, témoignages directs et allégations sur la violation des droits de l'homme reçus ou obtenus conformément à son règlement. Elle rappelle, à cette occasion, qu'aucune organisation de défense des droits de l'homme n'a pu se rendre à Cuba au cours des vingt dernières années, et en conclut qu'il n'est pas possible, dans ces conditions, de fixer exactement le nombre des prisonniers politiques dans ce pays. En revanche, en annoncant, le 24 novembre 1978, la libération de trois mille six cents prisonniers politiques, M. Fidel Castro avait précisé que ce chiffre représentait 80 % du total : ce dernier était donc de quatre mille cinq cents.

Selon le rapport, un millier de prisonniers

seraient encore dans les prisons, dont quelquesuns condamnés sous le régime de Batista. Les détenus se divisent en deux catégories : ceux qui acceptent les principes de l'Etat socialiste en échange d'une réduction de peine, et ceux qui refusent cette possibilité (plantados). Plus d'une centaine de ces derniers seraient morts en prison, seion la commission, et leur nombre atteindraft actuellement sept cent soixante-dix. Selon les descriptions qui en sont faites, les conditions de détention de ces prisonniers sont dramatiques. Citant de nombreux cas individuels, les auteurs du rapport déclarent ne pas avoir été en mesure de vérifier la nature des crimes ou délits ayant entraîné condamnation. Ils relèvent, en revanche, certains dangers inhérents à la législation cubaine, tel l'article 61 de la Constitution selon lequel le fait d'écrire. par exemple, contre l'Etat cubain constitue une atteinte à la sécurité intérieure. Elle cite également le code pénal, qui sanctionne l'émigration illégale avec une sévérité exemplaire : les mesures de sécurité prises à titre préventif ou a posteriori, appliquées souvent aux délits d'oplnion et qui permettent de jeter des individus en prison sans jugement; les travaux forcés auxquels sont soumis les prisonniers politiques, etc.

Au terme de son rapport, la commission reconnaît que la libération de trois mille six cents prisonniers politiques, en 1978, a prouvé le souci du gouvernement cubain de résoudre ce grave problème.

SESSION DE LA COMMISSION. — La commission interaméricaine des droits de l'homme a tenu sa quarante-neuvième session ordinaire à Washington du 27 mars au 12 avril. Elle a principalement examiné les observations du gouvernement de l'Argentine à son rapport préliminaire sur la situation des droits de l'homme dans ce pays. En outre, les dates de ses visites au Nicaragua et au Guatemala ont

LE CONSEIL CONDAMNE L'ATTAQUE DE L'AMBASADE DE LA REPUBLIQUE DOMINICAINE DE BOGOTA. — Dans une résolution approuvée à l'unanimité de ses membres, le Conseil permanent de l'O.E.A. a condamné le 26 mars l'attaque de l'ambassade de la Eépublique Dominicaine à Bogota et s'est inquiété du sort des otages retenus à l'intérieur depuis le 27 jévrier dernier. Malgré cette unanimité, certaines parties de la résolution, notamment celles où il est demandé à la commission des affaires juridiques et politiques de l'O.E.A. d'uccélérer l'étude du problème du terrorisme, ont fait apparaître des différences sensibles dans le point de vue de la plupart des délégations.

PREFERENCES GENERALISEES. — Le représentant des Étais-linis a annoncé le 12 mars, devant les membres du conseil permanent de l'O.E.A., l'initiative du président Carter auprès du Congrès tendant à rendre effective la réintégration de l'Equateur et du Venezuela dans le système des préferences généralisées, établi au titre de la loi sur le commerce international de 1974. Les deux pays en graient été exclus en 1975 du fait de leur apparte-

LES ETATS-UNIS RETABLISSENT CERTAINS AVANTAGES TARIPAIRES. — Après plusieurs semaines de négociation avec le représentant du président Garter pour les affaires commerciales, M. Orfila, secrétaire général de l'O.E.A., a annoncé la 31 mars que les Etats-Unis avaient décidé de renoncer à priver neuf pays (Argentine, Colombic, El Salvador, Gualemala, Guyana, Jamalque, Nicaragua, Panama et Pérou) des avantages tarifaires généralement accordés par Washington à leurs exportations de sucre. Le bénéfice leur en avait été retiré à la suite du dépassement des limites de concurrence établies par la loi américaine sur le commerce international de 1974.

LE PEROU DENONCE L'EMBARGO SUR SES EXPORTATIONS DE THON. — Le représentant du Pérou a dénoncé derant le conseil permanent de l'O.E.A., réuni en séance ordinaire le 14 mars, l'embargo décrété par le gouvernement des Etats-Unis sur les importations de thon en provenance de son pays. La décision du gouvernement des Etats-Unis était intervenue à la fin de férrier, à la suite de l'arraisonnement de plusieurs thoniers américains opérant à l'intérieur des 200 milles des côtes péruviennes. Selon le représentant du Pérou, cette décision viole les articles 1, 3 et 34 de la charte de l'organisation interaméricaine et porte un grate préjudice à l'économie péruvienne.

ACCORD DE COOPERATION AVEO ISRAEL. —
Le secrétaire général de l'O.E.A. et le directeur du département de la coopération internationale du gouvernement israclien ont souscrit le 27 mars un accord de coopération en faveur du déceloppement des pays de l'Amerique latine et des Caralbes. L'assistance d'Israèl couvrira les domaines du développement rural, du commerce international, de la surence et de la technologie.

COMMISSION DU PACIFIQUE-SUD, — La Commission du Pacifique-Sud (C.P.S.) a organisé, du 14 au 19 avril, à Papecte (Tahiti), une conférence technique régionale sur la culture sur les

● COMPTE INTERNATIONAL DE LA CROIXROUGE. — Le Comité international de la Croix-Rouge (C.I.C.-R.) a envoyé le 25 mars à N'Djamena (Tehad), une équipe chirurgicale complète, composée d'un chirurgien, d'un anesthésiste, d'une infirmière et d'un instrumentiste, ainsi que de 750 kg de médicaments et matériel chirurgical.

— Le 27 mars, il a lancé un appel aux chejs des

— Le 27 mars, il a lancé un appel aux chejs des deux principales tendances, pour permettre l'instauration d'une trêre de quarante-huit heures à partir du 28 mars à 12 heures locales, afin d'éracuer les blessés et la population civile se trourant sur la ligne du front. Le C.J.C.-R. a également demandé que l'hôpital central, situé dans une zone proche des combats, soit neutralisé.

— Les combats s'élant poursuivis en dépit de l'appende de la toère les écuipes du C.I.C.-R. ont

l'annonce de la trêre, les équipes du C.J.C.-R. ont commencé le 30 mars à éracuer les blessés les plus grièvement atteints de l'hôpitul central à celui de Farcha, situé de l'autre côté des lignes.

— A la suite d'une demande du Croissant-Rouge a/ghan, le C.J.C.-R. a enroyé, le 22 mars, un délégué en A/ghanistan, pour éraluer les besoins dans les hôpitaux et dans les dispensaires de la capitule.

— Le C.J.C.-R. a lancé le 24 mars un appel de fonds aux gouvernements et aux sociétés nationales, pour une somme de 3,2 millions de francs suisses, afin de pouroir poursuirre ses activités au Liban.

— Le C.J.C.-R. a nommé le 1st mars M. Ulrich Wasser directeur de l'Agence centrale de recherches (A.C.R.), pour succèder à M. Pierre Basset, qui a atteint l'âge de la retraite.

OCONSEIL NORDIQUE. — Réuni du 3 au 7 mars à Reykjaril: pour sa vingt-huitième session, le Conseil nordique a adopté ringt-sept recommandations et cinq déclarations. Celles-ci concernent notamment les questions d'euseignement et d'éducation, la législation sur les transports dans les pays nordiques, la législation sur le mariage et le concubinage, la protection des consommateurs, et le rôle du Conseil nordique de recherche économique.

ORGANISATION DU TRAITE DE L'ATLAN-TIQUE NORD. — Le comité des plans de défense de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) s'est réuni à Bruxelles le 14 avril pour examiner les problèmes de défense e à la lumière de l'invasion de l'Afghanistan par l'Union sovié-uque ». Les délégations se sont entendues sur un programme de travail en prévision de la réunion des ministres de la défense prévue le mois prochain.

— Le colloque économique de l'OTAN s'est tenu au siège de l'organisation du 16 au 18 avril. Il avait pour thème : « Les réformes économiques en Europe de l'Est et les perspectives pour les

Agence de coopération culturelle et technique

La conférence générale remanie les statuts

UNE session extraordinaire de la conférence générale de l'Agence de coopération culturelle et technique (A.C.C.T.) s'est tenue à Paris du 25 au 27 mars. Dans un souci d'efficacité, les participants ont décidé une modification des statuts : la direction du secrétariat revient ainsi au seul secrétaire général, les anciens secrétaires généraux adjoints devenant directeurs généraux; ils seront nommés ultérienrement.

La conférence a, d'autre part, adopté pour 1980-1981 un budget extraordinaire de 21 millions 485 000 F destiné à des actions de solidarité en faveur de pays particulièrement éprouvés. Elle a aussi accepté par acclamation l'adhésion de la Mauritanie à l'Agence, ce qui porte à trente-quatre le nombre des Etats membres. Enfin, à l'issue des travaux, les ministres et chefs de délégation ont publié une déclaration solemnelle marquant le dixième anniversaire de l'institution.

Conseil de l'Europe

Au comité des ministres : déclarations sur PIran et l'Afghanistan DÉUNI à Lisbonne le 10 evril, le comité des In ministres du Conseil de l'Europe a adopté deux déclarations : sur la détention d'otages en Iran et sur la situation en Afghanistan. Dans le premier texte, le comité condamne la violation des principes des droits de l'homme et le recours à la violence et au terrorisme, et il presse les autorités iraniennes de libérer les otages américains. Il réltère en outre « toute l'importance qu'il attache au respect intégral des dispositions de la convention de Vienne sur les relations diplomatiques. Il condamne les violations de cette convention par l'Iran et déplore la prise d'otages à Bogota ».

A propos de la situation en Afghanistan, le comité rappelle sa précédente condamnation de l'invasion de l'Afghanistan par les forces armées soviétiques et exprime sa « projonde inquiétude » devant l'aggravation de la situation. A nouveau, il demande le « reirait total immédiat et sans conditions » des troupes soviétiques, et il exige la « création de conditions permettant au peuple afghan de choisir librement

ment. son propre avenir v. A l'issue d'un échange de vues approfondi sur les perspectives de la prochaine conférence sur sécurité et la coopération en Europe (C.S.C.E.) à Medrid, et compte tenu de la situation internationale actuelle, le comité a souligné l'importance de la conférence et a décidé d'en poursuivre activement la préparation. Tout en constatant la dégradation de la situation internationale, il a estimé nécessaire d'affirmer à Madrid l'esprit d'Heisinki et de faire progresser la détente, non seulement par des déclarations d'intention mais aussi par des actes concrets. Dans ce contexte, les ministres ont estimé qu'à Madrid on devrait convenir d'un mandat pour une conférence sur le désarmement en Europe. En raison de l'importance qu'ils attachent aux échanges de vues au sein du Conseil de l'Europe sur la C.S.C.E., les ministres ont notamment décidé d'avancer la prochaine réunion du comité afin qu'elle intervienne avant la conférence de Madrid.

En ce qui concerne le développement équilibré en Europe, les ministres ont décidé que le conseil devrait désormais jouer un rôle plus actif en tant qu'instrument de la solidarité démocratique européenne afin de réduire les déséquilibres économiques et sociaux entre les Etats membres.

Dans ce but, les ministres se sont prononcés pour une utilisation accrue du plan à moyen terme des activités intergouvernementales du Conseil de l'Europe et pour le renforcement du Fonds de réétablissement, sans exclure l'étude d'autres moyens.

Les ministres ont encore discuté, d'une part, du progrès de la coopération européenne et, d'autre part, des points d'intérêt commun concernant les Nations unes.

DROITS DE L'HOMME. — Au cours de sa cent quarante-deuxième session à Strasbourg du 3 au 14 mars, la commission européenne des ároits de l'homme a examiné cent vingt-six requêtes. Elle en a déclaré quaire recevables : deux affaires de censure de la correspondance de détenus (contre le Royaume-uni); una requête contre l'Autriche concernant le droit à un procès équitable, et une requête contre les Pays-Bas concernant le droit au respect de la vie privée et familiale. La commission

BIBLIOGRAPHIE

Une histoire du capitalisme en France

Le vollà donc sous la loupe de l'historien, ce capitalisme français dont M. Christian Bonnet, ministre de l'intérieur, disait récemment qu'il n'est pas si mauvais puisqu'il attire tous les réfugiés des régimes communistes d'Asie... Car le dernier tome de l'Histoire économique et sociale de la France, couvrant la période de 1880 à 1950, retrace l'histoire du triomphe du capitalisme comme mode d'organisation sociale (1) et s'attache à montrer comment il s'est assuré cette victoire. Tous ceux qui ne se sont pas résignés à la domination du capitalisme liront donc avec intérêt ces pages consacrées par neuf historiers français, chacun dans sa spécialité, aux aspects économiques et sociaux d'une histoire très proche et que nos contemporains connaissent, pour la plupart, de mèmoire orale.

Non que la continutté soit totale entre la France des années 1880 dans ses soubassements économiques et sociaux et la France d'aujourd'hui. Certaines courbes parient brusquement, à commencer par la courbe démographique : en 1881, l'excédent des naissances descend au-dessous de cent mille par an (en moyenne quinquennale) et ne dépassera plus ce chiffre avant 1946. L'explosion démographique de 1946, dont sont issus les «soirante-huitards», fait donc suite à une longue période de stagnation démographique. Dès 1880, plus d'un million d'étrangers viennent travailler en France... Au cours des trente années précédant 1914, la France connaît les évolutions qui caractérisent aujourd'hui les pays en voie de développement : baisse de la mortalité injantile (encore cent soixante-dix pour mille en 1890), baisse de la moralité tout court, qui passe en dessous de vingt pour mille en 1900, chuie de l'analphabétisme, ezode rural. Mais c'est aussi, à l'abri d'un protectionnisme bien senti, la croissance industrielle, l'extension des infrastructures, l'intensification des échanges. Partout, le capitalisme s'installe, qu'il s'agisse du monde rural, désormais un secteur domine, ou du type de crises que connaît l'économie, crises « à plus grande pureté capitaliste», où le rôle essentiel

revient aux faits relevant de l'investissement et de la production industrielle, reliés
aux phénomènes monétaires, de crédit et de
bourse, plutôt qu'à la chute du pouvoir
d'achat paysan, ou aux fluctuations du prix
des grains. Mais le modèle qui s'impose
est loin d'être celui de la concurrence pure
et parfaite. Si le prix des locomotives, produits manufacturés, baisse effectivement de
0,8 % par an en moyenne entre 1897 et
1913, le prix du charbon, quant à lui,
augmente de 1,8 % par an, la hausse de
cette matière première bien française étant
dus à la mise en place de réseaux d'eniente
entre les producteurs de charbon. Vollà un
détail à ne pas « souffler » à nos fournisseurs de pétrole...

L'A force de la lame de fond qui emporte la société française depuis cette époque apparaît en pleine lumière au lendemain de la seconde guerre mondiale. Aux élections législatives de 1945, pour la première fois dans l'histoire (autait-ce été aussi la detnière?), le parti communiste et la S.F.I.O. emportent la majorité absolue. Face à la trahison ou à la jaillite des classes dirigeantes, la nation ressent et exprime un besoin projond de renouveau. Et pourtant, des deux poies qui, au lendemain de la Libération, paraissaient ouveries, ce n'est pas la voie démocratique qui a été suivie (celle-ci seratt passée par l'application stricte du programme du Conseil national de la Résistance), mais la voie consistant à cétayer les pouvoirs économiques et politiques des classes dirigeantes ». En 1947, Ramadier exclut les communistes du gouvernement, le plan Marshall déverse ses dollars, le P.C.F. rejourne au manichéisme et la S.F.I.O. s'engage sur une voie qui conduira Guy Mollet à l'aventure algérienne. Une histoire à méditer.

FRÉDÉRIC LANGER.

(I) Histoire économique et sociale de la France, sous la direction de F. Braudel et E. Labrousse, PUF, Paris, tome IV, en deux volumes (premier vol.: 1880-1914, 1979, 583 p.; second. vol.: 1914-années 50, 1980, 390 p.).

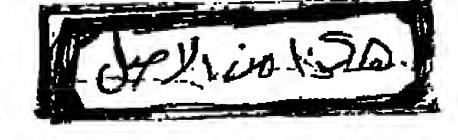




25 pays pris sur le vif



diffusés en librairies par Armand Colin



LE MONDE DIPLOMATIQUE

INTERROGATIONS

Les siècle de Marx est un juste nom des cent ans qui suivent sa mort en 1883. Celui des « bourgeois conquérants », qui le précède depuis l'écroulement de l'Ancien Régime, s'efface alors devant une lutte de classes plus équilibrée, où les gauches à l'assaut du capitalisme de marché, bannière rouge frappée de Marx en tête, conquièrent l'un après l'autre des pans successifs des pouvoirs et du monde. Au début le résistance sociale prend du Au début, la résistance sociale prend du poids, les syndicats ouvriers s'étendent ils gagnent la légalité en France quelques mois après la mort de Marx, — les partis de gauche deviennent de masse. Puis la revolution russe éclate, les « croisades contre le bolchevisme » déferient, le grand empire « soviétique » s'installe, les fils du ciei réussissent « l'assaut du ciel » que la Commune de Paris manqua, les luttes de libération embrassent les tiers-mondes et de front ou par ricochet, elles décolonisent les empires d'Occident.

Dans ces ébranlements de la planète Marx est drapeau, croix, symbole, ralliement; il fournit explications, légitimations, rationalisations, raisons d'espoir; il mobilise les énergies et concentre les indignations; il oriente les révoltés, conforte les combattants ; il guide les actes et règne sur les âmes ; il est celui qui sait. Il reussit ce tour de force de, tout à la fois, inspirer les libérations les plus légitimes et légitimer les asservissements les plus tentaculaires. Sous son charisme posthume, les meilleurs se sacrifient. En son nom, les pires oppriment. Quelles idées d'un homme de notre temps ont eu tant d'influence et ont, sans doute, tant contribué à transformer le monde?

Mais maintenant les choses changent Peut-être dans les faits, à coup sûr dans les idées. L'histoire dira si le guerre entre la Chine et le Vietnam ou le naufrage du Cambodge sonnent le glas d'une ère. Dans le domaine de la pensée, en tout cas, tout se bouleverse en se moment.

Que restera-t-il de Marx? De sa science stricte, exclusivement l'intention scientifique : ses contributions à quelques théories economiques très importantes sont maintenant de loin dépassées, et le reste est erreurs et confusions. Par ailleurs, des descriptions, analyses et hypothèses, historiques et politiques, intéressantes ou importantes. De son éthique, une théorie essentielle bien qu'machevée, celle de l'exploitation, qui est le cœur de notre problème politique. En conséquence, enfin, un principe de position politique.

Avant d'expliquer ces résultats, notons leurs conséquences sur les positions personnelles. Devant eux, faudra-t-il cesser d'être marxiste? Ou le devenir? Mais, d'abord one signifient ces positions?

The Lest impossible d'être en désaccord avec tout ce que Marx dit d'important. Mais il n'est pas non plus possible d'affirmer que tout ce qui est publié sous son nom est certainement non contradictoire ou est de la bonne analyse, ou même est exact et à tout le moins, a un sens.

Quand, par exemple, Marx s'indigne de l'ienoble travail des enfants en usine, qui ne partage son indignation? Et l'on pourrait arguer que celle-ci, contre la condition onvrière en général, est l'essentiel de Marx. Mais, d'autre part, on peut produire certaines de ses phrases et défier quiconque de prouver qu'elles ont une signification quelconque. On sait d'ailleurs que Marx n'a pas lui-même donné à publication 80 % des textes maintenant imprimés sous sa signature. Par exemple, dans les Grundrisse (qui sont dans ce cas), quelques pages géniales sur les a crises de réalisation » voisinent avec d'autres qui ne sont que galimatia. Tout le monde adhère à une partie, mais seulement à une partie, des énoncés de Marx C'est logiquement non seulement possible, mais inévitable. Se dire marxiste, ou antimarxiste, ou a-marxiste, n'a donc toujours de sens qu'en définissant.

Mais une seule définition reste possible quand on sait ce qu'il en est de Marx. Etre marxiste devient une position générale de soi dans le monde, une attitude face à la société faite d'indignation contre les misères humaines, d'intolérance envers les injustices, de désir de les combattre, d'intention d'utiliser la science pour les comprendre, sans doute aussi d'espoir et, éventuellement, d'hypothèses très générales

« Je ne suis pas marxiste », disait Marx pour se démarquer de fidèles dogmatiques et, par là, non scientifiques. Mais il l'était, bien sûr, au sens indiqué. Le plus savant connaisseur de faits sur Marx, Maximilien Rubel, dresse ainsi e Marz contre les

Dans ce numéro :

Jean-Marie Vincent.

Gèze et Patrick Gutman.

PAGE 2:

PAGE 3:

Boîte 5: 37.050 F*

PAGES 4 à 7:

marxistes » ignorants de leur inspirateur. Mais on peut trouver plus fructueux de renverser ses termes et opposer, à l'intenable marxisme littéral qui trouverait juste tout ce que Marx est censé dire, ce marxisme d'intention, d'attitude, de position, prêt à défendre Marx contre lui-même quand sa science se fourvoie, à critiquer la lettre de Marx au nom de l'esprit de Marx a Toute science qui hésite à cublica Marx. « Toute science qui hésite à oublier ses jondateurs est une science perdue », ecrivait Whitehead. Le philosophe marxiste Lukacs n'allait-il même pas jusqu'à dire qu'on peut être marxiste en n'acceptant Marx sur aucun point particulier? C'est pousser loin, mais le désaccord peut certainement porter sur un certain nombre de sujets. Lesquels?

OMPRENDRE Mark commence par distinguer la connaissance de l'indignation, la science de la morale. l'analyse économique des positions éthiques. Certes, l'idée de Marx qui, quand on la construit correctement, devient sa contribution essentielle à la pensée humaine est une analyse imbriquant étroitement les deux. On le pressent et nous le prouverons. Elle consiste à déduire l'illégitimité de la

n'avait fait que critiquer quelques écrivaillons.

Marx importe pour une seule raison. Il est celui qui se dresse face au capitalisme triomphant et crie : « Ce système est injuste et odieux. » Cela, les divers socialistes et anarchistes l'avaient déjà dit. Mais Marx ajoute: « Et je vais le prouver avec toutes les ressources de la science. » Et il s'y atteile.

En cela, il fut unique. Le réquisitoire marxiste contre le capila misère, l'aliénation, l'exploitation. Par l'aliénation, concept insufisamment développé du jeune Marx, l'homme devient étranger à ses œuvres, à son travail, à luimème, aux autres. L'exploitation capitaliste la multiplie. La misère, qui est aussi injustice si la redistribution est possible. résulte en capitalisme de l'exploitation.

E concept central de Marx est l'exploitation. On peut en donner deux définitions. D'une part, il y a des gens qui consomment et s'enrichissent, et qui ne travaillent pas et le pourraient : ils exploitent ceux qui travaillent. D'autre part, les travailleurs reçoivent en salaire réel des biens qui ont été fabriques avec moins de travail qu'eux-mêmes n'en doivent fournir en

de John Locke; au milieu, l'œuvre gauchiste et calomniée d'Adam Smith (4), la
Richesse des Nations; et pour mettre les
points sur les 1, les Principes de l'économie
politique et de l'impôt, de David Ricardo.
Une analyse plus fine résout le paradoxe.
Elle combine le plus profond des analyses
économique et éthique. Elle aboutit à
dresser une sèrie d'options d'éthique sociale originelles, dont toutes les autres se
déduisent, irréductibles à l'analyse positive
et entre elles et sur lesquelles devraient et entre elles, et sur lesque porter le choix politique cohérent et le debat politique intelligent.

A stupéfiante réussite par l'échec de Marx se comprend alors. A l'aune de ses modèles, il échoue à être le Newton de l'économie ou le Darwin de la croissance, mais il est le Luther du capitalisme. A l'ère de la science et du salarlat, l'intention et l'effort scientifiques, et la position morale opportune, fine et forte (juste en tous sens), pétris ensemble, lui ont suffi pour soulever le monde. Mais pour le mettre où ? Si Marx réussit en échouant, les marxismes échouent en réussissant ils n'ont pas instauré la liberté.

Y a-t-il une relation? De l'éthique de Marx au succès politique des marxismes, certainement. Mais de l'échec scientifique du premier à la faillite éthique des seconds? Oui et non. Ce qui est grave n'est pas l'analyse incertaine de l'économie capitaliste. C'est le souci exclusif de « critique » au détriment de la construction théorique d'une solution meilleure. Ce qui a dramatiquement manqué au socialisme à intention scientifique, c'est la science du

Cette compréhension finale de Marx est à la fois conséquence et cause du « nouveau marxisme » qui fleurit dans le monde. Une pléiade de jeunes économistes philosophes, parfaitement savants et libres. adhérant à l'éthique sociale et à l'intention scientifique de Marx, mais n'hésitant pas à le critiquer quand il le merite, fait sa tache de le reconstruire et de le compléter sur ces fondations (5). Si Marx est mort, alors il se réincarne. Car les questions qu'il a si bien posées et si peu résolues sont toujours les nôtres. Et l'on peut considérer la position face au monde dont il est l'exemple comme la seule qui exige assez de l'intelligence et de la dignité.

Au second siècle après Marx (après sa mort), que restera-t-il de lui? Les idées fausses meurent lentement. Les idées invérifiables peuvent durer éternellement. Par son exigence scientifique, Marx a luimême sélectionné ce qui lui survivra à long terme. De la science marxiste, restera ce que les savants inspirés par son éthique et par ses suggestions générales en construiront. De sa morale tout subsistera aussi longtemps que vivra son objet, la misère et l'injustice sociale, et tout spécialement la division de la société en classes. Quant à son attitude générale face à la société, à la connaissance et à l'action, quant à sa philosophie de la libération humaine, une vue pessimiste est que, dans un siècle, tout le monde sera marxiste car l'optimiste serait que plus personne n'aura de raison de l'être.

(1) Ce livre contenant exclusivement des concepts d'économie, on peut peut-être « lire le Capital » mais non le comprendre si on le traite comme de la philosophie. Cela dit sans préjuger la position politique des « lecteurs ». (2) Sans entrer ici dans les définitions et les formules, notons que, dans cette théorie de Marx, la baisse du taux de profit dépend de l'exploitation par trois voies et ne dépend ainsi que d'elle : le profit résulte de l'exploitation, et il baisse parce que les moyens de production par travailleur, ou la « composition organique du capital », augmentent comme résultat de l'accumulation qui résulte de l'investissement pris sur les profits résultant de l'exploitation, tandis que le « taux d'exploitation » (« travail voié » par unité de « travail tation » (« travail volé » par unité de « travail payé ») a une limite supérieure.

(3) Voir par exemple l'article « Science économique et position politique », Revue économique, juillet 1978. (4) Le thème constant de la Richesse des nations est la dénonciation du capitalisme monopoliste et de l'exploitation des travailleurs. La célèbre emain invisible » n'y est introduite qu'au passage et à cette fin, pour dénoncer les barrières douanières comme instrument des monopoles; Marx défend aussi

cette conclusion (5) Citons, notamment, Benjamin Cohen à Londres (la Théorie marxiste de l'histoire : une déjense), Ian Steedman à Manchester (Marx après Srajja), Jon Elster à Oslo, B.-J. Van der Vean à Amsterdam, Samuel Bowles et Herbert Gintis aux Etats-Unis, etc., auxquels on doit joindre des économistes comme Uzawa au Japon, Harcourt en Australie, Pasinetti et Garegnani en Italie, etc.

Au nom de la morale

Par SERGE-CHRISTOPHE KOLM

propriété capitaliste, fondée sur le droit a la liberté, grace à la théorie des prix Mais, justement, comprendre ce mélange subtil et explosif exige qu'on en perçoive auparavant les ingrédients comme distincts, Marx s'affirme d'abord et essentiellement

homme de science. Il consacre à l'analyse economique le plus gros de sa vie et de ses ecrits, surtout après l'âge de trente-quatre ans (il meurt à soixante-cinq ans). Le Capital, livre d'économie (1), couronne son œuvre, et il le pense ainsi. Marx meurt à la tache en l'achevant. Dans son introduction, il dit que son but est de trouver les « lois du mouvement » du capitalisme comme Newton découvrit celles des planètes. Et il précise que les critiques scientifiques de son œuvre sont bienvenues. Qu'en laissent-elles ?

La principale « loi du mouvement » du capitalisme est la « baisse tendancielle du taux de profit ». Celle-ci, dans la théorie de Marx, résulte de l'exploitation (2), et, par une belle justice immanente, elle mènera le capitalisme au suicide. Malheureusement, la preuve qu'en donne Marx n'est pas logique pour toute une série de raisons. Marx en voit certaines (d'où la « tendance »), et il se tue, littéralement, à y

Ce faisant, Marx contribue à l'analyse économique sur divers problèmes très importants en intervenant dans des polémiques, ou en posant des questions, ou en insistant sur elles. Sa théorie des « crises de réalisation > (celles de 1929 et de 1974 en sont) sera développée par Keynes. Celle de la production intertemporelle — ou théorie du capital au sens strict — le sera par Bohm-Bawerk (réputé l'anti-Marx, mais ce qu'il lui reproche est autre chose : la théorie de la valeur). Celle de l'input-output le sera par Walras avant Leontief. Celle de l'accumulation, par nombre d'auteurs plus modernes. Cependant, sur tous ces points, les apports propres de Marx auraient été aisément retrouvés, et, sans lui, le train de la connaissance économique ne serait pas plus en retard maintenant.

I Marx a en tant d'influence, s'il est possible de se compter parmi ses disciples, ce n'est pas pour sa science mais pour sa morale. Par la plus belle illustration de la fausse conscience. Marx ne fait pas ce qu'il dit et il ne dit pas ce qu'il fait. Tous ses ouvrages majeurs portent dans leur titre « critique de l'économie politique » (« préface à la », « fondement de », etc., et c'est le sous-titre du Capital). Or Marx ne critique pas l'économie poli-tique, il accuse le capitalisme. L'économie politique, il s'en sert et y contribue. S'il critique quelque chose, c'est l'idéologie libérale qui n'a rien à voir avec l'économie politique — une science — ni dans la logique ni chez les savants (3). Mais il n'aurait jamais eu l'influence qu'il a eue s'il

PAGE 8:

PAGE 9:

PAGES 10 à 12:

PAGES 13 à 18:

échange : ils en sont exploités. Ces deux définitions ne sont équivalentes que dans la mesure où les prix des marchandises sont proportionnels aux quantités de travail nécessaires directement et indirectement pour les produire : c'est la « théorie de la valeur-travail », qui trouve là son seul et unique rôle réel.

Ce n'est pas le lieu, ici, de rappeler les longues discussions de ces concepts : qu'espelle-t-on travail comment définiton sa quantité (en temps), comment compare - t - on des travaux différents s'agit-il du travail incorporé ou de celui qui serait nécessaire, un travail spécifique peut-il toujours être affecté à un seul bien la proportionnalité notée est-elle plus ou moins vraie, d'où vient la productivité du travail, etc.? Il est plus urgent de voir la fonction profonde de cette théorie de l'exploitation.

Par la première définition, l'exploitation crée le profit. Par la seconde, elle consiste en ce que du temps de travail du salarié ne lui est pas payé, lui est volé. Le profit « est » du temps de vie spolié, de la liberté ôtée. Or, au milieu du XIXº siècle, la liberté achève d'être reconnue comme droit humain fondamentel : après la lutte contre lution française, on lutte pour plus de droits individuels et pour l'abolition de l'esclavage (auquel le salariat est couram-

ment comparé).

Admettant ce qui précède, le profit est illégitime selon ce droit. Et il en est de même de la propriété du capital, puisque celui-ci naît de l'accumulation d'investissements provenent du profit. Le capitalisme est donc illégitime.

Or. la théorie éthico-économique libérale arrive à la conclusion exactement opposée à partir précisément du même postulat ethique de base : le droit à la liberté. En effet, la liberté inclut celle d'échanger. Or profit et salariat ne proviennent que d'achats et de ventes volontaires de toutes les parties. La liberté inclut aussi celle de donner (le don n'est d'ailleurs qu'un cas particulier d'échange où l'un des deux transferts s'évanouit) : l'héritage est donc aussi légitime. Au total, le profit et la propriété privée sont légitimes selon le droit à la liberté.

Marxisme et libéralisme jugent donc le même système avec la même morale et aboutissent aux conclusions contraires. Quel paradoxe! Le mystère s'épaissit encore lorsqu'on remonte aux sources, car Marx, s'il développe plus que quiconque la théorie de l'exploitation, en a trouvé l'idee ailleurs. La théorie libérale de la légitimité de la propriété et du profit, et la théorie de l'exploitation qui prouve leur illégitlmité, trouvent leur origine dans les mêmes auteurs, les mêmes ouvrages, et parfois les mêmes phrases | A la source de tout, le Second Traité de gouvernement

PAGE 19: CUBA : LE «SOCIALISME REEL» ET LA DESIL-LUSION, par Bernard Cassen. — Correspondance : la situation sociale au Pérou

PAGE 20:

Les livres du mois,

PAGE 21:

POLITIQUE ET LITTERATURE : Irlande, la guerre qui s'éternise, par Patrick Rafroidi.

PAGE 22:

Dans les revues...

PAGE 23:

CAMERAS POLITIQUES : Renouveau en Amérique latine, par Ignacio Ramonet. Carlos Ibarra, Jesus Trevino et Pedro Rivera

PAGES 24 à 27 :

L'activité des organisations internationales.

«Le Monde diplomatique » du mois d'avril 1980

LES PARIS DU SYSTEME ALIMENTAIRE MON-DIAL : L'abondance mal gérée, par Marcel Mariois. — Sept cent mille paysans de la vallée du Sénégal... par Claude Meillassoux. — Loi du profit et exode

par Gerard Kleinschmidt.

l'article de René Lefort.

rural aux Etats-Unis, par Eleanor LeCain. — Un effet de la rente pétrolière au Nigéria, par Johny Egg. — Le règne des conglomérats céréaliers, par Edmond de Clermont. — L'action du Fonds international de développement agricole, par Edouard Sauvignon. Recherches universitaires : L' affaire de Diego-Garcia », par Charles Zorgbibe.

L'or, le dollar et l'intégration capitaliste, suite de

l'article de Francis Kern. — Revenir à l'étalon-or?

LA COURSE AUX RESSOURCES RENOUVELABLES

AUX ETATS-UNIS, par Michel Brassine et François

LE POUVOIR NOIR AU ZIMBABWE, suite de

a été tire à 117 000 exemplaires.

Automatique:39.050F* 1,6 litre. Traction avant. HONDA **JAPAUTO** Coucessionnaire exclusif - 27, av. de la Grande Armée - Tél. : 500.14.51 Service spécial TTX - CD - K - VIP. préfère TOTAL

UN AUTRE TYPE DE MARXISME : JOSÉ CARLOS

MARIATEGUL une pensée libre, par Hugo Neira.

La stabilité inquiete de la République fédérale, par

LES LIENS ECONOMIQUES ENTRE L'EST ET

L'OUEST SONT-ILS IRREVERSIBLES? par François

Le pouvoir financier en France, par André Granou.

* Prix clès en maios au 1-4-80.

Mai 1980